

COLLECTION

Chaire
Fernand-Dumont
sur la culture

Sous la direction de
Joanne Burgess
Paul-André Linteau

Histoire et patrimoine

Pistes de recherche et de mise en valeur



Histoire et patrimoine

Pistes de recherche et de mise en valeur

Chaire
Fernand-Dumont
sur la culture

Sous la direction de Fernand Harvey

La collection se propose de publier des ouvrages individuels ou collectifs autour des grandes questions culturelles de notre temps, liés à la transmission et à l'innovation en matière culturelle, au rôle des institutions et des politiques culturelles et à l'avenir des petites sociétés dans un contexte de mondialisation.

Une liste des titres parus dans la collection est disponible à la fin du volume.

Sous la direction de

**Joanne Burgess et
Paul-André Linteau**

Histoire et patrimoine

Pistes de recherche et de mise en valeur



Presses de
l'Université Laval

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada

Canada

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien. L'an dernier, le Conseil a investi 153 millions de dollars pour mettre de l'art dans la vie des Canadiennes et des Canadiens de tout le pays. We acknowledge the support of the Canada Council for the Arts, which last year invested \$153 million to bring the arts to Canadians throughout the country.



Conseil des arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

SODEC

Québec 

Maquette de couverture : Laurie Patry

Mise en pages : Danielle Motard

ISBN : 978-2-7627-4329-5

ISBN pdf : 9782763743301

© Les Presses de l'Université Laval

Tous droits réservés.

Imprimé au Canada

Dépôt légal 2^e trimestre 2019

Les Presses de l'Université Laval

www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

Table des matières

Présentation	1
--------------------	---

JOANNE BURGESS ET PAUL-ANDRÉ LINTEAU

Partie 1 Recherche et médiation

L'appropriation du patrimoine archéologique du Québec	13
---	----

PIERRE DESROSIERES ET SOPHIE LIMOGES

Partie 2 Histoire locale et patrimoine de proximité, des voies d'accès au passé

La rue montréalaise, miroir de la ville	31
---	----

PAUL-ANDRÉ LINTEAU

Les « villages » de Montréal, ou la métropole comme communauté de communautés: réflexions sur l'utilisation de la notion de quartier en histoire urbaine	57
--	----

HAROLD BÉRUBÉ

Le patrimoine de proximité dans les régions du Québec: une perspective historique.....	77
---	----

FERNAND HARVEY

Partie 3

Les échanges, histoire et patrimoine

L'empire du commerce montréalais : acteurs, territoires et patrimoines	119
---	-----

JOANNE BURGESS ET MICHELLE COMEAU

Connaître et valoriser le patrimoine portuaire de Montréal : un chantier inachevé	151
--	-----

ALAIN GELLY

Partie 4

Numérique, histoire et patrimoine : enjeux et perspectives

Le recours aux technologies numériques pour l'étude de contenus à caractère historique et archéologique : l'exemple du site de l'ancien marché Sainte-Anne et du Parlement de la province du Canada	175
--	-----

NATHALIE CHARBONNEAU ET ANNA THIRION

Technologies numériques 3D et patrimoine, quels enjeux pour demain?	199
--	-----

ROBERT VERGNIEUX

Prendre le tournant spatial en histoire : le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal et le Système de cartographie de l'histoire de Montréal (SCHEMA)	213
---	-----

LÉON ROBICHAUD

Présentation

JOANNE BURGESS ET
PAUL-ANDRÉ LINTEAU

L'histoire et les études patrimoniales ont pendant longtemps évolué en parallèle, sans que les spécialistes cherchent à franchir les limites de leurs disciplines respectives. Depuis quelques années, toutefois, les collaborations et les échanges se sont accrus – les historiens découvrant le potentiel exceptionnel du patrimoine, notamment du patrimoine urbain et muséal, comme source et comme support à la diffusion des connaissances. Le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal a été un acteur majeur de cette mouvance. C'est pourquoi il a voulu réunir, dans cet ouvrage, un ensemble de contributions qui explorent des enjeux et des thématiques qui sont au cœur de son programme de recherche, voire de son identité.

Né en 2006, le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal réunit aujourd'hui plus de 30 membres – chercheurs de l'université et du collégial et acteurs des milieux de la culture et du patrimoine – ainsi que 16 organismes partenaires. Puisque le contenu de cet ouvrage est étroitement lié à l'histoire, aux objectifs et aux réalisations du Laboratoire, nous avons souhaité rappeler rapidement ses origines et les principaux jalons de son évolution, de même que les grands axes de sa programmation.

LES ORIGINES DU LABORATOIRE

Pour comprendre la genèse du Laboratoire, il faut d'abord connaître et apprécier le milieu qui l'a vu naître, soit l'Université du Québec à Montréal et son Département d'histoire. Ce dernier se démarque en effet par l'intérêt précoce et soutenu qu'il porte à l'histoire urbaine du Québec et à l'histoire de Montréal en particulier. Les professeurs Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert y effectuent des recherches pionnières sur l'histoire de la métropole et réunissent leur expertise au sein du Groupe de recherche sur la société montréalaise au XIX^e siècle (1972-1987). Plusieurs jeunes historiens y seront initiés à l'histoire économique, sociale et démographique de Montréal, de même qu'aux principales sources sérielles et à leur traitement informatique. L'équipe, devenue Groupe de recherche sur l'histoire de Montréal (1987-2006), connaîtra une mutation pendant les années 1990, intégrant de nouveaux chercheurs, élargissant l'éventail des questions et des périodes examinées, puis s'investissant dans l'étude comparée de Montréal et de grandes métropoles européennes. En parallèle, les codirecteurs de l'équipe – Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert et Joanne Burgess – participent à diverses initiatives visant la valorisation et la diffusion des savoirs historiques, notamment dans le cadre des célébrations du 350^e anniversaire de la fondation de Montréal, en 1992.

Foyer de recherche sur l'histoire de Montréal, le Département d'histoire innove également par son engagement dans la recherche appliquée. À partir de 2003, la maîtrise en histoire s'enrichit d'un profil consacré à cette approche ; Joanne Burgess en assure la direction de 2004 à 2014. La crédibilité et le rayonnement de cette formation reposent sur la qualité des relations nouées avec des musées, centres d'archives, organismes communautaires et administrations publiques de la métropole. Des relations de collaboration soutenues se tissent alors entre ces diverses institutions d'accueil des stagiaires et les spécialistes de l'histoire de Montréal.

Les conditions sont donc réunies pour favoriser la création d'une équipe de recherche en partenariat au moment où les organismes subventionnaires, tant à Ottawa qu'à Québec, s'interrogent sur l'impact social de la recherche universitaire et veulent en accroître les retombées. Des propositions émergent alors, imaginant divers types de cadres collaboratifs et des modalités plurielles de construction de passerelles entre la recherche scientifique et les acteurs du milieu. L'UQAM, par son Service

aux collectivités, est à l'avant-garde de la réflexion sur ces enjeux et se fait l'avocate d'un partenariat fondé sur la coproduction des connaissances.

En 2005, le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) annonce la création d'un programme pilote, Impact du savoir sur la société (ISS), avec pour mot d'ordre la mobilisation des connaissances. Son objectif est de réunir des chercheurs universitaires et des organismes partenaires pour assurer la mobilisation de leur expertise et de leurs savoirs respectifs afin de mettre en application les résultats de la recherche scientifique et d'accroître leur impact sur la société. Saisissant cette belle occasion, des chercheurs liés à la maîtrise en histoire appliquée et au Groupe de recherche sur l'histoire de Montréal imaginent le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal et constituent une équipe intersectorielle réunissant une dizaine de chercheurs et autant de partenaires. L'obtention d'une subvention de trois ans permet alors au Laboratoire de prendre forme et d'amorcer ses activités¹.

Les années 2006 à 2009 servent à définir ses orientations fondamentales. Quatre objectifs principaux sont alors formulés et affichés sous le thème général *L'histoire au cœur de la cité*: s'engager dans la cité pour appuyer les milieux culturels et l'action citoyenne; contribuer à l'avancement des connaissances et à leur diffusion; créer des lieux d'échange et de débats; et former une relève. Au fil des années, la composition de l'équipe se diversifie et s'enrichit de nouveaux collaborateurs universitaires et partenariaux. Les activités sont fortement arrimées à la maîtrise en histoire appliquée et privilégient la mobilisation des connaissances pour répondre aux besoins des partenaires: mise en valeur des archives, des collections muséales et du patrimoine urbain. Parmi les nombreuses réalisations de ces années, soulignons *Les grandes rues de Montréal* (en collaboration avec le Service des archives et la Division du patrimoine de la Ville de Montréal), *L'histoire illustrée du Faubourg Saint-Laurent* (avec la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent), et la production (avec le Musée McCord) de ressources numériques proposant une mise en contexte d'artefacts réunis autour d'une thématique particulière, que ce soit l'alimentation, la lecture ou la caricature. Le Laboratoire devient un véritable forum

1. À propos des premières années du Laboratoire, voir Joanne Burgess, «L'histoire au cœur de la cité: l'expérience du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal», dans Iñaki Arrieta Urtizberea (dir.), *Museos y parques naturales: comunidades locales, administraciones públicas y patrimonialización de la cultura y la naturaleza*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 2010, p. 191-216.

d'échanges entre des acteurs d'horizons multiples, réunis par leur passion pour l'histoire et le patrimoine.

INTENSIFICATION DU PARTENARIAT ET ÉLARGISSEMENT DES PERSPECTIVES

Une nouvelle phase dans l'histoire du Laboratoire s'amorce en 2009, alors que l'équipe cherche à assurer sa pérennité par l'obtention de nouvelles sources de financement. Elle fait alors appel, avec succès, au Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) et à son programme de soutien aux équipes de recherche en partenariat. Depuis, le FRQSC lui offre un financement important, permettant le maintien d'une infrastructure de base, la participation des partenaires à la vie de l'équipe, ainsi que la diffusion et la mise en valeur des connaissances issues de la recherche.

Alors que le CRSH privilégiait (dans le cadre de l'ISS) des structures de gouvernance où le pouvoir décisionnel était aux mains des universitaires, le FRQSC prône un plus grand partage de l'autorité. Il s'agit d'une vision qui concorde avec les principes, auxquels adhère la direction de l'équipe, longtemps promus par le Service collectivités de l'UQAM. Désormais, la gestion est paritaire, tant au Bureau de direction qu'au sein des comités d'encadrement des divers projets.

Les exigences du FRQSC obligent également l'équipe à mieux cibler ses axes de recherche et d'intervention prioritaires. Auparavant, le Laboratoire s'était plutôt défini par son adhésion large à la connaissance et à la promotion de l'histoire et du patrimoine de Montréal. À partir de 2009, il doit porter une plus grande attention à la définition des thématiques qui réunissent ses membres et structurent ses interventions. Sa programmation scientifique devient dès lors un reflet plus authentique et explicite de sa composition interdisciplinaire et intersectorielle, et affiche une sensibilité plus ciblée aux enjeux qui préoccupent chercheurs et praticiens.

En 2012, la vie du Laboratoire est profondément transformée par l'octroi d'une importante subvention dans le cadre du programme de subventions de partenariat du CRSH. Le Partenariat de recherche *Montréal, plaque tournante des échanges: histoire, patrimoine, devenir* (MPTE), rattaché au Laboratoire, voit alors le jour. Il devient ainsi possible d'amorcer un véritable programme en partenariat, intégrant la recherche fondamentale et appliquée. Les participants, pour la plupart déjà membres du Laboratoire,

élaborent un ensemble de projets d'envergure, réunis au sein de grands chantiers de recherche². Ces projets innovent par leur fort ancrage numérique; en effet, ce dernier est à la fois support à la recherche scientifique et puissant outil de mobilisation des connaissances. En outre, dans le cadre de ce programme, le Laboratoire accorde une place accrue à l'élaboration et à l'étude de pratiques pédagogiques novatrices.

LES PÔLES STRUCTURANTS DE LA PROGRAMMATION DE RECHERCHE DU LABORATOIRE

Ainsi, depuis sa création, le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal a été soumis à diverses influences qui ont contribué à façonner sa personnalité et les grands thèmes qui caractérisent aujourd'hui son engagement scientifique et social.

Sous le thème intégrateur de *Villes: espaces, cultures et sociétés*, les activités du Laboratoire peuvent être regroupées autour de quatre pôles. C'est d'abord la métropole, Montréal, qui est au cœur de la recherche et de l'action des membres de l'équipe. Ce premier pôle en appelle un second, soit l'engagement à étudier la ville à travers son histoire et son patrimoine. Cela exige une approche fondée sur un jeu d'échelles – comprendre l'urbanité et la réalité urbaine à divers niveaux, puis les inscrire dans le cadre de dynamiques régionales, transfrontalières ou transnationales. De même, le Laboratoire reconnaît la richesse et la diversité des patrimoines urbains – archéologique, immobilier, archivistique, immatériel, etc. –, qu'il envisage comme sources à interroger et comme ressources au service de la communication de l'histoire.

Le troisième pôle qui caractérise le Laboratoire est son recours aux humanités numériques, reconnues comme outils de recherche et de valorisation. Depuis 2012, en effet, l'engagement à l'égard de l'innovation en numérique s'est affirmé. L'équipe a investi dans la création de ressources numériques – la *Bibliographie sur l'histoire de Montréal* et la *Chronologie de Montréal* – pour soutenir la recherche et informer le public avide de connaissances sur l'histoire de Montréal. Il a eu recours à la modélisation 3D/4D et mis au point des environnements numériques

2. Ces chantiers et les projets qui s'y rattachent peuvent être consultés en ligne: lhpm.uqam.ca.

interactifs adaptés aux besoins de partenaires muséaux et permettant une connaissance approfondie du patrimoine immobilier et archéologique de Montréal. Enfin, ses activités de recherche plus récentes témoignent de sa participation au virage spatial ou *spatial turn*, notamment par le recours aux systèmes d'information géographique historique et l'élaboration d'une plateforme, SCHEMA (Système de Cartographie de l'Histoire de Montréal), hébergeant des applications cartographiques interactives.

Enfin, et il s'agit du quatrième pôle, le Laboratoire est convaincu que l'Histoire doit être au cœur de la cité. Et cette présence dans l'espace public passe par un engagement actif et soutenu avec les acteurs du champ culturel, dans le cadre d'une relation partenariale marquée par le partage d'expertise et la coproduction de savoirs.

Outre les productions collectives des membres de l'équipe, il faut signaler les nombreuses contributions individuelles (livres, brochures, articles et communications) des chercheurs, et celles (thèses, mémoires et rapports de recherche) des étudiants et étudiantes qui y sont associés. Les orientations et les réalisations du Laboratoire ont donc été substantielles et diversifiées pendant ses dix premières années d'existence.

En 2016, pour marquer cet anniversaire, le Laboratoire a organisé un colloque qui s'est tenu les 10 et 11 mai, dans le cadre du Congrès de l'ACFAS, à l'Université du Québec à Montréal. Sous le thème *De l'histoire au patrimoine : état des lieux et perspectives*, la rencontre visait non seulement à présenter un bilan des travaux du Laboratoire, mais aussi à provoquer une réflexion sur les orientations de la recherche dans ses principaux pôles d'activité. Le programme comprenait cinq séances de communications et une table ronde de conclusion. Il mettait en vedette une vingtaine d'intervenants, aussi bien des chercheurs de l'équipe que des experts de l'extérieur. Le colloque a permis des échanges fructueux dont le contenu méritait une diffusion au-delà de l'auditoire présent ces jours-là.

Dès le départ, la direction du Laboratoire envisageait une publication des actes. La transformation des communications orales en articles exigeait toutefois un investissement que certains participants n'étaient pas en mesure de fournir, compte tenu de leurs autres obligations. En outre, certaines prestations se prêtaient mal à une présentation écrite. La direction a tout de même pu rassembler une douzaine d'auteurs qui ont accepté de retravailler leur texte à la lumière des commentaires fournis.

Il en résulte un livre d'une grande richesse dans lequel la relation entre histoire et patrimoine est explorée sous divers angles. On y met en lumière les apports originaux de travaux récents, menés au sein du Laboratoire ou dans d'autres milieux, et on y esquisse des pistes de recherche. En outre, l'appropriation et la diffusion des résultats de la recherche et la mise en valeur du patrimoine reçoivent une attention particulière. L'ouvrage n'a rien d'encyclopédique et ne prétend pas faire le tour de la question ; chacun des articles aborde plutôt des objets d'étude, des approches ou des sujets bien définis. En fin de compte, l'ensemble offre plus que la somme de ses parties en présentant des regards croisés qui permettent d'alimenter une réflexion plus large.

Le livre s'amorce sur un bilan du processus d'appropriation du patrimoine archéologique, rédigé par les archéologues Pierre Desrosiers et Sophie Limoges. Il s'attache en particulier à identifier les groupes d'acteurs à l'œuvre dans ce processus. Il se termine par un plaidoyer en faveur d'un rôle accru de la recherche afin d'appuyer une meilleure diffusion des connaissances. Cet appel pourrait d'ailleurs être étendu à bien d'autres domaines des études patrimoniales. La présence de cet article dans le recueil rappelle l'importance de l'apport de l'archéologie à l'histoire de Montréal, ce dont témoigne aussi l'implication du Laboratoire dans le dossier du marché-parlement dont il sera question plus loin.

Vient ensuite un ensemble de trois chapitres réunis sous l'angle de l'histoire locale et du patrimoine de proximité. Les deux premiers témoignent de l'un des axes fondamentaux du Laboratoire : l'étude de l'histoire urbaine et, singulièrement, de celle de Montréal. La ville est un objet d'étude fascinant qui peut être abordé en utilisant des échelles fort diverses, allant du logement individuel et de la famille qui l'habite jusqu'à l'ensemble de l'agglomération et de sa population diversifiée. Deux de ces échelles sont mises en lumière ici : celle de la rue et celle du quartier.

La première permet de décortiquer de manière fine des phénomènes socioéconomiques complexes afin d'illustrer des façons de vivre en ville. Elle permet d'observer, immeuble par immeuble, l'évolution du tissu urbain. Dans son chapitre sur la rue montréalaise, Paul-André Linteau explique le potentiel de ce niveau d'analyse qui offre parfois un microcosme de la scène urbaine plus globale, tout en présentant les spécificités associées au patrimoine de proximité.

De son côté, l'historien Harold Bérubé s'attaque à une autre échelle, celle du quartier. Il réfléchit d'abord à sa définition et à son utilisation en histoire urbaine. Il passe ensuite en revue les études historiques montréalaises qui ont révélé ce niveau de l'analyse urbaine et en montre toute la richesse. L'auteur s'interroge sur la mise en valeur de la mémoire du quartier qui renforce l'attachement au patrimoine de proximité, mais qui peut aussi conduire à une certaine idéalisation du passé. À ses yeux, le quartier n'en reste pas moins « une porte d'entrée privilégiée pour découvrir la ville, l'étudier et la comprendre ».

À l'échelle du Québec, la région est un peu l'équivalent de ce qu'est le quartier à celle de la ville, un territoire intermédiaire qui se distingue par le sentiment d'appartenance qui anime ses habitants. Dans son chapitre, le sociologue Fernand Harvey étudie comment l'histoire locale et le patrimoine de proximité ont été valorisés dans les régions du Québec. Il circonscrit quatre grandes périodes qui témoignent à la fois d'un enracinement ancien et d'un épanouissement récent. Il fait ressortir la multiplication des lieux de mise en valeur, à la suite d'initiatives locales et grâce à l'appui de l'État et des administrations municipales.

La partie suivante de l'ouvrage est ancrée autour du thème des échanges, un autre des grands axes de recherche du Laboratoire, qui est aussi une composante fondamentale de la spécificité de Montréal. Les deux principaux piliers des échanges, le commerce et les transports, sont abordés successivement.

Joanne Burgess et Michelle Comeau se penchent sur le commerce montréalais. Elles rappellent d'abord l'abondante production historiographique consacrée à ce sujet. Elles font ensuite état de quelques enquêtes auxquelles elles ont été associées dans le cadre des travaux du Laboratoire. Les premières portent sur les magasins et le magasinage entre 1850 et 1910; une autre vise à reconstituer l'infrastructure commerciale du quartier Sainte-Marie et son évolution sur près d'un siècle; viennent enfin deux recherches sur le commerce d'alimentation, l'une dans le secteur du Faubourg à m'lasse, l'autre dans le Vieux-Montréal. Ces travaux ont permis d'identifier des acteurs du commerce montréalais, mais ils ont surtout fait ressortir ses dimensions spatiales: localisation dans la ville, architecture des immeubles et utilisation des lieux. Ils passent de l'entreprise de gros, centralisée, aux magasins de proximité, dispersés dans la ville. Il y

a ainsi un mariage d'échelles et de lieux qui rend compte de la diversité de l'activité commerciale.

Celle-ci repose évidemment sur l'existence de réseaux de transport et de distribution efficaces. Interface entre l'Europe et l'Amérique du Nord et tête de pont des circuits canadiens, Montréal est au cœur de ces réseaux. Aucune composante ne symbolise son rôle incontournable plus que son port, poumon économique de la ville. L'historien Alain Gelly s'y attarde dans son chapitre sur le patrimoine portuaire. Il rappelle que cet espace, comprenant aussi une partie des rives du canal de Lachine, a eu des fonctions multiples – du chargement et déchargement des navires à l'entreposage et même à la fabrication – et qu'il a été un milieu de travail et un milieu de vie. L'auteur braque surtout l'attention sur les initiatives et les réalisations du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, en partenariat avec la Société du Vieux-Port de Montréal et Parcs Canada.

La dernière partie de l'ouvrage offre trois textes consacrés au recours au numérique dans l'étude et la mise en valeur de l'histoire et du patrimoine. Ce type de démarche occupe une place croissante dans les productions du Laboratoire, comme en témoignent ses écoles d'été Montréal numérique, de 2014 à 2017, et plusieurs autres réalisations. Parmi celles-ci, un programme-vedette a certainement été la modélisation numérique d'immeubles patrimoniaux. Il s'agissait de reconstituer ces structures anciennes en trois dimensions, visibles de divers angles et à diverses échelles, et d'y ajouter une quatrième dimension, celle de l'évolution dans le temps. L'une des initiatives portées par l'équipe du Laboratoire posait toutefois un défi particulier, car l'immeuble – le marché Sainte-Anne, devenu Parlement du Canada – n'existe plus. Il n'en subsiste que des traces archivistiques, iconographiques et archéologiques. C'est ce dont rend compte le chapitre rédigé par Nathalie Charbonneau et Anna Thirion. Le texte fait d'abord état de la nature des sources disponibles, puis présente les stratégies numériques retenues pour les mettre en œuvre. Il fait aussi le point sur le questionnement scientifique qui accompagne la démarche.

Un exemple français de numérisation à des fins historiques et patrimoniales est ensuite raconté par l'archéologue Robert Vergnieux. Son chapitre retrace les étapes, étalées sur une trentaine d'années, d'un programme visant à reconstituer en trois dimensions les immeubles consacrés au culte d'Aton dans l'Égypte du xiv^e siècle avant notre ère. L'auteur décrit

ensuite comment les outils numériques développés pour la recherche ont pu également être utilisés pour la mise en exposition des résultats.

Une autre dimension de la relation entre le numérique et l'histoire est son application à l'étude de l'évolution de l'espace urbain. Dans son chapitre, l'historien Léon Robichaud décrit bien ce tournant spatial, une démarche que l'équipe du Laboratoire a empruntée avec enthousiasme. L'auteur raconte le cheminement ayant permis de développer le Système de cartographie de l'histoire de Montréal (SCHEMA) et montre le potentiel qu'offre celui-ci en termes de spatialisation et de visualisation des phénomènes historiques. Il donne ensuite l'exemple de quelques réalisations de chercheurs du Laboratoire qui utilisent le système et des avantages qu'ils en tirent.

Cette brève présentation illustre la belle articulation de la structure thématique de l'ouvrage et la complémentarité du contenu des textes qui y sont réunis. Ces derniers proposent une riche réflexion méthodologique, étayée par un large éventail d'exemples. Ils témoignent aussi de l'ampleur des préoccupations qui animent leurs auteurs et de la diversité des objets d'étude mobilisés pour explorer la relation entre histoire et patrimoine. Nous espérons que le lecteur, quel que soit son ancrage disciplinaire ou professionnel, y trouvera des pistes stimulantes de recherche et de mise en valeur.

En terminant, nous tenons à remercier nos bailleurs de fonds, notamment le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) qui appuie le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal et le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) qui finance le Partenariat Montréal, *plaque tournante des échanges : histoire, patrimoine, devenir*. Soulignons aussi l'apport, en personnel et en ressources matérielles, de l'Université du Québec à Montréal et des partenaires membres du Laboratoire. Nous adressons des remerciements tout particuliers à Marion Beaulieu qui a coordonné le travail de préparation du manuscrit et à Véronique Stahn qui a assuré l'appui administratif. Enfin, merci à Fernand Harvey, qui nous accueille dans sa collection, et à toute l'équipe des Presses de l'Université Laval.

Partie 1

RECHERCHE ET MÉDIATION

L'appropriation du patrimoine archéologique du Québec

PIERRE DESROSIERS
ET SOPHIE LIMOGES

Ainsi, la culture est en perpétuelle évolution et se construit, au fil du temps, à même les interactions qui surviennent entre celles et ceux qui se l'approprient. Plus une communauté est ouverte et donne libre cours aux interactions entre ses membres de générations, d'origines ou de religions différentes, plus la culture que se donne cette communauté est riche, diversifiée et porteuse d'avenir¹.

L'appropriation consiste en un enrichissement sur le plan culturel collectif; c'est le sens que les auteurs retiennent pour explorer l'appropriation du patrimoine archéologique. Est-ce qu'elle peut comporter des risques? Bien sûr! Face aux sociétés autochtones qu'il étudie, l'archéologue est souvent vu comme véhiculant des attitudes colonialistes. Le collectionneur qui possède des artefacts sans les déclarer prive la société d'un accès à un patrimoine collectif. De son côté, l'État dispose de mécanismes légaux, mais sont-ils suffisants pour que le citoyen puisse s'approprier le patrimoine archéologique, reflet de son histoire et de sa culture?

Le présent article examine le processus d'appropriation du patrimoine archéologique, les acteurs et les retombées de cette appropriation au sein de la société, soit toutes les composantes qui s'inscrivent dans un processus

1. Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, *Document de fondements pour une approche culturelle de l'enseignement: cadre pancanadien pour l'appropriation de la culture dans les écoles de langue française*, 2012, 98 p. <approcheculturelle.ca/assets/pdf/5456-CMEC-DocumentWeb.pdf>.

à long terme². L'exercice est avant tout empirique, c'est-à-dire qu'il est fondé sur le bagage professionnel des deux auteurs qui ont cumulé de multiples expériences dans le domaine de l'archéologie et de la muséologie, tant en milieu gouvernemental qu'en milieu privé, ainsi que dans différentes situations de portées locale et nationale, voire internationale. Pour les fins de la présente étude, les auteurs ont concentré leurs efforts sur l'objet mobilier (l'artefact) ; ils désirent ainsi mettre l'accent sur les collections générées au fil des ans à la suite des interventions archéologiques et des découvertes fortuites réalisées sur l'ensemble du territoire. Ils rappellent que ces collections prennent tout leur sens lorsqu'elles sont issues d'un contexte archéologique et, encore davantage, lorsqu'elles sont présentées *in situ*. C'est d'ailleurs ce qui distingue les collections archéologiques des collections muséales, destinées à la recherche et, exceptionnellement, à des fins muséales.

LE PROCESSUS D'APPROPRIATION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Il est désormais largement admis qu'un patrimoine dont la valeur identitaire et de mémoire historique, culturelle et sociale est préservé à travers son authenticité, son intégrité, son "esprit du lieu", constitue une composante indispensable du processus de développement³.

Le processus d'appropriation se concrétise en fonction des acteurs et des modes d'appropriation qu'ils entretiennent avec l'objet. En archéologie, la démarche d'appropriation s'inscrit dans un cycle d'acquisition et de transmission des connaissances propre à la recherche scientifique, mais où différents acteurs contribuent à la réalisation, l'influencent et l'orientent.

Centrée sur l'objet, l'appropriation débute avec une émotion, une connexion, un dialogue entre l'objet et l'individu. L'objet découvert est beau, il est doux, il est bizarre, il est mystérieux, il est vieux ! Une dimension *sensorielle* existe alors entre l'individu et l'objet. C'est sur cette base

2. Douglas C. Comer, « Conservation and Preservation in Archaeology in the Twenty-First Century », dans Claire Smith (dir.), *Encyclopedia of Global Archaeology*, New York, Springer, 2014, p. 1640-1646.

3. ICOMOS, *Déclaration de Paris sur le patrimoine comme moteur du développement*, Paris, 2011, 6 p.

– cette curiosité – que naît généralement le besoin de connaître, de se renseigner sur l'objet, de le comparer à d'autres, de le classifier, de lui attribuer une fonction, et ainsi de suite. Après avoir réalisé ses propres recherches et avoir atteint la limite de sa démarche personnelle, l'individu aura le choix d'abandonner ou d'avoir recours à un spécialiste – l'archéologue – pour mieux saisir ce qu'il a en main. Ce passage coïncide avec une dimension *cognitive*: on cherche à rendre l'objet le plus signifiant possible, à lui attribuer un intérêt qui peut se transposer à une échelle plus grande, une échelle collective. C'est le spécialiste (l'archéologue, le muséologue, etc.) qui confirmera l'importance de l'objet. Ensuite, les entités locales, régionales et nationales, ainsi que les organismes du milieu, reconnaissent (ou non) la valeur de l'objet, ce qui correspond à la dimension *rationnelle*. Enfin, les autorités nationales, à travers des lois, des politiques et des subventions, posent des gestes qui se veulent raisonnés, c'est-à-dire posés en connaissance de cause. Cela ne veut pas dire que tout ce qui est important pour l'archéologue l'est aussi pour les autres acteurs. Ce qui importe dans l'appropriation collective du patrimoine archéologique, c'est que l'archéologue permet de rationaliser leur choix.



Les modes d'appropriation associés au patrimoine archéologique

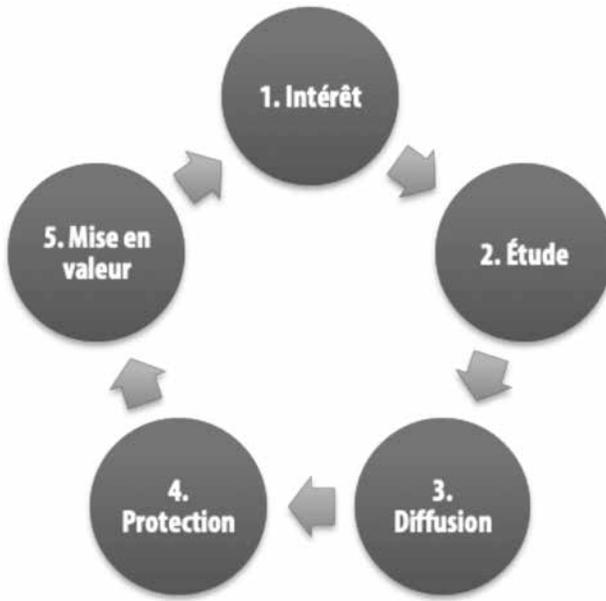
L'une des caractéristiques du patrimoine archéologique est évidemment sa matérialité: les gens peuvent voir et toucher l'objet. C'est aussi sa connexion avec un lieu physique d'histoire qui prolonge l'expérience de découverte originale en fonction des recherches archéologiques qui s'y déroulent. Cet élément d'authenticité, de vécu, de vrai, fascine. C'est à partir de ce moment que l'on veut en savoir plus sur l'objet et sa signification, ce qui dépasse largement son aspect physique.

Après la découverte de l'objet, la quête de sens se poursuit dans bon nombre d'activités. Que ce soit l'individu qui s'intéresse à des objets particuliers et qui décide de les collectionner, ou le chercheur qui trouve un site et décide de le fouiller, une foule d'activités peuvent survenir après la découverte initiale. De plus, l'amateur et le professionnel peuvent combiner

leurs efforts pour assouvir leur intérêt commun. Les activités de terrain (fouilles et autres interventions) et en laboratoire (nettoyage, catalogage, numérotage, analyses et traitement de conservation) permettent de plus en plus aux amateurs de découvrir et d'entretenir cette passion. Cet intérêt est évidemment encouragé par les entités locales et régionales et les organismes du milieu qui investissent dans la protection, la recherche et la mise en valeur du patrimoine archéologique. Pour entretenir cet intérêt grandissant, l'accès aux activités de découverte se multiplie : expositions, circuits de découverte, reconstitutions virtuelles, publications, colloques, conférences, etc. Il y en a pour tous les goûts. En outre, la démarche d'appropriation collective s'étend jusqu'à la reconnaissance (locale, régionale ou nationale) de l'importance de ce patrimoine culturel : des mécanismes de classement, de commémoration, de valorisation existent pour identifier ce qui est remarquable.

La protection, la recherche et la mise en valeur du patrimoine archéologique ne sont cependant pas une fin en soi ; elles s'inscrivent dans un cycle itératif, illustré ici, où les découvertes alimentent l'intérêt qui se manifeste de plusieurs manières nouvelles et inédites et qui, ultimement, stimule et encourage la réalisation d'autres recherches. Ainsi le citoyen, l'archéologue et la société civile, les élus locaux et nationaux, peuvent communiquer entre eux et approfondir leurs échanges autour de l'histoire du Québec et de son avenir.

En somme, l'appropriation du patrimoine archéologique commence par le fait qu'il existe physiquement dans un lieu (intérêt, prise de conscience), qu'il peut être étudié (recherches sur le terrain, inventaire, traitements de conservation, analyses et interprétation des résultats), qu'il peut être protégé (classement, commémoration, conservation, législation) et que les connaissances sur celui-ci peuvent être diffusées (via des publications, le Web et les médias sociaux) et être mises en valeur sur place ou dans un musée. Enfin, l'appropriation se concrétise par un attachement qui incite le citoyen à réfléchir sur le devenir de la société et l'archéologue à poursuivre son cycle d'acquisition et de transmission de connaissances pour alimenter cette réflexion.



La démarche d'appropriation du patrimoine archéologique

LES ACTEURS ET LEURS RÔLES DANS L'APPROPRIATION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Le processus d'appropriation commence par le citoyen. Vient ensuite l'archéologue, le chercheur qui étudie l'objet, l'interprète et communique sa signification ; s'y greffent les groupes d'intérêt professionnels. S'ajoute une troisième catégorie d'acteurs, les instances locales et régionales ainsi que les organismes autochtones, les institutions muséales et les établissements universitaires qui, en fonction des rôles qu'ils jouent, contribuent au processus d'appropriation à différentes échelles et dans différentes sphères (culturelle, économique, politique, touristique) de la société. Enfin, une quatrième catégorie correspond aux autorités nationales qui, par l'adoption et l'application de lois, protègent le patrimoine archéologique. L'exemplarité de leurs gestes, de leurs visions et de leurs investissements influence ce qui se fait dans la discipline et dans le secteur d'activités. Tous les acteurs énumérés ici œuvrent au sein de notre société ; on peut y observer une dynamique qui évolue dans le temps en fonction de bon nombre de facteurs externes ou internes qui seront explorés plus loin.

L'appropriation du patrimoine archéologique par l'État

Au Québec, la reconnaissance d'un patrimoine archéologique à protéger émane de la Révolution tranquille et se concrétise avec l'adoption de la Loi sur les biens culturels en 1972, alors qu'aux États-Unis elle a lieu avec la *Antiquities Act* en 1916 et quelques décennies plus tard au Canada anglais⁴. Cette prise de conscience est donc toute récente dans la société québécoise.

La régionalisation de Parcs Canada se fait en 1974 avec la mise sur pied à Québec des équipes multidisciplinaires en archéologie, en histoire, en ethnologie, en conservation, en restauration, en architecture et en ingénierie pour gérer les lieux historiques nationaux du Canada et les collections fédérales. Plus de quarante ans après la régionalisation, cette expertise a perdu son élan avec des coupes importantes de personnel en archéologie⁵ et la décision formelle que les collections du Québec seront transférées dans la région d'Ottawa (Gatineau) avec les autres collections de Parcs Canada sur tout le territoire canadien⁶.

De son côté, le ministère de la Culture et des Communications met sur pied le Laboratoire et la Réserve d'archéologie du Québec (LRAQ); il y conserve les collections publiques, celles de la Ville de Québec et des collections privées. Le développement du lieu se fait en collaboration étroite avec le Centre de conservation du Québec. Le LRAQ ne dispose toutefois pas de spécialiste en culture matérielle pour analyser les collections et les faire valoir; il revient à la communauté des archéologues de leur insuffler une âme, ce qui s'est fait seulement lorsqu'il y avait des projets financés par le Ministère, comme ce fut le cas pour les collections de Place-Royale à Québec au cours des années 2000 et, plus récemment, avec le projet Archéolab (www.archeolab.quebec).

Le Centre de conservation du Québec (CCQ), un service rattaché au ministère de la Culture et des Communications, joue aussi un rôle clé en archéologie puisqu'il est le principal intervenant en matière de

4. Pierre Desrosiers, *L'archéomuséologie: l'archéologie entre au musée*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011, 321 p.

5. Samuel Auger, « Manifestation contre les coupes fédérales à Parcs Canada », *Le Soleil*, 9 juin 2012. <<https://www.lesoleil.com/actualite/politique/manifestation-contre-les-coupes-federales-a-parcs-canada-7b8a08690980c0123f43eaf1537e14ef>>.

6. Parcs Canada, *Modernisation du patrimoine: les artefacts de Parcs Canada auront un nouveau toit*. <<https://www.pc.gc.ca/fr/culture/arch/art>>.

conservation et de restauration des pièces archéologiques. Les gestes de restauration posés par ses spécialistes favorisent non seulement la conservation et l'appréciation des pièces traitées, mais contribuent grandement à l'avancement des connaissances.

L'appropriation par les autres acteurs

Les exemples les plus communs d'appropriation se retrouvent chez les collectionneurs privés. Au Québec, les collections d'artefacts prisées par les collectionneurs sont celles associées à la préhistoire autochtone sous forme d'objets en pierre, en céramique, en os ou en ivoire, ou encore les objets trouvés sur des sites militaires facilement repérables grâce aux détecteurs de métal. Signe du temps, les collectionneurs reconnaissent de plus en plus que les artefacts qu'ils détiennent constituent un bien collectif, c'est-à-dire qui devrait être accessible à tous, et songent à les remettre à des institutions qui peuvent les étudier et les mettre en valeur. À côté de ces exemples d'appropriation, d'autres individus font état d'une prise de conscience exemplaire face au potentiel de recherche et de mise en valeur que peut révéler le patrimoine archéologique lorsqu'il est fouillé et analysé dans les règles de l'art. Récemment, un propriétaire-mécène du Vieux-Québec n'a pas hésité à rendre son site archéologique et ses collections disponibles aux chercheurs de l'Université Laval, à la Ville de Québec, au ministère de la Culture et des Communications et au Centre de conservation du Québec. Le fruit de cette collaboration s'est traduit concrètement par la réalisation d'un hôtel archéologique, l'Auberge Saint-Antoine⁷. En devenant une signature pour cet hôtel qui offre un produit touristique unique en Amérique du Nord, l'archéologie constitue une valeur ajoutée exceptionnelle. Cet exemple démontre bien que le citoyen peut être sensible à l'intérêt collectif, même si l'aspect pécuniaire le fait parfois hésiter.

L'appropriation des archéologues se concrétise par la création de l'Association des archéologues du Québec en 1979. Cette appropriation s'est transformée en engagement avec l'adoption d'un code d'éthique, l'un des plus stricts en Amérique du Nord. Vingt ans plus tard, en 1999, naît Archéo-Québec, le réseau de la diffusion de l'archéologie, une association à but non lucratif qui regroupe une centaine d'organismes et de professionnels partageant une préoccupation commune pour la diffusion de

7. Pour en savoir plus : <<https://www.saint-antoine.com/ft>>.

l'archéologie et son rayonnement dans les sphères culturelle et touristique de la société québécoise. Récemment, Archéo-Québec, qui coordonne depuis 12 ans le Mois de l'archéologie, s'est vu reconnaître le statut d'organisme de regroupement national par le ministère de la Culture et des Communications.

À la faveur des ententes de développement culturel avec le ministère de la Culture et des Communications, plusieurs instances locales et régionales se sont approprié leur patrimoine archéologique. Toutefois, peu d'entre elles ont développé des liens avec celui-ci aussi forts et soutenus que les villes de Montréal et de Québec. Dans ces deux villes, l'archéologie s'inscrit tout autant dans les volets culturel et patrimonial que dans celui de l'aménagement urbain, ce qui favorise, par ricochet, sa protection et sa mise en valeur dans le cadre de son évolution urbaine. L'autonomie de ces grands centres est fort louable, inspirante et propice à l'appropriation du patrimoine archéologique par les citoyens. Ailleurs au Québec, il demeure encore difficile de convaincre les instances locales et régionales d'investir en archéologie sans qu'il y ait des obligations légales à observer, d'autant plus que la prise de conscience de l'existence chez elles d'un tel patrimoine culturel reste embryonnaire. N'empêche qu'en présence de professionnels passionnés et convaincus, des villes comme Lévis et Longueuil, ainsi que la MRC du Haut-Saint-Laurent, ont fait des gains considérables pour inscrire le patrimoine archéologique dans le développement et la qualité de vie des citoyens.

En outre, certains groupes autochtones ont pris les moyens de se servir de l'archéologie pour se réapproprier leur passé; c'est le cas du Gouvernement de la nation cri. Le patrimoine archéologique constitue ici un élément d'affirmation identitaire fructueux dans les échanges des autochtones avec l'État. La recherche archéologique leur permet de redécouvrir leur passé, de rétablir les liens entre le passé et le présent et de construire un avenir sur ces nouvelles bases. Le cycle s'appuie ici essentiellement sur des aspects culturels, patrimoniaux et politiques: rétablir un lien avec leurs ancêtres, réaffirmer leur présence sur le territoire et rendre le patrimoine archéologique accessible aux membres des communautés sur le territoire cri.

Plusieurs institutions muséales à thématique archéologique, incluant des lieux d'interprétation et des sites patrimoniaux, sont présentes dans les

régions et ont un rayonnement tantôt local, tantôt régional, mais rarement national. La seule exception est Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, qui est d'envergure résolument internationale. Elle est d'ailleurs l'une des rares institutions muséales qui comptent des archéologues au sein de leur personnel professionnel. En tant qu'institutions muséales, les lieux historiques nationaux gérés par Parcs Canada ont fait l'objet de plusieurs programmes de recherches archéologiques dans le passé. Le patrimoine archéologique contribue ici à la commémoration de l'histoire canadienne.

Les universités québécoises attachent beaucoup d'importance à l'archéologie et à la formation de la relève; plusieurs professeurs pratiquent au Québec, y mènent des chantiers-écoles qui se poursuivent parfois pendant des décennies sur un même site et diffusent des synthèses de leurs recherches. Du fait de leurs activités de terrain, les liens qu'ils tissent avec les communautés locales et régionales sont durables, c'est-à-dire qu'ils influencent de plus en plus les citoyens, les autorités locales, les institutions muséales et les autres acteurs régionaux. Bref, les recherches menées par les universités québécoises s'inscrivent de façon croissante dans le développement culturel, économique et touristique régional.

Il ressort de ce survol que les acteurs expriment leur appropriation de plusieurs manières (code de déontologie, commémoration, protection, rayonnement, aménagement urbain, réappropriation culturelle, etc.), sans toutefois qu'ils soient nécessairement complémentaires.

Tous les modes d'appropriation demeurent pertinents et permettent au citoyen et à la société tout entière de bénéficier du patrimoine archéologique. À travers le chemin parcouru se dessinent des constantes qui ont favorisé son appropriation au Québec. On observe tout d'abord l'importance de l'autonomie d'action, que ce soit celle de Parcs Canada dans ses lieux historiques nationaux ou celle des villes de Montréal et de Québec. Cette autonomie a mené à des réalisations substantielles sur le plan archéologique. N'empêche qu'il manque ici une vision à long terme pour guider le développement, la gestion, la protection et la recherche au Québec si l'on veut que l'appropriation prenne une dimension réellement collective.

Les acteurs et leur mode d'appropriation du patrimoine archéologique

LES ACTEURS	LES MODES D'APPROPRIATION
Les individus	Signalement de découverte, participation aux activités proposées, collectionnement – prise de conscience, protection
Les consultants autonomes et les firmes d'archéologie	Les interventions de terrain et les analyses en culture matérielle
L'Association des archéologues du Québec	Code de déontologie, diffusion des résultats de recherche (colloque et publication annuels)
Le réseau Archéo-Québec	Diffusion – rayonnement des activités proposées dans les régions
Les villes et les municipalités	Intégration au développement et à l'aménagement du territoire
Les organismes autochtones	Participation au développement des connaissances, réappropriation culturelle, éducation
Les institutions muséales	Synergie avec des partenaires du milieu, création d'une offre culturelle pour la population locale, régionale et touristique qui tient compte aussi des défis en matière de conservation, de documentation et de mise en valeur des collections (il y aurait aussi la conservation, la documentation et la mise en valeur des collections)
Les universités	Formation, recherche, synthèse des connaissances et développement régional
Parcs Canada (lieux historiques et parcs nationaux)	Commémoration de l'histoire canadienne, gestion, mise en valeur
Ministère de la Culture et des Communications	Législation, protection, gardiennage (collections), subventions aux partenaires

COMMENT L'ÉTAT INFLUENCE L'APPROPRIATION

En fait, les facteurs influençant l'appropriation du patrimoine archéologique par la société sont directement liés à ce que l'État fait ou ne fait pas à l'intérieur d'un cycle d'acquisition et de transmission des connaissances. Les actions de Parcs Canada et du ministère de la Culture et des Communications du Québec, ainsi que leur évolution, exercent à cet égard des effets déterminants.

Parcs Canada

Parcs Canada avait créé jusqu'à tout récemment une structure fondée sur une vision globale et basée sur des normes et des lignes directrices (<https://www.historicplaces.ca/fr/pages/standards-normes>) entourant la commémoration de l'histoire canadienne à l'intérieur d'un réseau de lieux historiques nationaux. Cette structure mettait à profit la recherche, la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel de chaque lieu. Le cycle d'acquisition et de transmission des connaissances permettait aux lieux historiques de se renouveler régulièrement, à tout le moins jusqu'à ce que l'investissement financier se raréfie et que les professionnels quittent progressivement l'agence fédérale. Le contexte politique des années 2010 a mis fin à la structure existante, sans souci de continuité. Depuis 2016, c'est principalement une approche de conservation qui prévaut. Un investissement majeur a été accordé pour les infrastructures (parcs et lieux historiques nationaux)⁸, mais la recherche archéologique y est assujettie aux besoins en restauration. Si les interventions archéologiques se font toujours dans les règles de l'art, les études post-terrain, la diffusion des résultats et la mise en valeur du patrimoine archéologique n'occupent plus la place prépondérante d'antan.

Un autre facteur exacerbant une situation déjà critique sur le plan de l'expertise est la volonté de Parcs Canada de transférer des milliers de caisses d'artefacts à Gatineau. Ce transfert mettra ainsi fin à une appropriation collective québécoise du patrimoine archéologique provenant des lieux historiques nationaux du Canada qui s'était matérialisée sous forme d'expertises multidisciplinaires (cumulant un savoir considérable), de lieux de recherches, de laboratoires de conservation et d'un volumineux

8. Parcs Canada, *Investissement dans l'infrastructure*. <<https://www.pc.gc.ca/fr/agence-agency/infrastructure>>.

centre de documentation. Cette appropriation – faut-il le rappeler – a permis à Québec de devenir une ville du patrimoine mondial grâce à la synergie qui existait depuis une trentaine d’années entre Parcs Canada, le ministère de la Culture et des Communications, la Ville de Québec et l’Université Laval.

En somme, l’agence fédérale a évolué d’une vision globale à une approche strictement limitée à la conservation ; d’un réseau articulé à un réseau de lieux plus ou moins autonomes ; d’une recherche s’inscrivant dans un cycle d’acquisition et de transmission de connaissances à une recherche subordonnée aux besoins d’entretien et d’aménagement des lieux ; d’une expertise de calibre international à une expertise ponctuelle répondant aux besoins spécifiques des lieux historiques. La dégringolade est substantielle même si certains signes de redressement se dessinent.

Ministère de la Culture et des Communications du Québec

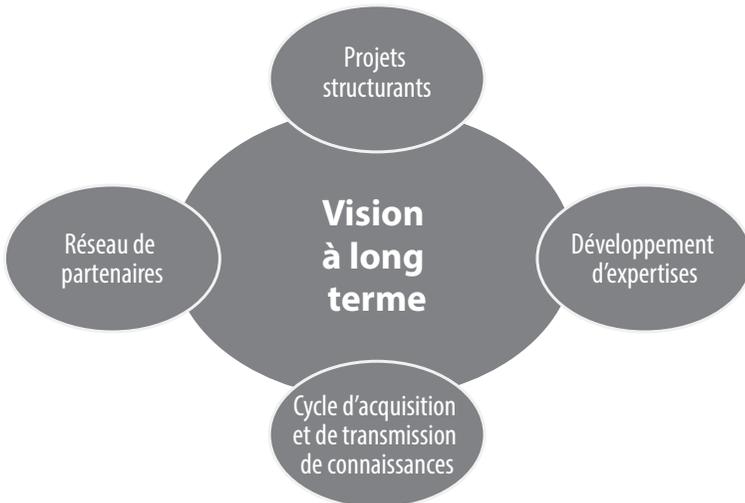
La structure et la vision du ministère de la Culture et des Communications (MCC) ont beaucoup changé depuis sa création en 1961. Sa structure a d’abord été centralisée puis, à partir de 1985, elle s’est décentralisée pour traduire une vision axée sur le développement régional. De nombreux programmes d’acquisition et de mise en valeur de connaissances en archéologie ont été mis sur pied jusqu’aux années 2000, ce qui a favorisé le classement de plusieurs sites archéologiques, l’implantation d’institutions muséales régionales (musées et lieux d’interprétation) et la création de liens de partenariat avec plusieurs municipalités et municipalités régionales de comté. Faute de financement, les efforts de développement en région ont cessé à partir de cette date et elles n’ont jamais retrouvé leur élan d’origine.

Depuis Québec, le MCC continue d’exercer son mandat de gestion des permis de recherche archéologique, du Centre de documentation, de l’Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ) et du Laboratoire et de la Réserve d’archéologie du Québec (LRAQ). Toutes les composantes du système de gestion gouvernemental s’inscrivent théoriquement dans un cycle favorisant l’acquisition et la transmission de connaissances. Cependant, la composante la plus vulnérable reste le LRAQ, dont l’avenir demeure incertain. Pendant ce temps, les collections continuent de s’accumuler au point où l’espace manque. Les besoins en conservation

augmentent, mais la mission du LRAQ stagne. Une évidence s'impose pourtant : l'État ne peut se départir de ses collections puisqu'il en est le propriétaire et qu'elles sont inaliénables. Le MCC en est actuellement le gardien. Toutefois, sans expertise pour les exploiter et les faire connaître, il minimise considérablement leur portée sociale.

Le MCC explore présentement la possibilité de réunir ses collections avec celles de la Ville de Québec dans les locaux situés à proximité de ceux des laboratoires d'archéologie de l'Université Laval, dans le Vieux-Québec. Cette éventualité paraît prometteuse pourvu qu'elle permette de financer des projets d'étude sur les collections archéologiques.

Ce survol des facteurs influençant l'appropriation du patrimoine archéologique par la société met en lumière le rôle crucial, nécessaire et exemplaire de l'État en tant que propriétaire du patrimoine archéologique. Orientés vers une appropriation collective productive, ces facteurs devraient se décliner comme suit : une vision structurante et à long terme ; un réseau de partenaires où l'État n'est pas nécessairement le maître d'œuvre, mais un investisseur principal ; un cycle favorisant la connaissance et où la recherche et la diffusion trouvent un équilibre fructueux ; enfin, une expertise à développer en fonction de la vision.



Composantes pour l'appropriation du patrimoine archéologique par la société.

CONCLUSION

Il n'y a pas d'archéologie sans valorisation parce que le public doit comprendre l'enjeu de la recherche. C'est aussi la justification sociale de l'archéologie qui vit des financements publics⁹.

Sous le thème de l'appropriation, un nouveau regard est posé sur l'archéologie au Québec et, plus largement, sur les liens qui se tissent entre les divers acteurs interpellés par ce patrimoine culturel. L'examen du processus d'appropriation permet de reconnaître qu'il est un facteur de cohésion sociale, de bien-être, de créativité et d'attractivité économique ainsi que de compréhension entre les membres d'une collectivité. Il a été aisé de démontrer qu'il s'inscrit dans un cycle d'acquisition et de diffusion des connaissances qui permet de maintenir l'intérêt, de développer chez certains un sentiment d'appartenance ou même des valeurs identitaires et de susciter une réflexion sur le devenir de la société: « Ainsi, les vestiges archéologiques n'ont pas le même intérêt pour toutes les sociétés et les traces qu'elles gardent de leur passé sont fonction de la vision qu'elles ont du présent et de l'avenir¹⁰. »

Ce survol du phénomène d'appropriation du patrimoine archéologique au Québec a permis de dégager des tendances, mais surtout de faire valoir le rôle essentiel joué par la recherche à laquelle se greffent d'autres notions tout aussi vitales pour la société: la protection du patrimoine archéologique, l'éducation et la formation, le développement et l'aménagement durable, etc. L'arrimage de toutes ces notions demeure encore flou et souvent conflictuel alors que celles-ci devraient être complémentaires. Il faut donc les articuler et les mettre en œuvre dans une vision à long terme plutôt qu'en fonction de besoins ponctuels. Pour ce faire, il faudrait les introduire dans une planification éclairée des projets qui permettent de profiter pleinement des occasions de développement. C'est d'ailleurs ainsi que la recherche pourra véritablement jouer un rôle bénéfique auprès des citoyens et de la société dans son ensemble en offrant de nouvelles connaissances.

9. Isabelle Balsamo et Marie-Christine Vigutto (dir.), *Tri, sélection, conservation: quel patrimoine pour l'avenir?*, actes de la table ronde sous l'égide de l'École nationale du patrimoine, 23, 24 et 25 juin 1999, Paris, Éditions du patrimoine, 240 p.

10. Pierre Nora, « Introduction », dans Isabelle Balsamo et Marie-Christine Vigutto (dir.), *Tri, sélection, conservation [...]*, op. cit.

Un message clair à diffuser auprès des acteurs et partenaires avec qui les archéologues réalisent des projets serait un pas dans la bonne direction puisque « la connaissance d'un passé commun entraîne en effet un sentiment d'appartenance fort et constitue un facteur d'identité¹¹ ». Pour ce faire, toutefois, ce message doit aussi être incarné et véhiculé par l'État pour qu'il repose sur des assises solides; cela serait possible si celui-ci reconnaissait que la protection du patrimoine archéologique passe par la recherche au lieu de l'exclure. Une fois cette dernière implantée, il serait alors possible pour le citoyen de mieux s'approprier le patrimoine archéologique puisqu'il serait actualisé par la diffusion des résultats de la recherche et par leur mise en valeur lorsqu'il est pertinent de le faire.

Parmi les conséquences directes de la situation actuelle, liée en grande partie au désengagement légal et financier de l'État, il y a aussi la perte de l'expertise en culture matérielle, un rôle à revaloriser. À quoi servent les collections si elles ne sont pas étudiées? N'oublions pas que l'intérêt des archéologues ne se limite pas à la protection du patrimoine archéologique, ils s'intéressent aussi – et surtout – à la culture derrière l'objet¹². Un laboratoire-réserve des collections archéologiques demeure essentiel pour donner un sens à l'artefact. Qu'il soit unique, à la tête d'un réseau ou le résultat d'un partenariat importe peu, il est indispensable de le rendre accessible auprès des citoyens et l'intermédiaire demeure l'archéologue.

Reste à développer une vision qui puisse réunir à la fois l'expertise archéologique dans un lieu favorable au cycle de l'acquisition et de la transmission des connaissances et, ainsi, stimuler un réseautage de partenaires. Il lui faut une âme qui s'incarne dans un projet porteur. Un tel projet rassembleur vient de se concrétiser au Québec, l'Archéolab (www.archeolab.quebec), un partenariat entre le ministère de la Culture et des Communications et Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, qui jette une lumière nouvelle sur les collections archéologiques de référence du Québec. Il importe de souhaiter longue vie à cette initiative.

11. Odile Tankéré, *La conservation du mobilier archéologique: un enjeu scientifique, culturel et social: les centres de conservation et d'étude, une voie nouvelle vers la décentralisation?*, Paris, L'Harmattan, 2012, 231 p.

12. Hilary A. Soderland, « Values and the Evolving Concept of Heritage: The First Century of Archaeology and Law in the United States (1906-2006) », dans George S. Smith, Phyllis Mauch Messenger et Hilary A. Soderland (dir.), *Heritage Values in Contemporary Society*, Walnut Creek, Left Coast Press, 2010, p. 129-143.

En fait, la constitution ou la recherche sur une collection archéologique n'est pas une fin en soi ; le projet s'inscrit plutôt dans un processus d'appropriation qui réunit les acteurs et permet de donner un nouveau souffle à l'acquisition et à la diffusion des connaissances sur le patrimoine archéologique du Québec.

Pierre Desrosiers est chercheur adjoint au CELAT, à l'Université Laval. Il a mené une carrière d'archéologue au sein du ministère de la Culture et des Communications à Québec. Il a enseigné à l'Université de Montréal et à l'Université Laval et il est un membre fondateur du réseau Archéo-Québec.

Sophie Limoges est directrice du Musée maritime du Québec – Capitaine J. E. Bernier. Diplômée de l'Université de Montréal en histoire de l'art et en anthropologie, elle œuvre dans les domaines de la culture, du patrimoine et de la muséologie depuis maintenant 20 ans.

Partie 2

HISTOIRE LOCALE ET PATRIMOINE DE PROXIMITÉ, DES VOIES D'ACCÈS AU PASSÉ

La rue montréalaise, miroir de la ville

PAUL-ANDRÉ LINTEAU

Depuis au moins le Moyen Âge, les rues¹ sont une composante essentielle du tissu urbain, dont elles forment l'ossature. Parfois voies étroites, parfois grands boulevards, s'élargissant à l'occasion pour créer des places, elles façonnent le paysage bâti de nos villes². Leur identité est surtout définie par les immeubles qui les bordent, qu'il s'agisse de petites maisons ou de grands ensembles, de lieux de cultes ou d'édifices publics, d'usines ou de parcs. Cela explique sans doute que l'étude de l'histoire des rues ait surtout attiré l'attention de spécialistes de l'architecture et de l'urbanisme³.

La rue est cependant plus qu'un agrégat d'immeubles. Elle est voie de communication et axe de circulation. En ce sens, elle témoigne de l'évolution des moyens de transport et des infrastructures urbaines. L'identité de la rue est aussi définie par les personnes qui l'habitent, y travaillent ou la fréquentent. Ces populations, qui parfois s'enracinent, parfois se renouvellent rapidement, témoignent des caractéristiques économiques, sociales et culturelles du territoire.

-
1. En français, le mot lui-même apparaît vers l'an 1000. Francis Sidot et Jean-Charles Depaule, « Rue », dans Christian Topalov et collab. (dir.), *L'aventure des mots de la ville: à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, 2010, p. 1075.
 2. François Bédarida et Anthony Sutcliffe, « The Street in the Structure and Life of the City: reflections on Nineteenth-Century London and Paris », *Journal of Urban History*, vol. 6, n° 4, 1980, p. 379-396.
 3. Voir par exemple Zeynep Çelik, Diane Favro et Richard Ingersoll (dir.), *Streets: Critical Perspectives on Public Space*, Berkeley, University of California Press, 1994, 294 p. ; Nicholas Fyfe (dir.), *Images of the Street: Planning, Identity and Control in Public Space*, Londres, Routledge, 1998, 286 p.



La foule occupe la rue Sainte-Catherine, le soir du 12 juillet 1964.
L'éclairage met en lumière l'affichage en anglais.
Source : Maurice Macot, photographe. Archives de la Ville de Montréal,
VM94-A0159-009

Ces identités, tant physiques qu'humaines, ne sont pas immuables. Elles évoluent au cours des ans et parfois connaissent des transformations radicales. On peut souvent déceler au niveau de la rue des changements qui affectent la société urbaine en général. Ainsi, observant sur plus d'un siècle l'évolution de la rue qu'elle habite à Berlin, une journaliste française la perçoit « comme un échantillon du pays, le miroir en miniature de ses coutumes et de ses traits de caractère⁴ ».

La rue, ou un segment de celle-ci, peut donc être vue comme un microcosme ou un révélateur de la société urbaine et de l'espace urbain. La rue devient ainsi une échelle d'analyse de l'histoire urbaine, au même titre que le quartier ou la ville entière.

4. Pascale Hugues, *La robe de Hannah: Berlin 1904-2014*, Paris, J'ai lu, 2016, p. 20.

Pourtant, un peu partout dans le monde, les travaux d'histoire urbaine n'accordent pas une grande place à l'étude de la rue. Les nombreuses biographies de villes mettent en lumière les grandes forces qui les définissent, sans s'attarder aux microespaces qui les composent. Aux États-Unis, le *Journal of Urban History* n'a, au cours de ses 44 années d'existence, publié que trois articles dont l'enquête porte sur une rue précise⁵ et trois autres s'intéressant de façon plus générale à ce type d'espace⁶. Au Canada, la *Revue d'histoire urbaine* n'a elle aussi publié qu'une poignée d'articles, dont trois portent sur d'autres villes que Montréal⁷. Il existe des travaux d'envergure sur des rues de Winnipeg et de Toronto⁸, mais ils ne sont pas nombreux. Sur ce plan, Montréal se distingue de nombreuses autres villes.

LA SPÉCIFICITÉ MONTRÉALAISE

Depuis les années 1980, l'histoire des rues est devenue une caractéristique importante de la production historique sur Montréal. Elle est un peu une marque de commerce du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de

5. Kathryn L. Reyerson, « Public and Private Space in Medieval Montpellier: The Bon Amic Square », *Journal of Urban History*, vol. 24, n° 1, 1997, p. 3-27; Charlotte Brooks, « The War on Grant Avenue: Business Competition and Ethnic Rivalry in San Francisco's Chinatown, 1937-1942 », *Journal of Urban History*, vol. 37, n° 3, 2011, p. 311-330; Matt Reynolds, « Landscape in Motion: Nostalgia and Urban Redevelopment in Ed Ruscha's Then and Now: Hollywood Boulevard, 1973-2004 », *Journal of Urban History*, vol. 41, n° 6, 2015, p. 1052-1072.
6. François Bédarida et Anthony Sutcliffe, *The Street in the Structure and Life of the City* [...], *op. cit.*; Penelope J. Corfield, « Walking the City Streets: The Urban Odyssey in Eighteenth-Century England », *Journal of Urban History*, vol. 16, n° 2, 1990, p. 132-174; Daniel M. Bluestone, « "The Pushcart Evil": Peddlers, Merchants, and New York City's Streets, 1890-1940 », *Journal of Urban History*, vol. 18, n° 1, 1991, p. 68-92.
7. Margaret T. Rockwell, « The Facelift and the Wrecking Ball: Urban Renewal and Hamilton's King Street West, 1957-1971 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 37, n° 2, 2009, p. 53-61; Nicholas Lombardo, « White-Collar Workers and Neighbourhood Change: Jarvis Street in Toronto, 1880-1920 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 43, n° 1, 2014, p. 5-19; Nathan Roth et Jill L. Grant, « The Story of a Commercial Street: Growth, Decline, and Gentrification on Gottingen Street, Halifax », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 43, n° 2, 2015, p. 38-53.
8. David G. Burley et Mike Maunder, *Living on Furby: Narratives of Home, Winnipeg, Manitoba, 1880-2005*, Winnipeg, The Institute of Urban Studies, 2008, 155 p.; Daniel Ross, *Remaking Downtown Toronto: Politics, Development, and Public Space on Yonge Street, 1950-1980*, thèse de doctorat (histoire), Université York, 2017, 328 p.

Montréal, mais elle a aussi attiré plusieurs autres chercheurs. L'objectif du présent texte est d'inventorier cette production, et d'analyser son apport⁹.

Pourquoi Montréal semble-t-elle se prêter aussi bien à l'histoire faite à l'échelle de la rue? L'explication tient peut-être d'abord à la conjonction d'un ensemble de sources, associées à l'histoire urbaine, et qui commencent à être exploitées dans les années 1970 et 1980.

Comme dans les autres villes canadiennes, les chercheurs montréalais peuvent compter sur la disponibilité de recensements particulièrement riches, notamment en ce qui concerne l'immigration, l'éthnicité, la religion, l'âge et la profession. Ils ont surtout la chance que les cahiers des recenseurs, matière première de ces recensements, aient été conservés et diffusés et qu'ils soient accessibles en ligne¹⁰. Cela leur permet d'analyser, logement par logement, la composition et les caractéristiques des ménages et de reconstituer la trame d'une rue ou d'un segment de rue. Cependant, entre le milieu du 19^e siècle et le milieu du 20^e siècle, ces enquêtes ne sont réalisées que tous les dix ans, de sorte que les flux à court terme échappent à l'observation. Comme ailleurs, les chercheurs peuvent aussi compter sur l'existence d'atlas très détaillés, documentant l'évolution du territoire, de son occupation et de son organisation. Ces atlas sont particulièrement nombreux pour Montréal, peut-être plus que pour d'autres villes, et la plupart sont numérisés¹¹.

S'ajoutent à cela des sources spécifiquement montréalaises qui ont aussi l'avantage d'avoir été produites, année après année, pendant plus d'un siècle. À l'instar des autres municipalités nord-américaines, la Ville de Montréal réalise, à des fins fiscales, un rôle d'évaluation des propriétés. Celui-ci permet notamment de connaître, rue par rue, la valeur de chacun des terrains et immeubles et l'identité de leur propriétaire. Plus intéressant encore est le rôle des valeurs locatives dont la confection a été rendue nécessaire par la décision des autorités montréalaises d'imposer à tous les ménages une taxe d'eau, proportionnelle au montant du loyer payé par les occupants. Ce document fournit, par rue et par adresse, la liste non

9. Je poursuis ici des réflexions que j'avais amorcées dans « La rue Sainte-Catherine et les autres grandes rues de Montréal: le regard de l'histoire urbaine », communication à la journée d'étude *La rue comme patrimoine*, Institut du Patrimoine de l'UQAM, Montréal, 24 mars 2011.

10. Ils sont notamment disponibles sur le site Web <<https://www.ancestry.ca/>>.

11. Ils sont presque tous disponibles, en ligne ou en format papier, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

seulement des immeubles, mais aussi de chacun des logements, avec le nom et la profession du chef de ménage et le montant du loyer¹². Cette dernière variable reflète assez bien la capacité de payer des personnes et peut donc être utilisée par l'historien comme indice de leur niveau socio-économique. S'y ajoute l'annuaire de Montréal produit par la compagnie Lovell. Il comprend un répertoire alphabétique des résidents avec l'intitulé de leur profession. Surtout, il offre, dans son *Street Directory*, par segment de rue, une liste de toutes les adresses avec le nom de leur occupant et, jusqu'au début du 20^e siècle, sa profession¹³. L'annuaire Lovell permet ainsi aux chercheurs de suivre, année après année, l'évolution de la composition de chaque rue. Dans ce cas, comme dans celui des rôles municipaux, l'information disponible ne concerne généralement que le chef de ménage, mais elle est tout de même fort utile pour brosser un portrait démographique et socioéconomique des rues de Montréal.

Les géographes David Hanna et Sherry Olson sont les premiers à avoir, dans les années 1980, utilisé le segment de rue comme unité de base dans le cadre de l'étude historique des caractéristiques socioéconomiques de la population de la ville. À cette fin, ils sont aussi les premiers à avoir eu recours aux valeurs locatives dont ils ont établi le niveau médian pour chaque segment de rue¹⁴. Ils ont notamment appliqué cette méthode à l'élaboration de la remarquable planche qu'ils ont produite pour le troisième tome de l'*Atlas historique du Canada*¹⁵. Ils ont ouvert la voie, amenant les historiens à s'intéresser eux aussi à l'échelle de la rue.

Très vite, à l'UQAM, nous avons saisi l'intérêt de cette approche, d'autant plus que des professeurs, regroupés au sein d'équipes de recherche¹⁶, avaient fait de Montréal l'objet principal de leurs recherches. Nous en

12. Ces sources peuvent être consultées aux Archives municipales de la Ville de Montréal. Les rôles d'évaluation sont numérisés et accessibles à : <https://archivesdemontreal.ica-atom.org/roles-devaluation-fonciere-1847-2003>.

13. Annuaire Lovell : [/bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/index.html](http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/index.html).

14. David B. Hanna et Sherry Olson, « Métiers, loyers et bouts de rue : l'armature de la société montréalaise, 1881 à 1901 », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 27, n° 71, 1983, p. 255–275.

15. David B. Hanna et Sherry Olson, « Paysage social de Montréal, 1901 », dans Donald Kerr et Deryck W. Holdsworth (dir.), *Atlas historique du Canada, volume III : jusqu'au cœur du XX^e siècle, 1891-1961*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1990, planche 30.

16. Le Groupe de recherche sur la société montréalaise au XIX^e siècle (GRSM, 1972-1987), devenu le Groupe de recherche sur l'histoire de Montréal (GRHM, 1987-2006). Voir Paul-André Linteau et collaborateurs, *25 ans d'histoire de Montréal : le Groupe de*

avons en particulier saisi le potentiel pédagogique. Le choix du segment de rue permettait de mener une minienquête historique, avec la mise en œuvre de sources variées, réalisable dans un temps limité. Chaque étudiant pouvait choisir son segment et suivre sur plusieurs années la population qui l'habitait ainsi que son appartenance professionnelle. Il pouvait ensuite jumeler ces informations avec ce qui avait été glané dans d'autres types de documents. La segmentation territoriale définissait un champ d'observation restreint, mais dans lequel il était possible d'étudier des phénomènes significatifs pour l'histoire sociale et urbaine. Dès 1994, j'utilisais cette méthode dans le cadre d'un cours de recherche, en dernière année de premier cycle, puis j'ai inséré une telle activité dans mon cours d'analyse sur l'histoire de Montréal. Dans l'un et l'autre cas, l'expérience a pu être répétée à de nombreuses reprises.

La méthode pouvait aussi être appliquée pour des recherches de plus grande ampleur. À partir des années 1990, Joanne Burgess et moi avons proposé à des étudiants de réaliser des mémoires de maîtrise portant sur une rue ou un segment de rue. En parallèle, des chercheurs à l'œuvre dans d'autres universités produisaient aussi des études ayant la rue comme point focal.

Par ailleurs, dans le cadre des travaux du Laboratoire, j'ai dirigé avec Jean-Claude Robert, en partenariat avec le personnel des archives et du bureau du patrimoine de la Ville, le projet *Les grandes rues de Montréal*. Réalisé entre 2006 et 2009, celui-ci a permis d'explorer et de raconter l'histoire du développement d'une vingtaine de grandes rues de la métropole¹⁷. La Ville avait déjà produit un répertoire toponymique des rues, qui avait été mis en ligne. Il contenait des notices consacrées à l'histoire des noms, mais pas à celle des rues elles-mêmes. Le premier objectif était donc de constituer, pour un certain nombre de grandes artères, un savoir historique portant sur les circonstances de l'ouverture de ces voies, sur leur évolution subséquente, sur les bâtiments qui les bordent et sur les activités qui les caractérisent. Un second objectif était d'exploiter et de mettre en valeur les richesses des collections archivistiques de la Ville. Un troisième

recherche sur l'histoire de Montréal, 1972-1997, Montréal, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal, 1998, 47 p.

17. Paul-André Linteau et collaborateurs, *Raconter l'histoire des grandes rues de Montréal*, communication au congrès de la Société historique du Canada, Montréal, 31 mai 2010.

était de diffuser largement le tout au moyen de l'Internet et de faire en sorte que les citoyens puissent se l'approprier.

La réalisation du projet a nécessité l'embauche d'une douzaine d'étudiants et d'étudiantes pour mener les recherches et rédiger les notices, sous la direction des chercheurs responsables¹⁸. Au total, 22 voies importantes de Montréal ont vu leur histoire racontée sur le site *Les grandes rues de Montréal*, intégré au *Répertoire historique des toponymes montréalais*¹⁹.

Voyons donc d'un peu plus près l'ensemble des productions relatives à l'histoire des rues de Montréal.

DES ARTÈRES PRESTIGIEUSES

Deux grandes artères montréalaises ont été particulièrement choyées, notamment grâce aux expositions que le musée Pointe-à-Callière leur a consacrées, chacune étant accompagnée d'une publication. Ce sont le boulevard Saint-Laurent et la rue Sainte-Catherine.

Le premier est familièrement connu comme la *Main*, une contraction de *St. Lawrence Suburb's Main Street*, une appellation qui est une simple traduction de Grande rue du faubourg Saint-Laurent. Cette voie emblématique, longue de 11 km, marque depuis longtemps la division entre l'est et l'ouest de la ville et symbolise la séparation entre les univers franco-phone et anglophone. Elle a surtout retenu l'attention des chercheurs soit pour sa partie d'origine, correspondant au territoire de l'ancien faubourg, soit pour sa partie du Plateau Mont-Royal, entre les rues Sherbrooke et Bernard, longtemps au cœur du territoire de la communauté juive. C'est notamment le cas dans le livre écrit par Pierre Ancil²⁰, en lien avec une exposition, qui laisse de côté la moitié nord de la voie. Se concentrant sur la partie la plus peuplée et la plus animée, l'auteur fait ressortir les diverses personnalités du boulevard, notamment sa fibre industrielle,

18. Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, *Les grandes rues de Montréal*, en collaboration avec la Ville de Montréal, site Web du LHPM, section Projets de recherche, <<https://lhp.m.uqam.ca/projets-de-recherche/projets-termines/grandes-rues-de-montreal>>.

19. Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, *Les grandes rues de Montréal*, en collaboration avec la Ville de Montréal, site Web de la Ville de Montréal, <ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5677,32261565&c_dad=portal&c_schema=PORTAL>.

20. Pierre Ancil, *Saint-Laurent: la Main de Montréal*, Québec et Montréal, Septentrion et Pointe-à-Callière, 2002, 107 p.



Devant le 4386, boulevard Saint-Laurent, au cœur du quartier juif,
dans les années 1930.

Source : Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3111-2_4205-6381-002A

son rôle de lieu d'implantation de nouvelles communautés immigrantes, son dynamisme artistique et culturel et sa transformation en haut lieu de la technologie. L'autre grande synthèse de l'histoire du boulevard Saint-Laurent est la notice des *Grandes rues* rédigée par Julie St-Onge et Jean-Claude Robert²¹. Comme dans tous les textes du même corpus, le traitement est fait par sections, définies par des intersections importantes. Pour chacune sont présentées, de façon chronologique, les phases de développement de la voie, les constructions qu'on y érige, les populations qui l'habitent et les activités qu'on y pratique. L'article, l'un des plus substantiels des *Grandes rues*, traite de l'ensemble de l'artère, du fleuve jusqu'à la rivière des Prairies. Une courte synthèse d'une partie de cette histoire est

21. Julie St-Onge et Jean-Claude Robert, « Le boulevard Saint-Laurent », dans *Les grandes rues de Montréal*, <ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5677,117377580&_dad=portal&_schema=PORTAL>.

par ailleurs publiée dans un livre consacré au Plateau²². Quant à l'ouvrage d'Aline Gubbay, il est plutôt anecdotique²³.

L'élargissement de la rue Saint-Laurent, réalisé entre 1889 et 1892 au sud de la rue Sherbrooke, a été étudié par Jason Gilliland²⁴. Celui-ci montre que, même si cette opération d'envergure vise avant tout l'amélioration de la circulation, elle a aussi pour effet d'amener une reconstruction complète des immeubles du côté ouest de la voie, de stimuler l'activité commerciale et d'entraîner une hausse marquée des valeurs foncières au profit des propriétaires. Les recherches de Susan Bronson et de ses étudiants ont par ailleurs permis d'approfondir l'histoire du parc immobilier de cette artère, mais très peu de résultats ont été publiés²⁵. Sur le terrain, les organismes Les amis du boulevard Saint-Laurent, Mémoire du Mile End et la Société d'histoire du Plateau Mont-Royal ont contribué à la réalisation de nombreux panneaux historiques affichés à divers endroits.

Des aspects plus particuliers ont été explorés par divers chercheurs. Dans une perspective d'histoire culturelle, André-G. Bourassa et Jean-Marc Larrue ont scruté le passé des lieux de spectacles qui parsemaient le boulevard²⁶. Julie A. Podmore a mis en relief les dimensions genrées des relations économiques, sociales et culturelles qui se manifestent au fil des époques tout au long de la voie²⁷. Marie-Ève Lacaille s'est intéressée à l'utilisation des immeubles d'un îlot de la rue par l'industrie de la confection

22. « Saint-Laurent (rue, chemin, boulevard) », dans Justin Bur et collaborateurs, *Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal*, Montréal, Écosociété, 2017, p. 378-381.

23. Aline Gubbay, *A Street Called The Main: The Story of Montreal's Boulevard Saint-Laurent*, Montréal, Meridian Press, 1989, 134 p.

24. Jason Gilliland, « The Creative Destruction of Montreal: Street Widening and Urban (Re)Development in the Nineteenth Century », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 31, n° 1, 2002, p. 37-51 ; *Idem, Redimensioning Montreal: Circulation and Urban Form, 1846-1918*, thèse de doctorat (géographie), Université McGill, 2001, 277 p.

25. Susan D. Bronson, « La Main "milendoise" : un paysage commercial en mutation », *Continuité*, n° 111, 2006, p. 35-38.

26. André-G. Bourassa et Jean-Marc Larrue, *Les nuits de la « Main » : cent ans de spectacles sur le boulevard Saint-Laurent (1891-1991)*, Montréal, VLB, 1993, 361 p. ; Jean-Marc Larrue, *Le monument inattendu : le Monument-National 1893-1993*, Montréal, HMH, 1993, 322 p.

27. Julie A. Podmore, *St. Lawrence Blvd as « Third City » : Place, Gender and Difference Along Montreal's Main*, thèse de doctorat (géographie), Université McGill, 1999, 315 p.

pendant plusieurs décennies²⁸. De son côté, Mathieu Trépanier a analysé l'occupation de l'espace, en particulier à des fins commerciales, dans le secteur de la Petite-Italie²⁹. Enfin, Marie-Laure Poulot s'est penchée sur l'usage contemporain de la rue, façonné par le cosmopolitisme³⁰.

L'autre grande artère emblématique est évidemment la rue Sainte-Catherine, longue elle aussi de 11 km, qui forme le principal pôle commercial et culturel de Montréal. Elle est identifiée au cœur du centre-ville, mais certains de ses segments traversent des quartiers fort différents. Geneviève Létourneau-Guillon a rédigé la notice des *Grandes rues* portant sur cette voie³¹. Elle a aussi collaboré à l'ouvrage de synthèse que j'ai rédigé en lien avec l'exposition réalisée au musée Pointe-à-Callière en 2010³². Ce livre retrace d'abord les origines et le développement graduel de la rue, ainsi que les activités qui la caractérisent. Il insiste surtout sur l'âge d'or de cette artère, entre la fin du 19^e siècle et les années 1960, en examinant trois dimensions principales : son statut de paradis du magasinage, son rôle d'axe central du nouveau centre-ville en émergence, et enfin le dynamisme nocturne que lui confèrent les activités de divertissement. Le chapitre final se penche sur le dernier demi-siècle et les bouleversements profonds que vit alors la rue Sainte-Catherine.

L'aspect de cette histoire qui a été le plus étudié est la vocation commerciale de la rue, et en particulier la présence des grands magasins qui lui donnent une identité forte. Elle a notamment été approfondie dans les

28. Marie-Ève Lacaille, *Étude urbaine d'un îlot du faubourg Saint-Laurent : la confection sur la Main, 1880-1939*, rapport de recherche de maîtrise (histoire appliquée), Université du Québec à Montréal, 2011, 139 p.

29. Mathieu Alexandre Trépanier, *Le boulevard Saint-Laurent dans la Petite-Italie : 1930, 1960*, rapport de recherche de maîtrise (histoire appliquée), Université du Québec à Montréal, 2014, 123 p.

30. Marie-Laure Poulot, *Le long de la Main cosmopolite : promouvoir, vivre et marcher le boulevard Saint-Laurent à Montréal*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2017, 413 p.

31. Geneviève Létourneau-Guillon, «La rue Sainte-Catherine», dans *Les grandes rues de Montréal*, <ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5677,87721571&_dad=portal&_schema=PORTAL>.

32. Paul-André Linteau, *La rue Sainte-Catherine : au cœur de la vie montréalaise*, Montréal, Éditions de l'Homme et Pointe-à-Callière (musée d'archéologie et d'histoire de Montréal), 2010, 240 p.



Dans les années 1940, les grands magasins à vocation métropolitaine dominent la rue Sainte-Catherine Ouest.

Source: Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3153-1-2-003



La rue Sainte-Catherine abrite aussi de nombreux petits commerces de quartier, desservant une clientèle locale.

Source: Florent Charbonneau, photographe, 26 août 1958.
Archives de la Ville de Montréal, P158-Y-2_04P006

travaux de Michelle Comeau³³, d'Alan Stewart³⁴ et d'Elizabeth Sifton³⁵. Le mémoire de Daniel Charbonneau examine de façon plus large la présence et la spatialisation de l'activité commerciale en scrutant, sur plusieurs décennies, l'occupation de deux segments de la voie, à l'ouest et à l'est. Il prend en compte les magasins de toutes tailles et montre la spécialisation croissante de l'offre marchande³⁶.

Parmi les autres grandes artères montréalaises, la rue Notre-Dame, l'une des plus anciennes de la ville, a elle aussi attiré l'attention des chercheurs. L'historien de l'architecture Luc Noppen a réalisé la première synthèse de son développement³⁷. Elle porte uniquement sur la partie est, entre la limite du Vieux-Montréal et le secteur de la Longue-Pointe. L'auteur met en relief les phases de l'aménagement de cet ancien « chemin du Roi » et les activités qui s'y déroulent. Il s'attarde ensuite à plusieurs immeubles significatifs, localisés le long de la voie ou dans les environs. Quelques années plus tard, Julie St-Onge rédige la notice du site des *Grandes rues*; quoique moins détaillée, celle-ci offre l'avantage de porter sur l'ensemble du parcours, de Lachine jusqu'au Bout-de-l'Île³⁸. L'histoire de l'occupation et du développement de la portion de la rue Notre-Dame qui traverse

-
33. Michelle Comeau, « Les grands magasins de la rue Sainte-Catherine à Montréal : des lieux de modernisation, d'homogénéisation et de différenciation des modes de consommation », *Revue d'histoire de la culture matérielle*, n° 41, 1995, p. 58-68; « Étalages, vitrines, services et nouveaux espaces : trois grands magasins de Montréal durant les années 1920 », dans Paul-André Linteau et Serge Jaumain (dir.), *Vivre en ville : Bruxelles et Montréal aux XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2006, p. 259-289.
34. Alan M. Stewart, « La rue Sainte-Catherine, l'artère commerciale de Montréal », dans Musée canadien des civilisations (aujourd'hui Musée canadien de l'histoire), *Avant le cybercommerce : une histoire du catalogue de vente par correspondance au Canada*, Bibliothèque et Archives Canada et Toronto Culture, 2004, <<https://www.museedelhistoire.ca/cmcc/exhibitions/cpm/catalog/cat2411f.shtml>>; *Idem*, *Mail-order businesses of Henry Morgan & Company and the department stores of Sainte-Catherine Street West, Montréal, 1880s to 1930*, rapport présenté au Musée canadien des civilisations, avril 2003, 105 p.
35. Elizabeth Sifton, « Montreal's Fashion Mile: St. Catherine Street, 1890-1930 », dans Alexandra Palmer (dir.), *Fashion: A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, p. 203-226.
36. Daniel Charbonneau, *L'émergence d'une artère commerciale : la rue Sainte-Catherine de Montréal, 1870-1913*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2006, 200 p.
37. Luc Noppen, *Du chemin du Roy à la rue Notre-Dame : mémoires et destin d'un axe est-ouest à Montréal*, Québec, Ministère des Transports du Québec, 2001, 175 p.
38. Julie St-Onge, « La rue Notre-Dame », dans *Les grandes rues de Montréal*, <ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5677,57579590&_dad=portal&_schema=PORTAL>.

le Vieux-Montréal est solidement documentée tout au cours de l'ouvrage collectif consacré à cet arrondissement patrimonial³⁹.



La rue Notre-Dame, à l'ouest de la rue McGill, en mars 1924.

Source: S.J. Hayward, photographe.

Archives de la Ville de Montréal, VM98-Y_2P029

39. Gilles Lauzon et Madeline Forget (dir.), *L'histoire du Vieux-Montréal à travers son patrimoine*, Québec, Publications du Québec, 2004, 292 p.

De son côté, Kathleen Lord utilise la partie de la rue Notre-Dame Ouest qui traverse Saint-Henri comme champ d'observation des rapports de classe et de genre à la fin du 19^e siècle. Elle montre que l'élite bourgeoise de cette ville de banlieue cherche à renforcer le caractère commercial de la rue et à contrôler le comportement des milieux populaires qui composent la majorité de la population⁴⁰. Jason Gilliland a fait l'histoire de deux opérations d'élargissement de la rue Notre-Dame, l'une dans le Vieux-Montréal au cours des années 1860, l'autre dans l'ancien faubourg Sainte-Marie en 1891. Dans ce dernier cas, il souligne l'impact négatif sur les résidents et les petits commerçants du secteur⁴¹.

Construite sur le glacis des anciennes fortifications, la rue McGill est plus courte que les précédentes, mais forme l'un des axes de prestige de la ville. Claire Poitras a abordé l'histoire de son aménagement et du bâti urbain qui la borde, en faisant ressortir l'impact de la tertiarisation⁴². Plusieurs autres grandes artères de Montréal ont fait l'objet d'études publiées sur le site des *Grandes rues*⁴³. Parmi celles qui sont orientées nord-sud, mentionnons : Pie-IX, Papineau, Saint-Denis et du Parc. Dans l'autre sens, il y a notamment De Maisonneuve, Ontario, Sherbrooke, Mont-Royal, Saint-Joseph, Laurier, Rosemont, Beaubien et, dans le sud-ouest, Wellington et De La Vérendrye. S'y ajoutent quelques voies de portée plus locale : Prince-Arthur, Duluth, Masson, du Centre et Monk.

DES SEGMENTS RÉVÉLATEURS

Quelques recherches ont porté non pas sur une rue entière ou sur une partie significative de celle-ci, mais plutôt sur un court segment, long de quelques îlots à peine. Ce choix permet une analyse en profondeur, grâce aux méthodes de l'histoire sociale, de la population qui habite ce segment et de son milieu.

40. Kathleen Lord, *Days and Nights: Class, Gender and Society on Notre-Dame Street in Saint-Henri, 1875-1905*, thèse de doctorat (histoire), Université McGill, 2000, 303 p. ; *Idem*, « Permeable Boundaries: Negotiation, Resistance, and Transgression of Street Space in Saint-Henri, Quebec, 1875-1905 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 33, n° 2, 2005, p. 17-29.

41. Jason Gilliland, *The Creative Destruction of Montreal* [...], *op. cit.*

42. Claire Poitras, « Tertiarisation et transformation de l'espace urbain : la rue McGill à Montréal (1842-1934) », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 3, n° 2, 2003, p. 3-17.

43. Voir la note 18.



Le caractère bourgeois de la rue Sherbrooke Ouest ressort bien en 1898.

Source: Extrait de W.H. Carre *Art Work on Montreal*, 1898.

Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3080-31-1(-1974)-002

Un bel exemple est le mémoire de Marine Pagé, portant sur la rue Sherbrooke, entre les rues Peel et Bishop, en 1901⁴⁴. Ce secteur est au cœur du quartier résidentiel de la haute bourgeoisie montréalaise. L'auteure est en mesure d'étudier, maison par maison, les caractéristiques démographiques, ethniques et sociales de chaque chef de famille et des membres de sa maisonnée. Elle réussit également à décrire la résidence elle-même et son organisation, qu'il s'agisse de grandes villas ou d'un immeuble d'appartements. En outre, elle peut consacrer tout un chapitre aux domestiques, nombreux et nombreuses dans cet environnement, apportant ainsi une contribution exceptionnelle à l'étude de ce groupe social.

44. Marine Pagé, *Les bourgeois et leur environnement: la rue Sherbrooke à Montréal en 1901*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Angers, 2001, 225 p.



Une maison ancienne de la rue Forfar, dans le Village-aux-Oies, un secteur ouvrier du sud-ouest de Montréal. Elle est photographiée le 17 octobre 1963, peu avant sa démolition. Source: Jean-Paul Gill et Ludger l'Écuyer, photographes. Archives de la Ville de Montréal, VM94-C270-0080

Plus récemment, Charles-Robert Giguère a focalisé son attention sur la rue Forfar, l'une des courtes voies du minuscule Village-aux-Oies (aussi connu sous les noms de Goose Village et Victoriatown), enclavé dans une zone industrielle fort ancienne⁴⁵. Entre 1901 et 1921, sa population est beaucoup plus stable que ce qui peut être observé généralement dans les

45. Charles-Robert Giguère, *Permanence et renouvellement des familles ouvrières: le cas du Village-aux-Oies et de la rue Forfar, 1901-1921*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2018, 141 p.

quartiers ouvriers de la ville, même si la mobilité et le renouvellement s'y manifestent aussi. À cet égard, la rue est dans une phase de transition, avec l'émergence d'une population immigrante issue du continent européen. L'analyse montre bien la composition démographique des familles ouvrières et son évolution dans le temps, en relation avec l'appartenance ethnique et professionnelle. L'étude du cycle de vie fait ressortir les liens avec les conditions de logement et les stratégies économiques de ces familles. Ouvriers qualifiés et journaliers se côtoient quotidiennement dans un environnement où la pollution des usines se fait plus présente.

La stratégie des segments de rue est également utilisée dans le rapport, déjà cité, de Mathieu Trépanier⁴⁶. Celui-ci analyse, pour 1930 et pour 1960, le développement et l'occupation d'une portion du boulevard Saint-Laurent, celle qui traverse la Petite-Italie. Il y mesure l'impact de l'arrivée des deux grandes vagues d'immigration italienne.

Quelques autres mémoires ont aussi porté sur des segments de rue⁴⁷, mais cette méthode a surtout été utilisée abondamment pour des exercices dans le cadre de cours. Les résultats n'en ont pas été publiés, mais ils ont alimenté ma compréhension de l'histoire des rues montréalaises.

LA RUE EN ARRIÈRE-SCÈNE

Il existe aussi de nombreux travaux dont l'objet premier n'est pas l'étude de la rue elle-même, mais plutôt celle de phénomènes qui s'y déroulent ou qui y sont associés.

Au premier chef figurent les recherches sur l'histoire des commerces d'alimentation, dont l'ancrage territorial représente une dimension fondamentale. Joanne Burgess et Michèle Comeau sont au cœur des travaux de ce type menés dans le cadre du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal avec des partenaires, notamment l'Écomusée du fier monde. Comme cette production est présentée dans un autre article du présent

46. Mathieu Alexandre Trépanier, *Le boulevard Saint-Laurent dans la Petite-Italie* [...], *op. cit.*

47. Fabrice Comte, *Habitat et économie domestique en milieu ouvrier: la rue de Montcalm à Montréal, 1871-1901*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Lumière Lyon 2, 1996, 98 p. ; Stéphanie Berthelon, *L'évolution de la rue Sainte-Marie/Notre-Dame entre 1871 et 1911, dans les limites du quartier Saint-Jacques*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Savoie (Chambéry-Annecy), 1996.

ouvrage, je n'irai pas plus loin ici. Ajoutons que les travaux sur les grands magasins de la rue Sainte-Catherine, mentionnés précédemment, appartiennent aussi à cette catégorie.

La rue n'est aussi le plus souvent qu'un point d'ancrage dans les nombreuses études architecturales et patrimoniales portant sur l'un ou l'autre des immeubles de la ville ou sur des ensembles de ceux-ci.

Parfois, elle sert de décor incontournable dans lequel se déroulent les drames de la vie urbaine. Ainsi, en mai 1832, c'est dans les rues du Vieux-Montréal, lors d'une soi-disant émeute, que les troupes de la garnison abattent trois citoyens innocents⁴⁸. La rue sert aussi de toile de fond aux innombrables processions et manifestations qui ponctuent la sociabilité montréalaise. Ainsi Dan Horner montre que les ouvriers irlandais qui travaillent à l'agrandissement du canal de Lachine en 1843 décident, après plusieurs semaines de grève, de parader dans les rues de la ville afin de faire connaître leurs revendications et de témoigner de la respectabilité de leur mouvement⁴⁹. De son côté, étudiant les processions annuelles de la Saint-Patrick dans la seconde moitié du 19^e siècle, Rosalyn Trigger montre que le choix du tracé est un enjeu important. Pour rejoindre toutes les composantes de leur communauté, les organisateurs choisissent en alternance un trajet dans l'ouest et un autre dans l'est de la ville⁵⁰.

Dans un autre registre, Sherry Olson met en vedette l'illumination des rues de la ville qui sert de cadre à des célébrations tels la victoire de Sébastopol en 1855, la Fête-Dieu de 1877 et le Jubilé de la reine Victoria en 1897⁵¹.

Ce ne sont que quelques exemples d'un phénomène beaucoup plus vaste. Les rues de Montréal sont le théâtre d'un grand nombre de processions

48. James Jackson, *The Riot that Never Was: The Military Shooting of Three Montrealers in 1832 and the Official Cover-Up*, Montréal, Baraka Books, 2009, 358 p. ; traduit en français sous le titre *L'émeute inventée: la mort de trois Montréalais sous les balles de l'armée britannique en 1832 et son camouflage par les autorités*, Montréal, VLB, 2014, 324 p.

49. Dan Horner, « Solemn Processions and Terrifying Violence: Spectacle, Authority, and Citizenship during the Lachine Canal Strike of 1843 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 38, n° 2, 2010, p. 36-47.

50. Rosalyn Trigger, « Irish Politics on Parade: The Clergy, National Societies, and St. Patrick's Day Processions in Nineteenth-century Montreal and Toronto », *Histoire sociale/Social History*, vol. 37, n° 74, 2004, p. 159-199.

51. Sherry Olson, « "A Profusion of Light" in Nineteenth-Century Montreal », dans Serge Courville et Normand Séguin (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1995, p. 253-263.

nationalistes, religieuses, politiques, ouvrières, mortuaires, etc. Elles sont le lieu d'expression de revendications de toutes sortes. En ce sens, elles forment le décor de centaines d'études et de milliers de reportages. Contentons-nous ici de les évoquer collectivement.

LA RUE ET LA VILLE

Ce survol permet de constater que la production sur l'histoire des rues de Montréal est assez substantielle et diversifiée. Quelles réflexions peut-on en tirer? La signification historique et patrimoniale des rues apparaît diverse, multiple et complexe.

Un premier axe se dégage: celui de la rue comme témoin et révélateur du développement du territoire urbain. Certaines rues ont d'abord été des chemins ruraux bordés de champs et de vergers que l'urbanisation a graduellement transformés. Toutefois, dans la majorité des cas, la création et l'aménagement des rues sont directement liés au processus d'urbanisation du territoire, notamment au lotissement des terrains et à l'érection de bâtiments. La rue devient la voie d'accès essentielle au territoire bâti et tout promoteur se préoccupe d'en assurer l'ouverture. À un premier niveau, la grille de rues est elle-même un patrimoine qui témoigne du type de lotissement réalisé. Mais on retient surtout que la rue est ce qui permet de mettre en valeur le patrimoine bâti qui la borde. Elle contribue à le situer dans l'espace et elle offre une perspective sur les immeubles marquants de la ville.

À Montréal, les rues les plus anciennes, notamment celles du Vieux-Montréal et des faubourgs rapprochés, ont vu disparaître leurs maisons d'origine, remplacées par d'autres structures au fil des siècles. Dans la majorité des cas, toutefois, les segments des rues montréalaises contiennent encore des immeubles correspondant à l'époque de l'ouverture de la voie, bien qu'ils doivent parfois côtoyer un bâti plus récent. Pour les rues très longues, il suffit de les parcourir du sud au nord ou d'ouest en est pour voir défiler des périodes successives d'expansion du territoire. Les rues montréalaises restent ainsi des témoins privilégiés de l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme dans la ville. Plusieurs des études citées précédemment le révèlent bien.



Le boulevard Saint-Laurent, à l'angle de l'avenue Duluth, dans les années 1920, illustre le caractère hétérogène du bâti urbain.

Source : S.J. Hayward, photographe. Archives de la Ville de Montréal, VM98-Y_2P066



Photographié en mars 1940, au sud de la rue Saint-Zotique et à proximité du quartier italien, le boulevard Saint-Laurent est l'une des grandes voies de communication de Montréal.

Source : Archives de la Ville de Montréal, VM98-Y_5P057

Un aspect négligé de l'évolution de l'aménagement des rues est celui de leur rôle d'espaces de circulation et de communication. Dans ce sens, leur histoire est liée à celle de la technologie urbaine et des moyens de transport et de communication. De nombreux travaux ont été publiés à propos des réseaux techniques à Montréal⁵², mais il n'est pas toujours facile de les

52. Voir, par exemple, Paul-André Linteau, « Le transport en commun dans les villes », dans Norman Ball (dir.), *Bâtir un pays: histoire des travaux publics au Canada*, Montréal, Boréal, 1988, p. 73-100; Claire Poitras, *La cité au bout du fil: le téléphone à Montréal de 1879 à 1930*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, 323 p.; Robert Gagnon, *Questions d'égouts: santé publique, infrastructures et urbanisation à Montréal*

étudier à l'échelle micro-urbaine. Sherry Olson a livré quelques réflexions au sujet de leur impact sur le réseau des rues de la ville⁵³.

Du paysage bâti, on passe au paysage habité et humanisé. La rue comme milieu de vie est alors au cœur de l'analyse. Ici on voit poindre un patrimoine beaucoup plus immatériel : celui de la vie quotidienne et de la sociabilité urbaine. Sur ce plan, la recherche historique a apporté des contributions originales et novatrices. En explorant l'histoire de segments de rues précis, des études ont enrichi notre compréhension du tissu social urbain du passé.

Il est désormais possible de savoir, année après année, qui étaient les résidents de la rue, quels était leur profession, leur statut socioéconomique, leur appartenance ethnolinguistique. Les portraits qui en résultent sont très riches. Tout segment de rue présente des caractéristiques spécifiques, mais leur addition permet de comprendre la tapisserie sociale qui compose la ville. Le tissu socioéconomique de chaque segment est rarement homogène. Il témoigne de la cohabitation de propriétaires et de locataires, ou de la présence de petits commerçants dans les quartiers populaires. Les recherches menées par les étudiants de mes cours sur le dernier tiers du 19^e siècle révèlent la mobilité extrême de la population montréalaise du passé. Dans la majorité des cas, plus de la moitié des résidents d'un segment de rue a déjà déménagé au bout d'un an ou deux, le plus souvent dans les environs. Cette mobilité individuelle s'inscrit toutefois dans une permanence de la composition socioéconomique ou ethnolinguistique de la population de la rue. Sur ce plan, on peut observer que les phénomènes de transformation radicale, tels l'appauvrissement, ou son opposé l'embourgeoisement, ou encore le remplacement d'une ethnie par une autre, se déroulent de façon graduelle et souvent sur de longues périodes. Évidemment, la stabilité est beaucoup plus forte chez les propriétaires, qui composent seulement une petite minorité de la population. Elle est aussi nettement plus marquée dans les segments de rue habités par les personnes appartenant aux couches supérieures de la société.

au XIX^e siècle, Montréal, Boréal, 2006, 270 p. ; Dany Fougères, *L'approvisionnement en eau à Montréal: du privé au public, 1796-1865*, Québec, Septentrion, 2004, 472 p. ; Michèle Dagenais, *Montréal et l'eau: une histoire environnementale*, Montréal, Boréal, 2011, 308 p.

53. Sherry Olson, « City Streets as Environmental Grid: the Challenge of Private Uses and Municipal Stewardship », dans Stéphane Castonguay et Michèle Dagenais (dir.), *Metropolitan Natures: Environmental Histories of Montreal*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, p. 148-167.

Malgré leur richesse, les portraits établis à partir des sources sérielles présentent toutefois des limites. Ils ne peuvent pas rendre compte de la dynamique de la vie quotidienne, de ses réseaux de relations et de ses circuits de déplacements. Il faut pour cela recourir à des sources différentes, pas toujours facilement accessibles. Cette difficulté ne diminue pas l'intérêt de se pencher sur la rue, et surtout sur le segment de rue. Celui-ci se révèle être un niveau d'observation particulièrement intéressant, parce qu'il permet de mettre en lumière la complexité et l'évolution du tissu social montréalais. À ce niveau d'analyse, on arrive à mettre en œuvre des sources très riches dont la masse nous submergerait si on essayait de les traiter à l'échelle de la ville. Le segment de rue est en quelque sorte la particule élémentaire de la ville et de son patrimoine. Reste évidemment le problème du passage de la partie au tout, donc de la représentativité du segment de rue. Hanna et Olson l'ont résolu en juxtaposant et en représentant graphiquement l'ensemble des segments pour 1901. La plupart du temps, toutefois, l'histoire d'un segment de rue reste une étude de cas particulier.

Il arrive qu'on dispose d'une documentation plus abondante pour certains lieux, mais cela se limite souvent aux établissements les plus importants. En travaillant sur l'histoire de la rue Sainte-Catherine, j'ai dû me plier au fait qu'il était beaucoup plus facile de documenter l'histoire des grands magasins que celle du petit commerce. Comment vivait et travaillait un épicier du coin ou un petit bijoutier en 1900? Quelles étaient sa clientèle et son offre de produits? Voilà un patrimoine immatériel dont les contours ne peuvent pas être aisément dessinés.

Une autre difficulté vient du caractère hétérogène des rues de Montréal. Une artère animée du centre-ville peut, quelques kilomètres plus loin, devenir une paisible rue de quartier. Des segments résidentiels succèdent à d'autres qui ont une vocation commerciale ou industrielle, sans compter que le mélange des genres est fréquent. On ne peut donc caractériser une rue dans son ensemble. Pour bien l'étudier, il faut la segmenter en tenant compte des environnements qu'elle traverse. Cependant, même quand le bâti est relativement homogène, il y a souvent une diversité parmi la population qui l'habite.

CONCLUSION

L'étude historique de la rue a donc permis d'enrichir de façon substantielle la connaissance et la compréhension de l'évolution du territoire et de la société à Montréal. À plusieurs égards, la rue a pu être observée comme un microcosme de la société globale, elle-même diverse et complexe. Cela justifie de poursuivre dans cette voie et de multiplier ces coups de sonde qui révèlent des pans de la tapisserie urbaine. Il faut d'ailleurs souhaiter que se multiplient les études comparatives de segments de rues localisés en diverses parties de l'espace urbain. Il faut aussi éveiller plus de chercheurs à l'intérêt de la rue comme cadre d'observation de nombreux phénomènes d'histoire sociale, culturelle ou environnementale.

La rue n'est cependant que l'une des nombreuses échelles d'observation de la ville et, pour être significative, elle doit être mise en relation avec les autres. À cet égard, les récents progrès de la cartographie historique numérisée offrent un potentiel de traitement fort intéressant, comme le montre Léon Robichaud plus loin dans cet ouvrage. Des initiatives comme SCHEMA permettent en effet de comparer des lieux précis, mais aussi des regroupements de lieux, et de passer aisément d'une échelle à l'autre, du niveau local au niveau métropolitain.

La rue n'a pas épuisé son potentiel heuristique. Que ce soit pour elle-même ou comme échelle d'observation de la ville, elle offre encore beaucoup à explorer, elle recèle de nombreuses significations à découvrir. Elle pourrait être aussi un instrument de sensibilisation du public à l'histoire d'un environnement urbain immédiat.

Paul-André Linteau est professeur émérite au Département d'histoire de l'UQAM et codirecteur du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal. Spécialiste de l'histoire de Montréal, il a publié abondamment sur ce sujet, dont *Histoire de Montréal depuis la Confédération* et *La rue Sainte-Catherine*. Son œuvre lui a valu plusieurs prix et distinctions.

Les « villages » de Montréal, ou la métropole comme communauté de communautés : réflexions sur l'utilisation de la notion de quartier en histoire urbaine

HAROLD BÉRUBÉ

On se souvient surtout du roman *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy comme du premier roman québécois proposant une vision naturaliste de la vie ouvrière en milieu urbain. Le regard que Roy pose sur le Montréal du début de la Seconde Guerre mondiale, sans être complaisant, est dépouillé des condamnations sévères que réservaient au monde urbain les romans à thèse qui l'ont précédé. Dans ce contexte, on peut dire de ce roman qu'il contribue à faire entrer l'urbanité, comme expérience pleinement assumée, dans la littérature québécoise¹. L'un des aspects les plus frappants du portrait que propose Roy est la représentation de l'espace urbain que partagent les protagonistes canadiens-français du roman. À leurs yeux, leur quartier de Saint-Henri n'est pas, à proprement parler, un district de Montréal. C'est un village. Leur village. La « ville » apparaît à leurs yeux comme un espace autre, étranger, même s'ils le fréquentent à l'occasion,

1. Michel Biron, François Dumont et Élisabeth Nardout-Lafarge, *Histoire de la littérature québécoise*, Montréal, Boréal, 2007, p. 293-304.

comme lorsque Florentine Lacasse sort au centre-ville avec Jean Lévesque. De même, d'autres «villages», tout aussi étrangers, existent au-delà des frontières de Saint-Henri, comme ce quartier bourgeois et majoritairement anglophone (Westmount) qui se trouve «en haut de la montagne» et que doit traverser Rose-Anna Lacasse pour aller visiter son fils, Daniel, qui se meurt à l'hôpital.



Rue De Courcelle en 1929, dans le quartier Saint-Henri, décor dans lequel se déroule *Bonheur d'occasion*.
Source: Archives de la Ville de Montréal, VM166-D1901-30-021

Ce que Gabrielle Roy a compris de l'expérience urbaine au 20^e siècle, c'est qu'aucun citoyen ne vit son urbanité à l'échelle d'une métropole. Au contraire, cette expérience au quotidien de la ville se vit à plus petite échelle, à travers un certain nombre d'espaces plus restreints, mais interconnectés de différentes façons et que l'on englobera ici sous le terme de «quartiers». Dans ce chapitre, je propose une réflexion sur la façon dont on a utilisé cette notion de quartier pour décrire, comprendre et étudier la ville de Montréal. Je souhaite démontrer que, malgré sa centralité dans l'expérience citadine et son indéniable pertinence pour comprendre l'histoire et le patrimoine de Montréal, elle n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes que doivent prendre en compte ceux et celles qui

l'utilisent comme cadre et comme référence. Je pense notamment à cette tension – voire cette contradiction – qui existe entre, d'un côté, le quartier comme réalité objective, comme unité de découpage du territoire et, de l'autre, le quartier comme réalité subjective, comme espace imaginé et vécu par ses habitants. Je proposerai donc d'abord une réflexion générale sur la place du quartier en histoire urbaine, pour me pencher ensuite plus particulièrement sur les façons dont cette notion a été utilisée dans les dernières années pour étudier le patrimoine et l'histoire de Montréal. En conclusion, je réfléchirai aux pistes qui s'offrent aux chercheurs qui désirent approfondir cette réflexion critique sur le quartier en histoire urbaine.

LE QUARTIER EN HISTOIRE URBAINE

La centralité du quartier, en histoire urbaine, ne saurait faire de doute, mais cette centralité, les historiens la doivent en bonne partie aux efforts de praticiens des sciences sociales. À partir des dernières décennies du 19^e siècle, de nombreux observateurs s'inquiètent des effets sociaux de l'urbanisation sans précédent qui transforme le visage même de l'Occident. C'est ainsi que, dans sa célèbre conférence de 1903, le philosophe allemand Georg Simmel en vient à conclure que les grandes villes risquent de faire sombrer l'individu dans une anomie qui pourrait entraîner l'effritement de la société moderne². De même, vingt ans plus tôt, sans viser explicitement la ville, le sociologue Ferdinand Tönnies opposait communauté (*gemeinschaft*) et société (*gesellschaft*), et s'inquiétait du fait que la seconde semblait l'emporter sur la première à l'ère moderne, remplaçant des liens sociaux durables et authentiques avec des rapports éphémères et utilitaristes³. De nombreux disciples de Tönnies associeront *gemeinschaft* au cadre villageois et *gesellschaft* au cadre urbain.

Au début du 20^e siècle, le sociologue américain Robert E. Park, de l'École de Chicago, est l'un de ceux qui offrent une réponse à ces inquiétudes⁴.

2. Georg Simmel, « Métropoles et mentalités », dans Marcel Roncayolo et Thierry Paquot (dir.), *Villes et civilisation urbaine, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Larousse, 1992 (1^{re} éd. 1903), p. 300-309.
3. Ferdinand Tönnies, *Community and Society*, New Brunswick (New Jersey), Transaction Books, 1988 (1^{re} éd. 1887).
4. Robert E. Park, « The City: Suggestions for Investigation of Human Behavior in the Urban Environment », dans Robert E. Park, Ernest W. Burgess et Roderick D.

Abordant la ville sous l'angle de l'écologie urbaine, Park et ses collègues observent que ce vaste et complexe écosystème se subdivise « naturellement » en sous-ensembles aux caractéristiques sociales communes. En d'autres mots, alors que Simmel et consorts s'inquiètent du sort de l'individu perdu dans la marée humaine/urbaine, Park et ses collaborateurs constatent plutôt que le citadin vit une bonne partie de son urbanité à l'échelle du *neighborhood*. Dans ce contexte, cet espace plus restreint devient un puissant mécanisme d'intégration pour ceux et celles qui migrent en ville. Durant la seconde moitié du 20^e siècle, les historiens de la ville ont largement adopté cette perspective et ce cadre d'analyse. Leurs recherches portant sur ces subdivisions de la ville, parfois inspirées de l'ethnologie et de l'anthropologie urbaine, ont permis d'observer de plus près la fabrication du tissu urbain, mais aussi de confirmer la centralité du quartier ou du *neighborhood* comme théâtre d'une sociabilité particulièrement riche, notamment au sein des classes populaires.

Néanmoins, comme le soulignent David Garrioch et Mark Peel, la multiplication des travaux sur ces espaces et la variété grandissante de perspectives utilisées pour les explorer ne sont pas sans soulever certains problèmes méthodologiques⁵. Le plus évident est, sans surprise, celui de la définition même de la notion de quartier. Que signifie ce terme selon les époques, les milieux, les territoires ?

Est-il l'équivalent du *neighborhood* utilisé par Park et ses associés ? A-t-il des particularités dans le contexte montréalais ? Comme le rappelle Christine Lamarre, dans un article qu'elle a consacré à ce terme, la notion de « quartier » a une longue histoire⁶. Si le terme réfère d'abord au partage de quelque chose en quatre parties, dès la fin du 15^e siècle, il est utilisé pour désigner une subdivision de la ville, un usage qui se répand surtout au 18^e siècle. Dans l'*Encyclopédie*, on le définira en 1765 comme « une division d'une ville qui consiste en différentes rangées de bâtiments, séparées les unes des autres par une rivière, ou par une grande rue ou par une autre séparation arbitraire ». Lamarre souligne toutefois que, dès cette époque, la notion englobe deux réalités très différentes : d'une part, elle correspond

McKenzie (dir.), *The City*, Chicago, University of Chicago Press, 1925, p. 1-46

5. David Garrioch et Mark Peel, « The Social History of Urban Neighborhoods », *Journal of Urban History*, vol. 32, n° 5, juillet 2006, p. 663-676.
6. Christine Lamarre, « Quartier », dans Christian Topalov et collaborateurs (dir.), *L'aventure des mots de la ville : à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, 2010, p. 1013-1017.

à une division administrative objective du territoire (policrière et militaire dans le cas parisien) ; d'autre part, elle est utilisée pour décrire un découpage plus flou de l'espace, un territoire d'appartenance où se déploie « une sociabilité intense et reconnue⁷ ». Ce versant de la notion de quartier se rapproche le plus du concept de *neighborhood* employé par les tenants de l'École de Chicago, et les chercheurs en sciences sociales l'ont surtout utilisée dans ce sens à partir des années 1960. Mais, comme le précise Paul-André Linteau, à la suite de l'article de Lamarre sur le sujet, dans le contexte montréalais, la notion de quartier a connu une trajectoire légèrement différente. Lors de la mise en place d'un premier gouvernement municipal dans la ville, dans les années 1830, il est utilisé pour traduire le terme *ward*, qui décrit un découpage politique et électoral de l'espace urbain⁸. C'est une réalité politique qui coexiste toujours, aujourd'hui, avec le sens plus sociologique du terme.

Comme je l'ai indiqué plus haut, tout un pan de l'historiographie associe étroitement le quartier au double processus d'urbanisation et d'industrialisation qui transforme les sociétés occidentales à partir du 19^e siècle. Dans cette perspective particulière, le quartier urbain – généralement associé au monde ouvrier ou populaire par une histoire sociale déterminée à donner une voix aux « masses silencieuses » de l'histoire – est conçu comme un phénomène transitoire entre un mode de vie communautaire plus traditionnel et une urbanité (post)moderne pleinement assumée, ou encore entre la reproduction en milieu urbain du cadre villageois et le triomphe de l'individualisme qu'incarnerait la banlieue. On peut alors se demander si la notion de quartier est toujours opérante de nos jours. Et si ce n'est plus vraiment le cas et que le quartier se meurt – un discours extrêmement fréquent dans la recherche et au-delà⁹ –, quelles sont les causes de ce déclin et est-il irréversible ?

7. *Ibid.*, p. 1014.

8. Paul-André Linteau, « Quartier », dans Christian Topalov et collaborateurs (dir.), *L'aventure des mots de la ville* [...], *op. cit.*, p. 1016.

9. « The classic form of urban neighborhood studies, if they consider change at all, is a before-and-after tableau: the neighborhood at its peak, followed by its decline. The factors identified as causing that decline vary considerably, but the template remains the same, for the master narrative is underpinned by contemporary social concerns and particularly by anxieties about the future of our cities. [...] Much like the “community” described in Thomas Bender's *Community and Social Change in America*, [the neighborhood] seems to be continually declining or breaking apart, only to reappear later in order to decline again. » David Garrioch et Mark Peel, *The Social History of Urban Neighborhoods*, *op. cit.*, p. 664-665.

Dans cet esprit, ajoutons que le quartier a joué un rôle central pour ce qui est des luttes entreprises contre différents projets de « rénovation urbaine » dans les années 1960 et 1970 à l'échelle nord-américaine, en commençant par le Greenwich Village dont s'inspire et que défend Jane Jacobs dans son célèbre essai de 1961¹⁰. Cette lutte prendra d'abord la forme de résistances qui ont pour objectif de sauver le quartier comme espace de sociabilité, puis, au fil des décennies, elle mènera au développement de différentes entreprises d'histoire publique destinées à valoriser le patrimoine matériel et immatériel de ces espaces menacés¹¹. De manière peu étonnante, ces luttes et ces efforts pour défendre la mémoire et l'histoire locales touchent essentiellement des quartiers urbains populaires, généralement les premiers menacés par la « rénovation urbaine ».

Cela nous amène d'ailleurs à une autre question que soulève l'utilisation du quartier comme cadre d'analyse : comment articuler les deux versants du concept identifié par Christine Lamarre, c'est-à-dire le quartier comme fruit du découpage arbitraire de l'espace par différentes autorités et le quartier qui résulte d'un investissement identitaire sur le long terme de la part ses habitants ? Il s'agit ici à la fois de l'enjeu méthodologique de l'arrimage de l'histoire sociale à l'histoire culturelle et de celui, plus polémique, des dimensions plus normatives de la notion de quartier telle qu'utilisée en histoire urbaine, et tout particulièrement en histoire publique. Comme le soulignent Garrioch et Peel, au cœur de ces dimensions normatives

lies the association between neighborhood and « community », terms often used almost synonymously. It is frequently taken for granted that a “neighborhood” (however defined) in which there is no “community” is necessarily deficient, dysfunctional, and doomed. Yet it is important to question both the assumption that neighborhood and community belong together, and the idea that “community” is necessarily a good thing. On the one hand, some work has suggested that for many people “symbolic” or nonterritorial “communities” can provide perfectly adequate social networks. On the other, many studies have pointed to the degree of conflict that often characterizes urban neighborhood life¹².

10. Jane Jacobs, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House, 1961, 458 p.

11. Dolores Hayden, *The Power of Place: Urban Landscapes as Public History*, Cambridge, The MIT Press, 1997, 316 p.

12. David Garrioch et Mark Peel, *The Social History of Urban Neighborhoods*, *op. cit.*, p. 665.

C'est une dimension de l'histoire des quartiers qu'a bien mise en évidence Benjamin Looker dans *A Nation of Neighborhoods*, monographie dans laquelle il démontre bien que le quartier urbain « classique » de l'ère industrielle a joué un rôle central, à la fois comme réalité sociologique concrète et comme idéal, dans plusieurs des grands débats nationaux qui ont traversé la société américaine durant la seconde moitié du 20^e siècle¹³.

D'autres questions, moins fondamentales, mais tout aussi intéressantes, guident l'historiographie actuelle relative à la place du quartier en histoire urbaine. Pensons notamment aux rapports qu'entretient le quartier, comme cadre identitaire, à des catégories beaucoup plus larges comme le genre, la classe et l'appartenance ethnique. Dans le même esprit, il est clair que le quartier est au cœur de la complexe problématique de la ségrégation/agrégation en milieu urbain. Son rôle sur la scène politique municipale est également potentiellement très intéressant, qu'il s'agisse du découpage des circonscriptions en soi ou des débats qui ont cours à cette échelle et ne respectent pas nécessairement ces découpages. Et c'est sans parler de la nature de ses interactions avec d'autres formes de découpage de l'espace urbain, et notamment avec le cadre paroissial. Mentionnons, enfin, le rôle joué par la matérialité changeante de la ville dans la vitalité ou la viabilité des quartiers¹⁴. Toutes ces questions témoignent de l'inépuisable pertinence du quartier comme cadre d'analyse à travers lequel étudier et comprendre la ville et l'urbanité.

DÉCOUPER MONTRÉAL EN QUARTIERS POUR MIEUX L'ÉTUДИER

À la lumière de ces définitions de la notion de quartier et de son impact sur l'historiographie, on peut dire que Montréal fait bonne figure. Différents projets de recherche, organismes et expositions se sont penchés sur ces subdivisions de l'espace montréalais, au sein du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (LHPM) et au-delà. Mon ambition n'est pas de brosser un portrait exhaustif de cette production, mais d'en analyser quelques exemples qui permettent d'illustrer différentes dimensions de

13. Benjamin Looker, *A Nation of Neighborhoods: Imagining Cities, Communities, and Democracy in Postwar America*, Chicago, The University of Chicago Press, 2015, 432 p.

14. David Garrioch et Mark Peel, *The Social History of Urban Neighborhoods*, *op. cit.*, p. 665-668.

l'utilisation du concept de quartier dans l'étude et la diffusion de l'histoire et du patrimoine de la métropole.

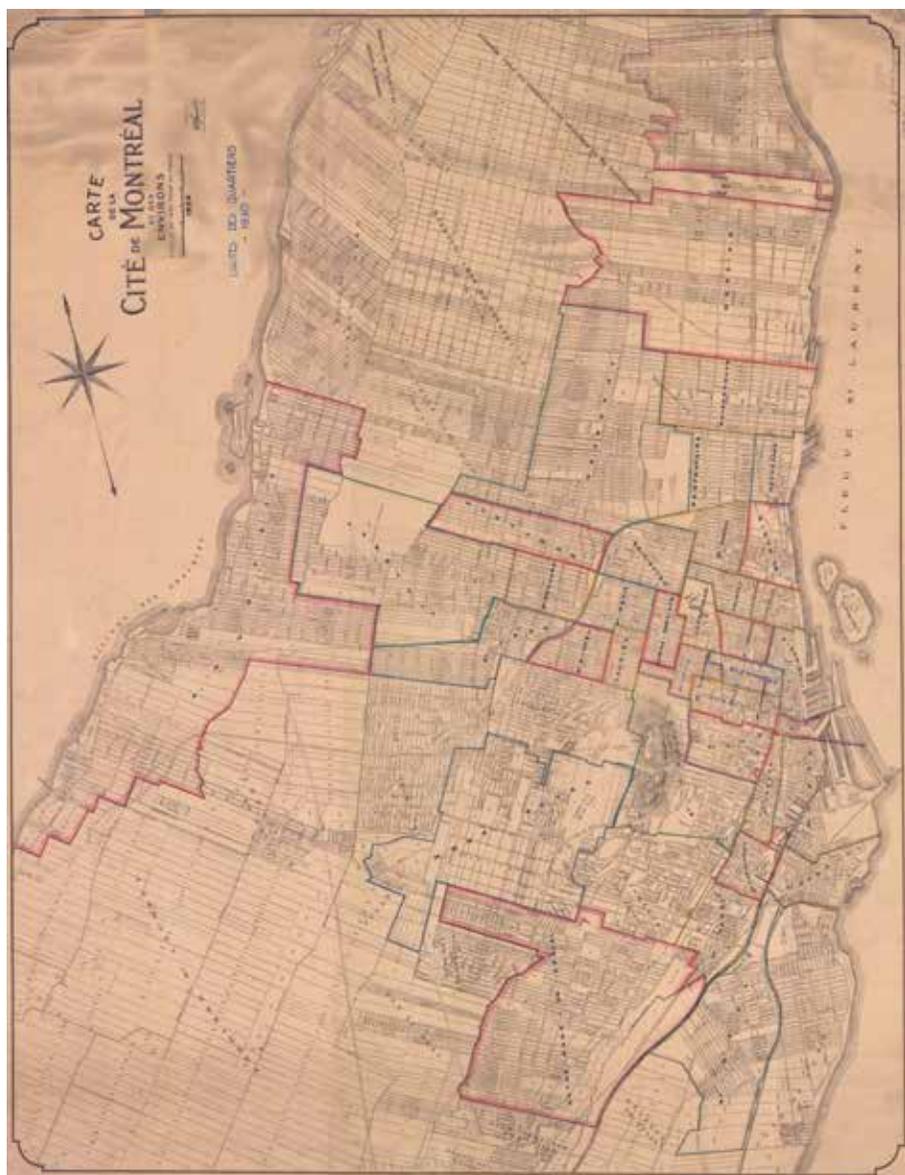
Mentionnons d'abord ces projets qui, plutôt que de porter sur des quartiers précis de Montréal, abordent l'ensemble de la métropole, mais en la traitant comme une mosaïque, comme un ensemble de districts aux caractéristiques distinctes. Un exemple frappant d'une telle approche, à mi-chemin entre histoire et patrimoine, et entre histoire professionnelle et publique, est sans contredit la collection *Pignon sur rue* conçue dans les années 1980 pour mieux faire connaître l'histoire et le patrimoine de Montréal. Fruit d'une collaboration entre le gouvernement provincial et celui de la Ville de Montréal, et des recherches de Michèle Benoit et Roger Gratton, le projet a mené à la réalisation de 13 petites brochures explorant un ou plusieurs quartiers de la ville de Montréal telle qu'elle existait administrativement à l'époque¹⁵. À la fin de chacune des brochures, on retrouve un court texte qui synthétise bien l'esprit du projet et le rôle central qu'y joue la notion de quartier :

Chaque quartier est à la fois un témoin du passé et un milieu de vie en constante évolution. Il rythme une manière de vivre... et de construire. Il se raconte à travers ses maisons, ses bâtiments prestigieux, ses rues, ses places publiques et ses usines. Puisse ce survol historique permettre aux générations actuelles de mieux apprécier la qualité et la richesse de leur quartier¹⁶.

Le projet se donne en quelque sorte pour mission, face à la tension entre le quartier comme « témoin du passé » et le quartier comme milieu « en constante évolution », de mettre en valeur ces traces du passé qui persistent et donnent au quartier sa saveur, son identité particulière. Comme le souligne également Martin Drouin, ces efforts s'inscrivent dans une volonté plus large, dans les années 1980, de mieux faire connaître l'histoire et le patrimoine de Montréal dans le cadre d'une exploration qui « se faisait à partir d'un quartier, d'une rue, d'un architecte ou d'une architecture particulière ». Ainsi, la ville « faite de quartiers, qui couvraient d'ailleurs

15. Les brochures ont été publiées entre 1983 et 1986, puis rassemblées en un seul volume en 1991. Michèle Benoit et Roger Gratton, *Pignon sur rue: les quartiers de Montréal*, Montréal, Guérin littérature, 1991, 393 p.

16. Michèle Benoit et Roger Gratton, *Voies de fer et voies d'eau*, Montréal, Guérin littérature, 1983, p. 25 (coll. Pignon sur rue).



Une communauté de communautés, les limites des quartiers de Montréal en 1930.
Source: Archives de la Ville de Montréal, VM066-6-P028

un territoire plus large que le seul centre-ville, obtenait une nouvelle forme de légitimité¹⁷ ».

17. Martin Drouin, *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 287-288.

Alors que la collection *Pignon sur rue* consacre beaucoup d'espace aux quartiers centraux de Montréal, sans s'y cantonner, la contribution de Walter van Nus à l'ouvrage collectif tiré de l'exposition *Montréal métropole* du Centre canadien d'architecture insiste sur « les différences marquées entre les communautés qui se sont développées autour de Montréal entre 1880 et la crise économique des années 1930¹⁸ ». Son texte soulève la question du statut des banlieues de Montréal par rapport à la notion de quartier. S'il est clair que certaines parties de cette banlieue sont rapidement et sans équivoque devenues des quartiers de Montréal – on peut penser aux banlieues ouvrières annexées par Montréal au début du 20^e siècle, ou encore à des districts plus élitaires, mais fortement urbanisés comme Outremont ou Notre-Dame-de-Grâce –, d'autres banlieues de Montréal refuseraient certainement cette étiquette – pensons à Westmount ou encore à Ville de Mont-Royal. Ce refus s'appuierait probablement d'abord et avant tout sur un argumentaire politique et culturel, ces banlieues chérissant leur autonomie politique et cultivant une identité locale forte et teintée par un certain rejet de la ville centrale¹⁹. Sur le plan matériel, cette distinction serait évidemment plus difficile à soutenir, ces districts s'insérant dans le tissu urbain montréalais, même s'ils s'en distinguent sur le plan morphologique. La question devient encore plus épineuse à mesure qu'on s'éloigne du centre de la ville pour aborder des banlieues plus périphériques de l'île comme Pointe-Claire, ou encore celles qui se trouvent sur les rives sud et nord du fleuve Saint-Laurent (sans parler de l'île Jésus). Cela dit, et pour revenir au texte de van Nus, il est indéniable que le processus de suburbanisation qui l'intéresse, qui s'amorce à la fin du 19^e siècle à Montréal, prolonge et accentue la spécialisation socioéconomique de l'espace qui caractérise la ville industrielle et nourrit la création des quartiers. Van Nus identifie certains des acteurs clés de cette spécialisation de l'espace suburbain qui n'est pas que le fruit de forces sociologiques et économiques aveugles. Elle est plutôt favorisée par certains acteurs bien connus des historiens de la ville, comme les promoteurs immobiliers et

18. Walter van Nus, « Une communauté de communautés », dans Isabelle Gournay et France Vanlaethem (dir.), *Montréal métropole, 1880-1930*, Montréal, CCA/Boréal, 1998, p. 63. C'est une perspective sur laquelle avait déjà insisté Jean-Pierre Collin dans « La Cité sur mesure : spécialisation sociale de l'espace et autonomie municipale dans la banlieue montréalaise, 1875-1920 », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, vol. 13, n° 1, 1984, p. 19-34.

19. Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes : gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2014, p. 165-196.

les gouvernements locaux, mais aussi par d'autres instances auxquelles on ne penserait pas nécessairement, comme les institutions religieuses²⁰.



Les quartiers de l'élite montréalaise, la rue Déom à Outremont en 1944.

Source: Archives de la Ville de Montréal, VM95-Y-1-2-1_1-001

Ces travaux témoignent du fait que, même en traitant globalement de l'histoire et du patrimoine de Montréal, il est important, voire essentiel, de tenir compte du caractère fragmenté de l'espace urbain métropolitain, mais aussi de réfléchir de manière critique aux modalités de cette fragmentation et aux différents découpages de l'espace urbain qui coexistent. De même, et dans une perspective d'histoire publique, tout comme le quartier représente une échelle à laquelle il est plus facile d'aborder la ville pour le nouveau citadin qui y débarque, il représente également une porte d'entrée intéressante pour sensibiliser le grand public à l'histoire et au patrimoine de la ville.

Et c'est indéniablement une voie qu'ont empruntée nombre d'historiens de la métropole dans les dernières décennies. Tout comme les sociologues de l'École de Chicago, mais dans une perspective diachronique, ils ont

20. Walter van Nus, *Une communauté de communautés*, op. cit., p. 72-73.

fait de différents quartiers de la ville des laboratoires permettant d'étudier plusieurs questions chères à l'histoire sociale. Comme je l'ai expliqué plus haut, cela les a amenés à porter une attention particulière aux quartiers ouvriers. Les travaux pionniers de Bettina Bradbury sur les familles ouvrières de Montréal montrent toutefois que la singularité des quartiers étudiés n'a pas toujours été prise en compte par les chercheurs. Comme Bradbury l'explique dans l'introduction de son ouvrage, elle a

choisi de prélever [ses] échantillons dans les quartiers Sainte-Anne et Saint-Jacques d'abord parce que, dans une large mesure, c'étaient des quartiers ouvriers, et ensuite parce qu'ils regroupaient des Canadiens français, des Irlandais, des Anglais et des Écossais, ce qui [lui] permet d'étudier les familles des groupes ethniques qui composaient alors la majorité de la population de Montréal²¹.

Ces quartiers n'ont ainsi pas été choisis en fonction de leurs particularités ou de leur identité distincte, mais, au contraire, parce qu'ils permettaient de constituer un échantillon représentatif de la vie ouvrière à Montréal. En d'autres mots, ils ne constituent pas son objet d'étude en tant que tel.

Bien d'autres travaux vont se concentrer plus précisément sur un quartier, à la fois parce qu'il s'agit en quelque sorte d'une échelle commode pour réaliser un projet de recherche, notamment pour des étudiants de 2^e et de 3^e cycles qui en sont à leurs premières armes²², mais aussi pour des chercheurs qui tâchent de mettre en relief la personnalité et la trajectoire particulière d'un district de Montréal. Un exemple récent d'une telle étude est la monographie qu'a consacrée Gilles Lauzon à Pointe-Saint-Charles²³. Dans son ouvrage, Lauzon suit l'évolution de ce quartier ouvrier de sa genèse au milieu du 19^e siècle jusqu'à son apogée à la veille de la Seconde Guerre mondiale (il aborde son déclin relatif en conclusion). Mêlant habilement histoire et patrimoine, Lauzon propose une analyse

21. Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal: âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995 (1^{re} éd. 1993), p. 21.

22. Voir par exemple Gilles Lauzon, *Habiter un nouveau quartier ouvrier de la banlieue de Montréal: village Saint-Augustin (municipalité de Saint-Henri)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1986, 209 p.; Guy Mongrain, *Population et territoire dans un contexte de croissance urbaine: Saint-Louis-du-Mile-End, 1881-1901*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1998, 117 p.; Peggy Roquigny, *Sainte-Cunégonde: société et territoire, dans un contexte d'industrialisation: 1876-1905*, mémoire de maîtrise. (histoire), Université du Québec à Montréal, 1999, 124 p.

23. Gilles Lauzon, *Pointe-Saint-Charles: l'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930*, Québec, Septentrion, 2014, 246 p.

détaillée de l'évolution socioéconomique, institutionnelle et matérielle du quartier, mais également de ce qui en reste de nos jours. Mettant l'accent sur la relative hétérogénéité de ce quartier, il se distingue de travaux comme ceux de Bradbury en s'efforçant de mettre en relief les traits qui distinguent « la Pointe » d'autres quartiers de Montréal et qui lui donnent une personnalité propre. Son analyse est doublement intéressante de notre point de vue du fait que Lauzon souligne qu'il « n'y a jamais eu de quartier administratif montréalais portant l'appellation de Pointe-Saint-Charles. [...] Il était pourtant bien réel et "la Pointe" possédait d'évidentes limites quasi naturelles », qu'il nous décrit²⁴. Bref, si Pointe-Saint-Charles n'a pas d'existence administrative formelle, elle n'en représente pas moins, aux yeux de l'historien, un quartier distinct dont il démontre clairement l'existence. Dans un ouvrage également édité chez Septentrion, et d'une facture très semblable à celui de Lauzon, Yves Desjardins a procédé à une démonstration analogue pour ce qui est du Mile End, un quartier dont la trajectoire historique est encore plus sinueuse²⁵.

Parmi ces études universitaires qui prennent le quartier comme cadre d'une histoire sociale « classique », une autre monographie mérite une attention particulière : il s'agit de l'ouvrage consacré par Lucia Ferretti à la paroisse Saint-Pierre-Apôtre de Montréal²⁶. Elle y démontre éloquemment comment le quartier, défini ici à l'échelle paroissiale, joue, pendant un temps du moins, un rôle central dans le processus d'intégration des migrants d'origine rurale à la société montréalaise. Encore ici, c'est un découpage de l'espace qui ne correspond pas au découpage administratif du territoire montréalais, mais qui joue un rôle central dans la mise sur pied d'une série d'institutions et d'activités qui ne sont pas toutes religieuses (on peut penser aux caisses d'épargne par exemple), mais qui contribuent toutes à la création et à l'entretien d'une variété de liens de sociabilité urbains. Si, dans le cas de Saint-Pierre-Apôtre, cette structure connaît une importante érosion à partir de la Première Guerre mondiale²⁷, des travaux comme ceux que Dale Gilbert a consacrés au quartier populaire de Saint-Sauveur à Québec suggèrent fortement que le cadre paroissial va demeurer une référence forte en milieu urbain jusqu'à assez

24. *Ibid.*, p. 11.

25. Yves Desjardins, *Histoire du Mile End*, Québec, Septentrion, 355 p.

26. Lucia Ferretti, *Entre voisins : la société paroissiale en milieu urbain : Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, Montréal, Boréal, 1992, 266 p.

27. *Ibid.*, p. 179-189.

tard dans la seconde moitié du 20^e siècle, même après la sécularisation de la société québécoise²⁸.



Rue Wellington à l'intersection de Bridge, dans Pointe-Saint-Charles, en 1937.
Source: Archives de la Ville de Montréal, VM98-Y_4P036-1

Nous ramenant à la question de la distinction entre banlieue et quartier, plusieurs études se sont également intéressées à la « fabrication » de l'espace urbain à l'échelle de la banlieue ou du quartier. Ces études nous permettent de réfléchir à la façon dont ces nouveaux espaces se constituent, mais aussi de voir qui sont les acteurs qui se cachent derrière ce processus et comment leurs ambitions et leurs objectifs jouent dans l'intégration de

28. Dale Gilbert, *Vivre en quartier populaire: Saint-Sauveur, 1930-1980*, Québec, Septentrion, 2015, p. 223-254.

ces banlieues, concrètement, au tissu urbain montréalais et, de manière plus abstraite, au cadre identitaire montréalais. Les exemples vont des recherches de Paul-André Linteau sur Maisonneuve à mes propres travaux sur Westmount, Pointe-Claire et Ville de Mont-Royal²⁹. Dans les deux cas, on a affaire à des banlieues dont les promoteurs et les administrateurs font des efforts importants pour se distinguer à travers un urbanisme plus élaboré et des édifices municipaux monumentaux, dans l'esprit du courant *City Beautiful*. Mais, alors que les banlieues que j'ai étudiées conservent leur autonomie et entretiennent une identité qui rejette d'emblée une intégration même symbolique à la métropole, Maisonneuve sera annexée par la ville centrale en 1918 et, tant sur le plan matériel que symbolique, sera intégrée à Montréal comme quartier (maintenant rattaché jusqu'à un certain point à sa voisine, Hochelaga).

D'autres districts de Montréal feront l'objet (ou mériteraient de le faire) d'études distinctes qui mettent en relief les façons parfois inattendues dont elles se distinguent concrètement ou symboliquement du reste de la ville, constituant, de fait, des quartiers à part entière. Je pense par exemple aux quartiers ethniques de la ville, ces districts qu'investissent pendant un temps des communautés immigrantes particulières qui y laissent une trace durable de leur passage, même si elles se déplacent ou se dispersent ensuite dans l'espace métropolitain³⁰. Mentionnons également ces quartiers qui sont associés au monde interlope et qu'il devient parfois difficile de distinguer de la « légende » qui se tisse autour d'eux. À cet égard, la monographie de Mathieu Lapointe sur les campagnes de moralité publique montréalaises et l'exposition *Scandale!* du Centre d'histoire de Montréal ont permis d'éclairer de différentes façons le « *Red Light District* » de la métropole³¹.

29. Paul-André Linteau, *Maisonneuve ou comment des promoteurs fabriquent une ville, 1883-1918*, Montréal, Boréal, 1981, 288 p. ; Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes* [...], *op. cit.*

30. Sur le *Chinatown* de Montréal par exemple, voir Kwok B. Chan, « Ethnic Urban Space, Urban Displacement and Forced Relocation: The Case of Chinatown in Montreal », *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada*, vol. 18, n° 2, 1986, p. 65-78 ; Val M. Morrison, *Beyond Physical Boundaries: The Symbolic Construction of Chinatown*, mémoire de maîtrise (sociologie), Université Concordia, 1992, 117 p. ; et Jonathan Cha, « La thématisation et la création de paysages ethniques à Montréal: l'exemple de l'«enclavement» du quartier chinois », *Landscapes/Paysages*, vol. 7, n° 1, 2005, p. 18-20.

31. Voir Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal: les campagnes de moralité publique, 1940-1954*, Québec, Septentrion, 2014, 400 p. ; Catherine Charlebois et Mathieu Lapointe, *Scandale! Le Montréal illicite, 1940-1960*, Montréal, Cardinal, 2016, 272 p.



La rue Sanguinet, dans le *Red Light*, en 1957.
 Source: Archives de la Ville de Montréal, VM94-40_2-093b

D'autres travaux se sont tournés vers le quartier en sortant de la période que l'on pourrait associer à l'âge d'or du quartier urbain (1850-1939). Mentionnons d'abord les travaux menés sur la patrimonialisation du Vieux-Montréal. Ils nous amènent à la fois à réfléchir à la notion de quartier pour la période précédant la révolution industrielle, mais aussi à réfléchir à la patrimonialisation de ces espaces et à la création de quartiers dont la principale caractéristique distinctive est d'être « historiques »³². Dans le même esprit, mais dans un contexte tout à fait différent, mentionnons aussi les études et les expositions réalisées, notamment, par le Centre d'histoire de Montréal sur ces quartiers de la métropole qui ont été rayés de la carte par différents projets de revitalisation urbaine³³. Ces

32. Joanne Burgess et Paul-André Linteau (dir.), *Le Vieux-Montréal, un « quartier de l'histoire »?*, Québec, Éditions MultiMondes, 2010, 156 p.; Gilles Lauzon et Madeleine Forget (dir.), *L'histoire du Vieux-Montréal à travers son patrimoine*, Québec, Publications du Québec, 2004, 292 p.

33. Catherine Charlebois et Paul-André Linteau, *Quartiers disparus : Red Light, Faubourg à m'lasse, Goose Village*, Montréal, Cardinal, 2014, 312 p.

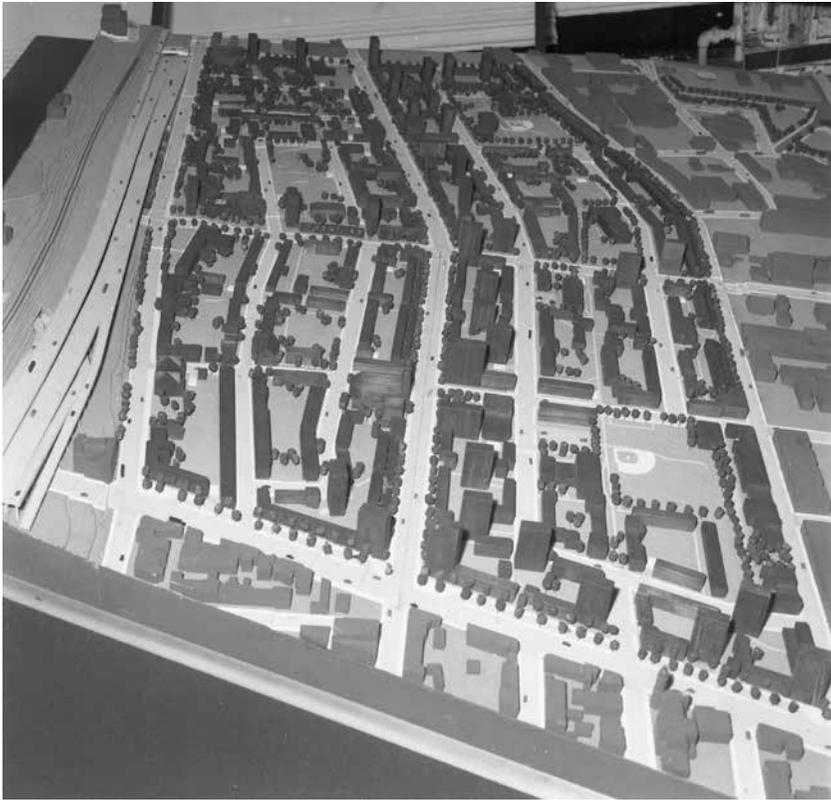
études de cas nous renvoient à la fragilité relative des quartiers ouvriers les plus défavorisés ou de ceux qui ont le malheur de se trouver sur le chemin d'un grand projet de rénovation urbaine dans les années 1950-1960. Ils nous renvoient également aux questions relatives à la mise en mémoire et à la patrimonialisation de quartiers qui ont laissé peu ou pas de traces matérielles derrière eux, même s'ils survivent dans la mémoire de ceux et celles qui les ont habités.

Cette question du patrimoine matériel et immatériel, de la mémoire des quartiers, est au cœur de tout un autre pan d'activités qui vont au-delà de la seule recherche, mais qui sont souvent réalisées dans le cadre de partenariats entre chercheurs et institutions muséales ou communautaires, un registre où brille notamment le LHPM. Je pense au quartier comme site d'histoire publique et à ce que Dolores Hayden appelle « *the power of place* ». Ici aussi, les exemples abondent et témoignent de la diversité et du nombre d'acteurs œuvrant à cette échelle particulière. Mentionnons les efforts du Collectif CourtePointe, qui a intégré avec brio la problématique du genre à son exploration de l'histoire et de la mémoire récentes de Pointe-Saint-Charles³⁴, mais aussi l'incontournable Écomusée du fier monde et son ancrage dans le Centre-Sud. Les différentes expositions qui y sont organisées et les événements qui s'y rattachent (conférences publiques, visites commentées, ateliers de création) permettent de nourrir l'histoire et la mémoire du quartier, mais aussi, et de manière plus ambitieuse, de générer un sentiment d'appartenance fort au Centre-Sud tel qu'il existe aujourd'hui³⁵. Mentionnons également l'Atelier d'histoire de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et ses « trois temps » d'Hochelaga-Maisonneuve³⁶. Mais ces projets soulèvent le danger, évoqué dans la première section de ce texte, de se laisser emporter par la tentation d'idéaliser ou alors de figer le passé d'un quartier. Le cas du Plateau Mont-Royal et

34. Collectif CourtePointe, *Pointe Saint-Charles : un quartier, des femmes, une histoire communautaire*, Montréal, Les éditions du Remue-ménage, 2006, 286 p.

35. Mentionnons tout particulièrement les expositions *Confitures et marinades Raymond : faites pour plaire!* en 2015-2016 et *Nourrir un quartier, nourrir la ville* en 2017-2018. Voir également René Binette, « La contribution des institutions muséales au "capital social" : le cas de l'Écomusée du fier monde (Montréal, Canada) », dans Iñaki Arrieta Urtizbera (dir.), *Activaciones patrimoniales e iniciativas museísticas ¿Por quién? Y ¿para quién?*, Bilbao, Euskal Herriko Unibertsitateko Argitalpen Zerbitzua et Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco, 2009, p. 129-150.

36. Voir par exemple Réjean Charbonneau, *Hochelaga-Maisonneuve en trois temps : 3^e temps, les années citoyennes 1950-1990*, Montréal, Les éditions Histoire Québec, 2015, 52 p. (coll. Atelier d'histoire Hochelaga-Maisonneuve).



Préparer la démolition des « quartiers disparus » de Montréal, en 1967.
 Source: Archives de la Ville de Montréal, VM94-C1016-069

de son rôle dans l'œuvre littéraire de Tremblay illustre de manière caricaturale ce danger, le Plateau imaginaire de Tremblay écrasant en partie dans la mémoire collective la véritable histoire de ce quartier. Fruit d'une collaboration entre Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le Partenariat de recherche *Montréal, plaque tournante des échanges* du LHPM, l'exposition *Le Plateau de Michel Tremblay* (2015-2016) a d'ailleurs permis de tenir un discours plus complexe sur les rapports entre réalité et représentations littéraires dans ce cas précis³⁷. Mais cette tentation est présente de manière plus générale, qu'il s'agisse de cette idée que le quartier aurait incarné, par le passé, un sens de la communauté

37. Voir également Justin Bur et collaborateurs, *Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal*, Montréal, Écosociété, 2017, 488 p.

aujourd'hui disparu ou menacé, ou alors du problème que constituerait la mise en mémoire d'un temps, d'une période du passé d'un quartier aux dépens de ce qu'il est devenu par la suite. L'Écomusée du fier monde représente à cet égard un bel exemple d'un cadre qui permet de bien équilibrer les différentes composantes de cette équation.

Les projets à venir dans ce domaine ne manquent pas et, si l'on s'en tient au LHPM, témoignent de l'intérêt soutenu des chercheurs et des institutions pour le quartier comme cadre à partir duquel réfléchir à l'histoire et au patrimoine de Montréal. J'en donne trois exemples. D'abord, il y a les travaux de Joanne Burgess portant sur les acteurs économiques du Vieux-Montréal. Comme je le mentionnais plus haut, ils témoignent du fait que, même si l'apparition de quartiers urbains est généralement associée à la révolution industrielle, il existait bien avant ce moment des districts urbains aux caractéristiques distinctes. Ensuite, le récent Forum d'histoire et de patrimoine de Montréal, sous le thème *Découvrir la métropole par ses quartiers*, a permis de réunir des acteurs issus de la communauté et du monde universitaire, et de les amener à échanger de manière novatrice sur les différentes façons d'explorer et de mettre en valeur l'histoire et le patrimoine des différentes composantes de Montréal. Enfin, je me permets de mentionner mes propres travaux sur les mutations du Square Mile entre 1945 et 1980, qui me permettent d'explorer la question de la transformation et de la disparition de quartiers urbains durant la seconde moitié du 20^e siècle, mais dans le contexte d'un secteur élitare sous-étudié durant cette période³⁸.

CONCLUSION

En introduction de son article sur la notion de « quartier », publié dans *L'aventure des mots de la ville*, Christine Lamarre cite différentes définitions du terme. Le *Larousse* de 1865-1876 en adopte une qui est particulièrement étroite : « Chacune des régions administratives dans lesquelles une ville est divisée. » Au contraire, la définition plus récente (1990) du *Trésor de la langue française* parle d'une partie « d'une ville ayant une

38. « Le Golden Square Mile, espace urbain en mutation (1945-1980) », Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, <<https://lhp.m.uqam.ca/programmation-scientifique/penser-gerer-construire-la-ville/le-golden-square-mile-espace-urbain-en-mutation-1945-1980>>.

physionomie propre, une certaine unité³⁹ ». Il me semble aller de soi que l'on ne peut réduire le quartier à une description strictement utilitariste et la majorité des historiens qui abordent le quartier, de manière générale ou dans le cas précis de Montréal, se rapprochent de la seconde définition, l'associant à une « certaine unité ». Mais, comme on l'a vu, même cette expression vague ne va pas de soi. Le quartier est certes affaire de physiologie – l'homogénéité relative d'un cadre bâti, l'existence de frontières naturelles ou artificielles claires permettant d'en délimiter les contours –, mais elle est également affaire de sentiment, d'attachement à certains espaces et à l'idée que l'on s'en fait. Et, entre le cadre matériel du quartier et ce qu'on pourrait appeler sa personnalité en termes de représentation, il y a toute la question de la population qui l'habite, de ses caractéristiques et de son évolution dans le temps.

Pour le chercheur comme pour le citoyen, le quartier demeure donc une porte d'entrée privilégiée pour découvrir la ville, l'étudier et la comprendre. C'est un cadre fécond, mais qu'il ne faut jamais tenir pour acquis. Qu'on veuille en étudier l'histoire ou mettre en valeur sa mémoire ou son patrimoine, on ne peut faire l'économie d'une réflexion critique sur la façon dont le quartier est défini. Entre étude « objective » d'un espace urbain et contribution à la construction de sa mémoire, entre les exigences de l'histoire universitaire et celles de l'histoire publique, entre volonté de patrimonialiser et volonté de suivre l'histoire vivante d'un espace urbain en constante évolution, nous devons constamment ajuster notre regard pour ne pas perdre de vue cet objet d'étude.

Harold Bérubé est professeur au Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke et chercheur au Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal. Ses intérêts de recherche sont l'histoire politique et culturelle des villes et de leurs habitants. Il est aussi l'auteur de nombreux travaux sur l'histoire de Montréal.

39. Christian Topalov et collaborateurs (dir.), *L'aventure des mots de la ville [...]*, op. cit., p. 1013.

Le patrimoine de proximité dans les régions du Québec : une perspective historique

FERNAND HARVEY

La notion de *patrimoine de proximité* apparaît comme relativement récente au Québec; elle n'est d'ailleurs pas mentionnée dans la Loi sur le patrimoine culturel que le ministère de la Culture et des Communications a fait adopter en 2011. En France, bien que cette notion ne figure pas dans la loi, on l'utilise pour désigner la multitude des patrimoines locaux, souvent à caractère rural, qui se distinguent des « hauts lieux du patrimoine traditionnellement associés à la figure de l'État et de la nation ». Le patrimoine de proximité fait ainsi référence non seulement à un espace proche des citoyens dans leur vécu quotidien, mais également à « la charge symbolique qui lui est conférée par la collectivité locale¹ ». Faut-il pour autant opposer ce *patrimoine d'en bas* valorisé par le milieu au *patrimoine d'en haut* défini par l'État? Le contexte québécois se prête mal à une telle opposition, sans compter que le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa ont développé un discours identitaire souvent distinct en relation avec le patrimoine et l'histoire. Il importe, de ce fait, de bien situer les pratiques patrimoniales dans le temps, car la relation entre l'État et le milieu évolue en fonction de divers facteurs qui feront ici l'objet d'une attention particulière.

1. Marie-Ève Breton, *Le patrimoine de proximité en contexte urbain comme nouvel espace d'identification collective: le cas de la rue Saint-Malo à Brest*, mémoire de maîtrise (études urbaines), Université du Québec à Montréal, 2011, p. 1.

Notre analyse s'intéressera à l'évolution des pratiques patrimoniales de proximité dans les diverses régions du Québec, à l'exclusion des villes de Montréal, la métropole, et Québec, la capitale, lesquelles nécessiteraient l'élaboration d'une approche urbaine et nationale quelque peu différente, bien que la problématique du patrimoine de proximité y soit également présente, particulièrement en référence aux quartiers ou arrondissements².

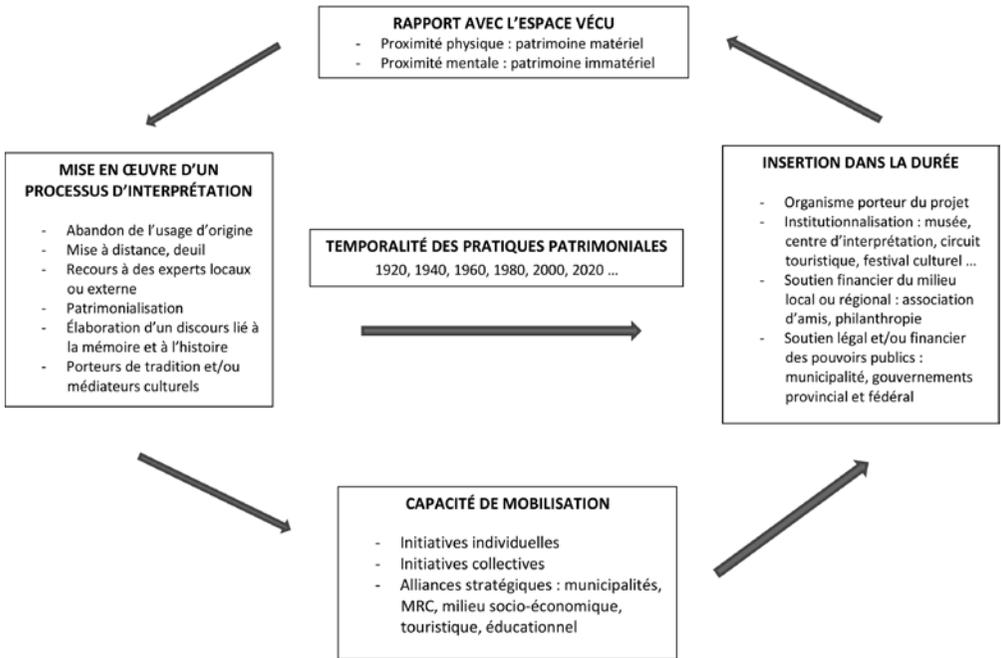
D'une façon générale, le patrimoine de proximité peut être considéré, tant dans les grandes villes qu'en région, comme un rapport dynamique entre quatre grandes dimensions :

- 1- Le rapport avec l'espace vécu, qu'il soit matériel ou immatériel ;
- 2- La mise en œuvre d'une interprétation issue du milieu et appuyée, au besoin, par une expertise extérieure ;
- 3- Une capacité de mobilisation des acteurs du milieu local qui déborde le milieu plus restreint des défenseurs du patrimoine ;
- 4- Une perspective de durabilité dans l'action, tant au niveau de la reconnaissance d'un statut par une instance publique qu'à celui de son financement et de son insertion dans l'activité culturelle et économique de l'espace vécu.

Dans le contexte canadien et québécois, cette dynamique patrimoniale ne peut faire abstraction du rapport avec l'État, et plus récemment, avec la municipalité, pour l'obtention d'une reconnaissance officielle et d'un soutien financier.

Par ailleurs, il importe de distinguer différents contextes historiques pour rendre compte des transformations des pratiques patrimoniales de proximité. Ces pratiques, dès lors qu'elles recherchent la reconnaissance d'un statut et d'un soutien financier, sont nécessairement influencées par les politiques culturelles mises en place par l'État. Dans quelle mesure il y a-t-il convergence ou divergence entre le patrimoine défini *d'en haut* et celui défini *d'en bas*? Telle est la question sous-jacente à la présente analyse.

2. Par exemple: le patrimoine des Grands domaines de Sillery à Québec ou le patrimoine industriel du quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal.



Le patrimoine de proximité en milieu urbain et régional. Essai de problématique.

LE TEMPS DES PIONNIERS DU PATRIMOINE DE PROXIMITÉ : 1920-1945

À partir des années 1920, diverses initiatives locales annoncent le début d'un mouvement en faveur d'un patrimoine de proximité. Quelles en sont les principales manifestations ?

À l'extérieur de Montréal et Québec, il faut remonter aux années 1920 et 1930 pour distinguer les signes précurseurs d'un patrimoine de proximité en milieu rural et régional. La mobilisation autour de la sauvegarde du manoir de Louis-Joseph Papineau à Montebello en fournit un bel exemple³. D'autres initiatives sont en lien avec la fondation des premières sociétés d'histoire régionale et de petits musées locaux, ainsi qu'au développement d'une historiographie régionale. Du côté francophone, l'abbé

3. Alain Gelly, Louise Brunelle-Lavoie et Cornelius Kirjan, *La passion du patrimoine: la Commission des biens culturels du Québec, 1922-1944*, Québec, Septentrion, 1995, p. 20.

Albert Tessier, l'un des fondateurs de la Société d'histoire régionale des Trois-Rivières en 1926, est à l'origine du premier mouvement régionaliste qui s'étend ailleurs au Québec durant l'entre-deux-guerres. En effet, la Société d'histoire des Cantons-de-l'Est est fondée en 1927 et la Société historique du Saguenay, en 1934. Le régionyme de «Mauricie», créé par Albert Tessier à la même époque, annonce également le début d'une conscience régionale qui fera école ailleurs au Québec⁴.

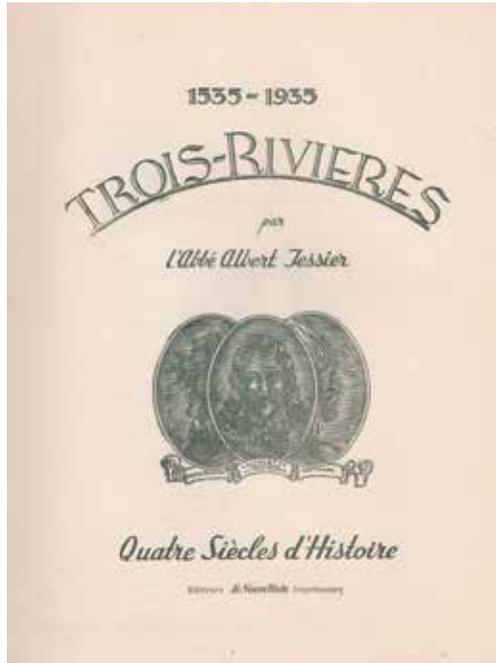
Du côté anglophone, les Cantons-de-l'Est se distinguent des autres régions du Québec, car c'est plutôt à l'échelle des comtés que se développent de petits musées à caractère historique au cours des années 1920 et 1930. Leurs activités de collecte de documents et d'objets divers débouchent sur la fondation d'établissements locaux : le Musée de la guerre de Knowlton, par la Brome County Historical Society (1921) ; le musée de la Stanstead Historical Society (1936). D'autres du même type seront mis sur pied ailleurs dans la région au tournant des années 1960, dont le Musée Eaton Corner de la Compton County Historical and Museum Society (1959) et le Musée Missisquoi (1960), issu de la relance de la vieille Missisquoi County Historical Society fondée en 1899. Il est à noter que ces petits musées anglophones logent dans des bâtiments à caractère patrimonial, dès l'époque de leur fondation⁵.

Au cours de l'entre-deux-guerres, l'intérêt pour le passé dans les régions francophones s'exprime aussi par le développement d'une historiographie locale et régionale qui est surtout le fait d'historiens amateurs, majoritairement des membres du clergé régulier ou séculier. Les premières synthèses à l'échelle régionale apparaissent au cours de cette période : *Les Bois-Francs*, de l'abbé Charles-Édouard Mailhot (1914-1925) ; *La Gaspésie au soleil*, du frère Antoine Bernard, clerc de Saint-Viateur (1925) ; *Le Témiscamingue*, d'Augustin Chénier (1937) ; *Le Nord de l'Outaouais*, du père Louis Taché et collaborateurs (1938) ; *L'Histoire du Saguenay : depuis les origines jusqu'en 1870*, de Mgr Victor Tremblay (1938) ; et *Les Cantons*

4. René Verrette, « Le régionalisme mauricien des années 1930 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 47, n° 1, été 1993, p. 27-52.

5. Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre, *Histoire des Cantons de l'Est*, Québec, IQRC et Presses de l'Université Laval, 1998, p. 726-728.

de l'Est, de l'abbé Albert Gravel (1939)⁶. À cette historiographie régionale s'ajoutent de nombreuses histoires locales et paroissiales.



L'historiographie régionaliste des années 1930 : l'histoire de Trois-Rivières par l'abbé Albert Tessier.

Source: Fernand Harvey, photographe.

Toutes ces initiatives ne constituent pas, à proprement parler, des actions destinées à la défense d'un *patrimoine de proximité* au sens où nous l'entendons aujourd'hui, mais elles ont contribué à une connaissance et une valorisation du passé comme l'un des fondements d'une conscience locale et régionale. Ce mouvement ira en s'accroissant au cours des années 1950 et 1960.

Parallèlement, l'État québécois légifère pour la première fois dans le domaine du patrimoine avec la création de la Commission des monuments

6. Fernand Harvey, « L'historiographie régionaliste des années 1920 et 1930 au Québec », *Les Cahiers des Dix*, n° 55, 2001, p. 53-102, <<https://www.erudit.org/fr/revues/cdd/2001-n55-cdd5007918/1008079ar>>.

historiques en 1922, une initiative du secrétaire provincial du Québec, Athanase David. Cette commission présidée par Adélarde Turgeon se limite alors au patrimoine bâti; ses pouvoirs et ses moyens d'intervention demeurent restreints. Néanmoins, au cours des mêmes années 1920, la Commission joue un rôle pédagogique auprès de la population du Québec en procédant à ses premiers classements et en publiant des ouvrages mettant en valeur le patrimoine bâti du régime français.

Mais dès le début du 20^e siècle, le Québec comptait déjà ses premiers *éveilleurs de conscience* qui allaient sensibiliser l'opinion publique à l'importance de conserver et mettre en valeur le patrimoine architectural, mobilier, archivistique et folklorique du Québec. Parmi les précurseurs, on peut citer les noms d'Édouard-Zotique Massicotte et de Victor Morin en ce qui a trait au patrimoine montréalais⁷. Viendront ensuite les premiers experts: l'archiviste Pierre-Georges Roy, également secrétaire de la Commission des monuments historiques; l'architecte Ramsay Traquair, pionnier de l'étude de l'architecture ancienne au Canada; l'historien de l'art Gérard Morisset, à l'origine de l'Inventaire des œuvres d'art du Québec⁸; les folkloristes Marius Barbeau⁹ et Luc Lacourcière¹⁰; et le collectionneur William H. Coverdale¹¹, sans oublier l'antiquaire et ancien politicien Paul Gouin, grand défenseur de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine mobilier et bâti au cours des années 1940 et 1950¹². Tous ces experts s'inscrivent dans un mouvement du haut vers le bas en matière de valorisation du patrimoine; ils ont contribué à jeter les bases d'une démarche de sauvegarde du patrimoine, à Montréal et à Québec

-
7. Diane Joly, *(En)quête de patrimoine: genèse de l'identité patrimoniale au Canada français 1882-1930*, thèse de doctorat (ethnologie et patrimoine), Université Laval, 2012, 484 p.
 8. Musée du Québec et Groupe de recherche en histoire socio-culturelle du Québec, *À la découverte du patrimoine avec Gérard Morisset: exposition présentée au Musée du Québec du 4 février au 1^{er} mars 1981*, Québec, Ministère des Affaires culturelles et Musée du Québec, 1981, 225 p.
 9. Jean-Pierre Pichette et collaborateurs (dir.), «Présence de Marius Barbeau: l'invention du terrain en Amérique française autour d'un legs centenaire (1914-2014)», *Rabaska: revue d'ethnologie de l'Amérique française*, vol. 13, 2015, p. 8-378.
 10. Jean-Claude Dupont (dir.), *Mélanges en l'honneur de Luc Lacourcière: folklore français d'Amérique*, Montréal, Leméac, 1978, 485 p.
 11. Nathalie Hamel, *La collection Coverdale: la construction d'un patrimoine national*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 410 p. (coll. Chaire Fernand-Dumont sur la culture).
 12. Nathalie Hamel, «Notre maître le passé, notre maître l'avenir»: *Paul Gouin et la conservation de l'héritage culturel au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, 204 p.

certes, mais également et de façon soutenue dans les autres régions du Québec¹³.

UNE PÉRIODE DE TRANSITION POUR LE PATRIMOINE DE PROXIMITÉ : 1945-1972

Après la Seconde Guerre mondiale, les acteurs qui se consacrent à la préservation et à la valorisation du patrimoine poursuivent deux voies parallèles, soit *du haut vers le bas* en ce qui concerne les politiques de l'État québécois et *du bas vers le haut* quant aux initiatives locales. Cette période de transition s'étend jusqu'au tournant des années 1970.

L'État québécois intervient davantage dans la sauvegarde du patrimoine bâti par l'intermédiaire de la Commission des monuments historiques, qui voit ses pouvoirs d'acquisition accrus à la suite d'amendements à sa loi, en 1952 et en 1956. Cette tendance à l'intervention étatique s'accroît à la suite de la création du ministère des Affaires culturelles. Son titulaire, Georges-Émile Lapalme, fait adopter une nouvelle Loi des monuments historiques en 1963 qui crée un Service des monuments historiques au sein même du Ministère, lequel dispose de pouvoirs accrus pour acquérir des bâtiments anciens. L'ancienne Commission des monuments historiques demeure, mais elle joue désormais un rôle essentiellement consultatif auprès du ministre¹⁴.

En outre, la loi de 1963 élargit les secteurs de protection du patrimoine pour y inclure non seulement des immeubles isolés, mais aussi des ensembles. D'où la reconnaissance par le ministère des Affaires culturelles d'arrondissements historiques : d'abord le Vieux-Québec en 1963, puis, l'année suivante, le Vieux-Montréal, le Vieux-Trois-Rivières, Sillery et Chambly. Suivra l'Île-d'Orléans en 1970.

Toujours dans cette voie allant du haut vers le bas, Gérard Morisset, Paul Gouin et d'autres experts en patrimoine préconisent une restauration des

13. Voir le cas de l'île d'Orléans : Étienne Berthold, *Patrimoine, culture et récit : l'île d'Orléans et la place Royale de Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 221 p.

14. Le président de la Commission, Paul Gouin, est reconduit dans ses fonctions, de même que les autres membres : l'architecte Léopold Fontaine, l'historien de l'art Gérard Morisset, le géographe Fernand Grenier et le directeur de l'Institut des arts appliqués Jean-Marie Gauvreau.

bâtiments historiques selon leur état d'origine. On privilégie, de plus, le savoir-faire artisanal d'inspiration française, antérieur à la production industrielle qui s'amorce dans le dernier tiers du 19^e siècle. À cet égard, Paul Gouin se réjouit du fait que les restaurations effectuées par la Commission des monuments historiques de 1952 à 1955 ont « cherché à éliminer les parasites qui avaient crû au cours du siècle dernier et à revenir à la belle simplicité de nos pères¹⁵ ».

Cette approche de restauration en référence aux origines dominera les politiques de restauration du patrimoine du gouvernement québécois et du gouvernement canadien au cours des années 1960 et 1970¹⁶.

Parallèlement aux politiques étatiques de restauration du patrimoine bâti des années 1950 et 1960, qui vont du haut vers le bas et qui confèrent un statut officiel aux bâtiments ainsi classés, on peut reconnaître dans les régions du Québec des initiatives éparses issues de la base et qui annoncent déjà le développement à venir du patrimoine de proximité.

De nouvelles sociétés d'histoire locales et régionales vont contribuer à développer l'identité locale et à en valoriser l'environnement patrimonial, plus particulièrement en ce qui concerne les archives, les objets et certains immeubles, même si leurs moyens demeurent limités. C'est le cas de la Société historique de la Côte-Nord et de la Société historique du Lac-Saint-Jean à Alma, toutes deux fondées en 1947. D'autres sociétés d'histoire apparaissent dans différentes régions au cours des années qui suivent : la Côte-du-Sud (1948), le Témiscamingue (1949), Rouyn (1951), Amos (1952), la Vallée-du-Richelieu (1952), la Gaspésie (1962), ainsi que dans les comtés de Compton (1959) et de Richmond (1962) dans les Cantons-de-l'Est.

À la présence accrue d'organisations régionales s'ajoutent les initiatives de certains individus afin de sauvegarder et de restaurer des bâtiments à caractère patrimonial. Le terroir seigneurial de la Côte-du-Sud se prêtait bien à de telles actions associées au patrimoine de proximité. C'est ainsi que le vieux moulin à eau de Beaumont est acquis et restauré en 1947 par Arthur Labrie, alors sous-ministre des Pêcheries. Dans la même localité,

15. Alain Gelly, Louise Brunelle-Lavoie et Cornelius Kirjan, *La passion du patrimoine* [...], *op. cit.*, p. 69.

16. La restauration à l'identique de la forteresse de Louisbourg par Parcs Canada à l'île du Cap-Breton en est un bel exemple, de même que la reconstruction d'une partie de la place Royale à Québec.

le folkloriste Luc Lacourcière acquiert en 1961 une maison d'inspiration normande des débuts du 18^e siècle dont il assure la restauration. De son côté, l'antiquaire Rosaire Saint-Pierre fait de même pour le manoir seigneurial de Beaumont ainsi que ses dépendances, dont il se porte acquéreur au cours des années 1960¹⁷. De telles initiatives de restauration par des individus, provenant souvent de l'extérieur du milieu local au départ, peuvent aussi être notées dans d'autres régions, notamment dans les Cantons-de-l'Est. Toutefois, de nombreux bâtiments ou sites patrimoniaux ne peuvent bénéficier de telles initiatives du milieu et sont détruits au fil des années.



Le moulin de Beaumont, sur la Côte-du-Sud, restauré par Arthur Labrie au cours des années 1950.

Source: Fernand Harvey, photographe.

17. Alain Laberge (dir.), *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Éditions de l'IQRC et Presses de l'Université Laval, 1993, p. 534.

UNE NOUVELLE SENSIBILITÉ RÉGIONALE À L'ÉGARD DU PATRIMOINE DE PROXIMITÉ (1972-1992)

À partir des années 1970, on assiste à d'importants changements dans la problématique du patrimoine au Québec. La notion même de patrimoine s'élargit et les municipalités sont appelées à y jouer un rôle croissant. Quant aux initiatives locales, elles se multiplient tant en ce qui concerne la mise en valeur du patrimoine que la création de musées d'art et d'histoire en lien avec le milieu.

La Commission des biens culturels et le rôle croissant dévolu aux municipalités

Divers éléments liés aux transformations de la politique québécoise du patrimoine vont contribuer à dynamiser le patrimoine de proximité en région à partir des années 1970. La Loi des monuments historiques de 1963 est remplacée par une nouvelle loi instituant la Commission des biens culturels (1972). Présidée par l'ancien ministre Georges-Émile Lapalme, celle-ci joue un rôle consultatif auprès du ministère des Affaires culturelles. Plus qu'une simple modification de structure, la nouvelle politique tient compte de l'élargissement de la notion de patrimoine, laquelle déborde des limites du patrimoine bâti pour inclure l'archéologie, les archives, l'ethnologie et l'environnement naturel¹⁸. Devant l'ampleur de la tâche d'identification du champ patrimonial ainsi élargi, le ministère des Affaires culturelles sent le besoin d'entreprendre un macro-inventaire, entre 1977 et 1983¹⁹.

À cet élargissement de la notion de patrimoine vient s'ajouter, quelques années plus tard, une volonté de décentralisation et de rapprochement entre l'État et les milieux locaux et régionaux. En 1978, un amendement à la Loi sur les biens culturels (article 49) habilite les municipalités et, l'année suivante, les municipalités régionales de comté (MRC) à signer des ententes leur permettant de fixer les modalités d'une réglementation et

18. Alain Gelly, Louise Brunelle-Lavoie et Cornelius Kirjan, *La passion du patrimoine* [...], *op. cit.*, p. 217-227.

19. Renée Côté, *Le macro-inventaire du patrimoine québécois*, Québec, Les Publications du Québec, 1985, 150 p. Cette opération prend en quelque sorte le relais de l'Inventaire des œuvres d'art réalisé par Gérard Morisset, de 1937 à 1969. Voir aussi: Jean Simard, « L'inventaire du patrimoine a soixante-dix ans », *Les Cahiers des dix*, n° 48, 1993, p. 201-224.

d'une gestion de biens patrimoniaux. En 1985, une nouvelle modification à la loi permet «à une municipalité de *citer* des monuments historiques situés sur son territoire ou d'y constituer des sites historiques²⁰».

Qu'en est-il, pendant ce temps, des initiatives locales et régionales en matière de patrimoine? Toutes les régions n'évoluent pas au même rythme à cet égard, mais il est certain que les années 1970 marquent l'émergence d'une *nouvelle culture régionale* dans tous les domaines, y compris dans celui du patrimoine et des musées²¹. Une génération plus jeune prend la relève, à l'instar de ce qu'on peut observer à Montréal et à Québec. Parmi les instances qui font bouger les choses, il faut inclure les conseils régionaux de la culture (CRC) qui sont mis sur pied dans les différentes régions administratives à partir de 1976²². Les CRC répartissent leur action en divers comités, dont un consacré au patrimoine.

En région, les initiatives individuelles ou collectives pour sauvegarder et mettre en valeur un patrimoine de proximité prennent de l'ampleur. L'héritage historique, architectural et ethnologique du Québec a la cote, dans la foulée de l'effervescence nationaliste des années 1970. Cet intérêt accru pour un patrimoine régional aux multiples facettes se manifeste dans deux directions complémentaires, soit la multiplication des organismes locaux ou régionaux de mise en valeur du patrimoine et la création de nouveaux musées.

La multiplication des organismes locaux ou régionaux

Pionnières dans la défense du patrimoine régional, les sociétés d'histoire poursuivent leur travail de sensibilisation et de nouvelles sociétés sont fondées, telles la Société d'histoire de la Rivière du Nord, dans les Laurentides (1979), et la Société d'histoire de Charlevoix (1984). Elles ne sont cependant plus seules à défendre le patrimoine. Divers organismes ou comités *ad hoc* s'activent autour de dossiers concrets de restauration ou de recyclage d'immeubles. Ci-après, quelques exemples en relation avec la

20. Ministère de la Culture et des Communications du Québec, *Histoire de la protection du patrimoine au Québec*, <<https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5122>>.

21. Fernand Harvey et Andrée Fortin (dir.), *La nouvelle culture régionale*, Québec, Éditions de l'IQRC, 1993, 255 p.

22. Fernand Harvey, «La région culturelle et la culture en région», dans Denise Lemieux (dir.), *Traité de la culture*, Québec, Presses de l'Université Laval et Éditions de l'IQRC, 2002, p. 147.

mise en valeur du patrimoine industriel et du patrimoine rural suffiront à indiquer une tendance affirmée à partir des années 1970.

Les Cantons-de-l'Est, avec une longue tradition d'initiatives citoyennes qui remonte, comme on l'a précisé, aux années 1920, poursuivent sur leur lancée; d'autant plus que les démolitions ou les rénovations mal inspirées de bâtiments patrimoniaux suscitent une nouvelle prise de conscience dans le milieu régional qui conduit à la création d'un Fonds du patrimoine estrien en 1984. L'une des grandes préoccupations des défenseurs du patrimoine bâti est le recyclage des anciennes usines des compagnies Paton et Kayser à Sherbrooke et de l'Industrial Speciality à Magog, alors menacées de démolition; elles seront converties en logements ou en espaces à usages multiples. La tenue à Sherbrooke du 7^e Congrès de l'Association québécoise du patrimoine industriel, en 1994, constitue une forme de reconnaissance des actions régionales menées avec succès dans ce domaine²³.



La reconversion de l'usine Paton de Sherbrooke pour des fins d'habitation, de commerce et d'autres usages.

Source: Fernand Harvey, photographe.

23. Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre, *Histoire des Cantons de l'Est*, op. cit., p. 730-731.



La Cité de l'Énergie à Shawinigan en Mauricie : un centre d'interprétation d'anciennes installations hydroélectriques.

Source : © Hydro-Québec

Des comités ou organismes s'activent également dans d'autres régions pour la sauvegarde du patrimoine industriel. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, d'anciennes usines abandonnées, tels le village de Val-Jalbert et la Pulperie de Chicoutimi, font l'objet de restauration à des fins d'interprétation historique²⁴.

En Mauricie, c'est le complexe industriel de Shawinigan des débuts du 20^e siècle qui suscite l'intérêt. En 1983, la haute direction d'Hydro-Québec y envisage la construction d'un centre d'interprétation de la technologie pour mettre en valeur la riche histoire industrielle de la ville. Le gouvernement du Québec et celui du Canada sont sollicités, de même que deux entreprises privées associées au site, Alcan et Belgo. Cette sauvegarde, même si elle trouve son origine dans une société d'État et dans l'entreprise privée, montre néanmoins une volonté de prise en charge aux niveaux régional et local puisque, dès 1985, le projet est repris par le milieu shawiniganais sous le nom de Centre d'interprétation industriel du Centre de la Mauricie inc., connu par la suite sous le nom de Cité de

24. Camil Girard et Normand Perron, *Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Québec, Éditions de l'IQRC, 1995, p. 564.

l'énergie. Résultat d'un montage financier impliquant divers partenaires publics et privés, le site ouvre ses portes au public en 1997²⁵. Ces trois exemples puisés en Estrie, au Lac-Saint-Jean et en Mauricie illustrent bien le fait que les acteurs qui œuvrent à la conversion d'anciens bâtiments industriels en sites patrimoniaux poursuivent des objectifs économiques et touristiques pertinents pour le développement régional.

Ailleurs au Québec, le patrimoine bâti mis en valeur à partir des années 1970 fait davantage référence au passé rural et préindustriel. Certains éléments remontent au régime français, alors que d'autres concernent le 19^e siècle et le début du 20^e siècle. Les églises, les moulins à eau et à vent, les manoirs, les maisons ancestrales, les ponts couverts, les entrepôts et les magasins généraux font l'objet de mobilisations pour leur sauvegarde, leur restauration et leur mise en valeur, et cela, d'une façon beaucoup plus soutenue qu'au cours des périodes antérieures. La zone seigneuriale de la vallée du Saint-Laurent est particulièrement riche en vestiges de l'époque préindustrielle, mais on en trouve également dans les régions de colonisation périphériques qui sont postérieures à 1850.

Plusieurs moulins ont ainsi été restaurés à la suite d'initiatives du milieu ou de démarches d'individus passionnés de patrimoine venant de l'extérieur; ces initiatives ont été appuyées majoritairement par une aide financière du ministère des Affaires culturelles. Certains ont retrouvé leurs mécanismes d'origine de même que leur vocation et la production est alors vendue aux visiteurs; d'autres ont plutôt été convertis en centres d'art ou en espaces privés. Dans la première catégorie, mentionnons le moulin à carder la laine d'Ulverton, dans la région de Drummondville, construit en 1849 et restauré en 1982; le moulin à farine Michel situé à Gentilly, érigé en 1783 et restauré en 1972; le moulin à scie et à énergie hydraulique de La Doré, au Lac-Saint-Jean, restauré en 1977; ainsi que les moulins à vent et à eau de L'Île-aux-Coudres, restaurés en 1982. Dans la seconde catégorie des moulins restaurés qui ont perdu leur fonction d'origine, on retrouve notamment le moulin de La Chevrotière à Deschambault (1803), le moulin Marcoux à Pont-Rouge dans Portneuf (1870) et le moulin du Père-Honorat à Laterrière, au Saguenay (1846)²⁶. Une restauration n'est

25. René Hardy et Normand Séguin (dir.), *Histoire de la Mauricie*, Québec, Éditions de l'IQRC, 2004, p. 950-951.

26. Pour la liste des moulins à eau et à vent qui subsistent au Québec, consulter le site Web de l'Association des moulins du Québec au <www.lesjourneesdesmoulins.com/journees-des-moulins2.ws>.

pas pour autant synonyme de pérennité, en l'absence d'un engagement du milieu régional, comme en témoigne le triste sort du moulin du Petit-Pré sur la Côte-de-Beaupré, érigé par Mgr de Laval en 1696, restauré à grands frais au cours des années 1960 avec l'aide du ministère des Affaires culturelles et plus ou moins laissé sans vocation précise depuis 2013²⁷.

Parmi les expériences de prise en charge d'un patrimoine de proximité par la collectivité locale, celle de la seigneurie des Aulnaies sur la Côte-du-Sud mérite qu'on s'y attarde. Concédée en 1656, cette seigneurie comprend un moulin à eau construit en 1842 et conçu pour moudre la farine. On y trouve aussi un manoir de style Regency avec ses dépendances, érigé de 1850 à 1853. Conscient de la valeur de cet ensemble et de la nécessité de le mettre en valeur, un groupe de citoyens crée la Corporation de la seigneurie des Aulnaies en 1969. Cinq ans plus tard, la municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies acquiert le domaine et en confie la gestion à la Corporation. En 1978, le ministère des Affaires culturelles octroie 370 000 dollars pour la restauration du site. Son inauguration officielle coïncide avec les fêtes du 325^e anniversaire de fondation de la paroisse en 1984. Il est devenu, depuis, un lieu touristique recherché avec son programme d'animation et son point de vente des produits du moulin banal²⁸. Il s'agit là d'un exemple de patrimoine de proximité pris en charge par le milieu local.

L'essor des musées régionaux et des lieux d'interprétation

À partir des années 1970, on observe une multiplication des musées locaux ou régionaux ainsi que la création de nombreux lieux d'interprétation à caractère archéologique, historique ou ethnologique. En dehors de Montréal et de Québec, il n'existait que six musées de dimension modeste avant 1960 ; leur nombre double au cours des années 1960. Cependant, la véritable expansion du réseau muséologique régional se situe entre 1970 et 2000, alors que 30 nouveaux musées sont fondés. Depuis 2001, seuls deux nouveaux musées reconnus par le ministère de la Culture et des Communications sont créés, soit le Musée québécois de culture populaire

27. Patricia Cloutier, « Un moulin de 1695 laissé à l'abandon », *Le Soleil*, 12 octobre 2014 ; *Idem*, « Moulin du Petit-Pré : un joyau qui reprend vie », *Le Soleil*, 5 avril 2015.

28. Alain Laberge (dir.), *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, p. 552.



Le moulin banal de la Seigneurie de Saint-Roch-des-Aulnaies sur la Côte-du-Sud.
Source: Collection Seigneurie des Aulnaies



Le meunier Réjean Labbé à l'œuvre au moulin de Saint-Roch-des-Aulnaies.
Source: Collection Seigneurie des Aulnaies

(2001) et Boréalisis, centre d'histoire de l'industrie papetière (2010), situés à Trois-Rivières (annexes 1 et 2).

Le mouvement muséologique régional mériterait une analyse quantitative et qualitative approfondie, tout autant que les centres d'interprétation historiques et naturels qui se multiplient également à partir des années 1970. L'histoire de chacun de ces musées a un lien évident, mais non exclusif, avec le patrimoine de proximité²⁹. En effet, si bon nombre d'entre eux se consacrent à l'histoire locale ou régionale ou à des objets patrimoniaux, d'autres optent plutôt pour une vocation artistique et incluent les productions de l'art contemporain. Par contre, les musées de sciences et de technologie, peu nombreux en région, se concentrent plutôt à Montréal, compte tenu des moyens financiers importants qu'ils impliquent. Des 43 musées régionaux reconnus par le ministère de la Culture et des Communications, sept présentent un contenu à caractère scientifique ou technologique : le Musée québécois de l'agriculture et de l'alimentation (La Pocatière), le Musée de la nature et des sciences (Sherbrooke), le Musée minéralogique et minier (Thetford Mines), le Musée minéralogique de l'Abitibi-Témiscaingue (Malartic), le Musée ferroviaire canadien (Saint-Constant), le Musée Armand-Frappier (recherche biomédicale, Laval) et Boréalisis, centre d'histoire de l'industrie papetière (Trois-Rivières)³⁰.

Si bon nombre de ces musées logent dans des bâtiments patrimoniaux recyclés, tels ceux de Rimouski et de Vaudreuil-Soulanges ou le Musée des beaux-arts de Sherbrooke, d'autres sont aménagés dans des immeubles neufs à Rivière-du-Loup, à La Malbaie, à Thetford Mines, à Gaspé ou aux Îles-de-la-Madeleine. Des collections d'art ou d'objets à caractère historique ou ethnologique sont souvent à l'origine de la volonté de créer un musée. Elles sont en effet valorisées par des acteurs, originaires du milieu ou s'y étant impliqués par la suite, qui ont été en mesure de mobiliser la collectivité locale. Ce processus d'institutionnalisation et son succès dans la durée dépendent alors d'alliances stratégiques variables entre les acteurs culturels proprement dits, ceux du milieu socio-économique, les instances

29. Voir les travaux du muséologue Philippe Dubé, fondateur du Groupe de recherche-action en muséologie de l'Université Laval (GRAMUL) : Philippe Dubé, « Le patrimoine territorial : ethnologie et muséologie », dans Jean-Pierre Pichette (dir.), *Entre Beauce et Acadie : facettes d'un parcours ethnologique*, avec la collaboration de Jocelyne Mathieu, Richard Dubé et Yves Bergeron, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001, p. 422-434 ; *Idem*, « À propos d'une certaine muséologie en région », *Ethnologies*, vol. 24, n° 2, 2002, p. 161-174.

30. Notre analyse exclut les centres d'interprétation de la nature et les jardins zoologiques.

municipales et les gouvernements supérieurs, incluant au premier chef le ministère de la Culture et des Communications avec son programme de musées accrédités (annexe 1). Ces alliances stratégiques – qui ne sont pas toujours sans potentiel conflictuel entre les acteurs – jouent un rôle important pour l’obtention de ressources financières de la part des gouvernements; cependant, elles n’enlèvent rien au fait qu’il s’agit généralement, au départ, d’initiatives citoyennes qui seront avalisées par la suite par les instances gouvernementales³¹.



Le Musée régional de Rimouski installé dans la première église de la ville.

Source: © Musée régional de Rimouski

Le cas de la Beauce illustre bien ce rapport étroit entre la muséologie et le patrimoine de proximité. En 1976, un groupe d’intervenants du milieu fonde la Société du patrimoine des Beaucerons dans le but de contrer la menace d’un transfert à Québec des archives d’état civil et des

31. Andrée Gendreau, «L’esprit des lieux : deux pratiques muséologiques dans le Bas-Saint-Laurent», dans Fernand Harvey et Andrée Fortin (dir.), *La nouvelle culture régionale*, Québec, Éditions de l’IQRC, 1995, p. 67-81. Il s’agit d’une analyse comparée entre le Musée régional de Rimouski et le Musée du Bas-Saint-Laurent à Rivière-du-Loup.



Le Musée d'art de Joliette.

Source : © Steve Montpetit, photographe, 2018. Collection du Musée

actes notariés de la région. La Société en profite pour amasser des fonds d'archives privés et des photographies reliées à l'histoire de la Beauce. Au cours des années 1980, elle devient un lieu de concertation et de collaboration entre différents organismes du patrimoine et réseauté les musées Marius-Barbeau à Saint-Joseph, Méchantigan à Saint-Georges et de la Haute-Beauce à Saint-Évariste-de-Forsyth. Parallèlement, la Fondation Robert-Cliche est mise sur pied en 1978, à la suite d'une campagne de financement auprès de la population locale ; sa raison d'être est le soutien aux initiatives de la Société du patrimoine des Beaucerons³². Malgré son succès de départ, une initiative issue du milieu régional telle la Société du patrimoine des Beaucerons n'est jamais assurée de sa pérennité pour autant, car elle continue de dépendre de l'aide financière d'instances supérieures au niveau national³³.

32. Serge Courville, Pierre C. Poulin et Barry Rodrigue (dir.), *Histoire de Beauce-Etchemin-Amiante*, Québec, Éditions de l'IQRC et Presses de l'Université Laval, 2003, p. 935-936 (coll. Les régions du Québec ; 16).

33. Jacques Palard, « La Société du patrimoine des Beaucerons en danger », *Le Devoir*, 11 avril 2018. L'aide financière accordée par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) aux petites sociétés d'archives régionales diminue d'année en année, et plusieurs d'entre elles sont menacées de fermeture.

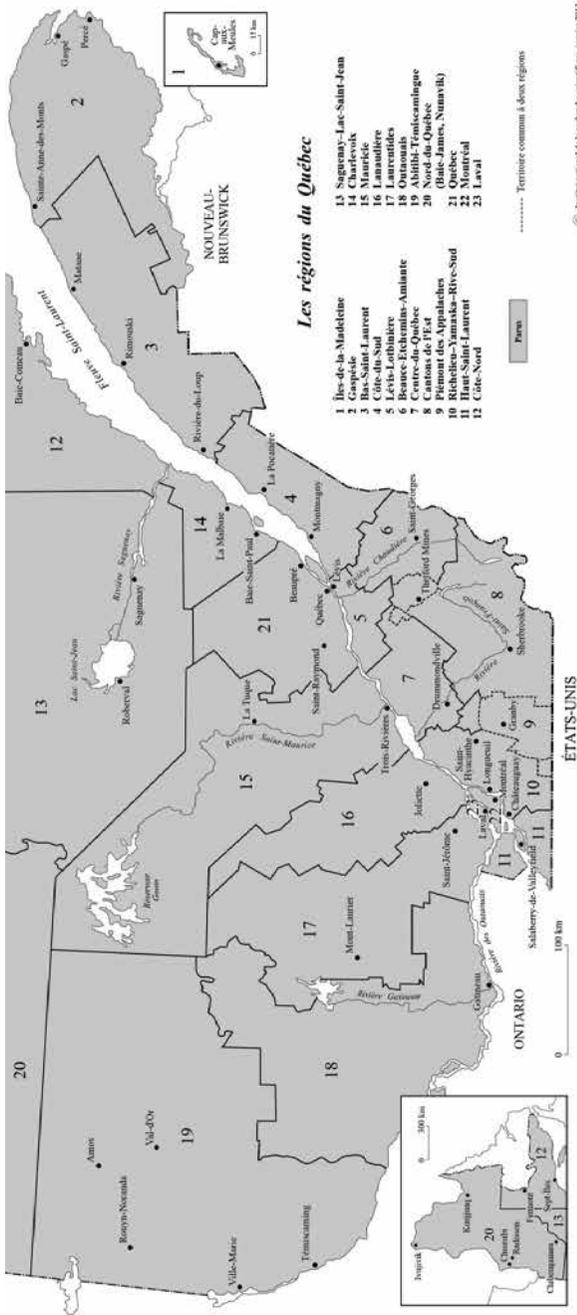
LE PATRIMOINE DE PROXIMITÉ EN RÉGION DEPUIS 1992

Le tournant du 21^e siècle marque une accélération du mouvement en faveur du patrimoine de proximité amorcé au cours de la période précédente. L'historiographie régionale accède à la maturité, de même que le réseau muséologique québécois qui intègre, de plus, l'expérience des économusées. Du côté des politiques du patrimoine, le rôle majeur confié aux municipalités se confirme en même temps que se multiplie le nombre des intervenants et des expériences sur le terrain.

La maturité de l'historiographie régionale

On se rappellera que l'historiographie locale des années 1930 a joué un rôle non négligeable dans la prise de conscience du patrimoine de proximité dans certaines régions du Québec. L'expansion du réseau universitaire québécois au-delà de Montréal et Québec avec la fondation de l'Université de Sherbrooke (1954) et de l'Université du Québec (1969) a largement contribué à la professionnalisation du métier d'historien régional en lien avec les divers départements d'histoire et de sciences humaines rattachés à ces nouvelles institutions. D'importants travaux en histoire locale et régionale ont ainsi vu le jour à partir des années 1970. Le vaste chantier sur les histoires régionales mis sur pied en 1980 par l'Institut québécois de recherche sur la culture, en collaboration avec les universités et certains cégeps en région, a permis de réaliser des synthèses historiques couvrant l'ensemble des régions du Québec. Poursuivis et achevés par l'Institut national de la recherche scientifique en 2013, ces 23 ouvrages ont contribué à une prise de conscience des différentes identités régionales et de la richesse du patrimoine historique des populations concernées³⁴.

34. Fernand Harvey, *La fin du chantier de l'IQRC/INRS sur l'histoire des régions du Québec*, allocution dans le cadre du 66^e Congrès annuel de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, tenu à l'Hôtel Rimouski, 11 octobre 2013 ; Normand Perron, *Le Chantier des histoires régionales : un projet d'histoire publique*, Québec, Centre Urbanisation Culture Société, INRS, 2018, 13 p. Voir les deux textes au <www.chairefernanddumont.ucs.inrs.ca>. La collection *Les régions du Québec* est publiée aux Presses de l'Université Laval : <https://www.pulaval.com/collections/les-regions-du-quebec/80>.



Les synthèses d'histoire régionales du Québec réalisées par l'Institut québécois de recherche sur la culture et par l'INRS (1981-2013). Source : © Centre Urbanisation Culture Société, INRS

Le réseau muséologique en région et le développement des économusées

En 2016, 41 musées, 20 centres d'exposition et 81 lieux d'interprétation étaient reconnus par le ministère de la Culture et des Communications pour l'ensemble des régions, hormis Montréal et Québec. À cela s'ajoutent 25 autres musées locaux ou régionaux non reconnus par le MCC, mais qui sont membres de la Société des musées du Québec (SMQ)³⁵.

Au fil des années, la plupart des pôles urbains régionaux se sont ainsi dotés d'un musée permanent. Quant aux lieux d'interprétation, puisqu'ils sont fonction de leur localisation *in situ*, on les retrouve autant en milieu urbain qu'en milieu rural (annexes 1 et 2).

Au cours des années 1990, un nouveau modèle fait son apparition dans le paysage muséologique québécois : l'économusée. Son concepteur et animateur, l'architecte et ethnologue Cyril Simard, en trace le profil type en trois volets. Le premier objectif, de nature économique, recherche la rentabilité et l'autofinancement ; le second objectif s'appuie sur « le renouvellement de la production, avec mission principale de conserver le meilleur de la tradition » ; quant au troisième objectif, il vise le développement du tourisme culturel et scientifique d'une région. Savoir et savoir-faire sont ainsi reliés « à la mise en valeur du patrimoine bâti et à la préservation des spécificités régionales » grâce à des « activités vivantes », soutient son fondateur³⁶. De son côté, le muséologue Yves Bergeron voit, dans la formule des économusées, une solution de rechange aux musées d'ethnologie dont il avait observé l'essoufflement au tournant des années 1990. Mais le plus intéressant, selon lui, tient au fait que « ce type d'institution favorise la connaissance et la mise en valeur de savoir-faire traditionnels et artisanaux³⁷ ».

Un petit musée régional en difficulté, la Papeterie Saint-Gilles, fondée par Mgr Félix-Antoine Savard dans le village des Éboulements (Charlevoix)

35. <https://www.musees.qc.ca/fr/musees>. À titre d'exemple, le Musée de la Mémoire vivante (www.memoirevivante.org), situé à Saint-Jean-Port-Joli, est membre de la SMQ, mais n'est pas reconnu par le MCC.

36. Cyril Simard, « Le patrimoine au temps présent : les économusées », *Cap-aux-Diamants*, n° 25, 1991, p. 64-66. Voir aussi : *Idem*, *L'économuséologie : comment rentabiliser une entreprise culturelle*, Montréal, Centre éducatif et culturel, 1989, 170 p.

37. Yves Bergeron, « Le “complexe” des musées d'ethnographie et d'ethnologie au Québec, 1967-2002 », *Musées*, vol. 24, n° 2, 2002, p. 68.

en 1962, va servir de prototype à Cyril Simard pour roder le modèle de l'économusée à partir de 1985. Sept ans plus tard, la Papeterie Saint-Gilles devient le premier maillon du Réseau des économusées nouvellement fondé³⁸.



Les artisans-papetiers Dave et Stéphane à l'œuvre à la Papeterie Saint-Gilles à Saint-Joseph-de-la-Rive (Charlevoix).

Source: © Pierre Rochette, photographe: <http://www.photopierrochette.com/nos-artisans-a-loeuvre-dave-et-stephane-duchesne/>

La formule répond à un besoin puisque le réseau des économusées se développe rapidement au Québec avant de s'étendre dans d'autres provinces et de servir de modèle ailleurs, notamment dans le nord de l'Europe. La philosophie muséale qui soutient le réseau est bien définie et ne subit pas de modification au cours des années, comme on peut le constater à la lecture d'un reportage de 2016: « Ouvrir les portes de son atelier au grand public et faire partager sa passion pour un savoir-faire traditionnel dans les domaines de l'agroalimentaire et des métiers d'art, telle est l'idée derrière les économusées³⁹. »

38. La Société du réseau des économusées est fondée en 1992 (qc.economusee.com/fr).

39. Guillaume Roy, « La folie des économusées », *L'Actualité*, 30 mai 2016.

Au Québec, ce réseau comptait 40 membres en 2018. Son terreau le plus fertile se retrouve dans l'est de la province : la région de Québec, Charlevoix, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. Si le réseau est moins présent dans l'ouest du Québec, incluant la grande région de Montréal, on peut penser que des activités à caractère muséal de même nature s'y sont développées, mais sans rattachement à ce réseau. Par ailleurs, on observe que les économusées, du fait de leur taille modeste, sont particulièrement bien adaptés à la mise en valeur d'un patrimoine de proximité dans les petites localités et en milieu rural. Montréal et Québec n'en comptent qu'un seul chacun. En contrepartie, du fait qu'il s'agit de petites entreprises privées – à but lucratif pour la plupart – leur pérennité dépend d'un artisan ou d'une petite équipe ; d'où leur nombre variable au fil des années alors que certains cessent leurs activités et que d'autres viennent s'ajouter au réseau (annexe 3).

La politique culturelle depuis 1992

La politique culturelle du Québec de 1992, sous la gouverne de la ministre Liza Frulla, confirme un rapprochement entre le ministère de la Culture et les instances de gouvernance de proximité que sont les municipalités en ce qui concerne le patrimoine. Dans son énoncé, la politique de 1992 fait le constat que les villes et les MRC se prévalent progressivement des dispositions de la Loi sur les biens culturels, telle que modifiée en 1985, laquelle leur permet de citer des monuments historiques et de constituer des sites du patrimoine. Mais cet énoncé va plus loin lorsqu'on y affirme que :

L'émergence d'une conscience régionale favorise une réappropriation du patrimoine par les collectivités locales, non seulement par les municipalités qui, seules, pourraient vite être débordées, mais également par les groupes, sociétés et musées régionaux qui, depuis des décennies, s'intéressent à la sauvegarde, à la mise en valeur et à la diffusion des éléments originaires de leur région⁴⁰.

40. Québec, *La politique culturelle du Québec : notre culture, notre avenir*, Ministère des Affaires culturelles, 1992, p. 39-40. Cette orientation qui préconise l'appropriation du patrimoine par les collectivités locales avait été proposée précédemment par la Commission des biens culturels et son président, Cyril Simard, dans son mémoire à la Commission parlementaire sur la culture, le 17 septembre 1991, p. 23.

En somme, la politique de 1992 s'appuie sur le principe de confier les richesses patrimoniales locales aux citoyens et aux collectivités qui les détiennent pour en organiser la sauvegarde et la mise en valeur⁴¹.

En 2000, le Groupe conseil sur le patrimoine présidé par Roland Arpin va encore plus loin dans la voie du patrimoine de proximité, sans utiliser le terme. Loin d'opposer cette approche qui privilégie les initiatives de la base et celle définie d'en haut par l'État, laquelle a longtemps prévalu au Québec, Arpin replace cette évolution dans son contexte historique et pédagogique :

Jusqu'aux années 1980, l'État québécois aura défendu et imposé une conception nationale et très homogène de son action. Cette approche transversale de la gestion du patrimoine s'avérait nécessaire pour assurer l'indispensable cohérence des politiques publiques. Il fallait définir des problématiques, imposer des pratiques, motiver le développement et développer les savoirs et les compétences. Ce travail est maintenant accompli en bonne partie. Le patrimoine doit être maintenant rendu à ceux et à celles qui s'y intéressent et qui contribuent à sa sauvegarde et à sa mise en valeur⁴².

La nouvelle Loi sur le patrimoine culturel de 2011 vient donner plus de cohérence à l'action de l'État québécois dans ce champ culturel qui a beaucoup évolué depuis l'ancienne Loi sur les biens culturels de 1972. Le Québec est, en effet, influencé par la tendance internationale qui délaisse la notion de « bien culturel » au profit de celle de « patrimoine culturel ». La nouvelle loi élargit le rôle des municipalités dans le secteur du patrimoine; elle prévoit notamment la création de comités locaux du patrimoine chargés de conseiller les municipalités en cette matière (article 152). Cette reconnaissance juridique est également accordée aux communautés autochtones.

La loi de 2011 accorde pour la première fois une reconnaissance juridique au patrimoine immatériel, qu'elle définit ainsi (article 2) :

Patrimoine immatériel : les savoir-faire, les connaissances, les expressions, les pratiques et les représentations transmis de génération en

41. Cette intention de lier le patrimoine local à la politique culturelle de 1992 va elle aussi dans le sens du mémoire de la Commission des biens culturels du Québec à la Commission parlementaire sur la culture, p. 21.

42. Groupe-conseil sous la présidence de Roland Arpin, *Notre patrimoine, un présent du passé*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, 2000, p. 104.

génération et recréés en permanence, en conjonction, le cas échéant, avec les objets et les espaces culturels qui leur sont associés, qu'une communauté ou un groupe reconnaît comme faisant partie de son patrimoine culturel et dont la connaissance, la sauvegarde, la transmission ou la mise en valeur présente un intérêt public⁴³.

Bien que la loi de 2011 n'utilise pas la notion de « patrimoine de proximité », la philosophie qui s'en dégage en contient tous les éléments et laisse place à un développement en ce sens.

Les politiques culturelles locales

En complémentarité avec la Loi sur le patrimoine culturel, il importe de faire état de l'impact des politiques culturelles locales et régionales dans le développement d'un patrimoine de proximité. Au cours des années 1990, le ministère de la Culture et des Communications a fortement incité les municipalités et les MRC à se doter d'une politique culturelle et d'un plan d'action comme condition préalable à la signature d'une entente de développement culturel. En 2008, 44 municipalités, 35 MRC et 5 nations autochtones avaient déjà signé de telles ententes avec le Ministère, bénéficiant ainsi de nouvelles sources de revenus dans le domaine des arts et du patrimoine⁴⁴. En 2017, le nombre de signataires totalisait 180 municipalités et MRC.

Parmi les organismes-réseaux qui œuvrent dans le domaine du patrimoine au niveau local et régional, il convient de souligner le rôle d'animation des agents culturels qui se rattachent à l'organisme Villes et villages d'art et de patrimoine (VVAP). Né en 1998, le réseau VVAP s'inspirait du modèle français Villes et pays d'art et d'histoire; il avait pour objectif de promouvoir le développement culturel dans les MRC et les municipalités grâce à l'embauche d'agents culturels. Issus d'un partenariat financier entre le ministère de la Culture et des Communications, Emploi Québec, l'Université Laval ainsi que des MRC et des municipalités participantes, les VVAP se dotent d'une Fondation en 2008. Le ministère de la Culture

43. Québec, *Loi sur le patrimoine culturel*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 2012, <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/P_9_002/P9_002.html>.

44. Voir: Michel de la Durantaye, « Les politiques culturelles municipales, locales et régionales au Québec », dans Denise Lemieux (dir.), *Traité de la culture*, Québec, Éditions de l'IQRC et Presses de l'Université Laval, 2002, p. 1006-1020.

et des Communications cesse son financement en 2015, mais les agents culturels embauchés au fil des années n'en continuent pas moins leur travail d'animation et d'organisation dans le domaine des arts, du patrimoine et du tourisme culturel au sein de plusieurs municipalités et MRC⁴⁵.

De son côté, la fondation Rues principales, un organisme pancanadien, a joué un rôle décisif dans la revitalisation des centres-villes et des quartiers dans de nombreuses localités du Québec depuis sa création en 1984. Organisme à but non lucratif, elle a développé des ententes de services avec des municipalités de toutes tailles qui étaient désireuses de mettre en place de telles démarches de revitalisation dans une perspective de développement durable. « Notre objectif, précise l'organisme, est de renforcer et de créer des centralités qui sont autant des pôles civiques et d'affaires uniques que des milieux de vie rassembleurs, prospères et attractifs⁴⁶. » La dimension patrimoniale de ce processus de revitalisation apparaît clairement dans les projets et les réalisations publiés chaque année par la Fondation, particulièrement en ce qui concerne le réaménagement de différents noyaux villageois⁴⁷.

Sur le site Web de la plupart des MRC, un volet « patrimoine » fait état des ressources patrimoniales de la région à la suite d'inventaires et de diverses publications. À titre d'exemple, la MRC Rimouski-Neigette, qui a signé une entente de développement culturel avec le Ministère, signale parmi ses réalisations la publication d'un *Guide d'intervention en patrimoine bâti*, réalisé par la firme Ruralys, grâce à l'initiative des agents du réseau Villes et villages d'arts et de patrimoine du Bas-Saint-Laurent⁴⁸. Il est intéressant de noter que Ruralys se définit comme une entreprise d'économie sociale basée à La Pocatière et formée de spécialistes en patrimoine régional dans une perspective interdisciplinaire⁴⁹.

Un autre exemple de patrimoine de proximité, à caractère plus local, concerne la reconnaissance par le ministère de la Culture et des

45. Fondation Villes et villages d'art et de patrimoine, *Portrait de la Fondation Villes et villages d'art et de patrimoine*, <www.artetpatrimoine.org/images/Bibliotheque/FVVAP_Presentation.pdf>.

46. <https://www.ruesprincipales.org/mission-et-vision/>

47. <https://www.ruesprincipales.org/projets/>

48. Site Web de la MRC Rimouski-Neigette: www.mrcrimouskineigette.qc.ca/.

49. Site Web de Ruralys: www.ruralys.org/organisation.html.

Communications du site patrimonial des Galets de Natashquan, sur la Basse-Côte-Nord.



Vue aérienne des Galets de Natashquan sur la Basse-Côte-Nord.
Source : © Pierre Lahoud, photographe : <http://www.pierrelahoud.com/>

Le site des Galets se trouve sur un cran rocheux et regroupe douze petits bâtiments qui servaient aux activités de pêche. Il est intimement associé à l'identité de Natashquan, un village de 246 habitants (2011). Un groupe de citoyens, appuyés par le maire du lieu et le chanteur Gilles Vigneault, a multiplié les pressions auprès du ministère de la Culture et des Communications pour qu'il accorde le statut de classement du site. Après un premier refus, le ministère de la Culture dépêche une ethnologue sur les lieux pour en vérifier l'intérêt patrimonial. Son enquête sur le terrain conclut au caractère fortement identitaire des Galets pour les citoyens de Natashquan, incluant les élèves de l'école du village à titre de bénéficiaires et d'héritiers de ce patrimoine⁵⁰.

50. Sophie-Laurence Lamontagne, *Les galets de Natashquan : évaluation patrimoniale : rapport synthèse*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, 2004. 49 p. ; voir aussi le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* au www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=98891&ttype=bien#.Vx_KCY-cFjo.

Une dernière étude de cas concerne, cette fois, la valorisation du patrimoine immatériel dans Lanaudière. Cette région qui se caractérise par ses activités agricoles et forestières possède une longue tradition de contes populaires et de musique traditionnelle en lien avec son passé canadien-français, acadien, écossais et loyaliste. La formation, en 1976, de la Bottine souriante, un groupe de musique traditionnelle qui a largement puisé dans le répertoire des porteurs de tradition du milieu, correspondait à la valorisation de la culture populaire en vogue au cours des années 1970. Après une période de désaffection pour le folklore au Québec, on observe à partir des années 1990 un intérêt renouvelé pour ce patrimoine immatériel, aussi qualifié de « patrimoine vivant ». La création en 1994 du festival *Mémoire et racines* à Joliette accentue le rôle de la région dans sa mise en valeur. D'autres initiatives régionales s'enchaînent avec la fondation en 2002 du Centre régional d'animation du patrimoine oral (CRAPO), une entreprise d'économie sociale située à Saint-Jean-de-Matha, et dont la raison d'être est de colliger, sauvegarder, diffuser et transmettre le patrimoine oral régional et national, tel que la chanson, la musique, la danse et le conte traditionnels. Le CRAPO organise chaque année divers spectacles de musique traditionnelle⁵¹.

De 2008 à 2016, un autre organisme, le Centre du patrimoine vivant de Lanaudière (CPVL), localisé à Saint-Côme, a poursuivi une mission analogue, bien qu'élargie ; outre le patrimoine oral proprement dit, on s'intéressait à la valorisation des connaissances, des rituels et des savoir-faire liés aux us et coutumes encore pratiqués dans la région⁵². Cet organisme a suspendu ses activités en 2017 pour un temps indéterminé.

51. On peut consulter la programmation du CRAPO au <https://crapo.qc.ca/category/programmation>.

52. Normand Brouillette, Pierre Lanthier et Jocelyn Morneau, *Histoire de Lanaudière*, 2^e éd., Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 713-717. Voir aussi les sites Web du CRAPO (crapo.qc.ca) et du CPVL (patrimoinevivantlanaudiere.com).



Le Jam de musique traditionnelle québécoise de Saint-Jean-de-Matha, dans la région de Lanaudière, en 2018.

Source : © Jean Desrochers, photographe. Collection CRAPO

La valorisation du patrimoine immatériel dans Lanaudière, le *Guide d'intervention en patrimoine bâti* de la MRC de Rimouski-Neigette et les démarches pour la reconnaissance des Galets de Natashquan ne sont que trois exemples parmi tant d'autres qui montrent l'importance grandissante accordée au patrimoine de proximité en région depuis une vingtaine d'années.

Trois constats se dégagent de ce rapide tour d'horizon des pratiques de patrimoine de proximité dans les différentes régions du Québec.

Tout d'abord, les pratiques patrimoniales de proximité, qu'on associe à une action citoyenne, s'inscrivent dans l'histoire de ces pratiques et on peut en déceler diverses manifestations depuis les débuts du 20^e siècle jusqu'à nos jours. Ces pratiques *d'en bas* s'inscrivent dans une dynamique sans cesse en évolution avec les politiques patrimoniales de l'État qui sont définies *d'en haut* avec l'aide de différents experts. Au Québec, on ne saurait parler ici de conflit entre les deux approches divergentes d'un grand

récit historique, mais plutôt d'influences mutuelles, voire de convergence, au niveau des mécanismes de reconnaissance et de prise en charge.

Par ailleurs, depuis la fin des années 1970, l'émergence d'une nouvelle culture régionale, d'une part, et la tendance de l'État à donner des pouvoirs accrus aux municipalités et aux MRC en matière de patrimoine, d'autre part, ont créé une conjoncture favorable à l'accroissement des pratiques patrimoniales de proximité en région.

Enfin, l'expertise en matière de patrimoine n'est plus le seul fait des experts rattachés à l'action de l'État, mais on a pu observer au cours des récentes décennies, une expertise patrimoniale et muséale à caractère scientifique au niveau même des régions, des localités et de la société civile en général.

CONCLUSION

En conclusion, plusieurs enjeux s'annoncent pour l'avenir en ce qui concerne le patrimoine de proximité en région. Deux de ces enjeux méritent une attention spéciale : la pérennité de l'action patrimoniale dans une perspective de développement durable et la préservation du patrimoine religieux bâti, particulièrement en ce qui concerne les églises paroissiales.

La pérennité de l'action patrimoniale dans une perspective de développement durable constitue un enjeu à la fois intergénérationnel et politique. Au cours du 20^e siècle, plusieurs générations se sont succédé au sein de la société civile pour sauvegarder et mettre en valeur, souvent avec des moyens modestes, divers éléments d'un patrimoine local. Ces acteurs ont su tirer profit des politiques gouvernementales et, plus récemment, des politiques municipales afin d'atteindre leurs objectifs. Les valeurs identitaires rattachées au patrimoine de proximité seront-elles prises en charge par les nouvelles générations qui œuvrent sur les territoires ? Quant aux élus municipaux, souvent divisés entre partisans du « progrès » économique et défenseurs de l'héritage patrimonial, seront-ils en mesure de concilier ces deux tendances en fonction d'un développement durable ? La démolition en catimini de maisons patrimoniales par les autorités locales, ou avec leur aval, dans plusieurs localités du Québec au cours des récentes années suscite un sentiment d'impuissance au sein de la population. On peut dès lors se demander si le transfert aux municipalités de responsabilités en matière de classement et de protection du patrimoine bâti a été

une sage décision de la part du gouvernement du Québec. Une révision des processus de citation, d'inventaire et de classement des immeubles patrimoniaux s'impose, particulièrement en ce qui concerne les petites municipalités.

Le second enjeu fait référence au patrimoine religieux en région. Plusieurs immeubles conventuels ont pu être sauvegardés de la démolition grâce à des actions de reconversion pour divers usages publics ou privés. Cependant, le cas des églises paroissiales, tant en milieu urbain qu'en milieu rural, se pose déjà avec une certaine urgence qui ira en s'amplifiant au cours des prochaines années, en lien avec le déclin radical de la pratique religieuse. L'église paroissiale, particulièrement dans les petites localités, demeure un repère visuel central du paysage culturel du Québec. Les églises qui jouissent d'un classement patrimonial par le ministère de la Culture et des Communications bénéficient sans doute d'une meilleure protection pour l'avenir, mais leur fonction et leur usage non définis demeurent néanmoins problématiques. Le cas de la petite église de Saint-Adolphe-d'Howard, dans les Laurentides, prise en charge par un comité de citoyens, constitue sans doute un modèle inspirant en relation avec le patrimoine de proximité. Cependant, les églises qui ne bénéficient pas d'un statut patrimonial de premier niveau font l'objet d'interrogations quant à leur avenir. La démolition demeure malheureusement une option, comme on a pu le constater pour l'église paroissiale de Saint-Gérard-Magella en Montérégie. Faute d'intérêt de la part de la municipalité et des citoyens pour lui trouver un nouvel usage, cette église non classée a été rasée en mai 2017 pour faire place à un centre communautaire multifonctionnel⁵³.

La vocation future de ces imposants bâtiments qui marquent le paysage des villages et des quartiers urbains continue donc de faire débat et les solutions envisagées varient selon le cas. Si la sauvegarde de l'enveloppe extérieure d'une église – sa signature architecturale – semble rallier la plupart des intervenants opposés à une démolition, les projets diffèrent quant au patrimoine architectural et décoratif de l'intérieur. Ainsi, la reconversion d'églises inspirées du renouveau architectural religieux des années 1960 en bibliothèques publiques altère inévitablement l'intégrité

53. Kathleen Lévesque, « La mort silencieuse d'une église », *Le Soleil*, 14 mai 2017, p. 14. Construite il y a plus d'un siècle, l'église a été vendue pour 1 dollar à la municipalité qui a bénéficié d'une subvention de 1,2 million de dollars pour sa démolition et son remplacement par un nouvel édifice multifonctionnel.

patrimoniale de leur intérieur. D'inévitables compromis seront nécessaires pour assurer la pérennité de la plus grande partie possible du patrimoine des églises du Québec, des temples que l'historien de l'architecture Luc Noppen appelait « nos châteaux ». Il y a là un défi majeur pour l'avenir du patrimoine de proximité, tant en région que dans les quartiers des grands centres.

Fernand Harvey est professeur honoraire au centre Urbanisation Culture Société de l'INRS à Québec et il est rattaché à la Chaire Fernand-Dumont sur la culture. Au cours des dernières années, ses recherches en histoire et en sociologie de la culture ont porté sur les acteurs culturels en milieu urbain et régional, l'histoire de la vie culturelle dans les régions du Québec et l'histoire des politiques culturelles au Québec.

ANNEXE 1

Les musées régionaux, hors Montréal et Québec, reconnus par le ministère de la Culture et des Communications (2018)

RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE FONDATION DU MUSÉE				
	Avant 1960	1960-1969	1970-1980	1981-1990	1991 +
GASPÉSIE / ÎLES-DE-LA MADELEINE (11)					
Musée de la mer: Havre-Aubert					1995
Musée acadien: Bonaventure		1960			
Musée de la Gaspésie: Gaspé			1977		
BAS-SAINT-LAURENT (01)					
Musée régional de Rimouski			1972		
Musée du Bas-St-Laurent: Rivière-du-Loup			1975		
Musée québécois de l'agriculture et de l'alimentation: La Pocatière			1974		
Musée régional de Kamouraska			1977		

RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE FONDATION DU MUSÉE				
	Avant 1960	1960- 1969	1970- 1980	1981- 1990	1991 +
CÔTE-NORD (09)					
Musée régional de la Côte-Nord: Sept-Îles			1975		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN (02)					
Musée Louis-Hémon: Péribonka	1938				
Musée du Fjord: La Baie		1967			
Pulperie de Chicoutimi/Musée régional : Saguenay			1979		
Musée amérindien de Mashteuiatsh			1977		
CHARLEVOIX (PARTIE DE CAPITALE NATIONALE 03)					
Musée de Charlevoix: La Malbaie			1975		
Musée d'art contemporain de Baie-Saint-Paul					1992
CHAUDIÈRE-APPALACHES (12)					
Musée maritime Bernier: L'Islet		1968			
Musée Marius-Barbeau: Saint-Joseph, Beauce			1978		
Musée minéralogique et minier: Thetford Mines			1976		
Musée de l'accordéon: Montmagny					1992
MAURICIE (04)					
Musée des Ursulines: Trois-Rivières				1982	
Musée Pierre-Boucher: Trois-Rivières	1934				
Musée québécois de culture populaire: Trois-Rivières					2001
Boréalys, centre d'histoire de l'industrie papetière: Trois-Rivières					2010
ESTRIE (05)					
Musée Colby-Curtis: Stanstead	1936				
Musée Beaulne: Coaticook			1976		
Musée des Beaux-arts de Sherbrooke				1982	
Musée de la nature et des sciences de Sherbrooke					1998

RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE FONDATION DU MUSÉE				
	Avant 1960	1960- 1969	1970- 1980	1981- 1990	1991 +
CENTRE-DU-QUÉBEC (17)					
Musée Laurier: Victoriaville	1929				
Musée des Abénakis: Odanak		1965			
Musée des religions du monde: Nicolet				1981	
Musée du Bronze: Inverness					1995
MONTÉRÉGIE (16)					
Musée ferroviaire canadien: St-Constant		1961			
Musée du Haut-Richelieu: Saint-Jean			1971		
Musée de Vaudreuil-Soulanges: Vaudreuil	1959				
Musée Missisquoi: Stanbridge-Est		1964			
Musée québécois d'archéologie Pointe-du-Buisson				1986	
Musée des Beaux-arts de Mont St-Hilaire					1995
LAVAL (13)					
Musée Armand-Frappier					1992
LANAUDIÈRE (14)					
Musée d'art de Joliette	1943				
LAURENTIDES (15)					
Musée d'art contemporain: Saint-Jérôme				1987	
OUTAOUAIS (07)					
Aucun, sauf Musée national de l'histoire à Gatineau (Fédéral)	-	-	-	-	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (08)					
Musée minéralogique de l'Abitibi-T.: Malartic			1972		
Musée de Guérin: Guérin				1982	
Musée de la Gare: Témiscaming					1996

RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE FONDATION DU MUSÉE				
	Avant 1960	1960- 1969	1970- 1980	1981- 1990	1991 +
NORD-DU-QUÉBEC (10)					
Musée et Centre de la transmission de la culture Daniel Weetalukluk: Inukjuak					1992
TOTAL	6	6	14	6	11
GRAND TOTAL (HORS DES VILLES DE MONTRÉAL ET DE QUÉBEC): 43					

Source : Ministère de la Culture et des Communications, section Muséologie : <<https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=25>>. Consulté en ligne le 21 juillet 2018. Notre sélection n'inclut pas les centres d'interprétation, les lieux et maisons historiques qui sont également reconnus par le ministère.

ANNEXE 2

Musées, centres d'exposition et lieux d'interprétation reconnus
par le ministère de la Culture et des Communications (2018)

RÉGION ADMINISTRATIVE	MUSÉES	CENTRES D'EXPOSITION	LIEUX D'INTERPRÉTATION	TOTAL
01 Bas-St-Laurent	4	1	8	12
02 Saguenay-Lac-St-Jean	4	1	9	14
03 Capitale nationale				
• Ville de Québec	5	2	10	17
• Côte-de-Beaupré/Î-O	-	-	5	5
• Charlevoix	2	-	3	5
• Portneuf	-	-	3	3
04 Mauricie	4	3	7	14
05 Estrie	4	2	8	14
06 Montréal	21	9	3	33

RÉGION ADMINISTRATIVE	MUSÉES	CENTRES D'EXPOSITION	LIEUX D'INTERPRÉTATION	TOTAL
07 Outaouais	-	3	2	5
08 Abitibi-Témiscamingue	3	5	7	15
09 Côte-Nord	1	-	6	7
10 Nord-du-Québec	1	-	-	1
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3	-	6	9
12 Chaudière-Appalaches	4	-	3	7
13 Laval	1	1	2	4
14 Lanaudière	1	-	2	3
15 Laurentides	1	1	-	2
16 Montérégie	6	2	6	14
17 Centre-du-Québec	4	1	3	8
TOTAL : (moins Montréal et Québec)	43	20	80	143
TOTAL : (Montréal et Québec seulement)	26	11	13	50
GRAND TOTAL : (incluant Montréal et Québec)	69	31	93	193

Source: Ministère de la Culture et des Communications. <<https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=3760>>. Consulté en ligne le 23 avril 2018. Ces statistiques excluent les musées et les centres d'interprétation gérés par le gouvernement fédéral et Parcs Canada, de même que les musées non reconnus par le MCC.

ANNEXE 3

Le réseau des 40 écomusées du Québec en 2018

RÉGIONS REPRÉSENTÉES	TYPE D'ACTIVITÉ	LOCALITÉ
Bas-Saint-Laurent	Acériculture: boissons alcoolisées – Domaine Acer	Auclair
Cantons de l'Est	Vignoble – Vignoble de l'Orpailleur	Dunham
Charlevoix	Papier – Papeterie Saint-Gilles	Saint-Joseph-de-la-Rive
	Fromagerie de lait de vache – Laiterie Charlevoix	Baie-Saint-Paul
	Meunerie – Les moulins de L'Isle-aux-Coudres	Île-aux-Coudres
	Cidrierie – Cidres et Vergers Pedneault Huilerie – Centre de l'émeu de Charlevoix	Île-aux-Coudres Saint-Urbain
Chaudière-Appalaches	Bijouterie et joaillerie – Le Forgeron D'or	Sainte-Marie de Beauce
	Fromagerie au lait de chèvre – La ferme Cassis et Mélisse	Saint-Domaine-de-Buckland
	Brasserie – Frampton Brasse Boulangerie – Boulangerie Boutin	Frampton Saint-Fabien-de-Panet
Côte-Nord	Mocassins – Atikuss	Uashat
Gaspésie	Savonnerie - Domaine de la Savonnière	Escuminac
	Tissage – Les Ateliers Plein Soleil	Mont-Joli
	Liquoristerie: framboise – La Vallée de la framboise	Val-Brillant
	Chocolaterie – Couleur Chocolat Bijouterie – Espace Wazo	Sainte-Anne-des-Monts Percé
Îles-de-la-Madeleine	Fromagerie au lait de vache – Fromagerie du Pied-de-Vent	Havre-aux-Maisons
	Boucanage et fumage – Le Fumoir d'Antan	Havre-aux-Maisons
	Sculpture sur sable – Artisans du sable	Havre-Aubert
	Poterie – Maison de la potière	Havre-aux-Maisons
Lanaudière	Poterie – L'arbre et la rivière	Saint-Damien
Montréal	Lutherie – Jules Saint-Michel, Luthier	Montréal

RÉGIONS REPRÉSENTÉES	TYPE D'ACTIVITÉ	LOCALITÉ
Outaouais	Chocolaterie – Chocolaterie ChocoMotive Chandellerie – Doozy Candle	Montebello Chelsea
Québec	Liquoristerie – Cassis Monna & Filles Sculpture sur bois – Atelier Paré Conserverie – Ferme Langlois et Fils Vitrail – Les Artisans du vitrail Tailleur en fourrure – Richard Robitaille Fourrures	Saint-Pierre, Île Orléans Sainte-Anne-Beaupré Neuville Québec Québec
Saguenay-Lac-St-Jean	Bottier/Pelletier – Bilodeau Taxidermie – Bilodeau Boulangerie – Boulangerie Perron Lainerie – Le Chevrier du Nord Confiturerie de bleuet sauvage – Délices du Lac-Saint-Jean Apiculture – Miel des ruisseaux Taillage de pierres fines – Touverre Soufflage de verre – Touverre Chocolaterie – Chocolaterie des Pères Trappistes Cristallerie – Cristal du lac	Normandin Normandin Roberval Saint-Fulgence Albanel Alma La Baie La Baie Dolbeau-Mistassini Métabetchouan
Régions absentes du réseau	Abitibi-Témiscamingue, Centre du Québec, Mauricie, Laval, Montérégie, Nord-du-Québec	

Source: Informations fournies par Carl-Éric Guertin, directeur général de la Société du réseau économusée (SRÉ), ainsi que le site Web, <<http://qc.economusee.com/fr/>>. Consulté le 23 juillet 2018

Partie 3

LES ÉCHANGES, HISTOIRE ET PATRIMOINE

L'empire du commerce montréalais : acteurs, territoires et patrimoines

JOANNE BURGESS
ET MICHELLE COMEAU

Des premiers temps de la traite des fourrures jusqu'aux heures glorieuses de l'exportation céréalière, depuis la première réglementation des marchés publics de Ville-Marie jusqu'au foisonnement des centres commerciaux au 20^e siècle, le commerce exerce une influence profonde sur la vie économique, sociale et culturelle de la métropole. L'histoire du commerce, de ses acteurs et de son patrimoine est au cœur de cette étude. Nous nous y intéressons depuis de nombreuses années, dans le cadre de chantiers de recherche menés en complémentarité et en collaboration. Ensemble, nous avons exploré les caractéristiques des premiers grands magasins, la vie commerciale des quartiers populaires et de nombreuses facettes de l'approvisionnement alimentaire. Cet article a d'abord pour objet de rappeler ces projets, leurs paramètres thématiques, temporels et spatiaux, ainsi que leurs principaux résultats. Nous tenterons aussi de dégager leur apport à la connaissance du passé montréalais et de situer nos interrogations dans un contexte historiographique plus large. En terminant, nous proposons une réflexion sur la contribution de nos travaux à la mise en valeur des patrimoines qui témoignent de l'échange.

LE COMMERCE MONTRÉALAIS ET L'HISTORIOGRAPHIE

Poser la question de l'état des connaissances relatives aux dispositifs et aux acteurs du commerce montréalais nous conduit à identifier trois grands pôles historiographiques. Leur examen permettra de cerner le contexte qui a orienté nos enquêtes et les zones d'ombre que nous avons cherché à dissiper.

Dans la foulée des écrits de Donald Creighton et des adeptes de l'approche du *staple*, l'histoire du commerce montréalais, tout comme celle du Québec et du Canada, est longtemps dominée par les études consacrées à la période préindustrielle et aux grands marchands de l'import-export. Ces travaux insistent sur les enjeux de l'exportation et de la mise en place des infrastructures de transport¹. D'autres enquêtes ont exploré les activités des marchands ruraux et les dynamiques des échanges villes-campagnes. Le recours à une échelle macroscopique a révélé l'évolution des dispositifs de l'échange, tandis que des études plus fines s'attardent aux produits mis en vente et aux pratiques de consommation des clients². Les travaux récents de Vallières et Desloges d'une part, et de Douglas

1. Au sein de cette production abondante, soulignons l'apport de Creighton lui-même, *The Empire of the St. Lawrence*, Toronto, Macmillan, 1956 (1^{re} éd. 1937); Gerald Tulchinsky, *The River Barons*, Toronto, University of Toronto Press, 1977; Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Le pays laurentien au XIX^e siècle: les morphologies de base*, Atlas historique du Québec, Québec, Presses de l'Université Laval, 1995; Paul-André Linteau, «Le développement du port de Montréal au début du 20^e siècle», *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 7, n^o 1, 1972, p. 181-205; Jason A. Gilliland, «Muddy Shore to Modern Port: Redimensioning the Montreal Waterfront Time-Space», *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, vol. 48, n^o 4, 2004, p. 448-472. Il ne faudrait toutefois pas oublier d'autres études qui insistent davantage sur les relations complexes entre le commerce international, le capital marchand et l'amorce de l'industrialisation canadienne: Stanley Ryerson, *Le capitalisme et la confédération*, Montréal, Parti Pris, 1972, 549 p.; L. R. Macdonald, «Merchants Against Industry: An Idea and its Origins», *Canadian Historical Review*, vol. 56, 1975, p. 263-281; Paul Craven et Tom Traves, «Canadian Railways as Manufacturers, 1850-1880», *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 18, n^o 1, 1983, p. 254-281; Robert Sweeny, *Why did we choose to industrialize?: Montreal, 1819-1849*, Montréal et Kingston, McGill et Queen's University Press, 2015, 456 p.
2. Évoquons quelques exemples de ces diverses approches: Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Le pays laurentien au XIX^e siècle* [...], *op. cit.*, surtout le chapitre 5; Allan Greer, *Peasant, Lord and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, chapitre 6; Christian Dessureault, «Niveau de vie dans le Richelieu-Yamaska, 1800-1840: étude préliminaire pour une comparaison France-Québec», dans Gérard Bouchard et Joseph Goy (dir.), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècles)*, Chicoutimi et Paris, Centre interuniversitaire Sorep et École des hautes études en sciences sociales, 1990, p. 185-198.

McCalla de l'autre, rappellent l'importance de cerner l'évolution de l'offre de produits d'importation de tout genre et d'explorer les modalités de leur diffusion³.



Activité fébrile au port de Montréal vers 1875.

Source : Eugène Haberer, artiste, *Montréal : une partie du port, en direction ouest*, 1875. Musée McCord, M979.87.60

Un deuxième pôle réunit des travaux consacrés aux nouveaux lieux de consommation qui émergent à partir de la fin du 19^e siècle. Les grands magasins sont parmi les plus étudiés. Historiens de l'art et historiens se sont en effet intéressés à leurs trajectoires ainsi qu'à leurs pratiques⁴. Les

3. Marc Vallières et Yvon Desloges, « Les échanges commerciaux de la colonie laurentienne avec la Grande-Bretagne, 1760-1850 : l'exemple des importations de produits textiles et métallurgiques », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 61, n° 3-4, 2008, p. 425-467 ; Douglas McCalla, *Consumers in the Bush: Shoppers in Rural Upper Canada*, Montréal et Kingston, McGill et Queen's University Press, 2015, 321 p. Voir aussi Brice Martinetti, « Un commerce insignifiant ? Les marchandises françaises exportées au Canada entre 1870 et 1914 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 66, n° 3-4, 2013, p. 307-337.

4. Les travaux consacrés aux grands magasins sont nombreux. À titre d'exemples, soulignons Joy L. Santink, *Timothy Eaton and the rise of his department store*, Toronto, University of Toronto Press, 1990 ; Elizabeth Sifton, *Retailing Fashion in Montreal: A Study of Stores, Merchants and Assortments, 1845-1915*, mémoire de maîtrise (histoire de l'art),

rapports de genre interpellent également les chercheurs, la sollicitation des femmes étant perçue comme un élément majeur de la stratégie de vente déployée par plusieurs grands magasins canadiens⁵. De même, la culture du travail, lorsqu'elle est abordée, est souvent examinée sous ce rapport⁶. La contribution des grands magasins au développement d'une culture de consommation et de la consommation de masse retient aussi l'intérêt des chercheurs⁷. Enfin, soulignons qu'une importante historiographie américaine et européenne se préoccupe également de ces « temples de la consommation » en abordant des thématiques souvent similaires⁸.

L'historiographie reconnaît également l'influence qu'exerce le commerce de détail, et tout particulièrement les grands magasins, sur l'organisation de l'espace urbain. Ainsi, ces derniers occupent une place de choix dans les études consacrées aux grandes artères commerciales et à l'évolution

Université Concordia, 1994, 229 p. ; Michelle Comeau, « Les grands magasins de la rue Sainte-Catherine à Montréal : des lieux de modernisation, d'homogénéisation et de différenciation des modes de consommation », *Revue d'histoire de la culture matérielle / Material History Review*, n° 41, 1995, p. 58-68.

5. Lorraine F. O'Donnell, *Visualising the History of Women at Eaton's, 1869 to 1976*, thèse de doctorat (histoire), Université McGill, 2002 ; Cynthia J. Wright, « *The Most Prominent Rendezvous of the Feminine Toronto* » : *Eaton's College Street and the Organization of Shopping in Toronto, 1920-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1993 ; Elizabeth Sifton, *Retailing Fashion in Montreal* [...], *op. cit.* ; Michelle Comeau, *Les grands magasins de la rue Sainte-Catherine à Montréal* [...], *op. cit.*
6. Lorraine F. O'Donnell, *Visualising the History of Women at Eaton's*, [...], *op. cit.* ; Donica Belisle, « Negotiating Paternalism : Women and Canada's Largest Department Stores, 1890-1960 », *Journal of Women's History*, vol. 19, n° 1, 2007, p. 58-81 ; Stéphanie Piette, « *S'amuse bien qui s'amuse chez Dupuis* » : *la culture de travail des employées de Dupuis Frères entre 1920 et 1960*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2012, 115 p.
7. Donica Belisle, *Retail Nation : Department Stores and the Making of Modern Canada*, Vancouver, UBC Press, 2011 ; Jean-Philippe Warren, *Hourra pour Santa Claus ! La commercialisation de la saison des fêtes au Québec, 1885-1915*, Montréal, Boréal, 2006 ; Steve Penfold, *A Mile of Make-Believe : A History of the Eaton's Santa Claus Parade*, Toronto, University of Toronto Press, 2016, 256 p. Le recours au catalogue fait aussi l'objet d'une abondante documentation : Lorraine F. O'Donnell, *Visualising the History of Women at Eaton's*, [...], *op. cit.* ; Musée canadien des civilisations (maintenant le Musée canadien de l'histoire), *Avant le cybercommerce : une histoire du catalogue de vente par correspondance au Canada*, Bibliothèque et Archives Canada et Toronto Culture, 2004, <<https://www.historymuseum.ca/cmhc/exhibitions/cpm/catalog/cat0000f.shtml>> (consulté en ligne le 9 mai 2018).
8. Pour un aperçu de cette production, voir Geoffrey Crossick et Serge Jaumain (dir.), *Cathedrals of Consumption : The European Department Store, 1850-1939*, Aldershot, Ashgate, 1999, 326 p.

des centres-villes⁹. De même, les multiples itérations des centres commerciaux, y compris les galeries marchandes, et leur contribution à l'essor des banlieues suscitent l'intérêt des historiens, mais également celui des spécialistes en études urbaines¹⁰. L'analyse des établissements commerciaux plus modestes souligne aussi leur fort enracinement dans la ville, au cœur des quartiers ou des communautés ethniques, en faisant toutefois ressortir leur vulnérabilité face aux grandes surfaces, aux chaînes à succursales multiples et aux transformations de la vie urbaine¹¹.

Enfin, le troisième pôle historiographique qui nous interpelle intègre un grand nombre de travaux consacrés à l'alimentation et à l'approvisionnement alimentaire. Cette historiographie est dominée par le marché public, objet d'une véritable fascination, surtout pour ce qui est des règlements qui encadrent ses vendeurs et leurs clients¹².

-
9. Voir, par exemple, Paul-André Linteau, *La rue Sainte-Catherine : au cœur de la vie montréalaise*, Montréal, Éditions de l'Homme et Pointe-à-Callière (Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal), 2010, 240 p. ; Lucie K. Morrisset, *La mémoire du paysage : histoire de la forme urbaine d'un centre-ville : Saint-Roch, Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001, 288 p. ; Nathan Roth et Jill L. Grant, « The Story of a Commercial Street: Growth, Decline and Gentrification on Gottingen Street, Halifax », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 43, n° 2, 2015, p. 38-53.
 10. Gilles Sénécal et Nathalie Vachon, « L'expansion métropolitaine : vers une polycentricité assumée », dans Dany Fougères (dir.), *Histoire de Montréal et de sa région*, tome II : *De 1930 à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval (collection « Les régions du Québec »), 2012, p. 867-898 ; Gilles Sénécal (dir.), *L'espace-temps métropolitain : forme et représentations de la région de Montréal*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011, chapitres 5 et 6 et encart 5, p. 145-191 (coll. Études urbaines) ; Ludger Beauregard, « Le commerce de détail à Montréal », dans Ludger Beauregard (dir.), *Montréal : guide d'excursions/Field Guide*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1972, p. 137-154 ; Annie-Claude Dalcourt, *Le centre commercial de l'île de Montréal, typologie d'un espace commercial en construction, 1950-1955*, rapport de recherche de maîtrise (histoire appliquée), Université du Québec à Montréal, 2012, 130 p. Pour les États-Unis, consulter l'étude classique de Lizabeth A. Cohen, *A Consumer's Republic: The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Vintage Books, 2004, 567 p.
 11. David Monod, *Store Wars : Shopkeepers and the Culture of Mass Marketing, 1890-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, 438 p. ; Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais, 1920-1940*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1992, 408 p. ; Dale Gilbert, *Vivre en quartier populaire : Saint-Sauveur, 1930-1980*, Québec, Éditions du Septentrion, 2015, 334 p.
 12. Sylvie Brouillette, *Les marchés publics à Montréal, 1840-1860*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1991, 134 p. Aucune étude canadienne n'offre un portrait d'ensemble de l'évolution des halles de marché comparable à celui des ouvrages suivants : Kenneth Carls et James Schmiechen, *The British Market Hall: A Social and Architectural History*, New Haven et London, Yale University Press, 1999, 326 p. et Helen Tangires, *Public Markets and Civic Culture in*



Les maraîchers occupent la place Jacques-Cartier, prolongement du marché Bonsecours, pendant l'été 1957.

Source: Henri Rémillard, photographe,
Marché Bonsecours, place Jacques-Cartier à Montréal, juin-août 1957.
BAnQ Vieux-Montréal, Fonds Henri-Rémillard, P685,S2,D1,P2

Quelques études ont porté un regard plus large sur les modalités de l'approvisionnement alimentaire de la ville à diverses époques, ciblant les zones d'approvisionnement et les modalités de distribution de produits particuliers¹³. La tension entre marché public et épiciers a aussi retenu

Nineteenth-Century America, Baltimore et London, Johns Hopkins University Press, 2003, 296 p.

13. Donald Fyson, *Eating in the City: Diet and Provisioning in Early Nineteenth-Century Montreal*, mémoire de maîtrise (histoire), Université McGill, 1989, 194p. La récente étude de Gergely Baics (*Feeding Gotham: The Political Economy and Geography of Food in New York, 1790-1860*, Princeton (N. J.) Princeton University Press, 2016, 368 p.) examine les enjeux de l'approvisionnement alimentaire à l'échelle du quartier, mettant en relief l'évolution du rôle du marché public et de la place du commerce de détail. Quant aux chaînes d'approvisionnement de produits particuliers, voir à titre d'exemple Yves Otis, « La différenciation des producteurs laitiers et le marché de Montréal (1900-1930) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 45, n° 1, 1991, p. 39-71.

l'attention, alors que quelques monographies ont exploré l'univers de l'épicerie fine ou de l'épicerie familiale en milieu populaire¹⁴. Enfin, des études éparses se sont penchées sur certains aspects de la restauration, surtout dans la seconde moitié du 20^e siècle¹⁵.

Les zones d'ombre révélées par l'historiographie d'ici et d'ailleurs, tout comme une demande sociale exprimée par nos partenaires, ont orienté nos recherches et nos objectifs. Nos enquêtes rejoignent surtout les deuxième et troisième pôles historiographiques évoqués ci-dessus et privilégient l'examen des pratiques des acteurs du commerce et de l'ancrage spatial de leurs activités. Les chantiers de recherche que nous avons investis témoignent aussi d'un certain éclectisme, la fascination qu'exerce le passé commercial de la métropole nous ayant conduites à explorer autant l'époque victorienne que l'après-guerre, les quartiers populaires comme le centre bourgeois de la métropole.

TROIS CHANTIERS DE RECHERCHE : ENJEUX ET RÉSULTATS

L'intérêt que nous portons au commerce montréalais et les sujets qui sont au cœur de nos recherches s'inscrivent dans des parcours intellectuels bien précis. Nos échanges et nos collaborations ont été favorisés par le cadre offert par le Groupe de recherche sur l'histoire de Montréal¹⁶, puis par le Laboratoire d'histoire et de patrimoine et ses relations étroites avec l'Écomusée du fier monde. Des échanges lors de colloques consacrés aux

-
14. Julie St-Onge, *La pétition et la gestion de l'espace public: le cas des marchés publics montréalais, 1830-1880*, rapport de recherche de maîtrise (histoire appliquée), Université du Québec à Montréal, 2011, 102 p.; Annie Chouinard, *De la tablette à la table: les épicerie fines et l'alimentation bourgeoise à la fin du XIX^e siècle: regards sur un bourgeois montréalais*, rapport de recherche de maîtrise (histoire appliquée), Université du Québec à Montréal, 2010, 127 p.; Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais* [...], *op. cit.*
 15. Yvon Desloges et Marc Lafrance, «Au carrefour des trois cultures: la restauration au Québec au XIX^e siècle», dans Alain Huetz de Lempis et Jean-Robert Pitte (dir.), *Les restaurants dans le monde à travers les âges*, Grenoble, Glénat, 1990, p. 59-66; Rhona Richman Kenneally «“The Greatest Dining Extravaganza in Canada's History”: Food, Nationalism, and Authenticity at Expo 67», dans Rhona Richman Kenneally et Johanne Sloan (dir.), *Expo 67: Not Just a Souvenir*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, p. 27-46; Laurier Turgeon et Madeleine Pastinelli, «“Eat the World”: Postcolonial Encounters in Quebec City's Ethnic Restaurants», *Journal of American Folklore*, vol. 115, n^o 456, 2002, p. 247-268.
 16. Paul-André Linteau et collaborateurs, *25 ans d'histoire de Montréal: le Groupe de recherche sur l'histoire de Montréal, 1972-1997*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1998, 47 p.

viles de Montréal et de Bruxelles¹⁷ ont fait naître une première initiative, soit l'exploration des grands magasins montréalais dans une perspective comparative. Puis, en 2006, nous avons entrepris, avec l'Écomusée et à sa demande, une étude de l'évolution du commerce du quartier Centre-Sud. Dans les années subséquentes, ces premières collaborations ont éveillé d'autres interrogations et suscité des projets consacrés au secteur de l'alimentation. La présentation de ces trois chantiers insiste sur les enjeux de recherche et les résultats de nos enquêtes. L'ordre retenu témoigne de l'histoire de leur élaboration et de leur diffusion, des plus anciens aux plus récents.

Les magasins-entrepôts et les premiers grands magasins, 1850-1910

Ce premier chantier repose sur des recherches que nous avons menées en parallèle sur l'évolution des magasins et du magasinage à Montréal entre 1850 et 1910¹⁸. Il rend compte d'un exercice d'analyse et de synthèse réalisé en 2006¹⁹. Nous avons souhaité approfondir la phase d'émergence des

-
17. Un premier colloque, en 2000, est intitulé *Les métropoles en comparaison: Bruxelles et Montréal aux XIX^e et XX^e siècles*. Le second, en 2003, est suivi d'une publication: Serge Jaumain et Paul-André Linteau (dir.), *Vivre en ville: Bruxelles et Montréal (xix^e-xx^e siècles)*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2006, 375 p.
18. Cet exercice prolonge des travaux que nous avons d'abord menés en parallèle. Pour Michelle Comeau, voir: *Les grands magasins de la rue Sainte-Catherine à Montréal [...]*, *op. cit.*; Exposition *Les grands magasins à rayons, cathédrales de la modernité*, Centre d'histoire de Montréal, 1995-1996 (recherche et rédaction); voir aussi les notices « Grands magasins », « Eaton », « Dupuis Frères », « Morgan », « Ogilvy » et « Jean-Paul Morin », dans Gérard Baril (dir.), *Dicomode: dictionnaire de la mode au Québec de 1900 à nos jours*, Saint-Laurent, Fides, 2004. Pour Joanne Burgess, consulter: « Le centre victorien: commerce et culture, 1850-1880 », dans Gilles Lauzon et Madeleine Forget (dir.), *L'histoire du Vieux-Montréal à travers son patrimoine*, Québec, Les publications du Québec, 2004, p. 151-197; « "Admirably suited to the purposes of display and accommodation": les magasins-entrepôts et l'émergence de nouvelles pratiques commerciales à Montréal, 1850-1880 », communication dans le cadre du colloque *Vivre en ville: Bruxelles et Montréal aux 19^e et 20^e siècles*, Bruxelles, mai 2003; Joanne Burgess et Gilles Lauzon, « Les magasins-entrepôts de Montréal, 1850-1880: formes et fonctions commerciales, un nouveau regard », dans Claude Bellavance et Pierre Lanthier (dir.), *Les territoires de l'entreprise/The Territories of Business*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, p. 25-45.
19. Joanne Burgess et Michelle Comeau, « Magasins et magasinage à Montréal, 1850-1910 », dans Lars Nilson (dir.), *Urban Europe in Comparative Perspective: Papers presented at the Eighth International Conference on Urban History*, CD-ROM, Stockholm, Studier i stads-ch kommunhistoria, 2006.

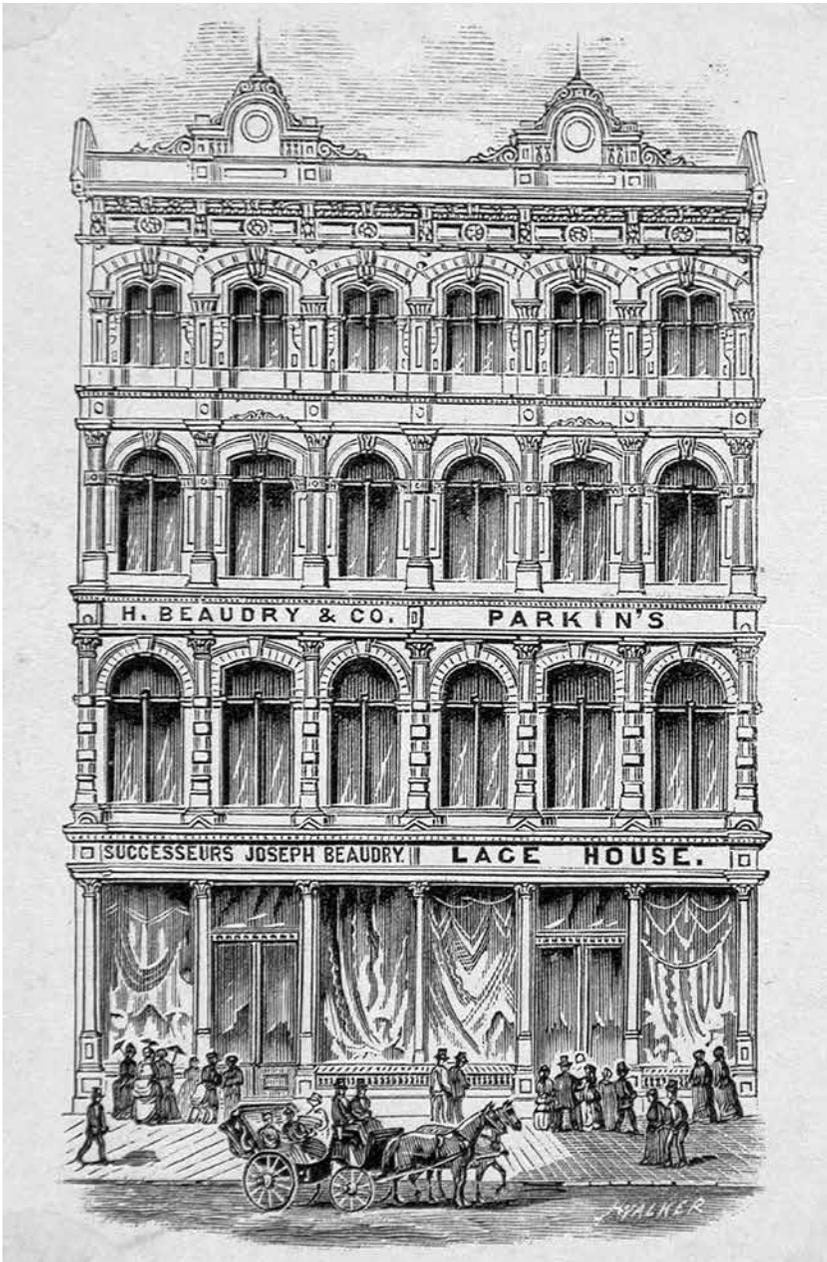
grands magasins²⁰, avant la Première Guerre mondiale, et avons cherché à mieux comprendre la filiation entre les espaces et les pratiques du monde victorien et ceux de la Belle Époque. La thématique de l'innovation – dans l'architecture, le design et les stratégies commerciales – comme celle du genre, très présentes dans la littérature consacrée aux grands magasins, nous ont aussi interpellées.

Nos enquêtes respectives portent sur les activités commerciales du centre-ville montréalais, territoire dont les frontières connaissent une évolution importante au cours de notre période, et privilégient l'examen des dimensions culturelles de ces activités. Elles embrassent le cadre bâti et le paysage de la rue commerçante, tout comme l'aménagement des espaces et les pratiques commerciales qui les façonnent. Enfin, elles examinent le magasinage et les personnes qui s'y adonnent à travers les représentations élaborées et diffusées dans la société montréalaise pendant ces années²¹. Le traitement de ces trois thèmes permet de cerner les spécificités des deux moments historiques que nous privilégions, soit des années 1850 à 1880, puis des années 1890 à 1910.

Au chapitre des immeubles, on constate une évolution considérable entre 1850 et 1910, reflet d'une mutation qui s'opère en deux temps. D'abord, au début des années 1850, au cœur du Montréal victorien, un nouveau type d'immeuble commercial, le « magasin-entrepôt », apparaît. Très prisé des grossistes et détaillants de « *dry goods* » (tissus, articles de mercerie, divers accessoires de mode, etc.), il se distingue par sa taille et sa volumétrie imposante, ses caractéristiques architecturales fonctionnelles et formelles.

20. L'étude de cette phase d'émergence se poursuit en 2019 : Joanne Burgess explore la configuration sociale et spatiale du commerce de « *dry goods* » dans le Montréal victorien, entre 1850 et 1880.

21. Chaque volet de la comparaison repose sur des sources particulières. Pour la période victorienne, l'analyse exploite surtout les rôles d'évaluation de la Ville et les annuaires Lovell, les archives notariales, des relevés terrain, des imprimés de l'époque et la collection John Henry Walker du Musée McCord. Quant à la Belle Époque, il s'agit principalement des historiques et fonds d'archives des diverses compagnies, de leurs catalogues, ainsi que des revues et journaux de la métropole.



Magasin-entrepôt de la rue Notre-Dame vers 1870, occupé par Henry Beaudry & Compagnie, commerçant de nouveautés. Source : John Henry Walker, graveur, *H. Beaudry & Co.* Musée McCord,

M930.50.3.121



Intérieur du magasin Morgan, rue Saint-Jacques
à l'angle de la rue McGill, en 1875.

Source : Photographe inconnu. © Château Ramezay –
Musée et site historique de Montréal, 1998.3357.1

La densité de l'implantation, le recours à la fonte et au verre plat, ainsi que la richesse stylistique des façades transforment le visage du centre-ville victorien. Ces immeubles accueillent certains des premiers magasins à rayons de la métropole, dont celui de Henry Morgan & Co. La période qui débute en 1890 voit peu à peu un redéploiement d'établissements importants du commerce de détail, devenus grands magasins, vers la rue Sainte-Catherine²², contribuant ainsi à modeler un nouveau centre-ville montréalais. Ces années ouvrent aussi une ère nouvelle de modernisation

22. Alan Stewart, «La rue Sainte-Catherine, l'artère commerciale de Montréal», dans Musée canadien des civilisations (aujourd'hui Musée canadien de l'histoire), *Avant le cybercommerce: une histoire du catalogue de vente par correspondance au Canada*, Bibliothèque et Archives Canada et Toronto Culture, 2004, <<https://www.museedelhistoire.ca/cmc/exhibitions/cpm/catalog/cat2411f.shtml>> (consulté en ligne le 9 mai 2018).

et d'agrandissements pour plusieurs grands magasins: bâtiments plus imposants, marchandise plus diversifiée, aménagements renouvelés²³.



Le magasin Morgan au moment de son aménagement rue Sainte-Catherine Ouest. Conçu par l'architecte John Pearce Hill, il s'inspire des dernières tendances des grands magasins américains.
Source: Wm. Notman and Son, photographe, *Magasin de Henry Morgan, rue Sainte-Catherine, Montréal, Qc, vers 1890*. Musée McCord, View-2539.1

De forts éléments de continuité ressortent également. D'un centre-ville à l'autre, les immeubles commerciaux se multiplient, chassent d'autres activités et façonnent de nouveaux paysages. Les immeubles eux-mêmes évoluent et s'adaptent aux besoins de la vente et de l'étalage. L'importance de l'aménagement et du décor des espaces commerciaux caractérise l'ensemble de la période; il y a certes une série d'innovations pratiques et esthétiques, mais la valorisation du «*display*» et du «*show*» est constante. Peu de variations également dans le discours des commerçants, qui

23. Michelle Comeau, «Étalages, vitrines, services et nouveaux espaces: trois grands magasins de Montréal durant les années 1920», dans Serge Jaumain et Paul-André Linteau (dir.), *Vivre en ville* [...], *op. cit.*, p. 259-285.



Une publicité du grand magasin Dupuis Frères illustre toute l'importance accordée à la clientèle féminine en ce début du 20^e siècle.

Source: Artiste inconnu. *La Presse*, le 7 septembre 1912, p. 8.
Collection Assemblée nationale.

s'affiche dans la presse à grand tirage, puis dans des catalogues abondamment illustrés, ou dans les représentations des magasins et des clientèles ciblées : les mêmes thèmes et les mêmes valeurs dominent jusqu'à la fin du 19^e siècle, alors que la représentation des grands magasins semble connaître certaines mutations.

Nos recherches indiquent aussi que certaines interprétations doivent être nuancées. Ainsi, si les innovations dans les magasins et le magasinage semblent d'abord s'adresser à la bourgeoisie, cette nouvelle culture de consommation bourgeoise ne se confine pas aux secteurs de la mode ou des produits de luxe. De plus, les nouvelles pratiques d'étalage et de mise en valeur de la marchandise, ainsi que l'occupation de lieux prestigieux, s'étendent même au commerce en gros. Nos travaux permettent aussi de reconstituer un univers marchand où les femmes sont actives et très présentes, mais cet espace n'est pas exclusivement féminin. Au contraire, les

sources iconographiques²⁴ témoignent du rôle actif des hommes – comme gardiens de la respectabilité féminine, certes, mais aussi comme commis et, surtout, comme clients d'un large éventail de magasins. L'évolution des grands magasins, surtout après 1900, annonce certaines transformations de cette dynamique.

L'infrastructure commerciale d'un quartier populaire, 1890-1984

La volonté de combler des silences de l'historiographie explique également les orientations retenues pour un projet consacré à l'activité commerciale présente pendant plus d'un siècle dans le quartier Sainte-Marie²⁵. Différents travaux historiques portant sur le Centre-Sud se sont attardés à son développement industriel²⁶ ou, parfois, à certaines de ses dimensions sociales, telle la vie paroissiale²⁷. Mais, en 2006, l'évolution de ses rues commerçantes et des commerces insérés dans son tissu résidentiel n'avait fait l'objet d'aucune recherche. En accordant une attention toute particulière à cet aspect méconnu de ce territoire, nous tentons de mettre en lumière la diversité des lieux et des pratiques de consommation qui jalonnent son histoire. Ce projet s'inscrit dans une démarche concrète de revitalisation urbaine intégrée du quartier Sainte-Marie lancée par l'arrondissement de Ville-Marie (Ville de Montréal); il a réuni une équipe d'historiens de l'UQAM et de l'Écomusée du fier monde.

L'étude cherche à cerner tant l'évolution dans la longue durée des artères commerciales que celle des effectifs et des caractéristiques des établissements commerciaux²⁸. Quatre années charnières – 1890, 1924, 1949

24. À propos de la représentation des clients des magasins montréalais de l'époque victorienne, voir Marion Beaulieu et Joanne Burgess, « Sous le burin de John Henry Walker: représenter le Montréal victorien », communication lors du Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Montréal, octobre 2015.

25. Nous avons retenu le territoire de l'actuel quartier Sainte-Marie, correspondant à la portion est de l'arrondissement de Ville-Marie. Situé dans la partie est du Centre-Sud de Montréal, et donc à l'est du centre-ville, il s'étend de la rue Sherbrooke au fleuve, des voies ferrées du Canadien Pacifique (près de la rue Moreau) à la rue De Champlain.

26. Joanne Burgess, *Paysages industriels en mutation*, Montréal, Écomusée du fier monde, 1997, 88 p.

27. Lucia Ferretti, *Entre voisins: la société paroissiale en milieu urbain: Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, Montréal, Boréal, 1992, 266 p.

28. Joanne Burgess et Michelle Comeau, « Commercial Activities and Streetscapes in East End Montreal, 1890-1980: the Changing Fortunes of an Industrial District », communication présentée au Congrès de la Urban History Association, Houston (TX), novembre 2008. Les résultats du projet ont également été publiés: Éric Giroux,

et 1984 – sont privilégiées²⁹, de même que huit catégories d'établissements – par exemple : alimentation, biens et services essentiels, soins du corps, sorties et divertissements, et nouveaux produits, pour ne nommer que celles-là. Nous nous intéressons particulièrement au déploiement des activités commerciales dans l'espace ainsi qu'à la composition de quelques carrefours ou « nœuds de développement » autour des banques ou des églises (noyaux paroissiaux), ou encore à l'ombre des usines. Ainsi, 18 rues sont sélectionnées : l'ensemble des grandes rues comme Sainte-Catherine, Ontario, Papineau et Notre-Dame de même que plusieurs autres, plus résidentielles, le tout couvrant environ 70 % des rues du quartier.



La rue Ontario est la seconde rue commerçante en importance du quartier Sainte-Marie. Une grande variété de petits commerces s'y retrouvent tout au long du 20^e siècle.

Source : Conrad Poirier, photographe, *Street. Ontario and Papineau*, le 8 avril 1937. BAnQ Vieux-Montréal, P48,S1,P1893

Commerces du coin, Montréal, Écomusée du fier monde en collaboration avec l'arrondissement de Ville-Marie, 2009, 38 p.

29. Cette recherche repose sur l'exploitation systématique et le croisement d'une variété de sources : Archives de la Ville de Montréal (rôles d'évaluation et feuilles de route des valeurs locatives ; dossiers de rue), les annuaires Lovell, un ensemble de cartes et de plans d'assurance incendie, des imprimés, tels les bulletins paroissiaux, une riche iconographie et, enfin, des relevés terrain.

Quelques résultats se dégagent clairement de cette recherche. On constate que ce quartier industriel et ouvrier, situé en marge du centre-ville, mais non loin de lui, connaît une activité commerciale constante, et foisonnante par moments, depuis plus d'un siècle. Ce sont surtout, mais pas exclusivement, des petits commerces de proximité destinés à une clientèle locale. On observe en effet peu de commerces de grande envergure durant l'ensemble de la période. L'absence de certaines chaînes telles Kresgee et Woolworth, ou encore la quasi-absence de magasins à rayons, sont manifestes. Même chose du côté du secteur alimentaire : une succursale de Steinberg apparaît tardivement, à la fin des années 1950, et un supermarché s'établit à la Place Frontenac dans les années 1970.



Le carrefour à l'entrée du pont Jacques-Cartier est convoité par les commerçants d'automobile.

Source : Photographie inconnu. Archives de la Ville de Montréal, VM105

Au cours de ce siècle d'activité, de multiples facteurs modifient profondément le quartier. En même temps qu'il atteint son apogée, le déclin de son industrie et de sa population s'amorce à partir de la seconde moitié du 20^e siècle³⁰ : il s'appauvrit peu à peu, comme en témoigne par exemple la diminution progressive des petits commerces. Néanmoins, une artère commerciale importante comme la rue Ontario peut continuer à se développer de façon significative au cours des années 1970 avec la construction de la Place Frontenac et de sa galerie marchande. Certes, des établissements commerciaux ferment leurs portes, mais de nouvelles activités

30. En 1951, la population de l'ensemble du quartier Centre-Sud s'élève à 99 000 tandis qu'en 1981, elle est d'à peine 37 800 ; *Rues et pignons*, Montréal, Écomusée du fier monde, 1985, p. 13 (coll. Centre-Sud, c'est toute une histoire!).

apparaissent. Celles associées à l'automobile sont en nette croissance à partir de l'après-guerre et divers types d'établissements destinés aux soins du corps, tels les salons de coiffure ou de massage, ainsi que les boutiques de tatoueurs, sont de plus en plus populaires. Plusieurs petites épicereries, toujours présentes dans la décennie 1980, vont devenir les dépanneurs d'aujourd'hui³¹. Nous pouvons voir là des éléments de continuité en même temps qu'un témoignage de la volonté des résidents du quartier de s'adapter au passage du temps.



Ce café coopératif familial, ouvert en 2003, propose des aliments santé et sert même de point de chute pour des paniers d'agriculture biologique.

Il offre aussi des prestations artistiques et musicales.

Source: © LHPM, *Café Coop Touski*, 2361, rue Ontario Est, 2007.

31. Éric Giroux, *Commerces du coin*, op. cit., p. 17, 18 et 20.



Le terme dépanneur apparaît dans les années 1970
lorsque la loi permet des heures d'ouverture prolongées.

Source: © LHPM, *Dépanneur au 2251, rue Hogan, coin De Rouen*, 2007.

Cette recherche vient donc documenter une facette peu étudiée de l'histoire du quartier Centre-Sud. De plus, en s'attardant au dispositif commercial à l'échelle d'une rue et d'un quartier, le projet pourrait servir de modèle à d'autres travaux. Car l'analyse sur une longue période de l'infrastructure commerciale propre aux quartiers populaires reste à compléter.

Les visages du commerce de l'alimentation

Un troisième chantier de recherche voit le jour en 2012, dans le cadre d'une initiative de l'Écomusée du fier monde. En effet, ce dernier lance alors un ambitieux projet d'exposition touchant à l'histoire de l'approvisionnement alimentaire de la métropole, du 19^e au 21^e siècle, pour souligner le 375^e anniversaire de la fondation de Montréal. Le Laboratoire

d'histoire et de patrimoine de Montréal y est étroitement lié³². Ce sera l'occasion d'explorer divers visages de la transformation industrielle des aliments et de leur commercialisation, sous le thème *Nourrir le quartier, nourrir la ville*. Nous y avons vu l'occasion d'entreprendre de nouvelles recherches, sur des périodes et des aspects distincts de l'univers de l'épicerie montréalaise. Nos projets respectifs ont alimenté certaines composantes de l'exposition inaugurée à l'Écomusée en mai 2017³³.

Un premier projet³⁴, *Les commerces de l'alimentation du Faubourg à m'lasse, 1947-1963*, s'intéresse à la distribution alimentaire dans le quartier Centre-Sud sur une période d'environ quinze ans. Il explore une portion du Faubourg à m'lasse³⁵, soit le quadrilatère³⁶ qui accueille la Maison de Radio-Canada inaugurée en 1973. La période retenue débute en 1947 et se termine en 1963³⁷ au moment des expropriations et démolitions massives dans ce secteur. Nous cherchons à cerner le déploiement des établissements commerciaux dans l'espace, la nature de leurs activités, leur longévité ainsi que certaines caractéristiques des commerçants. L'enquête propose également un examen attentif de l'aménagement des lieux et des produits offerts par les commerces des années 1960. Ce dernier

-
32. En 2012, le Laboratoire obtient une subvention du CRSH pour le Partenariat de recherche *Montréal, plaque tournante des échanges: histoire, patrimoine, devenir*, partenariat auquel participe l'Écomusée.
 33. Un catalogue accompagne l'exposition : Éric Giroux et Joanne Burgess, *Nourrir le quartier, nourrir la ville*, Montréal, Écomusée du fier monde, 2017, 71 p.
 34. Dirigé par Michelle Comeau et toujours en cours de réalisation, ce projet met une variété de sources à contribution : fonds de photographies constitué pour documenter les dossiers d'expropriations (Archives de la Ville de Montréal, 1963), annuaires Lovell, divers plans (occupation du sol, assurance incendie, expropriation), feuilles de route (valeurs locatives, Ville de Montréal), registre des Raisons sociales.
 35. Le Faubourg à m'lasse est un territoire mal défini, situé quelque part entre la rue Sainte-Catherine, le fleuve, le Vieux-Montréal et le quartier Hochelaga : Catherine Charlebois et Paul-André Linteau, *Quartiers disparus: Red Light, Faubourg à m'lasse, Goose Village*, Montréal, Cardinal, 2014, p. 112.
 36. Le quadrilatère est formé par les rues Papineau et Wolfe, Craig (Saint-Antoine) et Dorchester (René-Lévesque). Nous avons considéré l'ensemble de ses rues, à savoir 10 situées dans l'axe nord-sud et 5 dans l'axe est-ouest. Les deux côtés des quatre rues limitrophes ont été pris en compte, même si les expropriations n'ont, dans leur cas, touché qu'un seul côté.
 37. À cause des sources disponibles, en particulier les plans et les photographies, 3 années ont été scrutées de façon systématique, à savoir 1949, 1953 et 1963. De plus, d'autres années ont fait l'objet d'un examen partiel afin de mieux comprendre l'évolution des lieux retenus. Elles servent plutôt de complément à l'étude.

volet repose sur une iconographie³⁸ très riche, composée de nombreuses photographies d'extérieurs et d'intérieurs des bâtiments expropriés.

Bien que le projet soit toujours en cours, on peut d'ores et déjà suggérer quelques pistes. L'alimentation semble être au cœur de l'infrastructure commerciale du quartier : à titre d'exemple, en 1949³⁹ près de 44 % des établissements commerciaux, soit 56 des 128 repérés dans l'ensemble de notre secteur, sont liés à l'alimentation. Et 70 lieux différents ont accueilli un commerce d'alimentation durant au moins une des trois années étudiées. On remarque la présence de plusieurs épiceries et épiceries-boucheries, de restaurants, souvent de type *light lunch* ou *quick lunch*, et de bon nombre d'établissements que l'annuaire Lovell identifie en tant que « *Tobacco, Candies Etc.* »⁴⁰. Rares sont les salles à manger, les tavernes, les cafés et les clubs, et ce, pour l'ensemble de la période. Peu de commerces spécialisés, également, et la présence de seulement deux épiceries (boucheries) membres d'un regroupement de détaillants (les Épiceries Richelieu et les Épiceries Lasalle)⁴¹. Certains établissements font montre d'une longévité étonnante, mais d'autres connaissent de fréquents changements de propriétaire. Souvent ces derniers résident tout près de leur établissement, voire parfois au même endroit. Par conséquent, on peut parler d'un petit

38. Ces clichés ont été réalisés en 1963 par un photographe de la Ville de Montréal à la veille des démolitions. Ils ont aussi illustré l'exposition *Quartiers disparus* présentée au Centre d'histoire de Montréal de 2011 à 2013.

39. Plans détaillés d'occupation du sol de la Ville de Montréal, 1949 (Archives de la Ville de Montréal, planches 56-67, 56-68, 57-67 et 57-68, disponibles à l'adresse suivante : donnees.ville.montreal.qc.ca/dataset/plans-detaillies-d-occupation-du-sol-de-la-ville-de-montreal-1949). Les chiffres ne peuvent offrir qu'un ordre de grandeur, vu les limites de cette source.

40. En revanche, pour notre période, les valeurs locatives nomment généralement ces établissements « restaurants ». Dans sa thèse traitant des années 1920 à 1940, Sylvie Taschereau indique toutefois que diverses sources, notamment les rôles des valeurs locatives et le Service de santé de la Ville de Montréal, utilisent plutôt le terme « petit restaurant » pour désigner le type d'établissement évoqué ici. Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais* [...], op. cit., p. 101-105. Quel que soit le terme privilégié, il s'agit de commerces plutôt modestes, situés en quelque sorte entre le comptoir, la petite épicerie et le restaurant. Ils peuvent vendre des bonbons en vrac, du tabac (et des cigarettes) et des boissons gazeuses, et tenir un comptoir de crème glacée. Ils peuvent aussi offrir divers produits d'épicerie et préparer des goûters légers tels des sandwiches ou des hot-dogs à consommer (ou pas) sur place. Ces commerces peuvent être aménagés à proximité, voire à même le logis.

41. Gérard Bélair, *Chronologie des épiciers en gros et des détaillants au Québec : une rétrospective de la fondation, du développement, de l'évolution des principales entreprises de gros et de détail des origines à nos jours*, Montréal, Association des épiciers en gros de la province de Québec inc., 1983, p. 78-84.

commerce de proximité, indépendant, modeste la plupart du temps, mais fort important dans le tissu social à en juger par leur nombre et la durée de vie de plusieurs. En très grande majorité, ces établissements sont dirigés par des hommes, canadiens-français. Malgré tout, une certaine incursion des femmes est perceptible.



En 1963, le Restaurant Douce France, tenu par Mme Jeanne Dentillac, offre à la fois des produits d'épicerie et des repas légers.

Source: Rhéal Benny, photographie du 1550, De La Gauchetière Est.
Archives de la Ville de Montréal, VM094-C196-1164



Roger Courtois tient un commerce d'épicerie boucherie
au 1200, De La Gauchetière Est depuis au moins 1947.

Offrant une grande variété de produits dans un espace bien disposé,
son magasin est résolument moderne en 1963.

Source: Rhéal Benny, photographe. Archives de la Ville de Montréal,
VM094-C196-0796

Afin de faciliter la compréhension des éléments qui témoignent de la culture matérielle et du cadre bâti, nous avons cherché à organiser nos données en vue d'une représentation cartographique où l'expertise du Laboratoire, avec sa plateforme SCHEMA⁴², a pu être mise à profit. Trois cartes interactives du quadrilatère ont ainsi été réalisées pour les années

42. Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, <https://schemamontreal.uqam.ca>.

1949, 1953 et 1963⁴³, enrichies par les photographies de 1963. Pour le moment, l'analyse de ce matériel reste à compléter, mais l'application cartographique peut être consultée à l'Écomusée du fier monde⁴⁴.



Les commerces d'alimentation du secteur en 1949.

Trois rues commerçantes se démarquent clairement, Dorchester (René-Lévesque), De La Gauchetière et Craig (Saint-Antoine).

Source: Michelle Comeau *et al.*, « Les commerces d'alimentation d'un secteur du Centre-Sud: 1949-2017 », application cartographique, *Système de Cartographie de l'Histoire de Montréal (SCHEMA)*, Montréal, LHPM et Écomusée du fier monde, 2017.

43. Notons que de 2014 à 2017, quatre communications sur l'état d'avancement du projet ont été présentées dans le cadre des Journées annuelles du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal.
44. Elles seront disponibles sur le portail SCHEMA en 2018-2019.

Le regard porté ici sur les petits commerces de l'alimentation du Faubourg à m'lasse met en lumière une partie de l'activité commerciale de la période d'après-guerre dans le contexte d'un quartier populaire montréalais. Par le repérage d'établissements, plutôt modestes, qui existent à côté ou en marge des grandes chaînes, l'analyse a permis de mieux décrire leur diversité et leur importance dans le réseau de distribution des produits alimentaires. Le choix d'une courte période pour notre étude a favorisé une connaissance plus fine du sujet. Enfin, l'analyse des photographies constitue un apport original à la recherche. Une fois terminée, elle livrera un portrait plus précis de la configuration des bâtiments commerciaux et de certains logements résidentiels abritant un petit commerce. L'iconographie apportera un éclairage supplémentaire sur les pratiques de consommation alimentaire du Montréal ouvrier durant la période étudiée.

L'intérêt pour la rencontre entre le commerce et l'alimentation est aussi au cœur du projet *Alimentation, commerce et patrimoine: une analyse sociale et spatiale des épiciers du Vieux-Montréal victorien*. Celui-ci croise des questionnements qui ont leur origine dans des analyses du cadre bâti du Vieux-Montréal et des interrogations sur les modalités et les rythmes de diffusion de l'alcool et des produits d'épicerie importés au pays au 19^e siècle. C'est pour ces raisons que l'étude cible l'épicier, et surtout l'épicier grossiste, afin de comprendre son rôle central dans une chaîne d'approvisionnement aux multiples ramifications⁴⁵. Cette étude renoue donc avec une historiographie ancienne consacrée au grand commerce, mais s'inspire d'études récentes qui s'intéressent aux dynamiques de l'importation plutôt qu'à l'exportation des denrées⁴⁶. Il s'agit d'une enquête amorcée dans la foulée de recherches antérieures sur les magasins-entrepôts du Vieux-Montréal et réalisée par Joanne Burgess en collaboration avec Alan Stewart pour le ministère de la Culture et des Communications du Québec⁴⁷.

45. La reconstitution de cette chaîne exige d'abord l'identification de la structure et de l'évolution du secteur de l'épicerie en gros; une seconde phase du projet s'attardera aux relations entre ces firmes, leurs fournisseurs et leurs clients.

46. Notamment les travaux de Vallières et Desloges ainsi que ceux de McCalla.

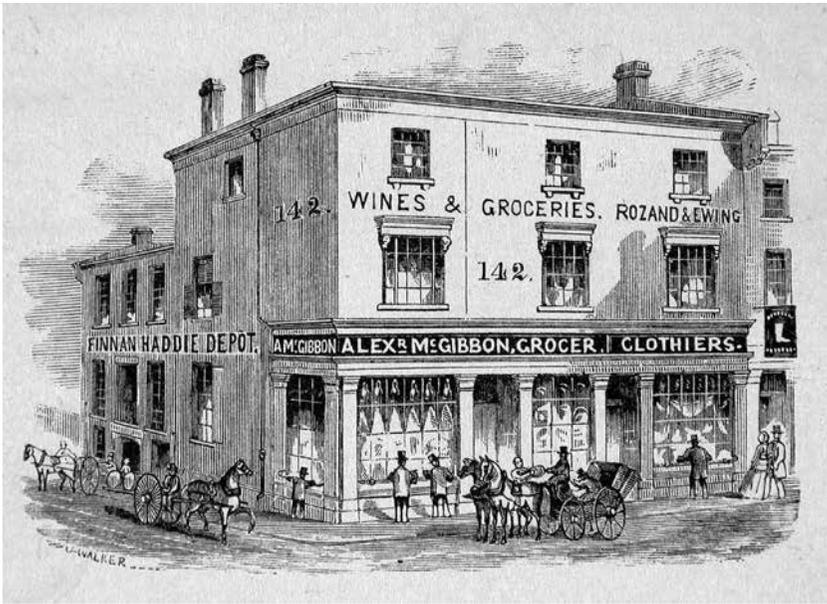
47. Joanne Burgess, *Alimentation, commerce et patrimoine: documenter les acteurs du Vieux-Montréal victorien 1850-1880*, avec la collaboration d'Alan Stewart, rapport de recherche remis au ministère de la Culture et des Communications du Québec, Direction générale du patrimoine et Direction de Montréal, 2016, 33 p.

Ce projet s'intéresse à des épiciers fort différents de ceux que rencontre Michelle Comeau dans le Faubourg à m'lasse. Il s'agit en fait d'examiner tous les épiciers⁴⁸ du centre-ville victorien, un groupe dominé par les grossistes, afin de retracer son évolution pendant une période charnière où Montréal s'impose comme plaque tournante des échanges. L'étude permet de cerner les mutations de la composition ethnique, l'affirmation croissante du secteur du gros au détriment des activités de détail, et le poids croissant des firmes spécialisées dans une branche particulière de l'épicerie⁴⁹.

En effet, entre 1851 et 1880, le nombre d'épiciers connaît d'abord une croissance rapide puis se stabilise. La place des individus et des sociétés d'origine canadienne-française suit cette même tendance, avec une forte poussée pendant les deux premières décennies, tout comme les épicerie intéressées uniquement à la vente au détail. Une autre tendance s'affiche de manière très forte après 1860 : dorénavant, près de 50 % des firmes se consacrent uniquement au gros, délaissant le détail et donc le marché local pour desservir des clientèles qui s'étendent des Grands Lacs aux Maritimes. Et même si plusieurs établissements combinent toujours le gros et le détail, ceux-ci tendent en revanche à restreindre la gamme des produits vendus, les uns se spécialisant dans le thé, le café et les épices, les autres dans les vins et spiritueux, et quelques-uns dans les fruits ou encore les fruits de mer.

48. Un échantillon des firmes présentes entre 1851 et 1880 a reçu un traitement plus approfondi afin d'alimenter le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, disponible au www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/accueil.do; jsessionid=C9E77FE45C-55DDD282C89034EB3CB275?methode=afficher (consulté en ligne le 16 mai 2018).

49. Les résultats préliminaires ont déjà fait l'objet d'une communication : Joanne Burgess et Alan Stewart, « Alimentation, commerce et patrimoine : une analyse sociale et spatiale des épiciers du Vieux-Montréal victorien », Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Montréal, le 16 octobre 2015. Ces résultats sont le fruit de l'exploitation et du croisement de nombreuses sources : rôles d'évaluation, annuaires Lovell et *Canada Directory* de Thomas McKay (1851), cartes et plans, dossiers de recherche portant sur les magasins-entrepôts et les maisons-magasins du Vieux-Montréal conservés au LHPM. Ils reposent également sur une reconstitution minutieuse de l'évolution des propriétés avant l'introduction du cadastre.



L'épicerie d'Alexander McGibbon, rue Saint-Paul, en 1858-1859.
 Source : John Henry Walker, graveur, *Groupe de bâtiments commerciaux*.
 Musée McCord, M930.50.8.330

Une seconde dimension de l'enquête s'attarde à l'évolution spatiale de ce secteur névralgique du négoce montréalais. Un exercice de géolocalisation, raffiné par le recours à la plateforme SCHEMA, a permis d'analyser les logiques d'implantation des établissements et de cerner des facteurs expliquant les choix des firmes. Nous avons ainsi pu reconnaître le rôle structurant des marchés publics, l'influence stratégique du front de mer pour les importateurs et grossistes, ainsi que la prédominance de la zone que les contemporains surnomment le « *Exchange District*⁵⁰ » où se concentrent plusieurs des plus importantes sociétés. L'étude révèle aussi les effets de la dépopulation du centre qui provoque une migration des détaillants vers la périphérie du quartier.

Enfin, le dernier volet du projet se penche sur les relations entre la dynamique spatiale et l'évolution du cadre bâti. À notre étonnement, alors que les magasins-entrepôts colonisent le quartier, les épiciers résistent.

50. Il s'agit d'un secteur dans le quartier Ouest, délimité par les rues Notre-Dame, Saint-François-Xavier, Saint-Paul et Saint-Pierre.

L'épicerie Bruneau et Dufresne, rue Notre-Dame, se spécialise dans la vente au détail et sollicite le patronage des familles de la bourgeoisie francophone.
Source : Publicité de l'entreprise Bruneau et Dufresne, parue dans *Le Pays*, édition du 27 juin 1860, p. 4. BANQ, 1575 JOU

**ETABLISSEMENT
D'ÉPICERIES**
**POUR LES FAMILLES,
Rue Notre-Dame, Est**

LESSOUSSIGNES EN^S ANNONÇANT AUX citoyens de Montréal, prennent la liberté d'informer leurs amis et le public en général, qu'ayant loué le Magasin No. 152, rue Notre-Dame, dernièrement occupé par M. D. W. CRÉPÉ, épiciers, ils se proposent d'ouvrir au 1^{er} mai prochain, un MAGASIN D'ÉPICERIES, sur lequel ils attirent l'attention des maîtres de familles et des maîtres d'hôtels qui voudront bien les favoriser de leur patronage.

Ayant une grande expérience dans leur ligne d'affaires ils seront en mesure de pourvoir aux besoins de pratiques en tenant constamment en main un fonds considérable et complet de Marinades fraîches et nouvellement importées, etc. de la maison bien connue de CROSS et BLACKWELL, avec l'assortiment ordinaire de Cassonnades, Muscovado, Porto-Rico et autres Sucres Raffinés et écrasés, Cafés Moca, Java et Rio, supérieurs frais moulu tous les jours, Thés verts et noir, Sirops, Savons, Em pois et Epices, ainsi qu'un assortiment considérable et varié de Vins, Eau-de-Vie, Genièvre choisi, etc., dont la qualité et la marque seront garanties dans tous les cas et seront vendus à aussi bas prix qu'un bon achat et de petites dépenses, peuvent le permettre. Notre ligne de conduite sera d'offrir de bonnes Marchandises à BAS PRIX ; ce que nous serons à même de faire en suivant un système judicieux de crédit.

BRUNEAU ET DUFRESNE,
Épiciers,
152, Rue Notre-Dame.
41

26 avril.

Tout semble indiquer que les maisons-magasins, avec leurs caves voûtées et leurs entrepôts, répondent davantage aux besoins de ces marchands. Il est vrai que certains des plus importants grossistes se dotent d'imposants immeubles pour entreposer et vendre les produits qu'ils importent, mais d'autres membres de l'élite de l'épicerie montréalaise occupent les mêmes maisons-magasins pendant des décennies et choisissent plutôt d'augmenter la superficie des caves voûtées ou des entrepôts qu'ils occupent⁵¹.

51. Les immeubles occupés respectivement par Thomas Tiffin et Joseph Tiffin sont représentatifs de ces deux tendances divergentes : www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?sec=e&num=23 et www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_ensemble.php?TYPE_REQUETE=ensemble&ENSEMBLE_DEMANDE=100004:Immeubles+Platt (consultés en ligne le 16 mai 2018).

Les épiciers ne sont donc pas à l'avant-garde de la transformation physique que connaît le centre-ville victorien.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA CONTRIBUTION DE CES TRAVAUX À L'HISTOIRE ET AU PATRIMOINE COMMERCIAL DE MONTRÉAL

Les divers chantiers de recherche évoqués ici cherchent tous à éclairer des pans distincts de la riche histoire du commerce montréalais. Ils ont été inspirés par une historiographie qui s'est sans cesse renouvelée, dans ses interprétations, mais aussi dans l'identification d'enjeux, de problématiques et d'approches stimulantes. Au-delà des époques, des acteurs et des territoires très différents qui nous ont interpellés pendant les vingt dernières années, ces recherches sur le commerce portent la trace de deux préoccupations qui les traversent toutes : la valorisation de l'analyse spatiale et la volonté d'établir un dialogue entre histoire et patrimoine.

L'intérêt pour l'organisation spatiale des activités commerciales est présent dès les recherches consacrées aux magasins-entrepôts et aux grands magasins. Mais, dans ces travaux, nous nous sommes plutôt restreintes à l'échelle du bâtiment afin de comprendre le discours architectural privilégié et les relations entre la forme et les fonctions des immeubles. Le projet dédié au large éventail d'établissements commerciaux du Centre-Sud donne une place plus importante à la géographie urbaine. Dans le cadre de celui-ci, nous avons cherché à analyser les logiques d'implantation des divers commerces, mais les moyens mobilisés demeuraient limités et les conclusions dégagées, générales. Depuis 2012, toutefois, avec l'accès à des ressources financières plus substantielles et à une expertise accrue, un cap a été franchi. Le recours aux systèmes d'information géographique-historique (SIG-H) et le développement de la plateforme SCHEMA ont rendu possibles des analyses diachroniques plus fines. Les applications cartographiques élaborées pour soutenir les projets *Les commerces de l'alimentation du Faubourg à m'lasse, 1947-1963* et *Alimentation, commerce et patrimoine : une analyse sociale et spatiale des épiciers du Vieux-Montréal victorien* sont en effet d'un grand potentiel analytique. Elles éclairent l'effet structurant du commerce sur l'espace urbain et rendent plus visibles les relations étroites qui se tissent entre l'établissement commercial et le milieu dans lequel il s'insère.

De l'histoire au patrimoine, comment caractériser l'apport de ces divers projets à la connaissance et à la mise en valeur du patrimoine montréalais? Certes, tous contribuent, à divers titres, à une meilleure connaissance du patrimoine immobilier et du patrimoine urbain de la métropole. L'étude des magasins-entrepôts et des grands magasins a permis de mieux cerner les caractéristiques et l'évolution de ces espaces prestigieux et de comprendre le souci aigu qu'avaient leurs occupants de leur emplacement et de leur image. À grands frais, et grâce à une architecture recherchée, ces immeubles ont contribué à façonner la ville, voire la moderniser. Certes, quelques-uns ont été démolis ou transformés complètement. Mais dans tous les cas, tant les lieux occupés qui ont laissé des traces dans le paysage urbain que les fonds d'archives qui, sans être légion, ont été légués par ces entreprises donnent à voir un matériel particulièrement riche pour la connaissance et la valorisation d'un patrimoine commercial exceptionnel. Dans un autre registre, la recherche sur l'infrastructure commerciale du quartier Sainte-Marie à différentes époques a permis de mettre au jour et de structurer une importante documentation écrite et visuelle sur des activités qui ont engendré un patrimoine vernaculaire plutôt modeste. Nous nous sommes peu attardées à mettre en dialogue la riche histoire du commerce de proximité et ce cadre bâti qui en témoigne encore aujourd'hui. Mais une telle initiative pourrait accompagner une démarche plus soutenue de mise en valeur d'un patrimoine urbain trop longtemps négligé.

Nous souhaitons toutefois insister davantage sur l'apport de nos travaux à d'autres types de patrimoines. Ainsi, les recherches menées sur les magasins-entrepôts, investis par tout un éventail de commerçants, et sur les maisons-magasins, entrepôts et caves voûtées des épiciers du Vieux-Montréal, se caractérisent par l'exploitation systématique de corpus iconographiques – la collection Walker du Musée McCord, notamment. Leur confrontation avec les autres sources mobilisées enrichit cette collection exceptionnelle et contribue à sa mise en valeur, par les chercheurs et par l'institution qui la conserve. L'étude des commerçants du Vieux-Montréal au 19^e siècle, tant les épiciers que les spécialistes en « *dry goods* » ou en « nouveautés », permet de décrire les personnages et les fonctions associés à des immeubles patrimoniaux. Ce faisant, elle participe à doter

ce patrimoine matériel d'une dimension intangible, porteuse de l'esprit des lieux⁵².

Le projet sur le petit commerce de l'alimentation du Faubourg à m'lasse témoigne d'activités et de lieux qui composent, à une époque, un tissu social assez dense, mais aujourd'hui totalement disparu. Il contribue ainsi à rappeler à la mémoire un patrimoine témoin d'un milieu de vie et de travail autrefois très significatif. En s'intéressant aux traces matérielles liées à des lieux qui n'existent plus, cette recherche permet d'exploiter et de mettre en valeur un riche patrimoine archivistique et iconographique. Si celui-ci nous fait connaître une partie du dispositif commercial présent dans le secteur, il permet en même temps une meilleure compréhension du cadre bâti commercial et de l'aménagement des espaces qui semblent dominer plusieurs quartiers de la métropole durant la période étudiée.

De plus, ce projet vient rappeler la réalité de certaines décisions urbanistiques prises dans le passé, ici comme ailleurs. À l'instar de l'exposition présentée au Centre d'histoire de Montréal sur les quartiers disparus, cette recherche fait ressortir à sa manière la grande diversité des bâtiments ainsi que la complexité des liens sociaux qui ont été détruits durant les années 1960. Ces questions ne sont pas sans intérêt pour ceux et celles qui s'interrogent sur les enjeux liés au patrimoine urbain.

CONCLUSION

Il est sans doute téméraire de chercher à évaluer l'apport de ces recherches, toujours inachevées pour certaines, à l'histoire et au patrimoine. En effet, plusieurs aspects, notamment l'analyse spatiale, doivent être poursuivis et raffinés. Nous osons néanmoins quelques réflexions préliminaires.

Pour l'histoire de Montréal, nous avons confiance d'apporter une contribution réelle à la connaissance du rôle des activités commerciales dans la vie économique, sociale et culturelle. Notre apport se situe principalement dans l'effet cumulatif d'exploration de chantiers complémentaires proposant des échelles d'analyse et des temporalités différentes. Il en ressort une compréhension enrichie des acteurs, des espaces et des pratiques,

52. Nous empruntons le concept d'esprit des lieux à Annette Viel qui en a fait la promotion dans de nombreux écrits. Voir, par exemple, *Quand souffle l'esprit des lieux*, ICOMOS, 2008, <https://www.icomos.org/quebec2008/cd/toindex/78_pdf/78-B3X3-152.pdf>.

ainsi que des transformations structurelles des établissements commerciaux – soit leur différenciation et leur spécialisation. Enfin, par l'étude du commerce, les quartiers ouvriers et populaires de Montréal se révèlent sous un nouveau jour.

Nous espérons que ces recherches contribueront aussi à une revalorisation du patrimoine commercial qui, malgré sa richesse et sa complexité, est peu reconnu à l'exception de quelques témoins remarquables. Une analyse plus poussée permettrait sans doute de dégager une typologie de ces immeubles et de leur insertion dans le tissu urbain. Ces travaux enrichissent aussi le domaine émergent du patrimoine alimentaire.

Enfin, ces travaux démontrent que l'adoption d'une démarche de recherche où de multiples formes de patrimoine sont convoquées et mises en relation entraîne des retombées positives pour la connaissance historique et la valorisation du patrimoine.

Joanne Burgess est professeure au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Spécialiste de l'industrialisation, elle travaille sur l'histoire de Montréal. Elle dirige le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal et le Partenariat de recherche *Montréal, plaque tournante des échanges: histoire, patrimoine, devenir*.

Michelle Comeau s'intéresse à l'histoire du Québec au 20^e siècle ainsi qu'à l'histoire appliquée. Membre collaboratrice du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, elle travaille actuellement sur le petit commerce de l'alimentation en milieu populaire (Centre-Sud de Montréal), de la fin des années 1940 au début des années 1960.



Dans cette vue d'ensemble du système ville-port de Montréal, l'échelle des infrastructures du front portuaire ne diffère guère, contrairement à celle des batelleries voguant sur le fleuve et le canal.
Source : Anonyme, *Montréal*, 1892. Musée McCord, M984.210

Connaître et valoriser le patrimoine portuaire de Montréal : un chantier inachevé

ALAIN GELLY

Née d'un obstacle à la navigation, Montréal « a tout demandé au fleuve. [...] Elle l'a creusé, l'a bridé, l'a harnaché, l'a traversé de ponts, l'a emprisonné derrière des milles de docks et lui a confié ses précieuses exportations. Elle lui doit sa naissance, son progrès, sa grandeur, son prestige¹... ». Pourtant, si la vocation fluvio-maritime de Montréal a façonné son destin, la mécanique portuaire nécessaire aux activités de transbordement « en viendra à créer [au tournant du 20^e siècle] une barrière entre la ville et le fleuve, ce que même ses admirateurs ne peuvent nier² ». Puis, au tournant des années 1970, les activités de transbordement quittent leur site originel pour de nouveaux territoires, principalement dans l'est de Montréal, tandis que la navigation cesse définitivement sur le canal de Lachine. Front portuaire se transformant en une friche, le secteur, s'étendant du quai de l'Horloge aux écluses de Saint-Gabriel, connaîtra au cours du dernier quart du 20^e siècle une profonde métamorphose. Ainsi, au Vieux-Port, on assiste à une reconversion et à une mise en valeur de la trame

-
1. Gabrielle Roy, *Heureux les nomades et autres reportages 1940-1945*, éd. préparée par Antoine Boisclair et collaborateurs, Montréal, Boréal, 2007, p. 38 (coll. Cahiers Gabrielle Roy).
 2. Gilles Lauzon et Jean-François Leclerc, « Le cœur de la métropole dans le Vieux-Montréal 1880-1950 », dans Gilles Lauzon et Madeleine Forget (dir.), *L'histoire du Vieux-Montréal à travers son patrimoine*, Québec, Publications du Québec, 2004, p. 230.

patrimoniale³, tandis qu'au canal de Lachine, la volonté conservatoire et la valorisation des ressources culturelles se conjuguent. Jadis barrière, cette frange portuaire est désormais accessible à tous et à toutes.



Cette photo aérienne embrasse, du canal de Lachine au bout de l'île, l'ensemble du complexe portuaire de Montréal, alors à son apogée.

Source: Photographe inconnu, *Vue aérienne port de Montréal, pont Jacques-Cartier, 1931*. Centre d'archives d'Hydro-Québec, Collection Shawinigan Water and Power Co., F1/700862

Si ce haut lieu de la mémoire industrielle et portuaire du pays est arpenté chaque année par des millions de personnes, il demeure toujours aussi nécessaire de le protéger, de le mettre en valeur et d'en favoriser une

3. Selon Florence Paulhiac, « le patrimoine n'est plus un monument et il n'est pas non plus un ensemble urbain et architectural. L'objet est diffus, voire plus dilué et moins facile à appréhender dans son ensemble ou au premier coup d'œil : c'est une trame patrimoniale ». Florence Paulhiac, *Le rôle des références patrimoniales dans la construction des politiques urbaines à Bordeaux et Montréal*, thèse de doctorat (études urbaines), INRS-UCS et Université de Bordeaux III, 2002, p. 197.

meilleure connaissance et une meilleure appréciation de manière à en assurer l'intégrité commémorative. L'Agence Parcs Canada, gestionnaire du Lieu historique national (LHN) du Canal-de-Lachine⁴, et la Société du Vieux-Port de Montréal⁵ (SVPM), gestionnaire du Vieux-Port, œuvrent toutes deux à l'avancement des connaissances et à la valorisation de leurs sections respectives de ce vaste complexe portuaire patrimonial. Fouilles archéologiques, recherches historiques, études patrimoniales, travaux de restauration et programmes de mise en valeur sont des exemples des mesures prises par Parcs Canada et par la SVPM afin de connaître et de valoriser ce patrimoine portuaire. Tandis que ces deux organismes s'y affairant depuis le dernier tiers du 20^e siècle, le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (LHPM), quant à lui, est à peine créé qu'il amorce en 2007 des recherches sur l'histoire de l'aire portuaire et sur ses interrelations avec l'espace urbain montréalais.

Avec une telle convergence d'intérêt, il n'est donc pas étonnant que la SVPM et Parcs Canada aient adhéré, respectivement en 2009 et en 2010, au LHPM. Grâce à cette alliance stratégique, regroupant leurs expertises et mobilisant leurs connaissances, le LHPM et ses deux partenaires ont pu coproduire des savoirs, les diffuser, et enfin contribuer à mettre en valeur les ressources culturelles liées à ce remarquable complexe portuaire patrimonial.

Nous présentons ici les résultats de ces recherches appliquées à propos des acteurs et du système technique du port de Montréal (secteur du Vieux-Port), ainsi que des activités et de la mécanique portuaires du terminus maritime du canal de Lachine (entre les écluses de Montréal et celles de Saint-Gabriel). Il s'agira de déterminer de manière exploratoire des pistes de recherche, ou encore des éléments de réflexion, qui aideront à mieux baliser les axes futurs de ce vaste chantier du LHPM portant sur le patrimoine portuaire, voire sur le système ville-port.

-
4. Désigné lieu d'importance historique nationale en 1929, le LHN du canal de Lachine ne sera sous la responsabilité de Parcs Canada qu'à compter de 1978. De 1997 à 2002, un important projet de revitalisation permet sa réouverture à la navigation en 2002. Toutefois, cette fois-ci, le canal est rouvert seulement à des fins de navigation de plaisance. Depuis 2016, on procède à une restauration majeure du site afin de préserver ses ressources culturelles.
 5. Dans les faits, la Société du Vieux-Port de Montréal inc. sera d'abord connue sous le nom de Société immobilière du Canada limitée (le Vieux-Port de Montréal), puis sous celui de SVPM. En 2012, celle-ci retournera dans le giron de la SIC.

Mais qu'entend-on au fait par patrimoine portuaire et par système ville-port? Comme il s'agit de concepts clés de cet article, on alliera leur présentation à une brève histoire du complexe portuaire de Montréal avant d'aller plus loin.

PATRIMOINE PORTUAIRE : UN TERME PLURIEL

Au-delà du caractère polysémique⁶ du terme, on peut dire que le patrimoine portuaire⁷ inclut les entrepôts, les grues, les hangars, les quais, les bassins, les formes de radoub, les installations de signalisation, les équipements de manutention et de transport de marchandises, ainsi que les voies publiques et ferrées. Si ce patrimoine mobilier et immobilier aux statuts multiples en constitue la partie la plus visible, d'autres, moins perceptibles, comme les espaces de travail et de sociabilité, ne doivent pas pour autant être occultés. Artefacts techniques et industriels, patrimoine bâti, autant d'éléments caractéristiques d'un paysage portuaire en constante mutation et d'une histoire dynamique qui ne peuvent être négligés. Et ce, sans parler de l'histoire d'entreprise (compagnies maritimes et d'entreposage), de celle du travail ou des récits de vie des acteurs (armateurs, débardeurs, etc.) et des usagers (marins, voyageurs, résidents des quartiers avoisinants, etc.) de cette aire portuaire.

[Ce] patrimoine portuaire se trouve [donc] à la croisée de plusieurs formes de patrimoine. À la fois naturel par la présence de la mer, maritime dans son rapport avec l'élément marin [mais aussi fluvial dans le contexte du bassin hydrographique du Saint-Laurent], industriel par ses activités de production, urbain par sa présence en cœur de ville et immatériel par le rôle des mémoires industrielles

6. «Se référant aux réflexions de Françoise Choay, [Rachel Rodrigues-Malta] a souvent évoqué le “sens du patrimoine portuaire” et souligné le caractère polysémique du terme, qui rejoint également en partie les notions de mémoire et de valorisation.» Roberto Parisi, «Naples, un patrimoine portuaire entre mémoire et valorisation», *Rives méditerranéennes*, n° 39, 2011, p. 24, <<https://rives.revues.org/4038>> (consulté en ligne en avril 2016).

7. Pour cette description des composantes du patrimoine portuaire, nous nous sommes largement inspiré de Marie-Laure Griffaton, «La préservation et la mise en valeur du patrimoine portuaire, contre vents et marées», *Patrimoine industriel*, n° 65, 2015, p. 82-95, <www.aivp.org/members/files/2015/09/CONT-30333.pdf> (consulté en ligne en avril 2016).

et sociales, le patrimoine portuaire, pour être [connu], conservé [et valorisé] doit se concentrer sur une multitude d'objets⁸.

Mettre en valeur ce patrimoine s'avère donc tout un défi. C'est d'abord le cas pour le canal de Lachine, où les activités portuaires s'estompent graduellement le long des berges à compter de 1959, avec la fin de la navigation commerciale sur cette voie⁹, pour disparaître totalement avec la fermeture du canal à la circulation de transit en 1970¹⁰. Un défi décuplé pour ce lieu national géré par Parcs Canada depuis 1978 car, outre la difficulté d'évoquer un passé révolu, faut-il encore au préalable faire prendre conscience au visiteur qu'une section du canal de Lachine était partie prenante de l'espace portuaire montréalais. Cela dit, il demeure tout de même suffisamment de traces tangibles, quoique difficiles à percevoir au premier coup d'œil, du terminus maritime du canal pour en rendre compte et le mettre en valeur.

Défi aussi pour la SVPM, qui a dû miser sur le pouvoir d'évocation de son programme d'interprétation afin de rendre intelligible l'effervescence passée du port de Montréal dans un secteur dont il s'est désormais délesté¹¹. Rappelons que le système ville-port s'est estompé de la section du Vieux-Port lorsque l'administration portuaire a cessé, pour l'essentiel, d'y maintenir des activités de manutention de marchandises au cours des années 1970.

UN SYSTÈME VILLE-PORT : TOUTE UNE HISTOIRE À RACONTER

L'histoire de ce complexe portuaire patrimonial recoupe celle du système ville-port, pour reprendre les mots de Claude Chaline :

-
8. Nicolas Navarro, « La reconquête des zones portuaires françaises : étude des formes de muséification du patrimoine portuaire », *Portus Plus*, n° 3, 2016 (consulté en ligne en avril 2016).
 9. Cette année-là, Transports Canada cède ses responsabilités sur cette voie navigable à la Voie maritime du Saint-Laurent. En 1974, le canal de Lachine échoit au ministère des Travaux publics.
 10. Yvon Desloges et Alain Gelly, *Le canal de Lachine : du tumulte des flots à l'essor industriel et urbain, 1860-1950*, Québec, Septentrion, 2002, p. 30, 36-37 et 106.
 11. Le transport de passagers, l'accostage de navires le long des quais ou encore la présence de voies ferrées montrent que les activités portuaires ne sont pas totalement disparues sur le site du Vieux-Port.

[Ce système] a atteint son degré maximal de complexité durant la Révolution industrielle et ses prolongements, jusqu'aux premières décennies du XX^{ème} siècle. [...] Le système ville-port reposait sur quelques déterminants majeurs, notamment une technologie des transports privilégiant le navire et le chemin de fer [ainsi que la nécessité de] minimiser les déplacements des marchandises à terre, d'où l'accumulation, de proche en proche, des lieux de chargement/déchargement, des lieux de transformation, stockage, fabrication¹²...

Pour un port fluvio-maritime comme celui de Montréal, un tel système s'est aussi matérialisé spatialement par une très importante consommation d'espace dans la zone d'interface entre la ville et l'eau. Généralement linéaire, puisque tributaire des berges du fleuve, l'espace s'est principalement étendu sur la grève de l'île de Montréal¹³, tout en occupant une partie des berges du canal de Lachine.

D'abord havre naturel et lieu d'accostage¹⁴ d'une ville fortifiée, le port amorcera son essor lorsque la Commission du Havre, créée en 1830, dotera Montréal d'infrastructures portuaires dignes de ce nom. Ainsi, les berges boueuses et émaillées de quais privés des années 1820 feront progressivement place à de véritables infrastructures portuaires au début du 20^e siècle, infrastructures qui contribueront à hisser Montréal au rang de premier port exportateur de céréales en Amérique et de deuxième port en trafic général après New York.

Si les progrès du port sont positifs pour les Montréalais sur le plan économique, il n'en demeure pas moins que ceux-ci perdent peu à peu l'accès au fleuve¹⁵. Plus encore, l'impressionnant équipement manutentionnaire nécessaire à un tel port céréalier contribue à accentuer la rupture entre la ville et le port : « Le port et la ville se tournent le dos progressivement,

12. Claude Chaline, *Ces ports qui créèrent des villes*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 25.

13. Ce territoire évoluera dans le temps. Ainsi, à compter de 1830, il s'étendra « de la petite rivière Saint-Pierre jusqu'à l'église de Longue Pointe, et une partie du fleuve le long de cette grève. [Puis,] en 1909, ces limites sont repoussées de la Longue Pointe jusqu'au bout de l'île ». Paul-André Linteau, « Le développement du port de Montréal au début du 20^e siècle », *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 7, n° 1, 1972, p. 181. Fait à noter, entre 1988 et 1992, l'espace portuaire montréalais n'est plus strictement insulaire puisqu'il intègre également le terminal de Contrecoeur, en fonction depuis les années 1950.

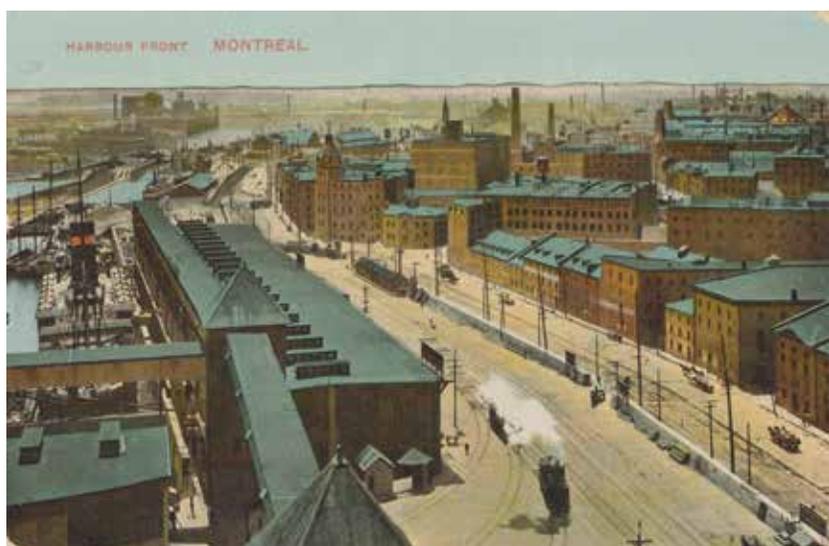
14. *Ibid.*, p. 194.

15. *Ibid.*, p. 202.



La comparaison entre ces deux images illustre bien comment la coloration forge notre représentation de la réalité. Aussi, selon où notre regard porte, l'interface entre le port, la ville et le canal de Lachine révèle des détails fort différents.

Source: Photographe inconnu, *La vallée du canal de Lachine, Montréal, QC, vers 1910*. Musée McCord, MP-0000.879.17



Source: Photographe inconnu, *Harbour Front, Montreal*. Montreal Import Co. BAnQ, C. P. 0241151 CON

les activités ne sont plus complémentaires et des barrières physiques s'établissent, barrières formées par le chemin de fer et les infrastructures céréalières¹⁶. » Tandis que le port supérieur, ou partie centrale, atteint son plein potentiel, l'avenir du port de Montréal se dessine, de plus en plus, en périphérie de celui-ci. Quoi qu'il en soit, le système ville-port en vigueur y perdure jusqu'à la seconde moitié du 20^e siècle.

Puis, à Montréal comme ailleurs dans le monde, la logique du *dock* en viendra à céder lieu et place à celle du conteneur, principalement pour les biens manufacturés, et à celle du pipeline. On y verra décliner la fonction d'entrepôt tandis que la manutention hors bâtiment, jusqu'alors cantonnée au vrac solide, s'étendra aux autres produits. Dans la métropole, on assiste alors à l'éclatement et à l'étalement spatial des activités portuaires hors de ses anciennes limites. Phénomène mondial, l'interrelation entre les espaces urbains et portuaires¹⁷ connaît son point de rupture à Montréal au cours des années 1960 et 1970. Avec l'inauguration en 1959 de la Voie maritime du Saint-Laurent, la navigation commerciale cesse sur le canal de Lachine, et la navigation de transit en 1970. Pendant ce temps, au port de Montréal, on inaugure en 1968 le premier terminal à conteneurs canadien : le terminal Manchester, situé près de la jetée Bickerdike. Après qu'on eut jonglé un temps avec l'idée d'installer un terminal semblable dans la partie supérieure du port, ce projet est abandonné en 1976¹⁸, alors que débute une longue séquence de plans d'aménagement visant à mettre en valeur le Vieux-Port¹⁹.

L'année suivante, le gouvernement canadien décide de privilégier la vocation urbaine de cet espace jusqu'alors strictement portuaire. En 1978, le canal de Lachine est transféré du ministère des Travaux publics à Parcs Canada, afin de sauvegarder et de mettre en valeur ses ressources

16. Sabine Courcier, *De l'évaluation de l'effet structurant d'un projet urbain à l'analyse des congruences entre stratégies d'acteurs : le réaménagement du Vieux-Port de Montréal*, thèse de doctorat (aménagement), Université de Montréal, 2002, p. 105.

17. Claude Prelorenzo, « La ville portuaire, un nouveau regard : évolutions et mutations », *Rives méditerranéennes*, n° 39, 2011, p. 15, <<https://journals.openedition.org/rives/4036>> (consulté en ligne en avril 2016).

18. La même année, la Manchester Lines relocalise ses activités dans l'est montréalais. Étienne Marcel, *Histoire des débardeurs du port de Montréal : la vie au travail*, Montréal, Atelier d'histoire des débardeurs du port de Montréal, 2016, p. 26.

19. Michel Gariépy, « À propos de la requalification et de la réappropriation du Vieux-Port de Montréal », dans Thierry Beaudoin, Michèle Collin et Claude Prelorenzo, *Urbanité des cités portuaires*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 301 (coll. Maritimes).

culturelles et naturelles²⁰. En 1981, la Société immobilière du Canada limitée (le Vieux-Port de Montréal) est créée afin notamment de sauvegarder et de promouvoir cet important patrimoine culturel canadien que constitue le Vieux-Port de Montréal²¹. Territoire de compétence fédérale, cet espace fera l'objet d'une réappropriation qui, à terme, en fera tant un parc linéaire public²² qu'un lieu de mémoire et de commémoration du patrimoine portuaire et culturel.

L'APPORT ET LES RÉALISATIONS DU LHPM DANS LE CHAMP DU PATRIMOINE PORTUAIRE

Avec une telle histoire à raconter et à mettre en valeur, il n'est pas étonnant que la SVPM et le LHN du Canal-de-Lachine aient cherché un partenaire susceptible de les aider dans cette entreprise. Au-delà des résultats concrets obtenus, la plus grande réalisation du LHPM aura été, pour ces deux organismes, non seulement de rendre plus intelligible ce patrimoine portuaire, mais aussi de le communiquer plus efficacement au public.

En un sens, ces deux organismes fédéraux s'intégraient à un train déjà en marche. En effet, le Laboratoire réunissait alors des chercheurs qui s'intéressaient depuis fort longtemps au port et à ses relations avec la ville. Paul-André Linteau avait abordé cette histoire dans de nombreuses études, dont un important article paru en 1972²³. Dès 2001, Joanne Burgess amorçait un vaste chantier de recherche et de diffusion sur les magasins-entrepôts du Vieux-Montréal, dont un certain nombre appartenaient à l'espace portuaire ou lui étaient limitrophes. Mené en collaboration

20. Parcs Canada, *Lieu historique national du Canada du Canal-de-Lachine*, Gatineau, Plan directeur, 2004, p. 9.

21. Pauline Desjardins, *Le Vieux-Port de Montréal*, Montréal, Éditions de L'Homme, 2007, p. 12. Dans un autre article, la même auteure écrit que la SVPM s'est vu alors octroyer « le mandat de procéder à la revitalisation et au réaménagement » de ce territoire. *Idem*, « Canal de Lachine et son corridor industriel », *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, <[www.ameriquefrancaise.org/fr/article-341/Canal %20de %20Lachine %20et %20son %20corridor %20industriel#.W9uCADGNyop](http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-341/Canal%20de%20Lachine%20et%20son%20corridor%20industriel#.W9uCADGNyop)> (consulté en ligne en janvier 2017).

22. Dans le cas du canal de Lachine, la création de la piste cyclable en 1977 préfigure celle du parc linéaire actuel. Pour ce qui est du Vieux-Port, le parc riverain est inauguré en 1992, à l'occasion du 350^e anniversaire de la fondation de Montréal.

23. Paul-André Linteau, « Le développement du port de Montréal au début du 20^e siècle », *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 7, n^o 1, 1972, p. 181-205.

avec Gilles Lauzon et Madeleine Forget²⁴, ce projet a dégagé les caractéristiques architecturales de chaque immeuble du corpus à partir d'un ensemble de matériaux – relevé terrain, dossier historique, iconographie –, informations ensuite consignées dans une fiche analytique et un texte synthèse. L'objectif était d'alimenter le site Web du Vieux-Montréal, alors en construction. Dans le cadre du LHPM, ce projet s'est poursuivi et s'est enrichi avec un second volet, où il était aussi proposé de traiter des magasins-entrepôts de Montréal comme témoins d'un lieu et d'un mode privilégié d'organisation des activités économiques dans les villes portuaires du 19^e siècle. Une bibliographie commentée et des rapports de recherche ont été produits pour les villes de Baltimore, Boston, Charleston, New York et Philadelphie; l'équipe a donc pu dresser un premier bilan des connaissances relatives au développement spatial et architectural de chaque ville et de son port, en lien avec leur contexte économique, politique et social. On se doit de souligner également un troisième volet, plus modeste, visant un transfert sur support numérique de données recueillies par le Groupe de recherche sur la société montréalaise (GRSM) sur la vie commerciale et portuaire à Montréal dans la première moitié du 19^e siècle. Enfin, depuis 2012, la collaboration entre Joanne Burgess et le MCC se poursuit afin de décrire les acteurs économiques au cœur de la vie commerciale du Vieux-Montréal victorien²⁵.

Les réalisations du LHPM en partenariat avec la SVPM

Après avoir réalisé l'étude de potentiel archéologique en 1988, et amorcé d'importantes fouilles à compter de 1989, la SVPM publie en 2007 un ouvrage de vulgarisation sur l'histoire du Vieux-Port. Paul-André Linteau est sollicité à titre de conseiller scientifique et c'est ainsi que se tissent les premiers échanges entre le LHPM et la SVPM, qui adhère au Laboratoire en 2009. Durant les années suivantes, cet organisme, en conformité avec

24. Ce projet réunissait la Société de développement de Montréal (SDM), représentée par Gilles Lauzon, et la Direction de Montréal du ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC), représentée par Madeleine Forget. Certains volets étaient financés par une subvention de recherche du CRSH (J. Burgess, chercheure principale, 2001-2004), alors que d'autres étaient pilotés par la SDM et le MCC dans le cadre de l'Entente MAC-Ville.

25. Ces recherches se sont penchées tout particulièrement sur les secteurs de l'alimentation et des « *dry goods* ». Elles sont évoquées dans le chapitre de Joanne Burgess et Michelle Comeau du présent ouvrage, « L'empire du commerce montréalais: acteurs, territoires et patrimoines ».

son mandat « de faire connaître son patrimoine en mettant l'accent sur les gens qui en ont fait son histoire²⁶ », conduira avec le LHPM des recherches en ce sens. Ces travaux seront nourris par un appel à tous lancé par la SVPM²⁷ en 2010. Cette ambitieuse initiative permet de recueillir des témoignages, de l'iconographie et divers documents textuels.

Ensemble, la SVPM et le LHPM définiront un important programme de travail. Celui-ci comprend d'abord la production d'outils de recherche – un inventaire préliminaire des archives du port de Montréal et la numérisation des rapports annuels de la Commission du Havre de Montréal afin d'en faciliter la sauvegarde et la consultation. Puis, sont lancées deux initiatives complémentaires, soit la production de fiches biographiques détaillées sur les 94 commissaires du Havre et d'un inventaire des compagnies maritimes utilisant les infrastructures portuaires avant 1967. Préalable à tout portrait de l'évolution structurale et maritime du port de Montréal, cette collecte de données constitue une mine d'informations qui reste encore à analyser. Il en va différemment du portrait du métier de débardeur, puisqu'ici les recherches ont pu déboucher sur un ensemble varié de réalisations : des documents de travail, un rapport de recherche de maîtrise, une publication²⁸ et l'élaboration d'un programme scolaire en univers social pour les élèves en 3^e cycle du primaire intitulé *Ça va barder! L'univers des débardeurs du port de Montréal*, offert au printemps 2013.

Outre ces travaux sur les acteurs clés du port de Montréal, le LHPM a également mené des recherches sur la vie portuaire qui ont donné lieu à des productions numériques. Ainsi, pour documenter le contenu de l'exposition virtuelle *Branle-bas de combat! La vie au port de Montréal, 1939-1945*²⁹, le LHPM a conduit une vaste opération de recherches en

26. Vieux-Port, *Ça va barder! L'univers des débardeurs du port de Montréal*, Montréal, Société du Vieux-Port de Montréal, 2013, p. 2.

27. Dans le cadre de cette initiative, 63 témoins ont relaté leurs souvenirs de la vie au port de Montréal entre 1940 et 1970.

28. Le principal adjoint de recherche associé à l'étude des débardeurs, Étienne Martel, y a consacré un rapport de recherche de maîtrise en histoire appliquée ainsi qu'une courte monographie déjà citée précédemment. Étienne Martel, *Une vie de débardeur: troubles et changements au port de Montréal (1960-1975)*, rapport de recherche de maîtrise (histoire appliquée), Université du Québec à Montréal, 2014, 153 p. ; *Idem*, *Histoire des débardeurs du port de Montréal: la vie au travail*, Montréal, Atelier d'histoire des débardeurs du port de Montréal, 2016,

29. Cette exposition a remporté le Prix du Gouverneur général 2011 pour l'excellence des programmes en musées – Histoire vivante.

archives qui a permis d'accompagner le récit d'images – plus de la moitié en fait – jusqu'alors jamais diffusées³⁰.



Cette exposition virtuelle présente neuf personnages fictifs, dont la vie est inspirée d'événements authentiques, ayant travaillé au port durant la Seconde Guerre mondiale.

Source: *Branle-bas de combat! La vie au port de Montréal, 1939-1945*. Société du Vieux-Port de Montréal, 2011.



Des faits historiques et des souvenirs personnels sur l'hivernage ont été imbriqués de manière à créer une exposition virtuelle disponible sur une application mobile.

Source: *Hivernage. Vivre l'hiver au Vieux-Port comme au 19^e siècle*. Société du Vieux-Port de Montréal, application gratuite, 2013.

De même, l'application mobile *Hivernage*³¹ a nécessité une recherche documentaire d'envergure, tant historique qu'iconographique, pour offrir un propos original et attrayant. Abordant une multitude de thématiques, de la fin de la saison de navigation à l'incidence de l'hiver, en passant par les usages festifs et économiques du port, l'application mobile permet de découvrir les hauts et les bas des hivers d'autrefois au port de Montréal tout en faisant le lien avec la réalité actuelle d'un port ouvert à longueur d'année.

30. <https://www.youtube.com/watch?list=PL0yxSe7HtMnD0It7CS3qa42HGHVf-3n0UZ&time_continue=5&v=Jofj5zM574>.

31. <www.vieuxportdemontreal.com/activite/hivernage>

Les réalisations du LHPM en partenariat avec l'Agence Parcs Canada



LACHINE CANAL FROM G. T. R. OFFICES.

Out work on Montreal, W. H. Carre 1898.

Du bassin Wellington, en avant-plan à gauche, on perçoit d'un seul coup d'œil le terminus portuaire du canal de Lachine.

Source: William H. Carre, photographe, *Canal from Grand Trunk Offices*, 1898.
Archives de la Ville de Montréal, Z-1577

Bien que Parcs Canada ait publié maintes études et synthèses sur l'histoire du canal de Lachine³², procédé à de nombreuses fouilles archéologiques détaillées et lancé un programme de mise en valeur de ce lieu historique

32. Depuis 1979, une équipe chevronnée d'historiens et d'historiennes a produit des études sur l'évolution structurale et l'histoire de cette voie navigable, sur les flux de navigation s'y déroulant, sur l'implantation d'un corridor industriel, sur l'urbanisation et l'évolution de la main-d'œuvre le long de ses berges et sur l'utilisation de l'énergie à des fins industrielles (dont une étude sur l'industrialisation hydraulique), pour n'en nommer que quelques-unes.



Cette photo illustre bien l'imbrication entre les couloirs maritimes, ferroviaires et routiers ainsi que l'omniprésence des lieux d'entreposage et de transbordement dans le paysage portuaire de Montréal.

Source: Photographe inconnu, *View of Port of Montreal, Lachine Canal entrance in foreground*, vers 1920. Bibliothèque et Archives Canada, Collection Compagnie de chemins de fer nationaux du Canada, PA 201964

national³³, la thématique des activités portuaires sur cette voie navigable n'avait pas encore fait l'objet d'une étude approfondie. Or, en 2010, le formidable essor résidentiel aujourd'hui en cours dans Griffintown se profilait déjà à l'horizon. Fort de ces expériences de valorisation de son patrimoine industriel, tels que les mémoriaux à l'industrie³⁴, et de l'appel à tous *Mon histoire mon canal*³⁵, et anticipant tant chez les visiteurs du LHN

33. Parcs Canada, *Concept de mise en valeur du Lieu historique national du Canada du Canal-de-Lachine*, Québec, Parcs Canada, 2001, 99 p.

34. De 2009 à 2011, Parcs Canada a mis en branle un programme visant à commémorer de manière visible la présence de l'industrie manufacturière le long du LHN du Canal-de-Lachine. Pour ce faire, elle a installé 30 mémoriaux à l'industrie relatant l'histoire d'entreprises, pour la plupart disparues du paysage actuel du canal.

35. De 2010 à 2012, Parcs Canada, en partenariat avec le Centre d'histoire orale de l'Université Concordia, a récolté des témoignages d'anciens travailleurs du canal de Lachine et des usines situées à ses abords, ainsi que de résidents qui ont été témoins de l'évolution



Cette stèle illustrant l'histoire de la raffinerie de sucre Redpath constitue un bel exemple des efforts de mise en valeur mis en place par Parcs Canada afin de commémorer le lieu historique du Canada du Complexe-manufacturier-du Canal-de-Lachine.

Source : Alain Gelly, photographe, *Redpath. Mémorial à l'industrie*, 2014.

que chez les nouveaux résidents riverains une interrogation sur les activités portuaires dans ce secteur du canal de Lachine, Parcs Canada décide d'explorer les moyens de les évoquer. En d'autres termes, pour l'Agence, documenter le passé portuaire et la circulation des biens et des personnes sur le canal de Lachine ne pouvait que l'aider à mieux communiquer et

du canal. Au terme de cet exercice, une trentaine d'entrevues ont été colligées. Pour plus de détails, voir storytelling.concordia.ca/fr/projects/vos-souvenirs-du-canal-de-lachine-r%C3%A9v%C3%A9l%C3%A9s.

mettre en valeur l'un des trois messages d'importance historique nationale de ce LHN, soit celui lié à la navigation³⁶.

En amorçant l'étude de ces activités, les professionnels de Parcs Canada constatent rapidement qu'un pan important de l'histoire du terminal maritime du canal du Lachine est indissociable de celle du port de Montréal. Dans une telle optique, les études alors en cours au sein du LHPM offraient à Parcs Canada l'occasion de se greffer à un groupe de recherche chevronné explorant des thématiques semblables. Bref, en conjuguant leurs efforts de recherche, les divers partenaires ne pouvaient que profiter de la synergie du LHPM pour approfondir leur connaissance de l'histoire portuaire montréalaise et se doter ainsi de meilleures clés d'intelligibilité pour la mise en valeur de ce complexe portuaire patrimonial.

Lorsque le Laboratoire entame, en 2011, ses démarches auprès du CRSH afin d'obtenir le financement de son vaste programme de recherche *Montréal, plaque tournante des échanges: histoire, patrimoine, devenir*, tant la SVPM que Parcs Canada répondent présents. Ainsi, pour Parcs Canada, tant le chantier thématique *Montréal, plaque tournante du commerce et de l'industrie* que le développement proposé d'applications pour la diffusion de connaissances sur une plateforme numérique apparaissent comme fort prometteurs. L'Agence décide alors de s'arrimer à ce chantier thématique et, pour ce faire, elle propose au LHPM un projet intitulé *Le corridor du canal de Lachine: au cœur des échanges et des transports*. Par ce geste, l'Agence était convaincue de pouvoir contribuer à l'avancement des connaissances sur l'un des messages de ce LHN. Qui plus est, le recours aux plateformes numériques pour communiquer les résultats de ces recherches s'avérait pour elle une avenue très attrayante. De son côté, le LHPM a vu tout l'intérêt de ce projet et l'a intégré dans son programme de recherche.

Conscient de l'intérêt d'obtenir un portrait complet de l'ensemble de l'espace portuaire montréalais, le projet initial d'inventaire des activités de transbordement et d'entreposage de la section portuaire du canal de

36. Mentionnons que le premier message commémore le rôle joué par le canal de Lachine dans le réseau de canaux au Canada. Pour ce qui est du deuxième, il concerne l'importance de l'énergie hydraulique dans le développement industriel et commercial de Montréal. Enfin, le dernier rappelle que le corridor industriel du canal de Lachine a été choisi comme lieu pour commémorer l'industrie manufacturière au pays.

Lachine s'inspirait fortement de la fiche rédigée par la SVPM, et ce, tant par sa facture (date de fondation, début et fin des activités, raison sociale, port de destination, etc.) que par les dates retenues par cette société pour le 19^e siècle (1850, 1875 et 1894). Au-delà de cet arrimage, Parcs Canada avait également la volonté de mieux documenter ses activités pour le 20^e siècle, d'où le choix des années 1913, 1950 et 1964.

Toutefois, après que la SVPM se fut désistée du LHPM³⁷, l'inventaire des activités de transbordement et d'entreposage de la section océanique du canal de Lachine prend une tout autre tournure. Certes, l'opération d'inventorier les occupants longeant le canal de Lachine entre les écluses de Montréal et celles de Saint-Gabriel ainsi que les activités de ceux-ci demeure; toutefois, le choix des années retenues pour le 19^e siècle connaît un important chamboulement. En effet, la pauvreté de la documentation disponible pour l'année 1850 entraîne son retrait tandis que la possibilité de croiser les informations provenant des atlas, des rôles des valeurs locatives et des valeurs d'évaluation de la Ville de Montréal et des annuaires Lovell motive le choix des années 1880 et 1890 plutôt que 1875 et 1894. Il est à noter que pour certaines portions de la zone étudiée, les documents cartographiques, iconographiques et textuels fournis par Parcs Canada favorisent encore davantage le croisement entre les sources.

Outre la délimitation des frontières de la zone étudiée, la décision fut également prise de recourir aux lots cadastraux afin de dresser un inventaire exhaustif du cadre loti des espaces occupés de ladite zone. L'un des buts du projet étant de mieux identifier les acteurs de l'espace portuaire du canal de Lachine, il fut également décidé d'exclure de cet inventaire les espaces d'entreposage appartenant à un établissement industriel, sauf dans quelques cas exceptionnels comme celui de Redpath. Fait à souligner, l'emploi des termes « espace » et « loti » plutôt que « bâti » a son importance puisque le bois et, dans une moindre mesure, le charbon sont des matières disposées en piles ou en vrac dans un espace ouvert (cour et quai).

Débute alors l'importante opération de repérage spatial des divers occupants, et d'identification de la zone exacte dédiée à l'entreposage ou au transbordement tout le long du territoire étudié ainsi que de l'organisation spatiale et de la fonction des lieux (p. ex., cour, bâtiment administratif,

37. À la suite du transfert en 2012 du mandat de la SVPM à la Société immobilière du Canada, cet organisme choisit de mettre fin à son programme de recherche historique et patrimoniale au port, le projet *Le port au cœur des échanges* est interrompu.

etc.), des activités de l'occupant, etc. Aux termes de l'exercice, on dispose pour les cinq années retenues d'un inventaire exhaustif et critique des activités de transbordement et d'entreposage entre les écluses de Montréal et celles de Saint-Gabriel. Qui plus est, pour chaque occupant, on a pris soin de constituer une fiche informative tandis que les principales marchandises transitées font l'objet de tableaux-synthèses, à savoir, des tableaux sur le tandem blé-farine, le bois, le charbon et, en prime, un autre sur la navigation.

Ainsi, grâce à ce travail méthodique et minutieux, on dispose non seulement d'une localisation précise des divers occupants pour les années sélectionnées, mais également d'un portrait détaillé de leurs activités. Afin de dynamiser ces données historiques géospatialisées, on ne s'est pas contenté de les intégrer dans le Système de cartographie de l'histoire de Montréal (SCHEMA), mais on a aussi profité des potentialités de celui-ci pour y inclure les fiches de sociétés. Plus encore, on a inséré dans cette cartographie interactive des illustrations spécifiques à un espace, d'autres couvrant un angle plus grand (dites panoramiques) et même des photos aériennes. Enfin, dans un avenir rapproché, Parcs Canada mettra en valeur les résultats de ce projet en lui dédiant une vitrine numérique. Compte tenu de l'ampleur des données colligées, il procédera par étapes. D'ici 2020, le public pourra en savoir plus sur le tandem blé-farine.

En somme, ce projet a permis, d'une part, l'approfondissement des connaissances sur les activités portuaires des écluses de Montréal à celles de Saint-Gabriel pour la période s'échelonnant de 1880 à 1970 et, d'autre part, le développement d'applications cartographiques. Mais au-delà de ses premiers résultats tangibles, ce projet donnera également lieu à des communications scientifiques où l'on pourra traiter autant de la méthodologie employée pour réaliser cet inventaire des activités d'entreposage que de la complexité insoupçonnée des démarches mises en œuvre pour le réaliser³⁸.

38. L'envergure et la complexité de ce projet expliquent pourquoi on a dû abandonner deux des quatre axes de recherche proposés initialement, à savoir la rédaction d'une étude statistique sur le transport des marchandises et la navigation sur le canal de 1920 à 1970, ainsi que l'analyse de l'incidence de la fin de la navigation sur la désindustrialisation de ce corridor industriel.

PERSPECTIVES DE RECHERCHE

En relisant la description du programme de recherche du Partenariat *Montréal, plaque tournante des échanges*, force est de constater l'immense potentiel des avenues de recherche et d'intervention qu'il recèle. Ainsi, nous faisons nôtre l'idée selon laquelle il faut s'ouvrir aux analyses comparatives et explorer les interconnexions qui situent la ville dans un cadre géographique plus large, tel que celui du continent nord-américain ou celui de l'Atlantique Nord. Comment pourrait-il en être autrement alors que le port est en soi un appel vers un horizon plus large ?

Vers le large, en fait.

Sur ce plan, Montréal en tant que ville portuaire constitue un maillon important de cet immense réseau planétaire. Avec le monde à sa portée, toutes les avenues de recherche sont possibles. Par exemple, on pourrait contextualiser les principales phases de l'histoire du port de Montréal afin de préciser si son développement est en retard, en phase ou en avance sur celui d'autres ports dans le monde. Autre piste possible : l'étude de la gouvernance et de l'image dans l'essor d'un port. Pour ce faire, on pourrait notamment s'inspirer du cadre méthodologique des travaux menés pour l'Institut de recherche en stratégie industrielle et territoriale en 2004 afin de mettre en évidence des indicateurs permettant de comparer des villes portuaires européennes. On pense notamment à une étude intitulée *Les villes portuaires en Europe : analyse comparative*, parue en 2004, sous la direction de Céline Rozenblat, où l'on tente de répondre à la question suivante : « Quels indicateurs relevant de l'activité de transport d'une part, et du développement urbain d'autre part, convient-il de retenir pour comparer les villes portuaires ? » Performance économique, rayonnement européen, gestion, gouvernance et image des systèmes ville-port, et développement social sont les quatre types de démarches comparatives employés³⁹. Étude extrêmement riche, notamment sur l'interface ville-port, dont le LHPM pourrait tirer parti⁴⁰.

39. Céline Rozenblat, *Les villes portuaires en Europe : analyse comparative : rapport final*, étude réalisée pour l'Institut de recherche en stratégie industrielle et territoriale (IRSIT), Montpellier, Maison de la Géographie, 2004, p. 1.

40. À ce sujet, voir Raffaele Cattedra, « Projet urbain et interface ville-port en Méditerranée », *Rives méditerranéennes*, n° 39, 2011, <rives.revues.org/4043>, (consulté en ligne en avril 2016).

Une autre piste de recherche intéressante est celle du phénomène, observé dans plusieurs pays, du déplacement des activités portuaires de l'ancien port urbain vers des zones à l'extérieur de celui-ci. Or, avec l'émergence de friches industrialo-portuaires, on assiste, dans la longue durée, à un mouvement mondial de « recyclage des anciens ports urbains et de construction d'un nouveau rapport de la ville au front d'eau ⁴¹ », d'où un nouvel imaginaire semble émerger.

Sur cette question de mémoire et de valorisation d'espaces portuaires, l'étude du Vieux-Montréal menée par des membres du LHPM nourrirait certainement une étude visant à comparer la lente émergence de la valorisation patrimoniale du port de Montréal avec celle de villes portuaires maritimes comme Baltimore, Boston, New York ou Marseille⁴², fluviales comme Duisbourg, Paris, Philadelphie ou Pittsburgh, ou encore liées aux canaux comme Bruxelles. Il en va de même pour les études portant sur la réhabilitation de grands ensembles portuaires, comme celui du Chatham Historic Dockyard Trust en Angleterre.

Mais le port de Montréal ne se résume pas à sa façade océanique, il est aussi un maillon essentiel du réseau de voies navigables à l'intérieur du continent. Sur ce point, Dany Fougères s'attelle à un vaste programme de recherche, *Penser et construire la ville de 1860 à 1930*, avec comme toile de fond la communauté des villes riveraines du Saint-Laurent et de l'Hudson. Vaste programme, puisque si des études spécialisées sur tel ou tel canal existent, celles portant sur un système de canaux, comme celui du Saint-Laurent, se font déjà plus rares. Il n'en existe aucune analysant plus précisément les relations d'échanges entre les communautés urbaines le long des voies navigables du Canada et des États-Unis de manière intégrée.

41. Géraldine Djament-Tran, « Le waterfront patrimonial figure paysagère de la globalisation : le cas de Paris métropole sur Seine », *Portus Plus*, n° 3, 2012, p. 1, <[retedigital.com/wp-content/themes/rete/pdfs/portus_plus/3_2012/Cultura_e_identidad/G %C3 %A9raldineDjament_Tran.pdf](http://retedigital.com/wp-content/themes/rete/pdfs/portus_plus/3_2012/Cultura_e_identidad/G%C3%A9raldineDjament_Tran.pdf)> (consulté en ligne en février 2017).

42. Voir notamment le recueil de communications analysant les villes portuaires françaises, dont plusieurs sur Marseille. Michèle Collin, *Ville et Port XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 1994, 292 p.

CONCLUSION

Si les groupes de recherche abondent pour étudier les villes et leurs réseaux⁴³, de tels groupements se font plutôt rares lorsqu'il s'agit de traiter de l'histoire de l'appareil portuaire, voire de son espace proprement dit. En ce sens, la démarche entreprise par le LHPM, en partenariat avec Parcs Canada, pour faire avancer l'état des connaissances sur le complexe portuaire patrimonial⁴⁴ montréalais, tant dans son espace propre que dans ses interrelations avec la ville, et pour le valoriser pourrait inspirer d'autres groupes à travers le monde.

Alain Gelly est historien à la Direction de l'archéologie et de l'histoire de l'Agence Parcs Canada. Au sein de cette agence, il s'est vu confier plusieurs mandats touchant l'histoire économique, militaire et industrielle, ainsi que celle des transports, tant au Québec qu'au Canada. Il compte notamment à son actif plusieurs écrits relatant divers aspects de l'histoire du canal de Lachine.

-
43. Citons, simplement à des fins de mémoire, l'Association internationale Villes et Ports; Ville Régions Monde; l'Association internationale en histoire économique maritime.
44. À Montréal, il y a bien eu, au début des années 1980, le Groupe de recherche sur l'histoire du port de Montréal, mais malheureusement leur démarche n'a pas donné lieu à une véritable synthèse.

Partie 4

NUMÉRIQUE, HISTOIRE ET PATRIMOINE : ENJEUX ET PERSPECTIVES

Le recours aux technologies numériques pour l'étude de contenus à caractère historique et archéologique : l'exemple du site de l'ancien marché Sainte-Anne et du Parlement de la province du Canada

NATHALIE CHARBONNEAU
ET ANNA THIRION

Les technologies numériques offrent de nombreux outils permettant d'optimiser les méthodes de recherche en histoire et en archéologie. Pourtant, les principaux intéressés, chercheurs et professionnels dans le domaine du patrimoine, n'ont pas toujours connaissance de ce potentiel. L'objectif de cet article est de présenter quelques-uns des apports possibles du numérique à partir d'exemples issus d'une recherche en cours. Cette recherche est menée au Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, en partenariat avec le musée Pointe-à-Callière; elle porte sur le site du premier marché Sainte-Anne et du Parlement du Canada, place D'Youville à Montréal, dans la première moitié du XIX^e siècle¹. La visée principale

1. Nous remercions le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) qui a subventionné ce projet dans le cadre du Partenariat de recherche *Montréal, plaque tournante des échanges: histoire, patrimoine, devenir*. Ce projet de recherche est mené

de nos travaux est de proposer une ou plusieurs hypothèses de restitution virtuelle de ce cadre bâti disparu, basées sur l'analyse et la synthèse des informations collectées à partir de l'examen des sources documentaires (iconographiques et textuelles) et matérielles (vestiges architecturaux et artefacts). Nous mettons en œuvre un environnement numérique offrant de nombreuses possibilités pour cette étude, qu'il s'agisse de conserver une trace pérenne en trois dimensions du résultat des fouilles, de formaliser des hypothèses pour les confronter, ou de réunir des informations issues de sources de nature différente, tout en alimentant le questionnement.

S'il est devenu fréquent, dans le cadre de fouilles archéologiques, d'avoir recours à la numérisation 3D pour conserver une trace pérenne de la configuration du terrain et des vestiges mis au jour, le résultat de ces numérisations n'est pas toujours utilisé à des fins de recherche ou de mise en valeur. Il en est de même pour les reconstitutions de monuments en 3D. En effet, les chercheurs et professionnels œuvrant dans le domaine du patrimoine n'ont pas toujours conscience du fait que le processus de restitution virtuelle lui-même peut être l'occasion de clarifier certains aspects de l'évolution d'un site et de soulever de nouvelles questions dans les domaines de l'histoire, de l'archéologie et de l'histoire de l'art².

Des recherches sont en cours sur le site du marché Sainte-Anne, un établissement aujourd'hui disparu qui a hébergé le Parlement du Canada. Elles ont pour objectif principal de proposer une ou plusieurs hypothèses de restitution de ce cadre bâti, à partir de l'analyse et de la synthèse des informations collectées lors de l'examen des sources documentaires et matérielles. Cette étude permet d'explorer de nombreux aspects de la méthodologie dédiée à la restitution 3D d'un bâtiment qui n'existe plus tout en les enrichissant. Par ailleurs, ce sujet offre un terrain d'expérimentation d'une grande richesse pour les usages des technologies appliqués

sous la direction de Joanne Burgess, Louise Pothier, Léon Robichaud et Alain Roy. Les fouilles menées par Ethnoscop. ont été numérisées par l'entreprise iScan pour le compte du musée Pointe-à-Callière, qui a mis à notre disposition cette documentation.

2. La création d'une visualisation virtuelle d'un état restitué probable peut être faite indépendamment de la recherche, notamment à des fins de médiatisation. En résulte souvent une visualisation peu ou pas scientifique, ou dont le processus de création n'éclaire pas le chercheur ou ne montre pas au public les multiples hypothèses, les incertitudes, etc. À ce sujet, voir Karen M. Kensek, Lynn Swartz Dodd et Nicholas Cipolla, « Fantastic Reconstructions or Reconstructions of the Fantastic? Tracking and Presenting Ambiguity, Alternatives, and Documentation in Virtual Worlds », *Automation in Construction*, vol. 13, n° 2, 2014, p. 175-186.

à l'histoire et à l'archéologie, car le matériel disponible est varié et de qualité. Ainsi, au-delà d'un simple cas d'application d'une méthodologie connue, il permet aussi de réfléchir au potentiel de ces outils pour de nouvelles utilisations.

Après une présentation du sujet de l'étude, un état de la recherche et une évocation des sources disponibles pour l'étude sont présentés. Les possibilités offertes par le recours aux technologies numériques sont ensuite développées en deux temps, le premier dévolu à l'architecture, le second aux artefacts. Au sein de chacune des deux parties, nous présentons notre approche pour l'étude et la restitution d'une architecture disparue et, plus largement, les possibles usages des outils numériques dans le cadre d'une étude de site archéologique.

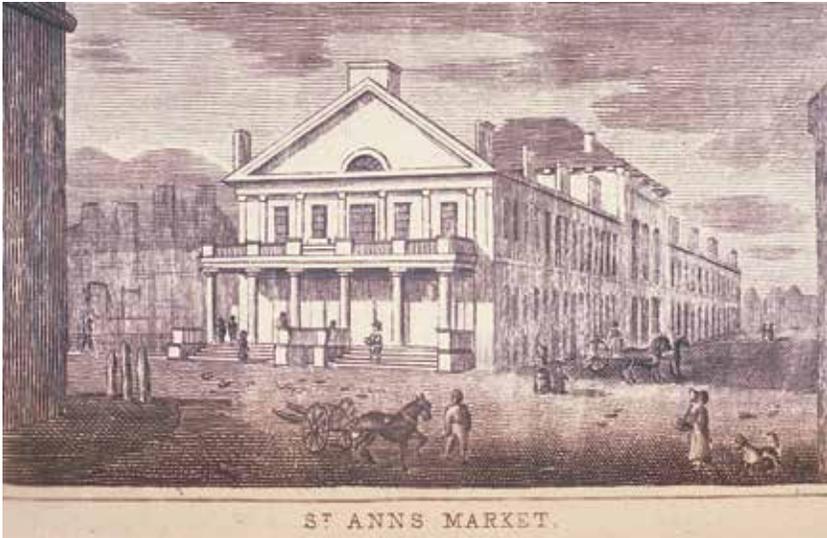
LE MARCHÉ SAINTE-ANNE ET LE PARLEMENT DE LA PROVINCE DU CANADA

Vingt-deux années seulement se sont écoulées entre le moment où le bâtiment a été projeté et le moment de sa destruction, période durant laquelle il a connu de nombreuses évolutions et modifications.

Historique du bâtiment

Le projet d'un marché situé entre le port et la rue McGill, de part et d'autre de la Petite rivière Saint-Pierre, est approuvé en 1827. Là où on avait d'abord prévu des halles de bois, il se concrétise sous la forme d'un édifice en pierre dont la construction débute en 1832, d'après les plans dressés par les architectes John Wells (1790-1864) et Francis Thomson (1808-1895). Un canal voûté dans lequel coulera la Petite rivière est construit, entre les rues McGill et Saint-François-Xavier. Ingénieusement imbriqué dans le bâtiment du marché, il traverse, dans le sens longitudinal, ses caves du niveau inférieur, permettant à la fois de les rafraîchir et d'évacuer directement ses eaux usées. À l'échelle urbaine, ce complexe permet la canalisation d'un segment du cours d'eau en même temps que l'érection d'un marché, éliminant ainsi, à ce lieu précis, la barrière physique naturelle formée par la Petite rivière. Le vaste bâtiment néoclassique, inauguré en 1834, abrite à l'étage inférieur le premier marché intérieur du Canada, tandis que les salles de l'étage supérieur accueillent diverses

activités sociales et culturelles. Il innove également en intégrant les bouchers à l'intérieur, alors qu'ils devaient auparavant opérer à l'extérieur dans une halle ouverte en bois. Construit et administré par des syndics nommés par les juges de paix et financé par des prêts du secteur privé, l'immeuble est municipalisé en 1842³.



Marché Sainte-Anne, Montréal, 1839.

Source : James Duncan, artiste, estampe publiée dans *Hochelaga Depicta*, 1848. Musée McCord, M15949.18

En 1843, Montréal est choisie comme capitale de la province du Canada. La Ville loue alors à l'État le marché Sainte-Anne afin qu'il y installe son Parlement ; le gouvernement entreprend des rénovations du bâtiment, en y aménageant notamment une salle publique, des bureaux, la salle du Conseil législatif, celle de l'Assemblée législative, ainsi que leurs bibliothèques respectives.

3. À propos de l'évolution du projet de marché et de sa construction, voir Alain Roy, *Le marché Sainte-Anne, le Parlement de Montréal et la formation d'un état moderne : un lieu d'échanges, des événements marquants, une époque charnière : étude historique*, rapport présenté à l'Institut d'histoire de l'Amérique française pour le ministère de la Culture et des Communications du Québec, Direction de Montréal, 1999, 100 p. ; *Idem*, « La réponse à l'incendie du Parlement de Montréal en 1849, fondement d'une nouvelle communauté politique canadienne intégrée dans l'Empire britannique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 70, n^{os} 1-2, 2016, p. 5-29, <id.erudit.org/iderudit/1038287ar>.



Sir Charles Metcalfe à l'ouverture du Parlement à Montréal, 1845.

Source: Andrew Morris, artiste.

Bibliothèque et Archives Canada, n° d'acc. 1990-481-1

À peine quelques années plus tard, le 25 avril 1849, le parlement est détruit par les flammes⁴. Cette conflagration survient dans un contexte de tension croissante entre réformistes et *tories*, concernant tant le « gouvernement responsable » que le rôle que devait jouer le gouverneur. Le débat atteint son paroxysme avec la discussion, l'adoption et la sanction d'une loi d'indemnisation aux victimes des rébellions de 1837-1838. Pour certains, l'incendie est criminel alors que pour d'autres, il est accidentel.

État de la recherche

À la suite de la destruction du bâtiment, la Ville de Montréal fait ériger un nouveau marché Sainte-Anne, qui sera démoli en 1901. Par la suite, la mémoire du lieu s'estompe, aussi bien comme marché public que comme

4. *Ibid.*

siège du Parlement⁵. Ce n'est qu'au début des années 1980 que l'intérêt pour ce site renaît, sous l'impulsion des archéologues qui y réalisent des sondages⁶. Depuis les années 1990, ce bâtiment emblématique a fait l'objet de plusieurs études, dont bon nombre restent inédites. Certaines ont porté sur l'architecture, montrant un intérêt particulier pour le marché et le canal voûté⁷. Elles ont mis l'accent sur l'originalité du complexe (notamment l'imbrication particulière du canal), sur l'ancienneté et l'importance du marché intérieur, et enfin sur les techniques de construction caractéristiques des avancées technologiques de l'époque. Par contre, le projet d'aménagement de la place D'Youville proposé au début des années 1990 pour la Ville de Montréal ne tenait pas compte du Parlement⁸. À l'instigation du ministère de la Culture et des Communications du Québec, Alain Roy est chargé de proposer une nouvelle évaluation de l'importance historique du site et de sa valeur commémorative, évaluation dans laquelle le Parlement occupera une place de choix. À partir d'un bilan des connaissances, d'une collecte et d'une synthèse critique des sources écrites et iconographiques qui s'y rapportent, il a notamment relevé les informations relatives à l'aménagement des lieux⁹. Une dizaine d'années plus tard, le site a été fouillé de façon plus systématique au cours de trois campagnes, entre 2011 et 2017¹⁰. Les archéologues ont porté leur attention sur les vestiges du bâti et sur la culture matérielle¹¹. Dans son

-
5. Alain Roy, *Le marché Sainte-Anne, le parlement de Montréal et la formation d'un état moderne* [...], *op. cit.*
 6. Jean-Paul Salaün et Monique Villemaire, *Rapport sur la fouille du marché Sainte-Anne, place d'Youville, Montréal, 1980*, Montréal, Ville de Montréal, Service de l'urbanisme, 1981, rapport inédit; Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, *Relevé de l'ancien collecteur, place d'Youville (BjFj-50)*, Montréal, 1990, inédit; *Idem*, *Fouilles archéologiques place d'Youville (BjFj-04)*, Montréal, 1989, inédit.
 7. Jacqueline Hallé et Société immobilière du patrimoine architectural de Montréal, *La place d'Youville – son histoire*, s. l., SIMPA, 1990-1991, 35 p.; Yves Bergeron, *Les marchés publics au Québec*, Québec, Ministère des Affaires culturelles du Québec; Anne-Marie Balac, *Évaluation patrimoniale: site archéologique du marché Sainte-Anne: place d'Youville, Montréal*, Montréal, Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Direction de Montréal, 1991.
 8. *Ibid.*
 9. Alain Roy, *Le marché Sainte-Anne, le parlement de Montréal et la formation d'un état moderne* [...], *op. cit.*
 10. Il s'agit en fait de deux sondages (2010 et 2012) et de trois campagnes de fouilles (2011, 2013 et 2017).
 11. Ethnoscop, *Marché Sainte-Anne/Parlement du Canada-Uni, Montréal (BjFj-4), fouilles archéologiques 2011*, vol. I à V, 2012, rapport inédit; *Idem*, *Place d'Youville, site du marché Sainte-Anne/Parlement du Canada-Uni (BjFj-04), 2012, fouilles archéologiques complémentaires*, 2013, rapport inédit; *Idem*, *Marché Sainte-Anne/Parlement du*

rapport réalisé au cours de la période de fouilles, Isabelle Bouchard a proposé une analyse architecturale. Outre une chronologie du lieu et une typologie des édifices comparables, l'étude contient une description de l'architecture illustrée qui se développe sur huit pages¹². La description du premier marché est celle qui apporte le plus de nouveauté, l'apport majeur de l'auteure résidant dans la transcription, l'extraction et la traduction des éléments significatifs issus du contrat de charpenterie de 1833¹³. La mise au jour des vestiges du marché et du parlement par les archéologues a permis d'enrichir la connaissance portant sur cette architecture et ses usages. Toutes ces découvertes, qui nourrissent la recherche fondamentale, trouvent également des applications pratiques directes dans la revalorisation du lieu et les projets d'expansion du musée Pointe-à-Callière¹⁴.

Cet article présente le cadre méthodologique du volet numérique de l'étude menée au sein du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal. L'objectif de nos travaux est de proposer une restitution virtuelle du cadre bâti du marché Sainte-Anne et du Parlement de la province du Canada, en prenant en considération la dimension temporelle ainsi qu'en intégrant et en confrontant les différents types de sources disponibles (textuelles, iconographiques et matérielles). Les états restitués et les sources associées sont réunis au sein d'un environnement numérique. Cet outil d'aide à la recherche destiné à l'historien ou à l'archéologue peut également être utilisé à des fins de médiation.

Canada-Uni, Montréal (BjFj-4), Campagne de fouilles de 2013, 2014, vol. I à IV, rapport inédit.

12. Isabelle Bouchard, *Analyse architecturale*, rapport inédit, 2012.
13. BAnQ Vieux-Montréal, *Greffe du notaire George Dorland Arnoldi*, n° 1785, le 13 juillet 1833.
14. Arkéos inc., *Projet d'expansion de Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal: phase I: inventaire archéologique exploratoire à l'emplacement des anciens celliers du Marché Sainte-Anne (BjFj-04)*, 2011, rapport inédit; Francis Lamothe, Louise Pothier et Chantal Vignola, « Le marché Sainte-Anne: un lieu historique d'une importance capitale à Montréal », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 41, n° 1, 2012, p. 15-20; Atelier de développement territorial L'Enclume, *Place d'Youville, recherche documentaire préalable à l'évaluation patrimoniale*, rapport produit pour le compte de la Ville de Montréal, mandat octroyé par la Division des quartiers culturels, 2014, rapport inédit.

LES SOURCES UTILES À RESTITUTION DU CADRE BÂTI : SOURCES DOCUMENTAIRES ET VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES

De nombreuses sources utiles à la connaissance de ce cadre bâti sont connues ; pourtant, des recherches en cours pourraient apporter des éléments inédits, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des lieux – si tel était le cas, la restitution de l'architecture pourrait aisément être mise à jour¹⁵.

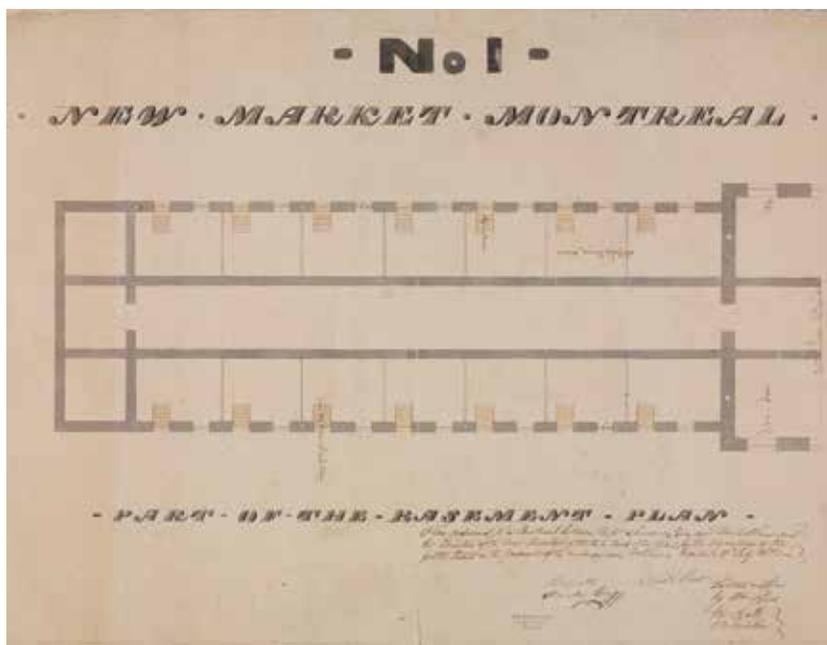
Parmi les sources documentaires connues, plusieurs sont contemporaines du marché Sainte-Anne et témoignent de cette construction maintenant disparue. Certaines sont particulièrement utiles à la restitution de son cadre bâti. Trois contrats notariés témoignent de la proposition architecturale élaborée en 1832-1833 : le premier se rapporte à la maçonnerie et couvre la construction simultanée du marché et du canal ; le deuxième se rapporte au nivellement du sol et le troisième, à la charpente¹⁶. Ce dernier est accompagné de documents techniques annotés et cotés (plans, coupes et élévations). Ces documents graphiques et textuels, faisant plus de 60 pages au total, nous permettent de connaître dans le détail les caractéristiques du bâtiment projeté.

En dehors des sources documentaires, l'état final du bâtiment est également connu grâce aux vestiges archéologiques conservés. Ces derniers ont été mis à jour lors de plusieurs campagnes de fouilles menées sur le site. Comme nous le verrons plus loin, les observations des archéologues permettent d'identifier de nombreuses divergences entre le projet initial décrit dans les contrats et le bâtiment effectivement construit.

La documentation relative à l'occupation des lieux (distribution des étals, location de la salle de l'étage) durant la période du marché (1834-1844) n'a pas été complètement recensée ni exploitée. Elle renseignerait davantage sur les usages que sur le cadre bâti, mais permettrait peut-être d'apporter des précisions sur certains aspects de l'aménagement de l'espace. Par exemple, un rapport de John Ostell, rédigé en 1844 dans le cadre de la restructuration des lieux, indique la répartition quantitative des

15. Ces recherches sont menées par Alain Roy et Joanne Burgess dans plusieurs dépôts d'archives (Archives de la Ville de Montréal – Juges de paix, Commission des marchés –, chez les Sœurs grises, à Bibliothèque et Archives Canada, notamment le fonds du Conseil exécutif, etc.).

16. BAnQ Vieux-Montréal, *Greffe du notaire George Dorland Arnoldi, op. cit.*, n° 13321/4, le 14 juillet 1832 ; n° 1413, le 29 septembre 1832 ; n° 1785, le 13 juillet 1833.



Le plan du bâtiment au niveau des celliers, tel que projeté.
 Source : *N°1. New Market Montreal. Part of the Basement Plan*,
 annexe au contrat de charpenterie. BAnQ Vieux-Montréal,
 Greffe du notaire G. Arnoldi, n°1785, le 13 juillet 1833.

étals, mais la localisation précise des marchands demeure pour le moment inconnue¹⁷. Le croisement de cette source écrite avec les artefacts découverts lors des fouilles, par exemple les articles du journal *La Minerve* qui rapportent les modifications du bâtiment et de ses affectations en 1844, pourrait permettre de préciser cette localisation des marchands. Bien que leur existence soit mentionnée, les baux de location des étals durant l'administration du marché par John Abbott (à partir d'août 1842) n'ont pas encore été découverts, tout comme les contrats de location résultant de l'utilisation de la salle de l'étage pour des activités mondaines, associatives, culturelles ou politiques. Ces précieux documents, s'ils étaient conservés et retrouvés, permettraient sans doute une restitution plus précise des aménagements de cet espace à des occasions particulières.

17. L'information provient d'un procès-verbal du conseil de ville en date du 29 février 1844.

Pour accueillir le Parlement, le bâtiment de l'ancien marché Sainte-Anne va subir quelques modifications, autorisées dès le premier contrat de location, daté de mars 1844, et documentées par d'autres pièces d'archives¹⁸. Le journal *La Minerve*, alors réformiste, consigne les transformations apportées au bâtiment¹⁹. Cette publication livre de précieux renseignements pour la restitution architecturale, évoquant notamment l'emplacement des appartements et bureaux, des salles du Conseil ou de l'Assemblée, ainsi que la présence de galeries destinées au public de part et d'autre de ces espaces dans le plan prévu par l'architecte. Les lieux sont également décrits par plusieurs auteurs, certains contemporains, dont Newton Bosworth dans l'édition augmentée de son *Hochelaga Depicta*²⁰. Parallèlement à ces mentions textuelles, deux représentations d'artistes dépeignent l'intérieur des deux chambres en 1844 et en 1848. Ces tableaux d'Andrew Morris et de James Duncan donnent à voir des plafonds voûtés, des murs lambrissés, des niches aménagées, des accès et du mobilier²¹.

L'incendie du parlement est notamment relaté par la presse, qui accompagne le récit d'illustrations du bâtiment en flammes ou ruiné. Ces documents ont une dimension sensationnelle. Leur contribution dans le domaine de la restitution du cadre bâti se limite à l'évaluation du degré de destruction de celui-ci après l'incendie.

Les informations fournies par certains de ces documents sont parfois contradictoires (cf. sections 2.2 et 2.4). Par ailleurs, les sources sont

-
18. Ce contrat de location (BAnQ Vieux-Montréal, *Greffé du notaire J. Guy*, n° 304, le 14 mars 1844) est mentionné par Alain Roy, *Le marché Sainte-Anne, le parlement de Montréal et la formation d'un état moderne [...]*, op. cit. p. 40. Depuis cette étude, plusieurs autres documents comptables et juridiques ont été découverts par Alain Roy à Bibliothèques et Archives Canada; ils livrent des informations très utiles à la restitution de cet état du bâti, comme les dimensions de chacune des pièces à créer, le nombre et le statut des personnes qui vivront dans les appartements de fonction situés à l'intérieur du bâtiment, etc.
 19. Le journal *La Minerve*, conservé à BAnQ, a été numérisé et est accessible en ligne. Par exemple, l'édition du 9 mai 1844, accessible à l'adresse collections.banq.qc.ca/ark:/52327/279491, donne de précieux renseignements quant à l'aménagement interne.
 20. Newton Bosworth, *Hochelaga Depicta: Or, a New Picture of Montreal Embracing the Early History and Present State of the City and Island of Montreal*, Montréal, William Greig, 1848, p. 15-16. Le contenu de l'ouvrage numérisé est accessible en ligne au https://archive.org/details/cihm_01725.
 21. Andrew Morris (artiste), *Sir Charles Metcalfe à l'ouverture du Parlement à Montréal*, 1845, Bibliothèque et Archives Canada (n° 1990-481-1); James Duncan (artiste), *The House of Assembly, Montreal*, v. 1848, Musée des beaux-arts du Canada (n° 28066).

partiellement lacunaires et certains espaces ne sont pas documentés à toutes les périodes de façon égale. En plus des méthodes traditionnelles d'évaluation de la fiabilité des informations livrées par les sources, le chercheur peut alors avoir recours à des outils numériques au cours des processus de confrontation des sources et de restitution²².

APPORT DES OUTILS NUMÉRIQUES DANS LA RECHERCHE SUR LA RESTITUTION D'UN BÂTIMENT DISPARU

Les technologies numériques fournissent de précieux outils dans la recherche sur la restitution d'un bâtiment disparu. En effet, ils permettent notamment de formaliser les multiples hypothèses relatives à un cadre bâti disparu tout en intégrant les vestiges numérisés.

Formaliser des hypothèses relatives à un cadre bâti disparu

Au cours d'une recherche portant sur la restitution d'une architecture disparue, il est nécessaire de formaliser des hypothèses. Cela peut être fait au moyen d'une description, ou de représentations en deux dimensions (plans, coupes, élévations) ou en trois dimensions (maquettes). La visualisation en trois dimensions est la plus apte à rendre compte d'une architecture disparue dans le cadre du processus de recherche, car elle permet de tester efficacement des hypothèses et d'écarter celles qui ne sont pas valables sur le plan géométrique²³. Par ailleurs, c'est le mode de représentation dont le rendu est le plus fidèle à celui d'une architecture construite. Dans le domaine de l'élaboration de maquettes, le recours aux outils numériques offre des avantages indéniables ; ils permettent notamment de produire rapidement des maquettes virtuelles, plus aisément modifiables que les maquettes matérielles. Ils autorisent par ailleurs l'intégration de

22. Il existe une méthodologie adaptée à l'analyse de la fiabilité des sources dans le cadre d'une restitution d'un cadre bâti disparu utilisant les outils numériques. Voir Stefani Chiara, *Maquettes numériques spatio-temporelles d'édifices patrimoniaux : modélisation de la dimension temporelle et multi-restitutions d'édifices*, Thèse de doctorat (arts et métiers), ParisTech, 2010, 191 p ; Anna Thirion, « La plaque de l'abbé Grégoire et l'ancienne "tribune" de Cuxa : évaluer l'incertitude dans la maquette patrimoniale », *Cahiers de Saint-Michel-de-Cuxa*, vol. 45, p. 175-187.

23. Mathieu Rocheleau, « La modélisation 3D comme méthode de recherche en sciences historiques », dans *Actes du 10^e Colloque international étudiant du Département d'histoire de l'Université Laval*, Québec, Artefact, 2011, p. 245-265.

la quatrième dimension, c'est-à-dire le temps, dans la modélisation. Il est donc possible de visualiser l'évolution du bâti au fil des époques²⁴.

Les possibilités offertes par la modélisation paramétrique

Il existe plusieurs façons de rendre compte virtuellement d'une architecture disparue; celle que nous présentons ici porte le nom de *modèle paramétrique*²⁵. Le *modèle* qualifie la maquette architecturale numérique, qui formalise la façon dont le chercheur conçoit la morphologie du bâti (aux diverses époques prises en considération) à la suite de l'examen des sources disponibles en un temps T de la recherche. Le modèle est dit *paramétrique*, car les objets qui le composent (les éléments architecturaux) sont décrits dans un langage interprétable par l'ordinateur et font appel à des paramètres. Dans le cas qui nous occupe, les paramètres sont par exemple les positions, dimensions et matériaux de divers composants architecturaux, ainsi que l'année d'apparition et l'année de disparition de l'élément. Les valeurs associées à ces paramètres sont stockées dans une base de données et le modèle est généré conformément à ces valeurs, une méthode qui offre plusieurs possibilités.

Il est d'abord possible de modifier aisément le modèle, de façon à pouvoir le mettre à jour au fil de la recherche et des campagnes de fouilles, ou lorsque de nouvelles sources documentaires deviennent disponibles. Par exemple, à la suite de l'examen de sources documentaires, si on estime dans un premier temps que les fenêtres d'une façade mesuraient trois pieds de largeur et que la mise au jour des vestiges indique qu'elles en faisaient plutôt cinq, il suffit de modifier une seule et unique valeur dans la base de données. Tous les composants de la maquette représentant le bâtiment (façades, planchers, toitures, petits bois, etc.) sont automatiquement redimensionnés ou repositionnés. Cette plasticité permet d'apporter des modifications à la configuration des maquettes aussi souvent que nécessaire afin de représenter, le plus précisément possible, un cadre bâti disparu.

24. Stefani Chiara, *Maquettes numériques spatio-temporelles d'édifices patrimoniaux* [...], *op. cit.*

25. Les termes sont définis dans la suite du corps de texte; pour aller plus loin, se référer à Nathalie Charbonneau, Léon Robichaud et Joanne Burgess, « Le modèle numérique 4D: un outil de diffusion et de communication au service de l'historien », *Revue de la Société historique du Canada, nouvelle série*, vol. 25, n° 2, p. 233-363.

Il est également possible de représenter la multiplicité des hypothèses concurrentes. Comme on le sait, il arrive que diverses sources documentaires contiennent des informations contradictoires. Le recours à la modélisation paramétrique permet de modéliser parallèlement plusieurs configurations, à des fins de comparaison. Il est donc possible de visualiser alternativement diverses hypothèses de restitution. La pertinence des hypothèses retenues en raison de leur validité sur le plan géométrique pourra ultérieurement être réévaluée en fonction d'autres critères (tels que les usages des lieux, les coutumes de l'époque, etc.). Par exemple, parmi les sources iconographiques illustrant l'état initial du bâtiment, deux représentations décrivent de façon divergente l'accès de la façade ouest. Sur une œuvre d'artiste datant de 1839²⁶, on retrouve un escalier de part et d'autre de ce qui pourrait être un orifice vers le canal voûté. Cependant, sur le plan du projet d'architecture daté de 1832, on retrouve un grand escalier couvrant la même largeur que la fenestration. La méthode de modélisation paramétrique utilisée nous a permis de formaliser ces deux hypothèses au sein du même modèle, à des fins de comparaison. Dans ce cas, la méthode ne permet pas d'attribuer un niveau de certitude plus élevé à l'une des hypothèses, mais bien de confirmer que les deux hypothèses sont plausibles sur le plan géométrique.



Deux hypothèses de restitution de la façade ouest.
Source : Image réalisée par Anna Thirion et Nathalie Charbonneau.

26. James Duncan (artiste), *St. Ann's Market, Montreal, 1839*, Musée McCord (n° M15949.18).

Par ailleurs, il est possible d'avoir recours à des filtres pour obtenir un affichage sélectif en fonction des critères choisis²⁷. Ainsi, il est possible d'élaborer des fonctionnalités permettant d'afficher l'état des lieux à différentes époques, de montrer indépendamment chaque étage du bâtiment, ou encore de mettre en évidence les aires du bâtiment en fonction de leur usage. Ces fonctionnalités pourront amener la personne consultant le modèle à mieux comprendre la morphologie du bâti dans son ensemble, ainsi que son évolution.

Enfin, il est également possible de documenter le modèle scientifique, comme le propose Mathieu Rocheleau²⁸. En effet, il est primordial de répertorier et de mettre en relation tout ce qui nous permet d'affirmer (ou de supposer) que la morphologie du bâti était telle que nous la représentons. Afin de documenter les hypothèses de restitution, deux axes complémentaires se dessinent. D'une part, il est possible de rattacher le modèle numérique aux sources documentaires iconographiques sur lesquelles reposent les hypothèses formalisées²⁹. D'autre part, il est possible d'insérer dans le modèle la volumétrie des vestiges mis au jour durant les campagnes de fouilles afin de confronter hypothèses et réalités.

Numériser les fouilles et isoler les vestiges du bâtiment

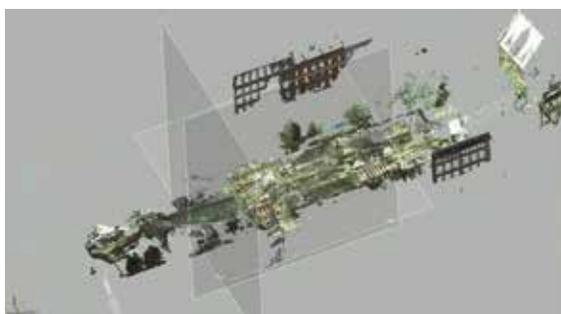
En matière de restitution architecturale, les sources matérielles, qui consistent en des vestiges ou traces *in situ*, et en des fragments architecturaux épars ou remployés, constituent la source par excellence. Dans le cadre de fouilles archéologiques, il est devenu fréquent d'avoir recours à la numérisation 3D pour conserver une trace pérenne de la configuration du terrain et des vestiges mis au jour, comme ce fut le cas à propos des excavations réalisées lors des trois campagnes de fouilles menées sur le site du marché Sainte-Anne entre 2011 et 2013. Le terrain des fouilles a

27. Bien que la possibilité d'avoir recours à des filtres ne soit pas exclusive à la modélisation paramétrique et que d'autres technologies numériques la permettent, il s'agit d'un outil d'analyse indéniable.

28. Mathieu Rocheleau, *La modélisation 3D comme méthode de recherche en sciences historiques*, *op. cit.*.

29. Les attributs de sources documentaires iconographiques peuvent être consignés dans la base de données et les images correspondantes peuvent être rattachées au modèle par le biais de positions de caméra qui amènent l'utilisateur à observer un point de vue semblable à celui présenté sur le document iconographique.

fait l'objet de numérisations à l'aide d'un scanner laser³⁰ et à l'issue des travaux, les parcelles fouillées ont été remblayées. Ces relevés sont donc très précieux puisqu'ils nous permettent de disposer d'une reproduction numérique des vestiges en trois dimensions, à échelle réelle. Les fichiers de numérisation constituent des documents utiles pour la réalisation d'une proposition de reconstitution du bâtiment détruit. Pourtant, ils ne peuvent pas être utilisés tels quels. En effet, le scanner ne numérise pas seulement les vestiges archéologiques, mais l'ensemble du terrain des fouilles. Il est donc nécessaire, pour pouvoir utiliser les fichiers résultant de la numérisation, d'en extraire les vestiges, et de caractériser les périodes auxquelles ils appartiennent.



Superposition du nuage de points et de la modélisation 3D.
Source : Nuage de points produit par IScan pour Pointe-à-Callière.
Image réalisée par Anna Thirion et Nathalie Charbonneau.

En ouvrant ces fichiers avec des logiciels spécialisés, il est possible de sélectionner des parties, de les supprimer, ou de les déplacer sur des calques. Ces calques, tout comme des feuilles transparentes superposées les unes sur les autres, peuvent contenir des portions du fichier et permettent de les afficher ou de les masquer. En utilisant ce principe, un découpage fin a été réalisé pour isoler les vestiges du bâtiment du marché et du parlement. Les résultats des numérisations laser correspondant aux deux campagnes de fouilles ont été importés dans un même fichier et alignés. Rien n'a été

30. Les fouilles de 2011-2013 ont été menées à la demande du musée Pointe-à-Callière par Ethnoscop. La numérisation a été effectuée par l'entreprise iScan. Pour en savoir plus concernant le relevé laser appliqué à l'archéologie, consultez les travaux d'Alain Fuchs, *Outils numériques pour le relevé architectural et la restitution archéologique*, thèse de doctorat (sciences de l'architecture), Université Henri Poincaré – Nancy I, 2006. 252 p.

supprimé des fichiers originaux ; les éléments non essentiels à la compréhension de la dimension archéologique du site ont été déplacés sur des calques particuliers. Parmi ceux sur lesquels figurent les éléments essentiels à la compréhension, trois groupes principaux se dégagent. Le premier rassemble tout ce qui est en rapport avec le processus de fouille lui-même (archéologues, vérins soutenant les parois des parcelles fouillées, rampes d'accès aux parcelles, etc.). Tout ce qui constituait le remblai, pouvant être utile à la compréhension du site par les archéologues, mais ne faisant pas partie des vestiges construits à proprement parler, constitue le deuxième groupe (subdivisé par unité de remblai). Enfin, le troisième groupe concerne les vestiges construits. Au sein de ceux-ci, tout ce qui peut faire sens pour l'interprétation architecturale a été isolé individuellement sur différents calques (ruptures de maçonneries, encadrements d'ouvertures, etc.). Une fois les différentes portions des vestiges isolées, il est possible de les mettre en relation avec les sources documentaires textuelles ou iconographiques, au sein de l'environnement numérique.



Le nuage de points des vestiges isolés.

Source : Nuage de points produit par IScan pour Pointe-à-Callière.

Image réalisée par Anna Thirion.

Faire coexister des informations issues de sources de nature différente au sein de l'environnement numérique

Dans le cadre de l'étude des sources relatives au marché Sainte-Anne, les informations issues des documents techniques du projet de construction

ont été formalisées en trois dimensions³¹. Cette modélisation (représentée dans l'illustration des deux hypothèses de restitution de la façade ouest, ci-dessus) a permis de visualiser le bâtiment tel qu'il était projeté.

Les vestiges découverts *in situ* témoignent de l'architecture mise en œuvre au départ, puis modifiée au fil du temps. L'insertion de la réplique virtuelle des vestiges au sein du modèle paramétrique a mis en exergue les différences entre le projet initial et le bâtiment construit. Certaines de ces différences sont décrites par d'autres sources et avaient été observées par les archéologues, comme les ouvertures bouchées des celliers, qui n'ont vraisemblablement jamais été fonctionnelles, et qui correspondraient au nivellement du terrain et au rehaussement de la rue des Enfants Trouvés³². Ainsi, les vestiges conservés, pourtant hauts de quatorze pieds et demi, correspondent en fait à la partie qui se trouvait en dessous du niveau de la chaussée. D'autres modifications non recensées avaient également pu être constatées par les archéologues, comme l'absence d'escaliers ou de cloisons intermédiaires au sein des vestiges, ce qui semble indiquer que ces dispositifs étaient faits de bois, hypothèse confortée par le détail du contrat de charpente de 1833³³. Enfin, d'autres encadrements, niches et fenêtres, se trouvent dans les portions de mur conservées.

D'autres différences entre les sources documentaires et les vestiges n'avaient pas été constatées auparavant ou n'avaient pas été complètement interprétées. Parmi celles-ci, on compte la présence de piliers de faible hauteur, qualifiés de contreforts dans les rapports de fouilles. Un contrefort est un élément architectural destiné à épauler un mur; or, les archéologues avaient déjà remarqué que les piliers associés au marché, plaqués contre les parois et peu profonds, ne pouvaient pas soutenir les murs correctement³⁴. En mettant en regard les vestiges numérisés, la modélisation 3D des plans et les coupes du projet initial, et le cahier des charges

31. Ces documents techniques sont des plans, des coupes et des élévations attachés au marché de construction. BAnQ Vieux-Montréal, *Greffé du notaire George Dorland Arnoldi*, *op. cit.*, n° 1785, le 13 juillet 1833.

32. *Ibid.*, n° 1413, le 29 septembre 1832.

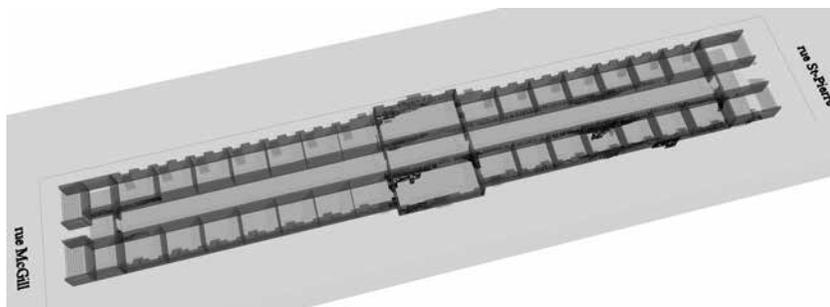
33. Ce contrat indique qu'il était prévu que les parois des celliers soient faites en planches, tout comme les marches des celliers et leurs portes (traduction d'Isabelle Bouchard, *Analyse architecturale*, *op. cit.*, p. 24).

34. Ethnoscop, *Marché Sainte-Anne/Parlement du Canada-Uni, Montréal (BjFj-4), fouilles archéologiques 2011*, *op. cit.*, vol. I. p. 45.

inclus dans le contrat de maçonnerie de 1832³⁵, il semblerait qu'on puisse comprendre les massifs retrouvés comme une synthèse de deux intentions constructives différentes. En effet, le cahier des charges mentionne le projet d'établir « 44 contreforts de deux pieds d'épaisseur, saillant de deux pieds dans le cellier [donc de section carrée] commençant au même niveau que les autres murs de l'égout et devant être bien liés et acheminés avec les autres murs jusqu'à la naissance de l'arc de l'égout d'où les contreforts doivent être diminués et arriver au ras du sommet des murs³⁶ ». Le texte précise que les contreforts sont situés de part et d'autre de l'égout seulement, ils servent à épauler sa voûte. Or, les documents graphiques contemporains ne représentent pas de contreforts. Par ailleurs, sur ces mêmes plans et coupes, les parties réalisées en bois ont été ajoutées, en lien avec la proposition faite par les charpentiers et ferronniers. Elles montrent une aberration dans le support des solives des celliers. Les solives sont des pièces de charpente qui soutiennent les planchers de l'étage supérieur et prennent généralement appui sur les murs ou sur les poutres. Sur la coupe, du côté du canal, les solives reposent sur un petit rebord de trois pouces environ, alors que du côté du mur extérieur, elles ne reposent sur rien et « flottent » comme par miracle. En insérant la coupe du bâtiment projeté dans la volumétrie des vestiges numérisés, la hauteur des piliers les mieux conservés correspond avec l'emplacement des planchers sur le document dessiné. Ainsi, notre compréhension de ces piliers est la suivante. Lors de la construction, il se serait avéré inutile de contreforter la voûte du canal, car sa poussée pouvait être supportée par ses murs latéraux dont la partie des étages supérieurs « fait pinacle » et sur l'extrados de laquelle il n'y a pas de niveau plancher immédiat. En revanche, les constructeurs se seraient inspirés de l'idée des contreforts en construisant des piliers de section carrée des deux côtés des celliers (et non seulement du côté de l'égout) pour supporter les solives. Ces éléments arrivent donc à la hauteur des solives, mais leur maçonnerie n'est pas engagée dans celle du canal voûté.

35. Le contrat de maçonnerie conclu entre Vital Gibau et les *trustees* du marché est daté du 14 juillet 1832 et conservé à BAnQ Vieux-Montréal, *Greffé du notaire George Dorland Arnoldi, op. cit.*, n° 1332 1/4.

36. *Ibid.*, p.37: « 44 counter forts 2 feet in thickness / projecting 2 feet into the cellar commencing / with the same level as the other walls of the sewer / and to be well bonded into and carried up / with the other walls to the springing of the / arch of the sewer from whence the / counterforts are to be diminished and / finish flush with the top of the walls. » Notre traduction.



Superposition du nuage de points et de la modélisation 3D.

Source : Nuage de points produit par IScan pour Pointe-à-Callière. Image réalisée par Anna Thirion et Nathalie Charbonneau.

Comme le démontrent ces exemples issus de la recherche en cours, les outils numériques offrent de nombreuses possibilités pour étoffer un processus d'investigation portant sur un bâtiment disparu ; il est possible d'élaborer un modèle paramétrique, de numériser des vestiges, et de réunir bâtiments et vestiges virtuels au sein d'un même environnement numérique. L'historien ou l'archéologue peut y trouver un support pour la formalisation d'hypothèses, pour la discussion et pour la confrontation de sources de nature différente. Cette coexistence des informations permet dans tous les cas d'enrichir le questionnement et parfois même de résoudre des problèmes formels relatifs au cadre bâti.

L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE ET LES ARTEFACTS

Dans le domaine de l'histoire et de l'archéologie d'une architecture, les outils numériques permettent également de prendre en compte la culture matérielle. Les artefacts retrouvés lors des fouilles du site du marché Sainte-Anne et du parlement ont permis de mener quelques expérimentations.

Les artefacts

Certains groupes d'artefacts découverts au cours des fouilles sont utiles à une localisation des usages au sein des bâtiments au fil des époques. En effet, en fonction de la couche stratigraphique dans laquelle ils ont été découverts, il est possible de les rattacher à une période. Par ailleurs,

la présence d'un grand nombre d'objets dans certaines zones précises a permis de mettre en évidence des usages jusqu'alors inconnus à partir des seules sources iconographiques ou textuelles. Par exemple, une importante collection de vaisselle délicate, découverte au sein de l'une des parcelles dans la couche de l'incendie du parlement (1849), a permis aux archéologues de supposer l'existence d'un service parlementaire, ce qui pose la question des usages de l'espace correspondant³⁷. À ce sujet, Antoine Gérin-Lajoie évoque la possible existence d'une ou plusieurs buvettes offrant verres de vin et rafraîchissements³⁸. Cependant, la vaisselle retrouvée ressemble plutôt à un service fait pour se restaurer. Les archéologues font l'hypothèse de potentielles cuisines ou lieux d'entrepôts de cette vaisselle à cet emplacement. Il pourrait s'agir de la vaisselle associée aux appartements des officiels qui résident *in situ*, ou d'un service utilisé pour des réceptions.

Ainsi, la culture matérielle peut éclairer l'histoire de l'architecture. Elle nous informe sur les modes de vie, quotidienne et publique (marché) ou institutionnelle (Parlement). Enfin, la localisation des usages au sein du bâtiment permet, de surcroît, d'aborder d'autres questions liées à la présence humaine et à son activité.

Acquisition numérique des objets

Certains objets qui présentent un intérêt du point de vue de l'histoire des lieux ont été numérisés afin de les replacer dans leur contexte archéologique et de documenter la maquette numérique. C'est le cas, par exemple, d'une pipe en céramique qui évoque les fumoirs aménagés à l'intérieur du parlement³⁹. Son fourneau porte un décor anthropomorphe très en vogue à cette époque. La période présumée de production de cet objet, soit les années 1840, correspond à la naissance de l'industrie pipière

37. Ethnoscop, *Marché Sainte-Anne/Parlement du Canada-Uni, Montréal (BjFj-4), fouilles archéologiques 2011, op. cit.*, vol. I. p.56-57 et p.62.

38. Antoine Gérin-Lajoie, «Jean Rivard économiste», *Le foyer canadien : recueil littéraire et historique*, vol. 2, Québec, Bureaux du Foyer canadien, 1864, p. 229. Nous remercions Alain Roy, qui a attiré notre attention sur ce passage.

39. À ce sujet, le récit littéraire d'Antoine Gérin-Lajoie relate comment « [l]e seul recours offert aux membres contre l'ennui des longs débats, c'est le comité de la pipe, où chacun peut, tout en fumant et en se promenant de long en large, dire sans cérémonie sa façon de penser. Sans le comité de la pipe, la vie parlementaire serait insupportable à plusieurs d'entre nous ». *Loc. cit.*



Restitution d'un modèle de pipe réalisée par photogrammétrie.
Source: Image réalisée par Anna Thirion.

canadienne⁴⁰. Ainsi, l'intérêt de cet objet pour l'historien est multiple: il témoigne de l'un des usages du bâtiment, il est caractéristique à la fois des modes de vie et des goûts de l'époque, et enfin, il est contemporain du développement d'une industrie locale.

Ces objets ont été numérisés en utilisant un procédé appelé photogrammétrie⁴¹. Basée sur un principe inspiré de la vision humaine, cette technique consiste en l'acquisition numérique de plusieurs photographies du même objet, prises à partir de points de vue différents. Jusqu'à 200 images sont parfois nécessaires pour rendre compte de la complexité d'un objet. Un logiciel recherche alors les points identiques entre les images et, après calcul, géoréférence les images et localise tous ces points communs dans

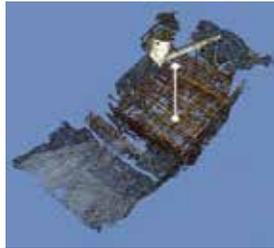
40. Mario Savard et Pierre Drouin, *Les pipes à fumer de Place-Royale*, série Dossiers, n° 67, Québec, Publications du Québec, 2000 (coll. Patrimoines).

41. Pour une définition plus développée, consulter Jean-Paul Saint Aubin, « Archéologie (traitement et interprétation): la photogrammétrie architecturale », Encyclopædia Universalis, <www.universalis-edu.com/encyclopedie/archeologie-traitement-et-interpretation-la-photogrammetrie-architecturale> (consulté en ligne le 24 août 2016).

l'espace⁴². Puis, ce « nuage de points » est maillé, ce qui signifie que les points sont reliés pour former une surface, empreinte virtuelle, copie conforme de l'objet.

Le potentiel de l'insertion d'une réplique virtuelle de l'artefact dans l'environnement numérique

Les objets 3D obtenus en appliquant le processus décrit précédemment peuvent être importés dans un environnement numérique. Cette insertion permet à l'utilisateur de manipuler les artefacts numérisés, dans l'espace virtuel, pour en observer les différentes facettes. Il est en outre possible d'associer à l'artefact une série de documents apportant des précisions, par exemple sur la nature de l'objet, son procédé de fabrication ou ses contextes d'utilisation. Ces fonctionnalités peuvent être utilisées à des fins de médiation. Par ailleurs, il est possible de replacer l'objet 3D au sein du terrain des fouilles numérisé, ce qui pourrait conduire, dans l'avenir, au développement d'outils dédiés à l'archéologue. Ainsi, on peut envisager une plate-forme de gestion des fouilles, voire d'analyse des résultats (à la fois statistique et géographique avec une localisation des objets suivant le carroyage et la stratigraphie fine)⁴³.



La pipe localisée au sein du nuage de points des fouilles.

Source : Nuage de points produit par IScan pour Pointe-à-Callière.

Image réalisée par Anna Thirion et Nathalie Charbonneau.

42. Le géoréférencement des images est un processus permettant de replacer dans l'espace les photographies par rapport au point de vue de l'observateur.

43. C'est l'objectif du projet *Explorer et analyser les grandes collections archéologiques: vers de nouveaux outils intégrés en géomatique et en modélisation 3D*, amorcé en 2018, sous la direction de Pointe-à-Callière et en collaboration avec le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal et l'Université de Sherbrooke.

En dehors de ces éventuelles applications, la disposition des objets 3D au sein de la maquette numérique du bâtiment peut permettre de visualiser la spatialisation des usages. En effet, différents types d'artefacts ont été retrouvés dans la couche stratigraphique correspondant à l'incendie du parlement⁴⁴. Les nombreux livres témoignent par exemple de la présence, dans le corps central du bâtiment, des bibliothèques de l'Assemblée et du Conseil mentionnées dans les sources textuelles. D'autres objets, dont la découverte était inattendue, ouvrent de nouvelles hypothèses quant aux usages affectés à ce corps central. C'est le cas de l'abondante collection de faïence déjà évoquée, potentiellement liée à la présence de cuisines ou de salles à manger dans cet espace, ou d'un lieu d'entrepôt de la vaisselle parlementaire. Ces artefacts pourraient être numérisés et associés au modèle numérique afin de proposer une géographie des usages au sein de cette architecture.

CONCLUSION

Afin de contribuer au développement d'une compréhension globale du bâtiment et à l'étude de ses caractéristiques, nous travaillons en parallèle à trois échelles distinctes, soit celles du site, du composant architectural et de l'artefact. Nous avons cherché à mettre à contribution la modélisation paramétrique ainsi que les fichiers produits par numérisation 3D pour développer un outil d'aide à la recherche destiné à l'historien ou à l'archéologue. Le mandat de cet outil est de contribuer à l'avancement de l'état des connaissances se rapportant à un patrimoine bâti.

Le modèle numérique ne sert pas ici uniquement à représenter l'aspect du site, mais bien à mettre en exergue les corrélations et les dissonances existant entre les sources documentaires et les sources matérielles. Ainsi, les vestiges numérisés ont été complètement intégrés au processus de recherche et directement inclus dans l'environnement numérique d'une façon novatrice. Le modèle numérique permet de visualiser l'évolution de la morphologie d'un cadre bâti, de confronter des sources documentaires divergentes, de comparer dans leur tridimensionnalité les hypothèses de

44. À ce propos, voir par exemple Pointe-à-Callière, *Le plus important site de fouilles archéologiques au Québec dévoile des objets remarquables*, 2017, <<https://pacmusee.qc.ca/fr/medias/communiques-de-presse/le-plus-important-site-de-fouilles-archeologiques-au-quebec-devoile-des-objets-remarquables>> (consulté en ligne le 6 novembre 2018).

restitution résultantes et de formaliser des hypothèses quant à l'usage des lieux. Le modèle oblige enfin à développer des hypothèses pour combler les lacunes des sources; la nécessité de représenter chacune des parties du bâtiment soulève des questions qui auraient pu être négligées en utilisant d'autres modes de recherche. En ce sens, le mandat de l'environnement numérique est de contribuer à étoffer le processus de réflexion des chercheurs.

Le recours à cette méthodologie permet déjà, à ce stade de l'étude, de renouveler les questionnements liés à la morphologie du cadre bâti de l'ancien marché et parlement en formalisant de nouvelles hypothèses: type et nombre des escaliers de l'entrée ouest, correspondance entre les vestiges découverts et les sources documentaires, usage possible des structures verticales en tant que piliers soutenant les planchers de bois des celliers, etc.

La numérisation de quelques artefacts et leur intégration au processus de recherche ont permis d'expérimenter de nouvelles applications des outils numériques dans le cadre d'une telle étude. Parmi ces développements potentiels, on compte la possibilité d'associer aux objets 3D des sources documentaires, de visualiser la spatialisation des usages du bâtiment, et enfin, de développer un outil de gestion des fouilles.

Nathalie Charbonneau, chercheuse collaboratrice au sein du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, se spécialise dans l'application des technologies numériques pour la documentation du patrimoine bâti. Ses champs de compétence sont la modélisation paramétrique, la programmation d'environnements 3D/4D interactifs, le traitement d'images et les bases de données.

Anna Thirion est spécialiste de la restitution du patrimoine disparu sous la forme de maquettes numériques. Ses travaux ont fait d'elle une lauréate du prix de Champreux de la Société archéologique du Midi de la France. Dans le cadre de son postdoctorat au sein du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, elle a travaillé sur le projet du marché Sainte-Anne et du Parlement du Canada-Uni.

Technologies numériques 3D et patrimoine, quels enjeux pour demain ?

ROBERT VERGNIEUX

Le domaine de la recherche sur le patrimoine offre de très nombreux champs expérimentaux pour les innovations technologiques. Entre recherche et valorisation, le patrimoine de demain dispose d'atouts exceptionnels que présentent les technologies du numérique. Dès 1996, il était déjà possible, par exemple, de faire visiter en virtuel la grotte Cosquer, dont les parois gravées se situaient au-delà d'un siphon immergé de plus de 100 mètres de long, infranchissable pour des non-spécialistes¹. Les études des grottes ornées ont été bouleversées par l'arrivée des scanners laser 3D qui fournissent aux préhistoriens la volumétrie des cavités avec l'implantation des gravures². Les recherches sur le patrimoine bénéficient régulièrement des avancées technologiques. Plus récemment, l'utilisation des drones, qui se banalise sur les chantiers archéologiques, et les développements de la photogrammétrie ont permis d'enregistrer en 3D, avec une grande précision, aussi bien des objets archéologiques que des

-
1. Béatrice Brillault et Guillaume Thibault, « Relevés laser et images de synthèse pour le patrimoine : modélisation numérique de la grotte Cosquer à Marseille et du sanctuaire d'Athéna à Delphes », dans *Innovation et technologie au service du patrimoine de l'humanité*, actes du colloque organisé par Admitech en collaboration avec l'UNESCO, Paris, 1996, Admitech et UNESCO, p. 379-384.
 2. Ces technologies ont connu des développements spectaculaires puisque dopées par les milieux industriels qui en ont eu besoin pour la numérisation rétroactive 3D des bâtiments des centrales nucléaires. Voir Guillaume Thibault et Philippe Martinez, « La modélisation au plus près du réel », dans Jean-François Bommelaer (dir.), *Marmaria : le sanctuaire d'Athéna à Delphes*, Athènes, École française; Paris, De Boccard, 1997, p. 110-123.

sites grandioses³. De même, l'accès aux appareils de tomographie permet maintenant d'étudier des momies antiques sans avoir à les autopsier. L'intelligence artificielle, après avoir connu des expériences pionnières en archéologie au milieu des années 1980⁴, trouve actuellement un nouvel élan, en particulier pour ce qui est du *Web sémantique*⁵.

Ce sont autant de nouvelles techniques qui, par les possibilités qu'elles offrent, contribuent non seulement à l'accroissement de nos connaissances sur le patrimoine, mais aussi à sa valorisation, car les images produites dans ces contextes sont fort appréciées par le grand public.

Des appels à projets, régionaux, nationaux ou européens, sont ainsi régulièrement ouverts en présentant deux aspects : patrimoine d'un côté et innovation technologique de l'autre. Lors de chaque projet pluridisciplinaire, il est fondamental d'expliciter la nature des livrables attendus définissant la répartition scientifique entre archéologie et technologie. Pouvoir produire sur les deux versants est une façon de rester en cohérence avec les engagements financiers, d'une part, et les objectifs scientifiques, d'autre part, puisque les résultats sont valorisables dans les deux disciplines. Cependant, dans les appels à projets, l'obligation d'innover technologiquement empêche parfois les archéologues de déposer un dossier. Innover technologiquement participe en fait à d'autres métiers que ceux de l'étude du patrimoine. Certes, les archéologues sont souvent intégrés ponctuellement dans les projets innovants pour en valider les contenus patrimoniaux. Cependant, des projets propres à l'archéologie, sans innovations technologiques, sont rarement financés. C'est ainsi que, malheureusement, l'archéologie est parfois réduite à un champ d'expérimentation pour l'innovation technologique. Une autre difficulté pour l'archéologue consiste à ne pas se laisser emporter par le bluff technologique⁶. Nous

-
3. Par exemple: Mehdi Chayani, Sabah Ferdi et Robert Vergnieux, « Du relevé photogrammétrique à l'usage du BIM : étude et restitution de la basilique Sainte-Salsa (Tipasa/Algérie) », dans Robert Vergnieux et Caroline Delevoie, *Actes du Colloque Virtual Retrospect 2013*, Bordeaux, Ausonius, p. 25-33 ; Markus Schlicht et collaborateurs, « Polychromie médiévale et photogrammétrie 3D : la restitution des couleurs d'origine d'un ange du Portail Royal (vers 1250) de la cathédrale de Bordeaux », *ibid.*, p. 63-71.
 4. Sur ces recherches pionnières, voir Jean-Claude Gardin et collaborateurs, *Systèmes experts et sciences humaines : le cas de l'archéologie*, Paris, Eyrolles, 1987, 269 p.
 5. Voir Alexandre Monnin, « Ontologie (s) : de la métaphysique au Web en passant par l'intelligence artificielle », *La Lettre de l'INSHS*, n° 27, 2014, p. 35-38.
 6. Jacques Ellul, *Le bluff technologique*, Paris, Hachette, 1988, 748 p.

pouvons évoquer à cet égard le nombre important de thèses⁷ issues des milieux informatiques qui traitent de l'assemblage virtuel 3D de tessons de céramique, symbole de l'archéologie, alors que les archéologues n'ont absolument rien à faire de tels développements, même si le problème informatique est intéressant en soi⁸. Pour l'archéologie, les nouvelles technologies ne sont pertinentes que dans la mesure où elles permettent l'acquisition numérique 3D d'éléments du patrimoine en vue d'un enregistrement de qualité compatible avec les usages que l'on souhaite en faire. Ou bien de restituer des ensembles ou portions du patrimoine aujourd'hui disparus, ce qui correspond à des problématiques spécifiquement archéologiques et non pas informatiques. Les objectifs scientifiques de l'archéologue conditionnent les usages technologiques employés et l'idée même de sous-traiter la méthodologie 3D est un non-sens. L'informaticien ne peut pas se substituer à l'archéologue et, de même, ce dernier ne peut pas se substituer à l'informaticien. Le laboratoire bordelais Archéovision met au service des responsables de programmes de recherche en archéologie des compétences informatiques 3D pour répondre à cette difficulté. La composante informatique est mise au service des objectifs archéologiques. C'est à ce prix qu'il devient possible d'accroître nos connaissances sur les mondes anciens.

Fort de premières collaborations avec les milieux industriels, dès le milieu des années 1980, nous avons été aguerris à ces difficultés et avons pu très tôt nous engager sur de réels objectifs complémentaires, technologiques d'une part et archéologiques d'autre part. Nous avons eu la chance de pouvoir concilier sur une trentaine d'années nos objectifs archéologiques avec des innovations technologiques dans le cadre de projets financés⁹.

À titre d'exemple, nous évoquerons ci-dessous une recherche qui portait sur la révolution religieuse menée par Amenhotep IV (Akhenaton) au

-
7. Par exemple: Calin Neamtu et collaborateurs, « Using Reverse Engineering In Archaeology: Ceramic Pottery Reconstruction », *Journal of Automation, Mobile Robotics and Intelligent Systems*, vol. 6 n° 2, 2012, p. 55-59.
 8. Numériser des millions de tessons est non seulement irréaliste, mais aussi totalement inutile. Les comptages statistiques des fragments de céramiques suffisent à caractériser les couches archéologiques. Les proximités archéologiques des tessons sont suffisantes pour effectuer les rapprochements sans avoir à numériser en 3D tous les tessons de la terre.
 9. Robert Vergnieux, « De la CAO à la photogrammétrie : 30 ans d'exploration des nouveaux usages de la 3D pour les SHS », dans Robert Vergnieux et Caroline Delevoie (dir.), *Actes du Colloque Virtual Retrospect 2013*, op. cit., p. 173-175.

milieu du 14^e siècle avant notre ère et sur la mise en place, sous ce règne, d'une architecture originale dédiée au culte solaire du dieu Aton. Cette recherche a été régulièrement financée, car chaque étape archéologique a été conçue dans un cadre de transferts et d'innovations technologiques. Chacune correspond à un maillon indépendant avec un financement qui lui est propre. L'objectif majeur transcendait tous les projets intermédiaires et consistait principalement à améliorer nos connaissances sur l'urbanisme novateur qui contribua à la mise en place des réformes religieuses sous le règne d'Amenhotep IV (Akhenaton). Au gré de l'émergence de nouvelles technologies, nous avons pu proposer, pour chaque nouveau programme, des usages originaux et utiles pour obtenir des résultats archéologiques.

Ainsi, mener une étude statistique sur les décors des fragments provenant des murs des temples d'Aton afin d'y discerner des rapprochements archéologiques devenait possible dès le début des années 1980 avec l'apparition de la micro-informatique, et de l'intelligence artificielle vers 1985. Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a alors soutenu ces balbutiements pionniers en finançant l'achat de technologie permettant la manipulation de plus de 12 000 documents à l'aide d'un micro-ordinateur, ce qui, en 1984, tenait de l'exploit¹⁰. Fort de cette base de données opérationnelle, nous avons eu accès aux technologies industrielles de l'époque dans le cadre du mécénat technologique et scientifique d'entreprise. C'est ainsi que des supercalculateurs et un langage d'intelligence artificielle développé en milieu industriel ont été accessibles dans le cadre d'un premier colloque avec le groupe industriel Électricité de France¹¹. Grâce à ces moyens lourds et novateurs, nous avons pu rapprocher entre eux de nombreux fragments provenant des parois des temples d'Aton. L'informatisation de haut niveau permet de déployer une étude plus générale offrant de premiers résultats pour la compréhension des extensions architecturales situées à l'est du temple d'Amon à Karnak¹². Ces financements successifs étaient également liés à des opérations de médiation scientifique à destination du grand public (voir le tableau ci-joint). La recherche menée sur les pierres des temples d'Aton en parallèle

10. Il s'agissait d'un double lecteur de cartouches amovibles *Sparrow* de 10 Mo chacune.

11. Marc Albouy, *Du Titanic à Karnak : l'aventure du mécénat technologique*, Paris, Dunod, 1994, p. 105-132.

12. Robert Vergnienx et Michel Gondran, *Aménophis IV et les pierres du soleil : Akhenaton retrouvé*, Paris, Arthaud, 1997, 200 p.

aux articles scientifiques a été diffusée dans un livre grand public¹³ et a constitué un cahier spécial d'un hebdomadaire national¹⁴. Ces publications ont nécessité de produire des documents complémentaires, comme les dessins au trait des scènes les plus importantes. Ces réalisations ont été financées par les sociétés de multimédia.

Principaux projets ayant contribué à la production des contenus visuels présentés dans l'exposition ATON-NUM. Tableau non exhaustif qui montre la succession d'événements qui ont contribué aux financements de la recherche sur le règne d'Amenhotep IV-Akhenaton. Dans la première colonne sont indiquées les années concernées. Dans la seconde colonne, la nature de l'événement. Et enfin dans la troisième colonne les principales réalisations auxquelles les financements ont contribué.

ANNÉES	TYPE DE PROJETS	RÉALISATIONS
1984-1986	CAO temples de Karnak Convention EDF Programme de Recherche	Modèles 3D des temples de Karnak
1985-1992	Intelligence Artificielle / Talatat Convention EDF Programme de Recherche	Bases de règles et base de faits Base de données sur les pierres des temples d'Aton
1987-1991	« Les bâtisseurs de Karnak » Exposition Itinérante	Poursuite modélisation des temples de Karnak
1993-1994	CAO en Archéologie Convention EDF Programme de Recherche	Transfert technologique des outils de CAO dans une équipe d'archéologues (Bordeaux) Transfert des bases de données 3D - Karnak
1998	« Égyptologie, le rêve et la science » Exposition – Electra - Paris	Dessins des murs des temples d'Aton de Karnak – IX ^e pylône de Karnak
2000-2005	ICONIC Programme de Recherche	Restitution du Sanctuaire d'Aton et étude du 9 ^e Pylône de Karnak

13. Marc Albouy, Henri Boccon-Gibod et Jean-Claude Golvin, *Karnak: le temple d'Amon restitué par l'ordinateur*, Paris, Solar, 1989, 159 p.
14. *Les Pharaons Soleil, L'Express*, n° 1722, 29 avril 1993, supplément.

ANNÉES	TYPE DE PROJETS	RÉALISATIONS
2000	« Du Nil à Rome » Exposition - Itinérante	Modèle 3D du chantier de l'obélisque unique
2007-2009	SEARCH Agence Nationale de la Recherche	Développement d'outils de photogrammétrie et de réalité augmentée
2008	« Akhenaton et Nefertiti » Exposition - Musée d'Art et d'Histoire de Genève	Modèle 3D de la ville d'Amarna
2008-2010	ATON 3D (ANR) Programme de Recherche	Modèle 3D du Gm-Pa-Aton + Buste d'Amenhotep IV-Akhenaton
2011	« Akhénaton. La Construction de la Lumière » Exposition - Espace Vaucluse Avignon	Modélisation volumique des colosses du Gem-pa-Aton
2010-2013	2C3D Transfert technologique	Intégration de l'usage d'une table collaborative associée aux modèles 3D
2011-2016	ATON-Numérique Programme de recherche - Région	Modèle 3D : Est de Karnak, ville d'Amarna (jardins), Statuaire des temples.
2012	« In the light of Amarna » Exposition - Musée de Berlin	Prototypage du buste d'Amenhotep IV -Akhenaton (Louvre)
2013-2015	EVIA Transfert technologique - Région	Interface de visualisation des modèles 3D
2016	« ATON-NUM » Exposition - Bordeaux	Films HD, holusion, site web ; crowd-sourcing ; Revealing Flashlight
2017	« ATON-NUM » Exposition - Lille	Automatisation des applis multimédias pour une meilleure diffusion.

Une seconde convention de mécénat technologique et scientifique encadrerait l'étude architecturale des temples de Karnak à l'aide de la *conception architecturale par ordinateur (CAO)*, qui produisit la première maquette numérique des temples de Karnak. La phase d'étude de l'évolution architecturale à l'aide des outils informatiques industriels, qui était aussi, à cette époque, une première, a permis la publication d'une synthèse

architecturale¹⁵. Un numéro d'*Envoyé spécial*, émission de grande écoute sur une chaîne publique, a été consacré à cette recherche sur Karnak menée à l'aide d'ordinateurs¹⁶. Là encore, quelques développements complémentaires ont été financés pour les besoins de l'émission de télévision, dont le modèle 3D de la barque sacrée d'Amon. C'est ainsi que ces recherches, petit à petit, ont reçu des financements complémentaires issus de la valorisation et venant bonifier les financements propres des projets.

Quelques années plus tard, nous avons utilisé ces modèles 3D des temples de Karnak pour visualiser les hypothèses que nous pouvions formuler sur les édifices dédiés à Aton. L'évolution des interfaces de manipulation des modèles 3D favorisait alors l'émergence d'objectifs scientifiques plus ambitieux. Suivre l'évolution architecturale du temple de Karnak dans sa globalité grâce à la précision et la maniabilité de la maquette 3D, et étudier le chantier de construction du IX^e pylône de Karnak en nous appuyant simultanément sur plus de 12 000 documents, devenaient des objectifs scientifiques réalistes. Ces développements ont été accompagnés d'expositions, de reportages et d'événements associés aux Journées du patrimoine¹⁷. Sans reprendre ici tout l'historique des programmes qui se sont succédé sur plus de 30 ans, nous évoquerons certains aspects de la dernière présentation faite au public : l'exposition expérimentale *ATON-NUM*.

Notre étude de l'urbanisme novateur, sous le règne d'Amenhotep IV (Akhenaton), a pu bénéficier des dernières innovations technologiques et emprunter des chemins méthodologiques nouveaux pour interroger cette période antique et renouveler ainsi notre savoir sur la période. Nous avons donc décidé de présenter au public les résultats obtenus par le biais d'une exposition expérimentale utilisant directement les outils de la recherche à des fins de médiation. Nous avons choisi de mettre en avant,

-
15. Jean-Claude Golvin, « Quelques travaux récents du Centre franco-égyptien de Karnak », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, vol. 132, n° 3, 1988, p. 575–599.
 16. P. Pelé et B. Ronflet, *Envoyé spécial : Le Mystère des pharaons*, Mécénat technologique et Électricité de France, film documentaire, 1991, 52 min.
 17. Une série d'expositions se sont tenues entre 1987 et 1991. Voir le dossier de l'exposition au www.lmd.jussieu.fr/~jldufres/publi/1996/Manip_Billet_1996/Scan/p_dossier_11.pdf (consulté en ligne le 27 juillet 2018). En 2000, une exposition itinérante (*Du Nil à Rome*) reprenait quelques-uns des résultats issus des modèles numériques 3D des temples de Karnak. De 1996 à 2000, le public pouvait se rendre dans les locaux de la plateforme 3D bordelaise lors de journées portes ouvertes. À ces occasions étaient présentés les résultats ainsi que les interfaces 3D développées.

face au public, la révolution politico-religieuse d'Amenhotep IV (Akhenaton) et non pas les différentes innovations technologiques associées à nos recherches. L'exposition, intitulée *ATOM-NUM*, s'est tenue au mois d'avril 2016 dans le hall du Conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine, situé à Bordeaux¹⁸. La muséographie s'est donc appuyée directement sur les données numériques et les outils produits pendant ces trente années de recherches¹⁹. L'objectif était de pouvoir tester, grandeur nature, la capacité de nos images et outils scientifiques en tant que supports directs de médiation.



Entrée de l'exposition ATON-NUM. Deux des piliers de la façade de l'Hôtel de Région sont décorés avec une impression sur toile du colosse d'Amenhotep IV- Akhenaton obtenue à partir du modèle 3D développé par l'équipe scientifique lors du programme de recherche sur la polychromie de ces sculptures.

Source : Robert Vergnieux, photographie, 2016.

18. L'exposition *ATOM-NUM* a été présentée une seconde fois, du 24 avril au 24 juin 2017 dans l'espace de la bibliothèque centrale de l'Université de Lille.
19. *ATOM-NUM: histoire numérique d'une révolution*, mini-guide de l'exposition, <aton-num.fr/document/doc/download.php?fic=pdf/mini-guide.pdf> (consulté en ligne le 7 juin 2018).



Préparation de l'exposition ATON-NUM: Installation par des membres d'Archéovision du dispositif multimédia (Revealing-Flash-Light) de vidéo projection sur un prototypage en résine du buste d'Amenhotep IV-Akhenaton, actuellement conservé au Musée du Louvre.
Source : Robert Vergnien, photographe, 2016.

L'exposition se composait de six projections de films numériques produits à partir des maquettes 3D des égyptologues. Plusieurs dispositifs multimédias permettaient aux visiteurs de découvrir des *fac-similés* 3D d'œuvres de cette période et d'explorer interactivement en 3D l'un des temples restitués²⁰. Un module, en holusion²¹, présentait une statuette du couple royal obtenue à partir d'un relevé photogrammétrique 3D de l'original conservé au Musée du Louvre. Un système en réalité augmentée, projeté sur un prototype en résine, présentait les différentes hypothèses

20. Il s'agit du petit temple d'Aton dans son premier état. Voir Stéphane Pasquali, « Un jardin au petit temple d'Aton de Tell el-Amarna? », *Égypte Nilotique et Méditerranéenne (ENiM)*, vol. 6, 2013, p. 205-231.

21. Cette technique permet d'afficher un objet en relief au centre d'une pyramide de verre d'une cinquantaine de centimètres de base. Sur les faces inclinées sont projetés simultanément quatre films précalculés de l'objet tournant sur lui-même; l'observateur a ainsi l'illusion d'observer l'objet réel flottant dans le vide. Voir <https://holusion.com>.



Vue en image de synthèse de la partie centrale de la ville d'Amarna à l'époque d'Amenhotep IV - Akhenaton. La vue est issue du modèle numérique 3D développé sur de nombreuses années par la recherche et utilisé pour produire la majorité des visuels de l'exposition ATON-NUM. Source : Archéovision (CNRS), 2016.

de mise en couleur d'un buste d'Amenhotep IV (Akhénaton) conservé également au Musée du Louvre. Ces deux installations permettaient aux visiteurs de découvrir ces objets du patrimoine mondial par le biais des technologies utilisées par les chercheurs pour les étudier. Le module de réalité virtuelle est issu de plusieurs programmes pluridisciplinaires²². Les modèles 3D des temples d'Aton proviennent des fichiers de travail 3D de l'équipe internationale d'égyptologues qui a travaillé sur le sujet²³. Le navigateur 3D a été développé plus récemment dans le cadre d'une

22. Programme *SeARCH*, financé par l'Agence nationale de la recherche, auquel ont collaboré quatre équipes de recherche : le Centre d'études alexandrines, Archéovision, l'école d'ingénieur ESTIA de Bidart et le groupe Manao de l'Institut national de recherche ; puis, le programme *Rétrocolor 3D*, porté par Archéovision et financé par la région Nouvelle-Aquitaine et l'Université Bordeaux Montaigne.

23. Le programme *Aton Numérique* a été financé par l'Agence nationale de la recherche et a été piloté par Archéovision ; l'équipe scientifique était composée de chercheurs provenant du Musée d'art et d'histoire de Genève, de l'Université de Liège, de l'Université de Montpellier, de l'Université de Cambridge et de l'Université Bordeaux Montaigne. Robert Vergnienx, « Les constructions thébaines du règne d'Amenhotep IV revisitées par les nouvelles technologies », dans *Memnonia*, tome XX, pl. LXVIII, cahier supplémentaire n° 2, 2010, p. 315–323, et plus particulièrement la page 317.



Tests d'utilisation dans un contexte de recherche d'une table collaborative (Transfert technologique avec la Société Immersion).

Une variante de cette table a été utilisée lors de l'exposition ATON-NUM.

Le public pouvait consulter sur la table collaborative des dossiers de recherche associés aux thèmes de l'exposition. De très nombreux documents archéologiques étaient accessibles aux visiteurs.

Source : Archéovision (CNRS), 2016.

convention de transfert technologique²⁴. Enfin, une table interactive, également issue d'une collaboration industrielle²⁵, était mise à la disposition des médiateurs et du public et contenait des dossiers de recherche ainsi que des films et des modèles 3D.

24. Projet EVIA mené en partenariat avec la société Immersion et Cap Sciences, responsables de la médiation en Nouvelle-Aquitaine.

25. Une table tactile a été mise en service dans le cadre du projet de transfert technologique 2C3D, financé par le Conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine avec pour partenaires Archéovision, la société Immersion et le Centre d'études et de recherches d'architecture et d'urbanisme du département de la Dordogne. Voir <https://www.youtube.com/watch?v=K9VeY3zrI0> (consulté en ligne le 7 juin 2018). L'exposition ATON-NUM a bénéficié de cet apport méthodologique.

Cette présentation expérimentale a démontré la faisabilité d'une utilisation directe des outils et données 3D des milieux scientifiques à des fins de médiation. En complément aux outils numériques, de nombreuses images de synthèse ont été utilisées pour l'illustration de panneaux pédagogiques présents dans l'exposition. Elles ont été obtenues directement à partir des modèles 3D produits lors des programmes de recherche.

Sur les 20 journées d'ouverture de l'exposition, ce sont au total 2 242 personnes qui ont suivi les visites commentées, nombre auquel il faut ajouter les visiteurs qui ont visité l'exposition sans être guidés. Quant à l'attrait du public pour ces recherches, nous pouvons en témoigner précisément grâce à la *participation collaborative* du public proposée à cette occasion²⁶. Nous avons mis en ligne les listes manuscrites des enregistrements des positions archéologiques des pierres provenant du temple d'Aton et retrouvées dans les fondations du IX^e pylône des temples de Karnak. Nous avons alors demandé aux internautes de bien vouloir participer à la transcription de ces informations dans une base de données. Quelle fut notre surprise de constater que l'intégralité des lignes de saisie avait été faite en quelques mois²⁷ ! Ces listes nous permettent actuellement de poursuivre l'étude de l'iconographie des scènes gravées sur les blocs, en fonction de leur dispersion archéologique²⁸.

CONCLUSION

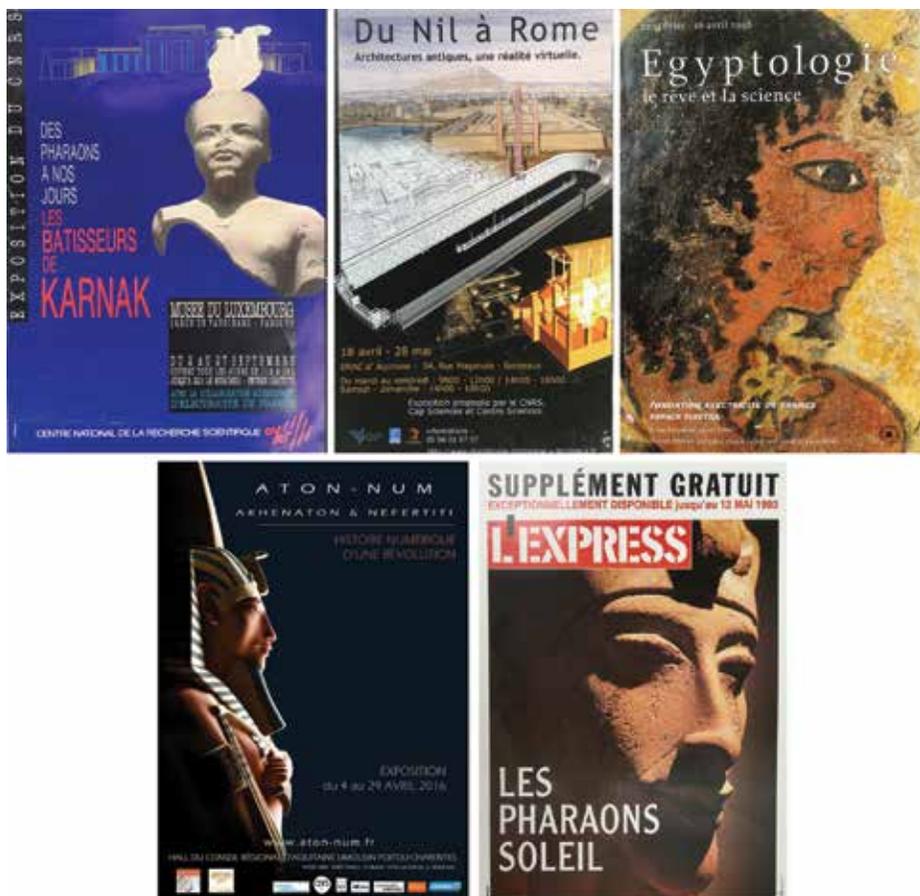
L'activité de l'équipe bordelaise montre qu'il est tout à fait possible de concilier, dans le domaine de la 3D, objectifs patrimoniaux, innovations technologiques et valorisation²⁹. Les programmes de recherche construits sur ces trois articulations de financement peuvent s'enchaîner par étapes successives dans la mesure où les livrables archéologiques et technologiques sont chaque fois la base des projets suivants. Il est indispensable

26. *Participation collaborative à la recherche scientifique*, <aton-num.fr/participe> (consulté en ligne le 7 juin 2018).

27. Plusieurs saisies identiques étaient nécessaires pour valider chacune des lignes de données. Ainsi, ce sont 20 496 lignes qui ont été saisies afin de valider 6 553 fiches. Voir <aton-num.fr/participe/bdd> (consulté en ligne le 7 juin 2018).

28. À propos de cette problématique, voir Robert Vergnien, « Recherches sur les monuments thébains d'Amenhotep IV à l'aide d'outils informatiques : méthodes et résultats », *Cahiers de la Société d'égyptologie*, vol. 4, fasc. 1-2, 1999, p. 111-114.

29. Listes des projets récents de l'équipe bordelaise disponible au <archovision.cnrs.fr/projets> (consulté le 7 juin 2018).



De gauche à droite: affiches d'expositions ayant contribué aux financements des programmes sur le règne d'Amenhotep IV-Akhenaton; en dernier, l'affiche publicitaire pour un dossier publié dans la presse nationale française (L'Express), composé directement à partir des résultats de la recherche. Collection de l'auteur.

que l'équipe archéologique assure la cohérence entre les différentes sources de financement et les objectifs scientifiques à long terme. Les équipes d'informaticiens contribuent à la recherche de solutions pour traiter chaque étape, ce qui les amène à explorer des problématiques nouvelles.

Les nouveaux usages du numérique en lien avec le patrimoine ouvrent des protocoles originaux à condition que les données numériques 3D soient produites dans un contexte scientifique clair distinguant l'accroissement

des connaissances des innovations technologiques. C'est ainsi que les documents scientifiques pourront à tout instant fournir les bases images pour une médiation de qualité en proposant au grand public un regard immédiat sur les dossiers des chercheurs à l'aide d'interfaces innovantes.

Robert Vergniew, titulaire d'un doctorat d'État en égyptologie, est ingénieur de recherche au CNRS. Il a dirigé l'unité Archéovision (UMS SHS-3D) et a été directeur scientifique d'une cellule de transfert (Archeotransfert, Adera) ainsi que coresponsable du pôle *Nouveaux outils pour la recherche en SHS* de l'Institut des humanités digitales de Bordeaux.

Prendre le tournant spatial en histoire : le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal et le Système de cartographie de l'histoire de Montréal (SCHEMA)¹

LÉON ROBICHAUD

L'histoire est à l'occasion traversée par divers courants que l'on qualifie de tournants, parmi lesquels on retrouve le tournant quantitatif, le tournant linguistique, le tournant culturel et le tournant spatial (*spatial turn*). Ce dernier cas met en lumière la longue association entre géographie et histoire. En présentant le tournant spatial en histoire, Jo Guldi nous rappelle d'ailleurs l'importance de l'espace et du territoire dans la production historique depuis le 19^e siècle². Ce qui caractérise toutefois le phénomène actuel, c'est l'intégration des systèmes d'information géographique (SIG) dans des disciplines pour lesquelles cette technologie n'avait pas

-
1. L'auteur tient à remercier l'équipe du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, tout particulièrement Joanne Burgess, directrice, Kim Petit, chargée de projet, et Laura Barreto Palacio, professionnelle de recherche en géomatique. Les projets mentionnés dans le cadre de cet article ont bénéficié du financement du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, du Fonds de recherche du Québec – Société et culture, de l'Université du Québec à Montréal et du ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec.
 2. Jo Guldi, « The Spatial Turn in History », dans Scholars' Lab, *Spatial Humanities*, 2015, <spatial.scholarslab.org/spatial-turn/the-spatial-turn-in-history/index.html> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

été conçue, que ce soit l'architecture, l'anthropologie, la littérature ou l'histoire³.

Au Québec et au Canada, la collaboration entre géographie et histoire s'inscrit aussi dans une longue tradition. Les travaux de R. Cole Harris, de Serge Courville, de Jean-Claude Robert ou de Sherry Olson ont influencé l'interprétation de l'histoire canadienne, dont les legs les plus importants sont sans contredit l'*Atlas historique du Canada*⁴, la collection *Atlas historique du Québec*⁵, l'*Atlas historique de Montréal*⁶ ainsi que *Peopling the North American City*⁷. Prendre le tournant spatial n'est toutefois pas un exercice des plus simples, en dépit de la présence de plus en plus grande des cartes et plans dans les médias, dans les automobiles et sur les téléphones intelligents. Une telle diffusion des données cartographiques soulève d'ailleurs plusieurs questions quant au contrôle de l'information par quelques grandes entreprises⁸, mais elle participe à l'extension d'une culture cartographique dans la population et facilite une réappropriation du territoire⁹. Une plus grande familiarité avec les cartes ne signifie toutefois pas que les chercheurs peuvent facilement passer de consommateurs à créateurs de produits cartographiques.

Dans un contexte de recherche, en plus d'un apprentissage technique, une compréhension plus poussée de la nature des systèmes d'information

3. Jo Guldi, « What is the Spatial Turn », dans Scholars' Lab, *Spatial Humanities*, <spatial.scholarslab.org/spatial-turn> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
4. Richard Colebrook Harris et Geoffrey J. Matthews, *Atlas historique du Canada*, 3 volumes, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987-1993.
5. Voir par exemple le deuxième volume de la collection : Serge Courville, *Atlas historique du Québec : population et territoire*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996. Cette collection est disponible sur le site du Centre interuniversitaire d'études québécoises : <https://atlas.cieq.ca>.
6. Jean-Claude Robert, *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Art Global et Libre Expression, 1994.
7. Sherry Olson et Patricia Thornton, *Peopling the North American City : Montreal, 1840-1900*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2011, 544 p.
8. Oliver Burkeman, « How Google and Apple's digital mapping is mapping us », *The Guardian*, 28 août 2012, <www.theguardian.com/technology/2012/aug/28/google-apple-digital-mapping> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
9. Éric Glon, « Cartographie participative autochtone et réappropriation culturelle et territoriale : l'exemple des Lil'wat en Colombie-Britannique (Canada) », *Espace populations sociétés/Space populations societies*, mars 2013, p. 2942, <journals.openedition.org/eps/4827> (consulté en ligne le 8 avril 2018) ; Magali Nonjon et Romain Liagre, « Une cartographie participative est-elle possible? », *Revue électronique des sciences humaines et sociales*, mai 2012, <https://www.espacestems.net/articles/une-cartographie-participative-est-elle-possible> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

géographique (SIG) est nécessaire pour les intégrer à la démarche historique. Les chercheurs qualifient même les SIG conçus ou adaptés pour les données temporelles de « systèmes d'information géographique-historique » (SIG-H)¹⁰. L'acquisition de ressources et d'expertise fait donc autant partie du processus que le développement d'une plateforme cartographique. Au Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (LHPM), la création du Système de cartographie de l'histoire de Montréal (SCHEMA) s'est faite en lien avec le développement d'une culture numérique au sens large ainsi que d'une culture cartographique afin de tirer profit du potentiel des nouveaux outils disponibles. Nous présenterons ici un résumé de cette expérience tout en examinant les caractéristiques de la plateforme utilisée.

Le LHPM¹¹ est un regroupement de recherche partenariale, basé à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et héritier d'une longue tradition de recherche sur le milieu montréalais depuis les années 1970 (Groupe de recherche sur l'histoire de Montréal et Groupe de recherche sur la société montréalaise au 19^e siècle). Ces équipes avaient réalisé des travaux pionniers en utilisant des outils informatiques permettant de mieux connaître la société et l'économie de Montréal, notamment à partir des recensements et des rôles d'évaluation¹². Maîtrisant très bien les méthodes quantitatives, le LHPM ne disposait toutefois pas de l'expertise nécessaire pour mettre en œuvre des projets impliquant d'autres aspects des humanités numériques. Invité à s'y joindre, l'auteur du présent article, professeur à l'Université de Sherbrooke, a eu pour mandat – à titre de codirecteur – de développer une approche et des outils qui répondraient aux besoins du LHPM tout en s'arrimant aux pratiques et à la culture de recherche de l'équipe. L'obtention d'une importante subvention de recherche, en partenariat du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), en 2012 a permis de former le Partenariat de recherche *Montréal, plaque*

-
10. Geohistory-Géohistoire Canada, *Canadian Historical Geographic Information Systems Partnership /Partenariat canadien en systèmes d'information géographique historiques*, 2017, <geohist.ca/fr> (consulté en ligne le 8 avril 2018); Jennifer Bonnell et Marcel Fortin (dir.), *Historical GIS Research in Canada*, Calgary, University of Calgary Press, 2014, 344 p.
 11. *Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, UQAM*, <lhpm.uqam.ca> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
 12. Parmi l'importante production de cette équipe, citons seulement ce bilan : Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, « Montréal au 19^e siècle : bilan d'une recherche », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 13, n° 3, 1985, p. 207223.

tournante des échanges: histoire, patrimoine, devenir. Inscrit dans l'axe des humanités numériques, ce financement qui prend fin en 2019 a soutenu plusieurs chantiers menés de front¹³ tels qu'une bibliographie en ligne¹⁴, une chronologie illustrée en ligne¹⁵, des projets de modélisation 3D¹⁶ et le développement de la plateforme de cartographie Web SCHEMA¹⁷. C'est à ce dernier volet que nous consacrons cet article. Nous nous pencherons d'abord sur les ressources matérielles et humaines nécessaires à la mise en place du projet avant de réfléchir au développement d'une culture spatiale grâce à la formation et à l'accompagnement, pour enfin présenter la plateforme elle-même à travers certains projets disponibles en ligne.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET HUMAINES

L'intégration du tournant spatial dans une équipe de recherche requiert des ressources matérielles appropriées au projet. La nature même du projet et le cycle de financement ne permettaient pas de recourir à des logiciels et à des plateformes utilisant un modèle par abonnement. Lorsque le financement arrivera à terme, les systèmes doivent encore fonctionner et les données doivent encore être disponibles, ce qui nous a amené à privilégier les solutions basées sur le logiciel libre et les formats ouverts (CSV ou *comma separated values* pour les données) ou établis comme standards *de facto* (*shapfile* pour les fichiers géomatiques). Dans le cas de la plateforme en ligne, malgré le développement de nombreux systèmes de visualisation¹⁸, aucune des solutions sans abonnement ne répondait parfaitement à nos besoins. Ne disposant pas des ressources internes pour

-
13. Voir les différents projets décrits sous l'onglet *Labo numérique* du site Web du LHPM cité plus haut.
 14. Paul-André Linteau et Léon Robichaud, *Bibliographie des études sur l'histoire de Montréal*, 2015, <bibliomontreal.uqam.ca/bibliographie> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
 15. Mario Robert, Paul-André Linteau et Léon Robichaud, *Chronologie de Montréal*, 2015, <chronomontreal.uqam.ca> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
 16. «Labo modélisé | Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal | UQAM», *Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal*, 2017, <<https://lhpm.uqam.ca/labo-numerique/labo-modelise>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
 17. Léon Robichaud et Kim Petit, «Système de cartographie de l'histoire de Montréal (SCHEMA)», *Système de cartographie de l'histoire de Montréal (SCHEMA)*, 2017, <<https://schemamontreal.uqam.ca>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
 18. Byron Moldofsky, «Historical GIS visualization methods: Existing and emerging», rapport préparé dans le cadre du *Canadian Historical GIS Partnership Development Project*, Toronto, Université de Toronto, 2017, 65 p.

procéder au développement d'une nouvelle plateforme ou de l'adaptation d'une plateforme existante, nous avons dû identifier un partenaire qui était prêt à améliorer son système pour répondre aux besoins d'une équipe d'historiens.

Dans nos disciplines, l'équipement informatique disponible est généralement conçu pour les suites de bureautique, la navigation Web et le courriel. Le traitement géomatique requiert des postes de travail plus performants ainsi que deux écrans afin d'accélérer certaines opérations. Le coût en équipement est donc plus important qu'il ne l'est pour répondre aux besoins habituels des équipes en sciences humaines, de manière générale, ou en histoire, de manière plus spécifique. Du point de vue logiciel, le principe de préférence pour le logiciel libre nous a amené à choisir QGIS¹⁹, lequel dispose des fonctions nécessaires pour nos besoins de géorectification des cartes anciennes, pour le géoréférencement des données et pour certaines analyses de base. Pour la géorectification des cartes anciennes, nous avons d'abord eu recours à la plateforme en ligne Map Warper²⁰ – plus simple à utiliser par des historiens – mais un besoin de précision plus grand et l'intégration d'un personnel spécialisé nous ont ensuite amené à privilégier QGIS pour cette opération.

Le moment venu de choisir une plateforme en ligne, eVouala²¹, de la firme MapGears²², répondait à nos besoins de base tout en offrant des possibilités de développement selon nos spécifications. La collaboration avec cette firme, basée à Québec et à Saguenay, nous permet aussi de développer l'expertise québécoise dans le domaine. À titre d'exemples, nous avons besoin d'outils plus conviviaux pour l'analyse, d'une ligne du temps pour certains types de visualisation et d'un système plus poussé pour ajouter des métadonnées. Afin de mieux refléter les objectifs et l'utilisation de la plateforme dans notre contexte de recherche, nous avons choisi de nommer notre version *Système de cartographie de l'histoire de Montréal*, abrégé à l'acronyme SCHEMA.

-
19. *Le projet QGIS: Système d'information géographique libre et open source*, <<https://qgis.org/fr/site>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
 20. Tim Waters, *Map Warper*, <mapwarper.net> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
 21. *eVouala – Understanding Where!*, <evouala.com/> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
 22. *Mapgears: experts cartographie Web MapServer, services de consultation, support, formation et développement*, <mapgears.com/fr> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

Le développement logiciel peut être sous-traité, mais une équipe doit acquérir l'expertise pour le traitement des données. De Sherbrooke, nous pouvions seulement définir des lignes directrices pour apporter un volet spatial aux divers projets de recherche. À Montréal, Kim Petit, chargée de projet disposant d'une expertise diversifiée en humanités numériques, a pu orienter de plus près les projets et assurer un suivi régulier. Le dernier défi aura été de recruter des personnes disposant de connaissances techniques appropriées. Des étudiants en histoire peuvent procéder à des opérations de base de géoréférencement, mais une connaissance plus poussée des SIG est requise pour être réellement efficace. Nous avons pu bénéficier de trois stagiaires du Département de géographie de l'UQAM dont l'une, Laura Barreto Palacio, a été embauchée à titre de professionnelle de recherche à la fin de son stage. Cet ajout d'expertise aura marqué un tournant majeur dans l'appropriation des outils et dans l'appui aux différents projets.

LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CULTURE GÉOSPATIALE

Disposant du matériel et du personnel nécessaire, nous avons travaillé à développer une culture géospatiale en utilisant trois approches : la formation au sein de l'équipe, les écoles d'été et le soutien individuel aux chercheurs.

Des séances de formation ont été offertes aux chercheurs, aux partenaires et aux adjoints de recherche. Une seule séance d'initiation n'étant pas suffisante pour répondre aux besoins des chercheurs, nous avons opté pour une formation théorique et pratique un peu plus étoffée. Quatre rencontres réparties sur autant de semaines leur ont permis de s'initier aux concepts de base des systèmes d'information géographique, à la nature des données géospatiales, aux processus de géoréférencement et aux concepts de création de cartes. Une personne observait le déroulement de ces activités et rédigeait un bref rapport afin de signaler les concepts ou les opérations qui présentaient le plus de difficultés. Nous avons ainsi pu ajuster nos présentations afin d'aplanir une courbe d'apprentissage qui est perçue comme très abrupte par les participants issus des sciences humaines.

L'équipe a aussi offert pendant quatre ans l'école d'été *Montréal numérique*²³. L'édition de 2014, consacrée à la thématique *Temps et espace*, a abordé les ressources cartographiques et iconographiques et leur traitement. Lors de la dernière édition en 2017, nous avons pu tirer profit de notre expertise pour explorer le thème *Commémoration, interactivité et visualisation* dans une perspective géospatiale. Grâce à cette école d'été, nous avons rejoint un plus large bassin d'étudiants, de diplômés récents et de professionnels en milieu de pratique et nous avons pu les initier aux concepts et aux pratiques des SIG-H.

Une formation brève n'est toutefois pas suffisante pour intégrer l'approche géospatiale dans les projets de recherche. Un appui personnalisé – tant méthodologique que technique – s'avère nécessaire afin de faciliter les opérations requises, que le projet soit déjà en cours ou qu'il soit lancé avec un objectif d'analyse et de représentation spatiale. Les projets ont été identifiés lors de discussions avec les chercheurs afin de cibler leur potentiel en fonction des données disponibles, de la pertinence des SIG pour l'analyse et de l'intérêt d'une approche cartographique pour la visualisation et la diffusion des données. Cette démarche a permis aux chercheurs de mieux comprendre comment procéder au dépouillement et à la collecte de données dans une perspective géographique et comment ajouter, grâce à la cartographie, une plus-value à leur démarche d'analyse et de diffusion. Les exemples suivants illustrent les résultats de cet exercice et présentent le fonctionnement de la plateforme SCHEMA.

LE SYSTÈME DE CARTOGRAPHIE DE L'HISTOIRE DE MONTRÉAL (SCHEMA)

La plateforme SCHEMA doit répondre à deux types de besoins: d'une part, la gestion et l'analyse des données pour les chercheurs et d'autre part, l'accessibilité et la visualisation des données dans des contextes scientifiques et publics. Installée sur un serveur Linux, l'infrastructure repose sur des logiciels libres tels que le serveur Web Apache²⁴, le gestionnaire

23. Joanne Burgess, Julia Poyet et Léon Robichaud, « Accueil », *École d'été Montréal numérique*, 2014-2017, <mtlnumerique.uqam.ca> (consulté le 8 avril 2018).

24. *The Apache Software Foundation*, <www.apache.org> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

de bases de données PostgreSQL²⁵, le gestionnaire d'objets géospatialisés PostGIS²⁶ et le système de cartographie Web MapServer²⁷. La plateforme permet d'importer des données provenant de différents formats dans l'espace de travail de chaque chercheur. Les responsables du système peuvent aussi rendre certains jeux de données accessibles à l'ensemble des usagers inscrits. Comme dans tout SIG, la géométrie et les attributs peuvent ensuite être assemblés pour créer des cartes.

Le gestionnaire de couches offre différentes possibilités pour la sélection et la visualisation des données. L'application SCHEMA permet de gérer l'affichage des couches et de créer des classes pour contrôler la symbolologie des données discrètes²⁸ ou la taille des représentations des classes de données continues²⁹. Les cartes sont créées par la professionnelle en géomatique selon les besoins exprimés par les chercheurs, conseillés par le coordonnateur des chantiers numériques ou par la chargée de projets. Ces discussions permettent d'échanger sur la nature des données et des objectifs de recherche en tenant compte du potentiel et des limites des SIG-H. Les cartes qui en découlent peuvent alors illustrer des communications, compléter des articles scientifiques ou enrichir des expositions. Les chercheurs les utilisent pour confirmer les hypothèses ou pour découvrir de nouvelles tendances qui méritent une analyse plus poussée.

Le système permet enfin de créer des applications à partir desquelles nous rendons disponibles les données et quelques options de visualisation. Ainsi, au terme du cycle de recherche des projets, les données sont versées dans une application interactive, laquelle permet de les manipuler selon des paramètres choisis par les chercheurs. Certains chercheurs offrent

25. *PostgreSQL: The world's most advanced open source database*, <<https://www.postgresql.org>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

26. *PostGIS – Spatial and Geographic Objects for PostgreSQL*, <postgis.net> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

27. *MapServer. Open Source Web Mapping*, <mapserver.org> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

28. Les données discrètes sont associées à des variables dont les valeurs numériques ou alphanumériques sont limitées à un nombre défini. Elles sont distinctes les unes des autres et sont regroupées en catégories (sexe, origine ethnique ou occupation). Statistique Canada, Gouvernement du Canada, « Les statistiques : le pouvoir des données ! Organisation des données : Variables », *Statistique Canada*, 16 septembre 2002, <www.statcan.gc.ca/edu/power-pouvoir/ch8/5214817-fra.htm> (consulté en ligne le 19 avril 2018).

29. Les données continues peuvent « supposer un nombre infini de valeurs réelles » (âge, valeurs locatives ou quantités) et sont regroupées par intervalle de classe. *Ibid.*

The screenshot displays the SCHEMA software interface. At the top, the menu bar includes 'SCHEMA', 'Tableau de bord', 'Bibliothèque', 'Cartes', 'Apps', 'Rapports', and 'Plus...'. The main window is titled 'projets de développement dans les banlieues de Montréal en 1955' and contains a table with the following data:

Nom	Description	Date de modif...
BAN: Banlieues 1953-1958	Couche de points représentant les projets en constructions dans les banlieues de Montréal entre 1953-1958	2018-09-13T10:28:33
datacourts_vide_1955-1958	Projet Banlieues Compilation données par: Harold Béribé Séverine Gauthier par: Harold Béribé	2018-09-14T10:09:29
datacourts_vide_1958-1968	Table: ban_projets_taux_20181114	2018-09-14T10:21:28
GEN: Vertif Light Grey		2018-11-14T14:02:11

Below the table, there are two configuration panels:

- Propriétés de la couche:** Includes fields for 'Nom de la couche', 'Formateur', 'Transparence', and 'Niveau de zoom'. A 'Nouvelle classe' dialog is open, showing 'Anglais' and 'Français' as options.
- Propriétés de la classe:** Includes fields for 'Nom', 'Filtre', 'Avancé...', 'Symbole', 'Angle', 'Contour', 'Étiquettes', 'Police', and 'Contour'. A 'Nouvelle classe' dialog is also open here, showing 'Anglais' and 'Français' as options.

The interface also features a map in the background and various toolbars for navigation and editing.

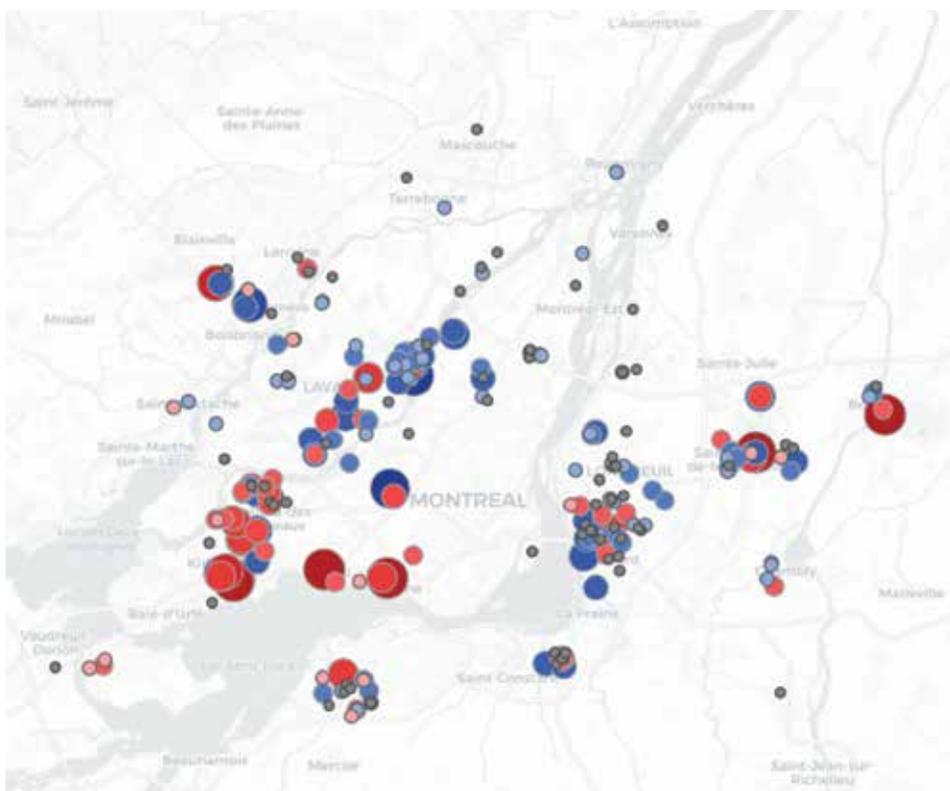
L'interface de création de cartes.
Source : Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)

aussi un échantillon ou la totalité de leurs données en téléchargement. Des usagers pourront les jumeler à des données compatibles et ainsi produire de nouvelles analyses sans avoir à refaire le dépouillement et la saisie des sources. D'autres pourraient être tentés de reprendre l'analyse des chercheurs et ainsi valider la reproductibilité des résultats.

Vendre la banlieue aux Montréalais (1950-1969)

Cet exemple illustre très bien l'apport des SIG-H à un projet conçu au départ sans une approche géographique. Le projet *Vendre la banlieue aux Montréalais (1950-1969)* visait à analyser les publicités de résidences unifamiliales isolées produites et diffusées dans les journaux montréalais dans les années 1950 et 1960. Responsable du projet, Harold Bérubé cherchait à mieux comprendre les stratégies de marketing et de comparer les annonces destinées à un lectorat francophone ou anglophone. Lorsque le chercheur a présenté les premiers résultats de ses recherches, nous avons constaté qu'il serait possible d'enrichir l'analyse et la visualisation en tirant profit de notre plateforme de cartographie Web. La base de données comprenait déjà des lieux, des dates, des valeurs continues (les valeurs des maisons), des valeurs discrètes pouvant faire l'objet de catégories (langue de publication) et des images (les annonces mêmes).

Lors du dépouillement, chaque publicité avait été inscrite dans la base de données, pour un total de plus de 2 000 annonces. Il a d'abord fallu regrouper les documents pour définir 310 projets de développement individuels. Bien que leur emplacement fût indiqué dans l'annonce, il fallait situer chacun d'entre eux de manière plus précise afin de les géolocaliser. Des changements dans la toponymie, et même la disparition d'un secteur à la suite d'un réaménagement urbain, ont requis des recherches additionnelles dans les cartes et plans de l'époque afin de les situer sur le territoire. Grâce à ces recherches, nous avons pu ajouter les données de longitude et de latitude à la base de données. Chaque projet est ainsi affiché sur la carte selon sa localisation. L'une des variables de base étant la date de publication, nous pouvons ainsi présenter la répartition des annonces pour chaque année d'analyse.



Répartition spatiale des publicités des banlieues montréalaises, 1951-1969.
Source : Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)

Dans le cas de *Vendre la banlieue aux Montréalais*, l'application publique³⁰ offre une ligne du temps qui permet facilement d'observer l'extension de l'espace offert aux acheteurs ainsi que différents modes de recherche : par mot, par fourchette de prix, par nombre d'annonces et selon la langue. Il est aussi possible de sélectionner une zone directement sur la carte en créant un cercle à partir d'un point donné ou en traçant un rectangle ou un polygone autour d'un secteur d'intérêt.

30. Harold Bérubé, « Vendre la banlieue aux Montréalais », *Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)*, 2017, <<https://schemamontreal.uqam.ca/projets/vendre-la-banlieue-aux-montrealais>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

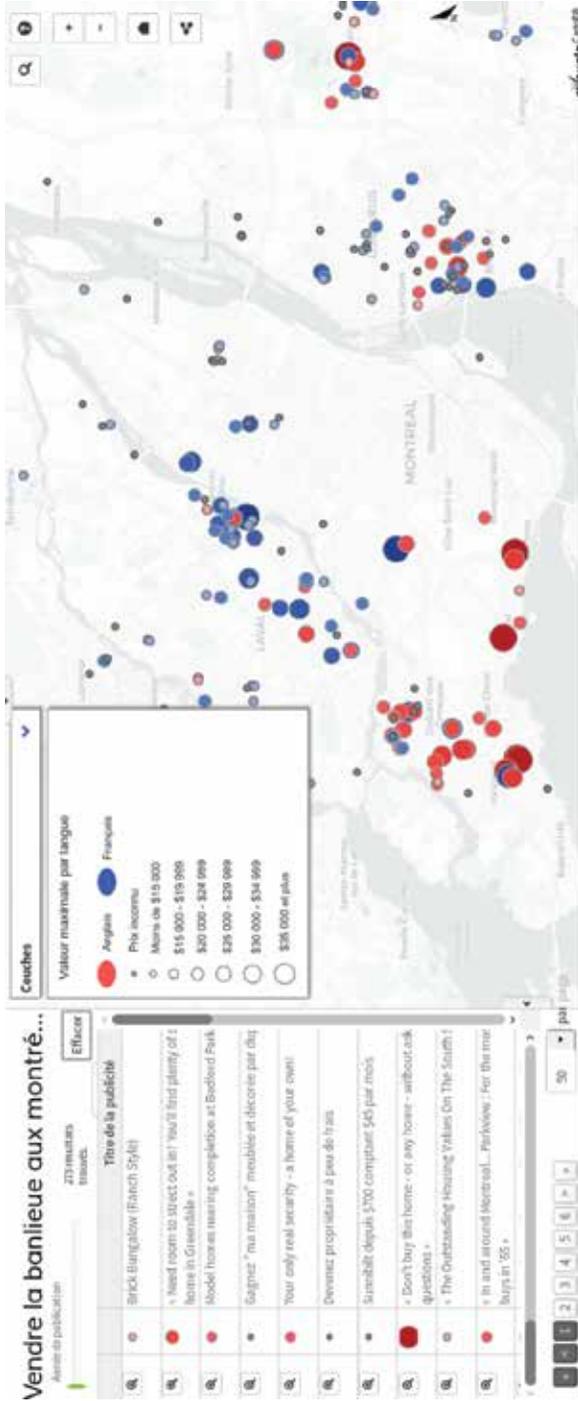
L'interface est divisée en deux parties: la liste des enregistrements à gauche et la carte à droite. Un clic sur un élément de la liste déplace la carte pour mettre en évidence l'emplacement visé par l'annonce. Un clic sur un point met l'enregistrement en surbrillance dans la liste et ouvre une fenêtre d'information dans laquelle on peut consulter les données saisies ou cliquer sur l'image de l'annonce pour la lire au complet. L'ensemble des données ou la sélection de données découlant de l'application d'un filtre peuvent être téléchargées en format *shapefile* ou en format texte utilisant le standard CSV.

La diffusion des données sur SCHEMA devient alors un complément aux modes de diffusion plus traditionnels de la recherche en histoire, soit les communications et les articles scientifiques. Ce projet a d'ailleurs fait l'objet de communications³¹ et d'un article scientifique³². Une présentation conjointe a aussi permis de faire connaître la démarche et les résultats de cette collaboration dans le cadre des midis numériques de l'Université de Sherbrooke³³. L'adaptation d'une base de données relativement simple en application cartographique interactive a démontré la plus-value de l'exercice en faisant ressortir visuellement les variations dans l'espace en plus de celles qui pouvaient être observées dans le temps ou selon la langue à partir des textes seuls.

Adresses et assemblées en réponse à l'incendie du parlement de Montréal en 1849

Nous sommes désormais habitués à consulter les résultats des élections ou des référendums à partir de cartes représentant les différentes

-
31. Harold Bérubé, « Discours publicitaires et imaginaires suburbains: le cas des banlieues de Montréal, 1950-1970 », communication présentée à la conférence « *Urbs au Québec et au Canada francophone* du Centre for Quebec and French-Canadian Studies, Londres, 9 juillet 2016; *Idem*, (Sub)urbanités: vendre l'idéal suburbain aux Montréalais (1950-1969), communication présentée dans le cadre du 68^e Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Montréal, 15-17 octobre 2015.
 32. *Idem*, « Vendre la banlieue aux Montréalais: discours et stratégies publicitaires, 1950-1970 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 71, n° 12, 2017, p. 83112, <www.erudit.org/fr/revues/haf/2017-v71-n12-2-haf03346/1042788ar> (consulté en ligne le 8 avril 2018).
 33. Harold Bérubé et Léon Robichaud, *Les banlieues à la carte: analyse des stratégies publicitaires du rêve suburbain à Montréal*, communication présentée dans le cadre des Midis numériques de l'Université de Sherbrooke, 19 mars 2018, <<https://lhpm.uqam.ca/nouvelle/cartographe-banlieue-montrealaise>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).



L'interface de l'application « Vendre la banlieue aux Montréalais ». Source : Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)

circonscriptions électorales. Le type de carte utilisé peut toutefois donner des impressions erronées quant à la nature de l'appui pour une option politique ou une autre³⁴. Dans l'histoire du Québec, l'incendie du parlement du Canada le 25 avril 1849 présente l'occasion d'étudier l'adhésion au gouvernement responsable à travers les adresses, les pétitions et les assemblées appuyant le gouverneur général Lord Elgin ou demandant son rappel³⁵. Le processus de recherche est toutefois plus complexe que dans le cas d'une élection contemporaine. Les archives du Secrétariat provincial du Canada ainsi que les journaux ont été systématiquement dépouillés afin de relever chaque événement politique entre le 25 avril et la mi-juillet 1849. La nature des données se prête à la cartographie, car le lieu d'origine de l'assemblée, de la pétition ou de l'adresse est indiqué dans la source. La géolocalisation posait toutefois plusieurs problèmes. Hormis les changements toponymiques, l'indication des lieux n'a pas toujours le même degré de précision. Le document peut provenir d'une mission, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, d'une ville ou d'un comté. Il a donc fallu recourir aux cartes anciennes pour localiser les différents territoires, processus facilité par l'utilisation des cartes des divisions et des subdivisions de recensement de 1851, obtenues grâce à la collaboration du Centre interuniversitaire en études québécoises (CIEQ). Ces deux couches ont aussi permis d'offrir deux niveaux d'agrégation des événements politiques, comme on peut le constater sur l'application disponible en ligne³⁶.

Le principal défi dans ce cas-ci en est un de représentation d'une information complexe traitant de lieux à différentes échelles. Les villes et les villages peuvent être localisés selon les coordonnées utilisées pour situer le centre du bourg. Pour certaines missions et paroisses, l'emplacement de l'église permet de situer le lieu. Pour d'autres paroisses ou cantons, il est

34. Alicia Parlapiano, « There Are Many Ways to Map Election Results: We've Tried Most of Them », *The New York Times*, 1^{er} novembre 2016, <<https://www.nytimes.com/interactive/2016/11/01/upshot/many-ways-to-map-election-results.html>. (consulté en ligne le 8 avril 2018); Bob Taylor, « Brexit – a story in maps », *Bob Taylor*, 11 août 2016, <<https://medium.com/@jakeybob/brexit-maps-d70caab7315e>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

35. Alain Roy, « La réponse de l'incendie du parlement de Montréal en 1849, fondement d'une nouvelle communauté politique canadienne intégrée dans l'Empire britannique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 70, n° 12, 2016, p. 529.

36. Alain Roy, « Adresses et assemblées en réponse à l'incendie du parlement de Montréal en 1849 », *Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)*, 2017, <<https://schemamontreal.uqam.ca/projets/adresses-et-assemblees-en-reponse-lincendie-du-parlement-de-montreal-en-1849>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

plus pertinent de se reporter à l'échelle de la subdivision de recensement et de placer le point au centre du polygone. Pour permettre de représenter les différents mouvements politiques issus d'un même lieu, les points ont été disposés afin d'éviter les superpositions.

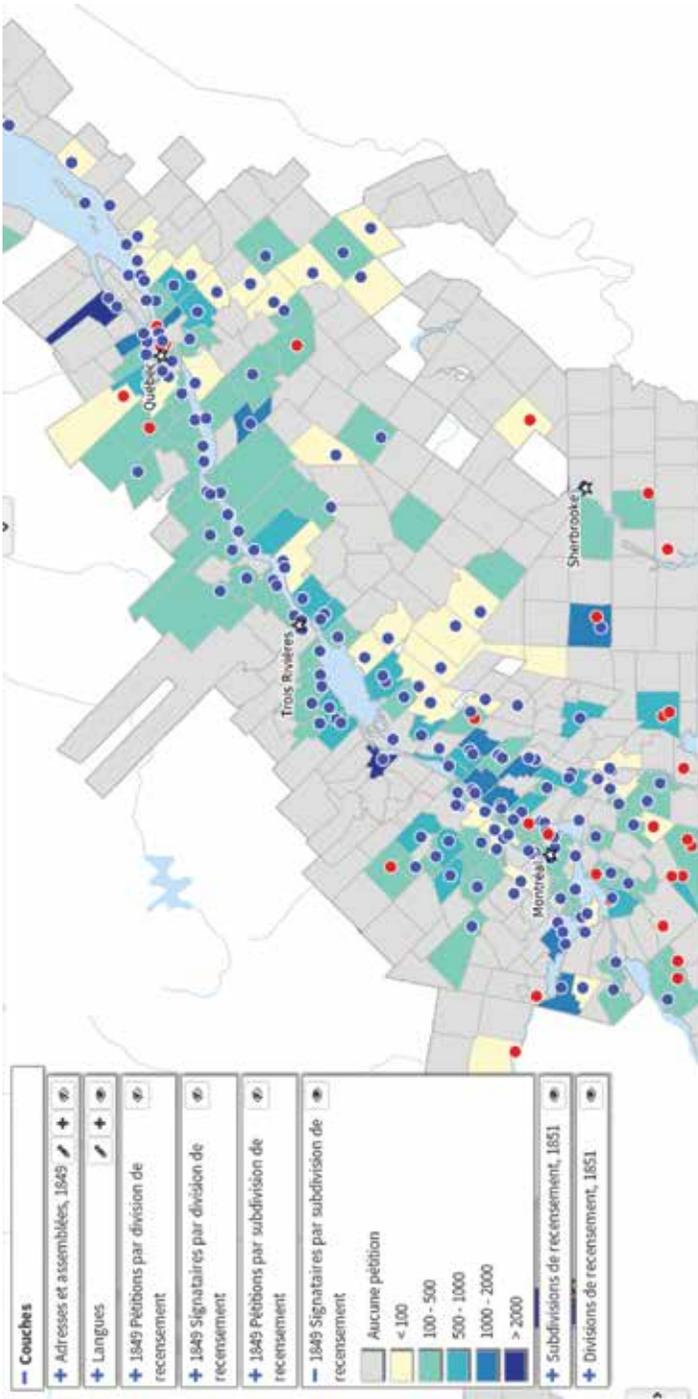
L'interface de l'application permet de faire des recherches par mot (nom de lieu, nom de la source, type de document, etc.). Les couches de fond présentent les principaux cours d'eau, les villes principales, ainsi que les limites des divisions ou des subdivisions de recensement. Grâce aux filtres, on peut sélectionner les mots « soutien » et « rappel » pour afficher les 230 documents en appui ou les 10 documents en opposition au gouverneur général. L'origine des 240 documents est localisée par des points et l'on peut choisir deux manières de les représenter : les modèles utilisés pour s'adresser au gouvernement ou la langue de rédaction. Deux niveaux d'agrégation sont disponibles, soit les subdivisions et les divisions de recensement. On peut ainsi représenter le nombre de pétitions ou de signataires par niveau et repérer rapidement les zones plus ou moins actives pendant cette période intense de la vie politique canadienne.

La mise en ligne de l'application et la possibilité de télécharger les données apportent un complément important à l'article scientifique publié par le chercheur. D'autres pourront par la suite bénéficier de la collecte d'informations réparties dans des sources disparates afin de tenter de reproduire les analyses du chercheur ou de les associer à d'autres données économiques, sociales ou politiques de la même époque. On pourrait ainsi imaginer d'associer ces données à celles des activités lors des rébellions de 1837-1838 ou des élections qui ont précédé et suivi l'incendie du parlement, ou aux données du recensement de 1851 dans le but de déceler des corrélations entre certains phénomènes et le positionnement politique en 1849.

Le secteur alimentaire à Montréal

Axe de recherche majeur de l'équipe, le secteur alimentaire est exploré de différentes manières par les chercheurs, tant à l'échelle du commerce de proximité qu'à celle de la production.

Dans le cadre du projet *Les commerces d'alimentation du Faubourg à m'lasse*, dirigé par Michelle Comeau, l'approche spatiale a permis de cartographier « l'emplacement (par adresse) des lieux de commerce actifs



Répartition spatiale des adresses et des assemblées, 1849. Source : Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)



Explorer les commerces d'alimentation. Source : Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)

dans le domaine de l'alimentation pendant au moins une des 3 années présentées, soit 1949, 1953 ou 1963³⁷ ». La recherche repose sur l'intégration de données issues de sources variées : annuaires, rôles d'évaluation, rôles des valeurs locatives, registres des raisons sociales, cartes et plans divers. La cartographie d'un quartier exproprié pour faire place à la maison de Radio-Canada implique le recours à différentes cartes, notamment les plans d'expropriation du secteur. Le processus d'expropriation a aussi mené à la création d'une archive photographique rare pour un quartier ouvrier, soit la photographie systématique des intérieurs et des extérieurs des bâtiments. Conçue à l'échelle du quartier, l'application permet de redécouvrir l'activité commerciale en donnant aussi accès aux photographies. La symbologie donne un coup d'œil rapide sur les types de commerces répartis dans le quartier alors qu'un clic permet de consulter le nom de l'entreprise, son adresse, le type d'activité du commerce, l'identité du propriétaire et son lieu de résidence. Un tel projet à l'échelle microlocale nous ramène dans le quotidien d'un quartier aujourd'hui disparu³⁸.

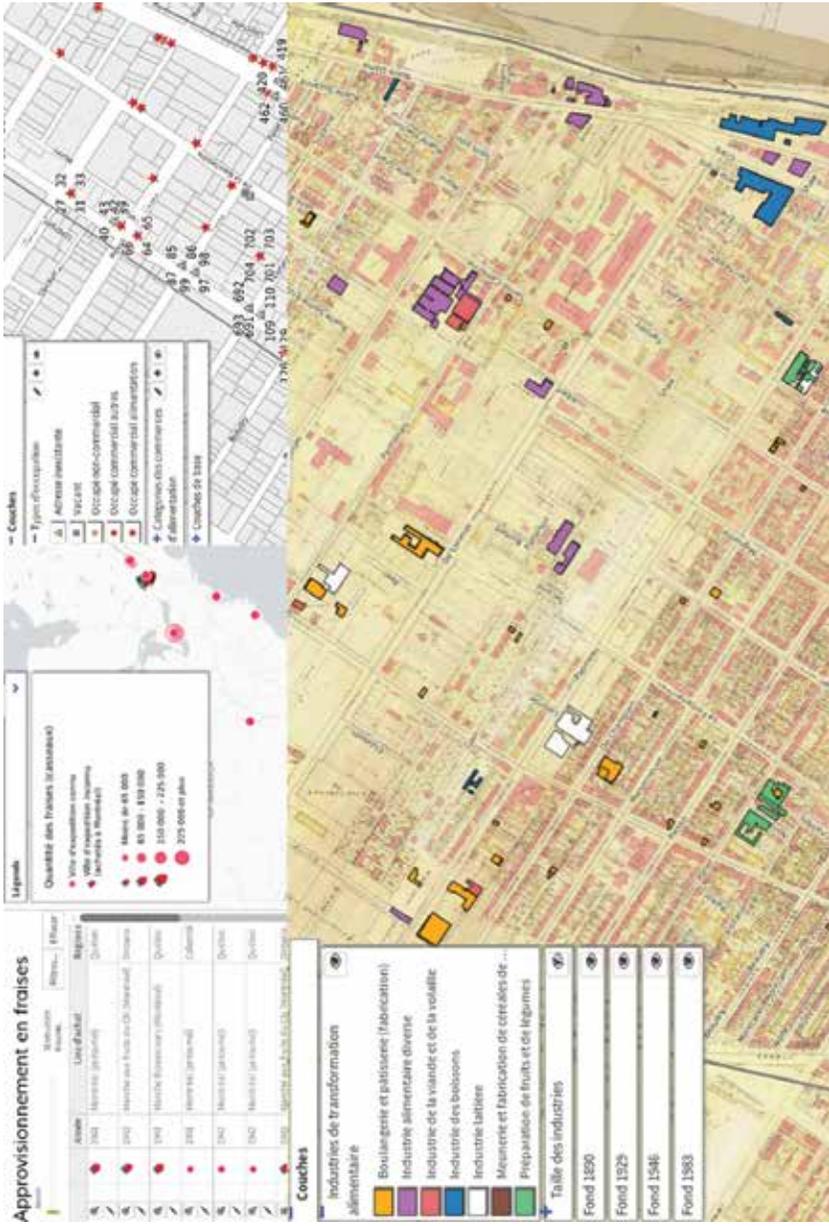
L'exploration de la production s'est réalisée dans le cadre du partenariat entre le LHPM et l'Écomusée du fier monde. La préparation des expositions *Confiture et marinades Raymond: faites pour plaire*³⁹ (2015-2016) et *Nourrir le quartier, nourrir la ville*⁴⁰ (2017-2018) nous a permis d'utiliser des cartes imprimées ou interactives en contexte muséal. Lors de la première des deux expositions, nous avons privilégié l'impression de cartes montées sur les murs afin de représenter les lieux d'approvisionnement des fraises et des framboises utilisées par l'entreprise Alphonse Raymond Limitée. Lors de la seconde, nous avons plutôt intégré les cartes à des bornes informatiques afin de rendre l'expérience plus conviviale et plus

37. Michelle Comeau, « Les commerces d'alimentation du Faubourg à m'lasse, 1949, 1953, 1963 », *Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)*, 2018, <<https://schemamontreal.uqam.ca/projets/les-commerces-d'alimentation-du-faubourg-mlasse-1949-1953-1963>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

38. Catherine Charlebois et Paul-André Linteau, *Quartiers disparus: Red Light, Faubourg à M'lasse, Goose Village*, Montréal, Cardinal, 2014, 311 p.

39. « Confitures et marinades Raymond: faites pour plaire! », *Écomusée du fier monde*, 2016, <ecomusee.qc.ca/evenement/confitures-et-marinades-raymond> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

40. « Nourrir le quartier, nourrir la ville », *Écomusée du fier monde*, 2017, <ecomusee.qc.ca/evenement/nourrir-le-quartier-nourrir-la-ville> (consulté en ligne le 8 avril 2018).



Mosaïque des applications offertes sur les bornes interactives. Source : Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)

interactive⁴¹. En plus de découvrir les réseaux d'approvisionnement, les visiteurs avaient accès à des cartes représentant les industries agroalimentaires installées dans le quartier Centre-Sud de Montréal à diverses époques et ils pouvaient également explorer l'application des commerces d'alimentation du Faubourg à m'lasse.

Les applications cartographiques interactives ont enrichi l'expérience muséale dans une institution qui en est à ses débuts dans l'intégration du numérique et pour laquelle nous avons aussi préparé une modélisation 3D du complexe industriel Raymond⁴². Nous avons ainsi pu démontrer que SCHEMA est assez flexible, performant et convivial pour être présenté au grand public avec des écrans tactiles.

Montréal en 1881

Nous avons aussi utilisé la plateforme SCHEMA pour rendre accessibles des données issues de projets de recherche plus anciens de nos chercheurs. Le projet *Montréal, l'avenir du passé* avait mis en ligne différentes données concernant Montréal en 1881 tirées du recensement, des rôles d'évaluation (propriétaires et occupants) et de l'annuaire⁴³. Fruit du travail de localisation et de jumelage de ces trois sources, ces jeux de données sont d'une grande richesse pour les chercheurs, les étudiants, voire les généalogistes. En collaboration avec Sherry Olson, professeure émérite de l'Université McGill, nous avons mis en ligne quatre applications qui permettent d'effectuer des recherches de base sur les données concernant plus de 30 000 inscriptions à l'annuaire Lovell, plus de 12 000 propriétaires, plus de 30 000 occupants, et plus de 111 000 résidents. Les applications visant l'accessibilité plutôt que l'analyse, seuls les outils de base de recherche par mot-clé ou par emplacement sont disponibles, mais

41. MapGears, « Touch web mapping kiosks of Écomusée du fier monde », *Evouala*, 15 mai 2017, <blog.evouala.com/en/article/2017-05-16-ecomusee> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

42. Joanne Burgess, Éric Giroux et Léon Robichaud, « Complexe industriel Alphonse Raymond Limitée : volet modélisation », *Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal*, 2017, <<https://lhpm.uqam.ca/programmation-scientifique/humanites-numeriques/complexe-industriel-alphonse-raymond-limitee-volet-modelisation>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).

43. Sherry Olson et Robert Sweeney, *MAP: Montréal, l'avenir du passé*, <<https://www.mun.ca/mapm>> (consulté en ligne le 8 avril 2018).



Mosaïque des données sur la propriété et la population montréalaise, 1881. Source: Système de cartographie historique de Montréal (SCHEMA)

l'ensemble des données (ou une sélection) peut être téléchargé pour poursuivre le traitement avec d'autres logiciels.

Pour un meilleur accès aux cartes anciennes de Montréal

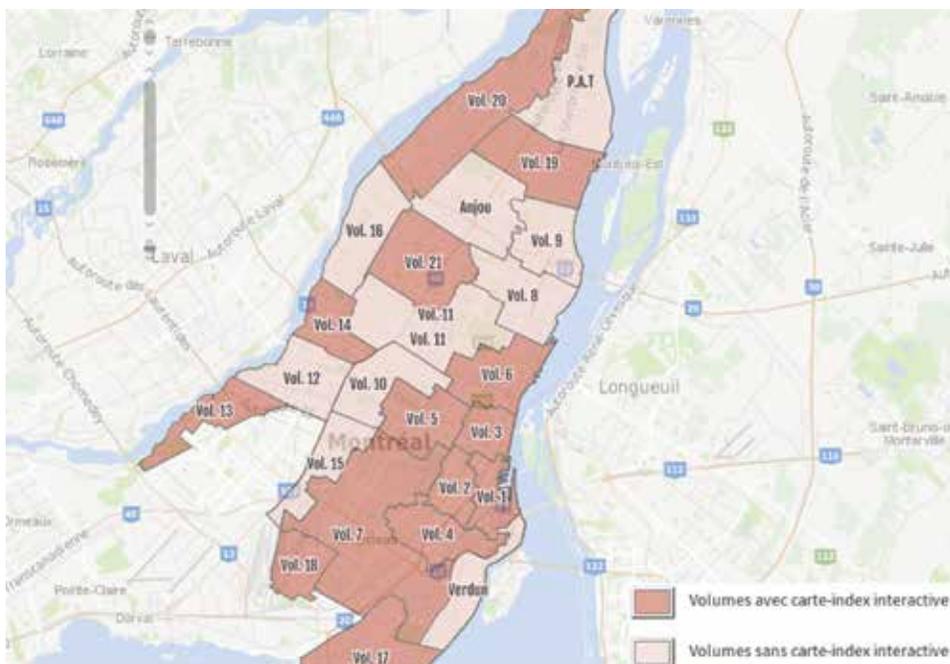
L'une des sources les plus utilisées en géohistoire urbaine de la fin du 19^e siècle jusqu'au milieu du 20^e siècle est incontestablement le plan d'assurance incendie⁴⁴. La précision et la quantité de l'information disponible sur ces plans en font le point de départ de nombreuses analyses de l'espace urbain et des infrastructures de données géohistoriques⁴⁵. Le repérage des plans nécessaires à un projet donné peut toutefois s'avérer ardu, car les catalogues de bibliothèques présentent les volumes et les planches sous forme de listes. Lorsqu'un territoire tel que celui de la ville de Montréal est réparti sur plusieurs centaines de planches regroupées en plusieurs volumes, les chercheurs doivent consulter plusieurs documents avant de retrouver ceux qui sont pertinents. Plusieurs de nos projets ayant nécessité la géorectification de ces plans, nous avons créé, en collaboration avec Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), une cartographie interactive des zones couvertes par les différents volumes ainsi que le découpage par planches de chacun des volumes couvrant le territoire de la ville de Montréal⁴⁶. Hébergée sur notre serveur, l'application est offerte au public sur le site de BAnQ. Grâce à la collaboration entre les équipes, l'expérience de navigation est fluide. Les usagers peuvent facilement identifier les planches associées aux secteurs à l'étude et suivre un lien vers la version numérisée des planches dans le catalogue en ligne de BAnQ. La géorectification se poursuit et de nouveaux plans index seront ajoutés à l'application au cours de l'année.

Dans ce cas, SCHEMA a démontré qu'il est possible de créer une application très accessible visant un public très large et d'appuyer le travail de catalogage, de numérisation et de mise en ligne d'une bibliothèque.

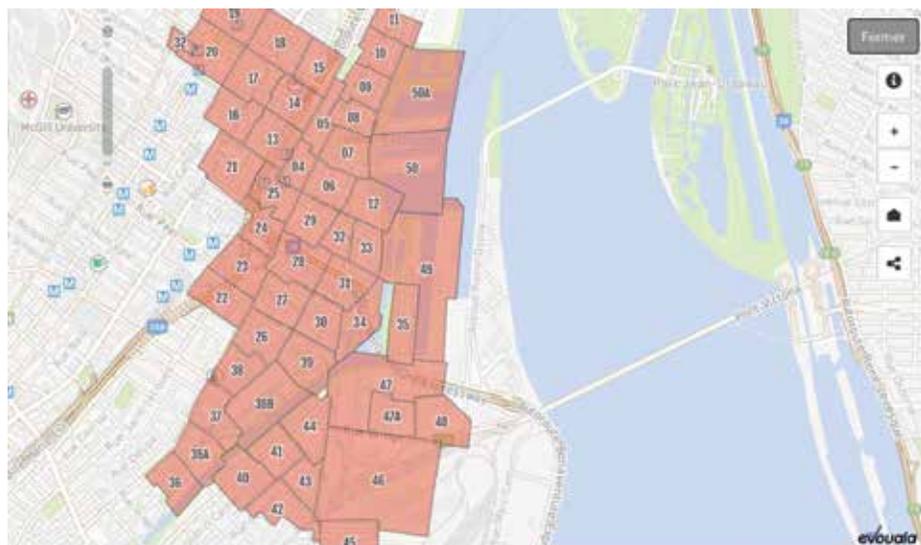
44. Alain Rainville, « Les plans d'assurance contre l'incendie au Canada », *L'Archiviste*, n° 111, 1996, p. 2538.

45. Donald J. Lafreniere et Jason A. Gilliland, « "All the World's a Stage": A GIS Framework for Recreating Personal Time-Space from Qualitative and Quantitative Sources », *Transactions in GIS*, vol. 19, n° 2, 2015, p. 225246.

46. « Carte index de Montréal | BAnQ numérique », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, 2018, <numerique.banq.qc.ca/p/carte_index_MTL.html> (consulté en ligne le 8 avril 2018).



Carte index des volumes des plans d'assurance incendie.
Source: Bibliothèque et Archives nationales du Québec



Carte index des planches du volume 1 des plans d'assurance incendie.
Source: Bibliothèque et Archives nationales du Québec

CONCLUSION

Les chercheurs individuels et les équipes de recherche peuvent hésiter à prendre le tournant spatial à cause des investissements en matériel, en personnel et en temps nécessaires au traitement des données. Ceux-ci s'avèrent néanmoins très rentables à plus d'un titre. En premier lieu, de nouvelles analyses sont possibles, comme on le constate avec les banlieues. En deuxième lieu, une plateforme telle que SCHEMA permet d'offrir des visualisations efficaces, tant pour la communication scientifique que pour la vulgarisation. En troisième et dernier lieu, la diffusion Web permet aussi de donner accès à des cartes anciennes et aux données de la recherche, évitant ainsi aux usagers d'avoir à reprendre le dépouillement et le géoréférencement des données. L'expérience du tournant spatial aura permis de bonifier les analyses et la diffusion. Les efforts requis pour structurer une demande importante de financement en y intégrant de nombreux chantiers numériques auront porté fruit. Le LHPM peut désormais se positionner en tant qu'équipe de recherche ayant pris le tournant spatial.

Léon Robichaud est professeur au Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke et codirecteur du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal. Spécialiste de l'histoire de la Nouvelle-France, il est un des plus grands experts québécois de l'application de l'informatique à l'histoire.

Chaire Fernand-Dumont sur la culture

Titres parus:

- Pierre Lucier. *La foi comme héritage et projet dans l'œuvre de Fernand Dumont*, 1999.
- Jean-Paul Baillargeon. *Transmission de la culture, petites sociétés, mondialisation*, 2002.
- Jean-Paul Baillargeon. *Bibliothèques publiques et transmission de la culture à l'orée du XXI^e siècle*, 2004.
- Fernand Harvey, Hugo Séguin-Noël et Marie-Josée Verreault. *Bibliographie générale de Fernand Dumont. Œuvres, études et réception*, 2007.
- Étienne Berthold. *Le Québec vu de la Russie. Regards de l'historien Vadim Koleneko*, 2007.
- Étienne Berthold. *Mondialisation et cultures. Regards croisés de la relève sur le Québec*, 2007.
- Nathalie Hamel. « Notre maître le passé, notre maître l'avenir ». *Paul Gouin et la conservation de l'héritage culturel du Québec*, 2008.
- Claudine Audet et Diane Saint-Pierre (dir.). *Tendances et défis des politiques culturelles. Analyses et témoignages*, 2009.
- Nathalie Hamel. *La collection Coverdale, La construction d'un patrimoine national*, 2009.
- Diane Saint-Pierre et Claudine Audet (dir.). *Tendances et défis des politiques culturelles. Cas nationaux en perspective. France-Angleterre-États-Unis-Allemagne-Espagne-Belgique-Suisse-Suède-Pays de Galle et Écosse-Québec – Les organisations internationales*, 2010.
- Jean-François Simard. *L'œuvre de Camille Laurin. La politique publique comme instrument de l'innovation sociale*, 2010.

Etienne Berthold et Nathalie Hamel (dir.). *Patrimoine et histoire de l'art au Québec: enjeux et perspectives*, 2012.

Mireille Barrière (dir.). *Les 100 ans du prix d'Europe. Le soutien de l'État à la musique de Lomer Gouin à la Révolution tranquille*, 2012.

Yvon Leclerc. *L'action culturelle et le développement territorial. Le quartier Saint-Roch à Québec et autres cas de réussite*, 2018.

Histoire et patrimoine

Pistes de recherche et de mise en valeur

L'histoire et les études patrimoniales ont pendant longtemps évolué en parallèle. Mais, depuis quelques années, les collaborations et les échanges se sont accrus. C'est ce dont témoigne cet ouvrage dans lequel la relation entre histoire et patrimoine est explorée sous divers angles. On y met en lumière les apports originaux de travaux récents et on y esquisse des pistes de recherche. En outre, l'appropriation et la diffusion des résultats et les enjeux de la mise en valeur reçoivent une attention particulière.

Ce livre est aussi l'occasion de souligner la contribution majeure du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, une équipe de recherche en partenariat, créée à l'Université du Québec à Montréal en 2006. Plusieurs articles illustrent l'apport de ses membres et partenaires à ce rapprochement entre histoire et patrimoine.

JOANNE BURGESS est professeure titulaire au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal où elle enseigne l'histoire socio-économique et urbaine du Québec et du Canada et intervient dans la formation en muséologie. Elle dirige le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal depuis 2006. Ses réalisations témoignent de recherches fondamentales et appliquées, souvent menées en partenariat avec le milieu, et de leur diffusion au moyen d'un éventail diversifié de média. Ses contributions ont été récompensées, notamment par le prix Afcas André-Laurendeau 2015 et l'Ordre de Montréal.

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, C. M., C. Q., professeur émérite au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, est un spécialiste de l'histoire contemporaine du Québec et de l'histoire de Montréal. Il a publié plusieurs ouvrages dont *Histoire du Québec contemporain*, *Histoire du Canada*, *Une histoire de Montréal* et *La rue Sainte-Catherine au cœur de la vie montréalaise*. Codirecteur du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, il a été conseiller scientifique auprès de divers musées d'histoire.

Aussi en version numérique

INRS
UNIVERSITÉ DE RECHERCHE

